APR 27 1937

DICAL ROOM
RAL LIBRARY
V. OF MICH.

REVUE DE PARIS

15 AVRIL 1937

AMILLE BARRÈRE	*Lettres à Delcassé*	721
ERMAIN-MARTIN	*Le Patronat français*	764
ABEL HERMANT	*La Dernière Incarnation de M. de Courpière. — II*	785
ALEXANDRE ARNOUX	*Vol au Louvre.*	813
GABRIEL MARCEL	*Le Centenaire de Swinburne*	829
GEORGES HARDY	*Le Noir et la Civilisation*	846
ANDRÉ BEUCLER	*Russes de France*	866
CHRISTIAN DE CATERS	*Paysages et Ame du Portugal.*	897
LOUIS HOULLEVIGUE	*Notre Univers*	914
COLONEL KOELTZ	*L'Histoire militaire*	924
FRANÇOIS PORCHÉ	*Le Théâtre*	933
HENRY BIDOU	*Le Mouvement littéraire*	947

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Fr 50

44e ANNÉE NUMÉRO 8

La REVUE DE PARIS il y a cent an

(Première REVUE DE PARIS)

Nous extrayons du bulletin de la REVUE DE PARIS *d'avril 1837, quelques* n *évoquant l'actualité du mois :*

« ... La vente, commencée à l'Elysée-Bourbon, des tableaux que le duc de Be avait rassemblés, attire une grande affluence de curieux et d'amateurs. A vrai dire, collection est merveilleuse. Les Flamands et les Hollandais dominent. Qu'on ne préte pas que présentement il n'y a de goût et de passion pour aucune chose d'art. La propo tion fût-elle vraie en ce qui touche la littérature et la poésie, au moins la peinture, bonne vieille peinture ferait exception. Déjà des Téniers, des Mieris, des Vouvermans sont vendus des prix énormes. Mais la perle de la collection, c'est la célèbre toile *Traité de Munster*. Le tableau a seize pouces de hauteur sur vingt et un de largeur. D cet étroit espace, indéfiniment agrandi par le génie de l'artiste, se meuvent quatre-vin six figures, qui sont autant de portraits historiques, parmi lesquelles vous reconnais Terburg lui-même, l'auteur du chef-d'œuvre.

« Le duc de Berry avait payé cette toile quatre-vingt mille francs. Tout annonce qu' sera poussée plus haut. Le bruit se répand que la liste civile est décidée à acheter tableau, quoi qu'il coûte. Nous n'en serions pas surpris. La liste civile nous doit b donner incessamment un musée espagnol tout entier. Mais s'il elle donnait, en attenda le *Traité de Munster*, quel cadeau pour le pays, et quel inappréciable diamant de plus p la vieille galerie ! »

« Il paraît que la grande fête d'inauguration du Musée de Versailles aura lieu le 2 ce mois, et que l'ouverture se fera toujours le 1er mai. M. de Cailleux a montré, dit-on, catalogue de la collection, imprimé déjà en épreuves. Il n'y a pas une explication d' morceau de sculpture ou de peinture qui ne soit un passage littéral des histoires et d mémoires du temps auquel se rapporte le trait illustré. Ainsi tout aura un rigoureux cara tère historique dans ce musée de Versailles, jusqu'à son livret, qui sera lui-même u petit cours d'histoire de France authentique. »

« On s'est demandé longtemps : avons-nous un ministère ? Aujourd'hui c'est au chose ; on ne s'aborde plus sans dire : avez-vous entendu Duprez ? La position de l'Op serait devenue fâcheuse si Duprez avait échoué. Il ne restait plus qu'à envoyer à Nou un engagement en blanc.

« Duprez a trouvé, dans *Guillaume Tell*, des accents auxquels rien ne saurait résiste

« La place de Duprez est à l'Académie royale de Musique ; il était juste qu'il arrivât. Chacun doit avoir son tour. »

« ... Le Théâtre-Français s'est ouvert au *Charles VII* de M. Alexandre Dumas. On doute bien que le public a accueilli cet ouvrage plus froidement qu'à la première app rition. Il faut revoir ainsi les pièces à succès, après quelques années de sommeil po juger de la rapidité qu'elles mettent à vieillir. *Charles VII* est du beau temps où tout qui portait la dague au côté, la cotte de mailles ou les souliers à la poulaine, trouva grâce devant le parterre. Les drames étaient des vignettes de Tony Johannot ou de Gigoux.

LETTRES A DELCASSÉ

Quand s'écrira l'histoire de la Diplomatie française d'avant-guerre, et particulièrement de son activité de 1890 à 1914, il ressortira qu'en présence de l'instabilité, devenue chronique, du régime parlementaire, il se trouva quelques diplomates pour s'entendre, d'abord tacitement, puis de propos délibéré, pour la défense des intérêts nationaux. Ceux-là, poursuivant un dessein commun, se firent non seulement les serviteurs de la chose publique, mais n'attendant pas des instructions pour agir, se les donnèrent en quelque sorte à eux-mêmes. Cela dura jusqu'au jour où parut au Quai d'Orsay un homme politique supérieurement doué, et de taille à faire revivre les grandes traditions de la diplomatie française.

Ce n'est pas que la stabilité ministérielle, inséparable de la bonne gestion des affaires de l'État, fut sensiblement plus grande qu'aujourd'hui. Les Ministères à court terme se succédaient avec le caractère d'improvisation qui a marqué la vie parlementaire française. J'ai vu, dans ma carrière, trente-quatre cabinets français contre neuf Ministères en Angleterre. Ce n'est pas ici le lieu de comparer deux régimes parlementaires qui n'ont de commun que le nom. Mais comment fut-il possible pour la France, en cette condition d'instabilité chronique, de pratiquer une politique étrangère cohérente et suivie, de sortir de l'isolement, de suppléer à l'affaiblissement de sa natalité par la recherche de forces étrangères, de contracter des alliances qui la libérassent

de la pression exercée sur sa vie nationale par les puissants vainqueurs de 1870?

Ce qui eut lieu alors prend maintenant à nos yeux un aspect paradoxal. On vit la stabilité de la politique étrangère sortir de l'instabilité.

Cette restauration remarquable de la stabilité en matière de politique extérieure fut l'œuvre de Delcassé, on pourrait dire son chef-d'œuvre. Pendant sept ans, il sut rester au Quai d'Orsay à travers plusieurs cabinets et donner suite à son dessein d'affranchir le pays de toute tutelle extérieure. Et cependant, pour son début, la crise de Fachoda éclatait entre la France et l'Angleterre. Aidé puissamment par des collaborateurs avertis, Delcassé sut faire de cette crise anglo-française le point de départ de l'Entente cordiale. Dès lors, entre la France et la Grande-Bretagne, toute occasion de conflit était éliminée; leurs intérêts généraux devenaient communs; et pour qui savait voir et prévoir, la France était certaine de trouver l'Angleterre à ses côtés si elle était attaquée.

Cette mémorable opération changeait les conditions politiques de l'Europe; mais elle fût restée sans lendemain si elle n'avait été précédée par une rupture d'inimitié avec un pays voisin, rupture à laquelle la politique britannique n'était pas indifférente. Nos rapports avec l'Italie étaient si peu satisfaisants qu'ils équivalaient à une demi-rupture. L'occupation française de la Tunisie devait déclencher au delà des Alpes une violente réaction, qui se traduisit dans les faits par l'entrée de l'Italie dans les alliances germaniques. Cette politique pouvait avoir pour nous de très graves conséquences. Les rapports entre les deux nations s'en ressentaient toujours plus. La Bourse de Paris était fermée aux valeurs italiennes; les rapports commerciaux étaient rompus. Des deux côtés des Alpes, il y avait une sorte de rupture larvée.

Ce fut dans ces conjonctures inquiétantes que l'auteur de ces lignes fut envoyé à Rome en 1897. Il ne croyait pas alors y séjourner près d'un quart de siècle. Mais il y allait, bien résolu à mettre un terme à un état de choses aussi préjudiciable aux intérêts des deux nations voisines. Tout paraissait contraire à une semblable entreprise, et la France ne devait compter que sur elle pour la réaliser. La politique anglaise,

favorable alors à la Triple Alliance, s'accommodait des dissentiments franco-italiens, qui assuraient sa prépondérance dans la Méditerranée. La Russie était indifférente ; les puissances germaniques nettement hostiles ; le Saint-Siège, enfin, n'avait aucun désir et, de son point de vue, aucun intérêt au rapprochement de la France et de l'Italie. En réalité, pour aboutir à ses fins, la diplomatie française n'avait à compter que sur elle-même.

La correspondance privée qui suit servira à expliquer par quels moyens et avec quels concours elle y arriva. Elle eut la rare fortune de se rencontrer à Rome avec des hommes d'État de premier ordre et pénétrés des grandes traditions politiques de leur pays. Avec des esprits de cette trempe, les ententes devenaient relativement faciles. Il me plaît de rappeler ici la grande part qu'ils y prirent. On trouvera peut-être aussi, dans cette correspondance, la preuve que la solution de conflits internationaux n'est possible que quand, de part et d'autre, on y apporte de l'esprit de conciliation, de la loyauté et de l'honneur.

I

Rome, 23 novembre 1898.

L'accord commercial[1] a produit ici un véritable coup de foudre. Les armements anglais, l'« affaire[2] », tout, enfin, a pâli devant cette opération. Tous s'accordent pour la trouver opportune, habile et d'une grande portée politique. D'un coup, nous venons de rendre impossible la participation de l'Italie à une guerre maritime. Les francophobes ne trouveraient plus prise sur l'opinion pour forcer la main au Gouvernement. Celui-ci serait tenu à une neutralité véritable. Il y a plus : les Italiens deviennent vraiment intéressés à la paix. Nous aurons des retours offensifs ; cela ne tirera plus à grande conséquence.

En un mot, l'effet dépasse de beaucoup ce que nous avions espéré. La *Tribuna* a évolué hier ; on verra si cela continue.

1. Les rapports commerciaux et financiers entre les deux pays étaient interrompus depuis deux ans.

2. L'affaire Dreyfus.

Au surplus, dès que cette affaire sera terminée, je vais m'occuper du côté opinion publique. Mais faites vite pour le reste, et abrégez les délais de discussion parlementaire le plus que vous pourrez.

Est-ce que l'Ambassade d'à côté[1] a perdu son titulaire? Voilà quatre mois qu'elle n'en a pas, et cela fait jaser. En ce moment, plusieurs grosses questions sont sur le tapis : la réunion des représentants des églises orientales, les conséquences du voyage impérial en Terre Sainte — et parmi les représentants noirs, il n'y a que le Français qui ne soit pas là... Envoyez donc Jules Cambon.

Et vous, cher ami, comment allez-vous? On vous rend grande justice. On vous trouve prudent et habile... Que savez-vous du côté anglais? Le plus tôt Paul Cambon ira à Londres, le mieux ce sera. Ici on est réellement inquiet, je vous ai dit ce qu'il en était.

II

Rome, 30 janvier 1899.

Le succès de votre discours[2] a été très grand. Je n'ai entendu que des éloges de votre éloquence et de votre tact. J'en suis bien heureux pour vous, et puis aussi pour le bon camarade qui vient de traverser vaillamment de si dures épreuves. Donc, bon courage, et n'oubliez pas que vous avez autour de vous quelques collaborateurs qui veillent au grain et que le découragement ne saurait entamer. Je vois que Paul Cambon est déjà à l'œuvre à Londres.

Je ne vous parle pas des affaires de mon ressort. Je pense que vous lisez ma correspondance ou que l'on vous dit ce qu'elle contient. L'Italie est retournée, le tout maintenant est d'éviter les ornières et de ne pas verser. Voici un renseignement qui peut, le cas échéant, vous être précieux : Germain[3] m'a dit qu'il savait que Witte, le ministre des Finances russe, cherchait de l'argent, mais qu'il redoutait de faire directement un appel au public sur le marché de Paris. Germain a ajouté,

1. L'Ambassade de France près le Vatican.
2. Sur l'accord commercial avec l'Italie.
3. Directeur du Crédit Lyonnais.

à ce propos, que si Witte voulait placer sans bruit en France pour trois cents millions d'actions de chemins de fer russe, il s'y prêterait sans hésiter si le *Gouvernement français croyait pouvoir tirer quelques avantages politiques* de ce qui, pour lui, Germain, serait une excellente affaire. Il m'a autorisé à vous le dire.

Je ne pense pas aller en France avant août, à moins que les circonstances ne m'y appellent. Votre Ministère me paraît aussi solide qu'un cabinet peut l'être aujourd'hui ; mais on répand toujours des bruits alarmants à l'étranger ; ils tiennent pour certain que nous touchons à un bouleversement politique et social.

III

Rome, 12 avril 1899.

Au cours de notre entretien de vendredi, Canevaro[1] m'a dit : « M. Delcassé a dit à Tornielli[2] que nous pouvions prendre Tripoli si nous voulions. Je l'ai fait remercier ; mais j'ai ajouté que nous n'avions pas actuellement l'intention de nous lancer dans une telle entreprise. » J'avoue que cette parole m'a un peu interdit au moment où j'expliquais que nous n'avions aucune vue sur Tripoli. Je n'ai pas mis ce propos dans ma lettre officielle. Je vous le rapporte quand même, parce qu'on est capable de nous le resservir. Je vous prie instamment, d'une manière générale, de noter ce que vous dites à Tornielli sur des questions de quelque importance *et de me le faire connaître par la plus prochaine valise.* Jamais deux langages ; cela peut avoir de gros inconvénients, et il est inévitable que cela se passe ainsi quand on n'accorde pas ses instruments.

Vous trouverez, dans cette valise, le récit de mon entretien avec Canevaro, et son projet de note de désintéressement. Je ne connais pas assez la portée de l'expression « liberté de commerce » employée dans cette formule. Je ne sais si elle comporte une restriction douanière ou une servitude incompatible avec la souveraineté. A vous de voir cela. Quant à

1. L'Amiral Canevaro, ministre des Affaires Étrangères.
2. Ambassadeur d'Italie à Paris.

la forme donnée à la formule de désintéressement, elle est susceptible de modification. Vous n'êtes nullement tenu d'accepter le texte de Canevaro. Mais j'insiste sur la nécessité de faire quelque chose, surtout si nous pouvons donner un semblant de satisfaction qui ne nous engage pas. Pour la Tripolitaine, je ne vois pas le moyen de ne pas accentuer notre désintéressement après ce que nous avons dit. Quant au reste, examinez ce que vous pouvez faire.

Je reçois le télégramme où vous me recommandez la prudence. L'avis est superflu. Quand vous ai-je donc donné l'occasion de douter de moi ?

IV

Rome, 11 décembre 1899.

Je vous envoie les dernières propositions italiennes pour Raheta[1]. C'est bien le dernier mot de la Consulta[2]. Mon avis net, c'est qu'il faut les accepter et en finir au plus vite. Je dois pouvoir l'annoncer le 1er janvier prochain. Il n'y a pas l'ombre d'un intérêt français sérieux engagé.

P. S. — Visconti[3] se tait toujours sur Tripoli.

V

Cher ami,

Reçu vos deux lettres. Depuis que je vous ai indiqué le progrès du retour de Venosta vers la solution que nous cherchions, pour prendre la position de demandeur, je m'attends d'un instant à l'autre à ce qu'il reprenne la conversation. A ce propos, voici deux indications, dont l'une au moins est grave, et qui doit nous porter à presser le mouvement :

1° J'ai appris d'une façon secrète et sûre que Visconti ne restera au Ministère que jusqu'au 1er avril, sa femme en a obtenu de lui l'engagement formel. Le pauvre Visconti

1. Petit port situé près de Djibouti.
2. Ministère des Affaires Etrangères.
3. Le marquis Visconti Venosta, ministre des Affaires Étrangères.

est atteint de la pierre. Son état, à son âge, comporte peu de remèdes. Visconti ne s'en doute pas, sa femme non plus ; mais elle a l'intuition que son mari abrège ses jours en restant ministre.

Ce départ sera pour nous un malheur ; c'en serait un bien plus grand si nous n'arrivions pas avant à un résultat. Car, en dehors de Visconti, personne n'osera engager l'Italie dans cette voie. Je fais toutefois une exception pour Rudini. Donc, urgence à presser le mouvement ;

2° Tornielli[1] envoie ici des rapports pessimistes sur notre situation intérieure. Il dit toujours : « Comment traiter avec un gouvernement qui peut tomber demain, avec un régime dont la déchéance peut être prochaine ? »

Il est mécontent et critique. Il a désiré aller à Londres parce que « les Salons » de Paris lui font grise mine depuis l'affaire Dreyfus.

Reprenons maintenant la question. Je laisse de côté celle des assurances sur les conséquences de la Convention de Londres[2]. La question doit être traitée et résolue dans toute sa largeur, mais il faut que vous me fixiez immédiatement sur les points suivants :

Est-ce une délégation pour tout le Maroc que vous demandez ? Vous ne l'obtiendrez pas. On vous répondra qu'il y a dans l'affaire plusieurs concurrents ;

Est-ce seulement une assurance mutuelle que la France renonce au territoire tripolitain et que l'Italie renonce au territoire marocain ? Ici encore, l'obstacle, c'est qu'une telle parité comporte, pour l'Italie, le désintéressement *complet* (c'est-à-dire l'engagement de trouver bon que nous prenions Tanger et les Présides ; mais il y aurait, selon moi, moyen de tourner la difficulté) pour tout le Maroc, y compris Tanger et les Présides ;

Ou bien demandons-nous la reconnaissance de nos droits supérieurs sur l'intérieur marocain jusqu'à l'Atlantique en échange des droits supérieurs de l'Italie sur Tripoli ?

Par la force des choses, la conversation sera entre Visconti

1. Ambassadeur d'Italie à Paris.
2. Sur cette convention, voir pages 730 et 749.

et moi. Il est donc indispensable que vous m'expliquiez vos intentions dans toutes les éventualités que je viens d'indiquer et le plus tôt possible.

Quant à la politique générale, je conçois très bien et je partage votre espoir d'amener les Anglais à régler entre nous de grosses affaires, mais laissez-moi vous dire que vous n'obtiendrez rien d'eux par sentiment. Ils vous feront des concessions en raison des difficultés qui les assaillent. Plus ils seront embarrassés, plus vous serez accompagné. Puissiez-vous vous entendre avec eux ! Mais ce n'est pas le lendemain de l'ouverture qu'il faudrait attendre pour engager la conversation avec l'Italie.

Je suis heureux de savoir que tout va bien entre Paris et Pétersbourg. On disait que Witte voulait avancer de l'or à la Banque d'Angleterre. Il n'aurait plus manqué que cela ! Nelidoff[1] m'a dit que l'idée fixe de Witte était de s'assurer le marché anglais. Il me semble qu'avec la politique financière de la Russie, telle qu'elle vient d'être exposée, c'est M. Witte qui est ministre des Affaires Étrangères. Et j'ai expliqué qu'on ne fasse rien vers les frontières de l'Inde. Pourtant, l'essence même de l'Alliance, c'est que, au moment où nous cherchons des règlements de comptes avec nos voisins d'outre-Manche, la Russie nous aide par son attitude en Asie. La cordialité des rapports ne doit pas exclure leur efficacité, si j'ose m'exprimer ainsi.

Tout à vous.

VI

Rome, 9 février 1900.

Reçu le projet de déclaration apporté par Jullemier[2]. Visconti ne recevait pas mercredi. Je l'ai vu jeudi sous un prétexte quelconque. Il allait au Sénat ; il était pressé. J'ai amené la conversation sur nos affaires ; je lui ai rappelé notre entretien amical et particulier sur la Tripolitaine et le Maroc ; je lui ai dit que je croyais pouvoir l'éclairer d'une

1. Ambassadeur de Russie à Rome.
2. Des Affaires Étrangères.

manière satisfaisante sur les points d'interrogation qu'il avait posés ; et demandé si, dans ces conditions, il lui plaisait de reprendre la conversation. Avec une promptitude et une ouverture qui montraient combien la question avait mûri dans son esprit, Visconti a répondu qu'il était prêt ; et comme le temps lui manquait, il m'a proposé de me recevoir à loisir dimanche, c'est-à-dire après-demain. Cet entretien répondrait à son désir de nous expliquer sur la question méditerranéenne, sur laquelle nous pouvions, selon lui, nous entendre facilement. « Vous savez, comme moi, a-t-il ajouté, que c'est de la Méditerranée que viennent nos plus sérieux malentendus, et que c'est là qu'il faut chercher l'explication de la politique ultérieure de l'Italie. Ce serait un grand bienfait pour l'avenir de nos deux pays si nous pouvions clore ce mauvais chapitre. »

C'était parler d'or. Donc, à dimanche l'entretien décisif. J'entends presser le mouvement. Je ne présenterai pas, en dernière analyse, l'affaire sous la forme d'une déclaration *ayant la forme d'un traité*. Ce serait inutilement effaroucher Visconti et perdre une partie du chemin parcouru. Il y a là une question de forme ; pourvu que le fond y soit tout entier, c'est tout ce que nous voulons. Vous pouvez d'ailleurs vous confier à moi. Rien ne sera signé sans vous avoir été préalablement soumis.

Que me dit M. Z...?, que vous êtes fatigué, malade même? Mon cher ami, vous travaillez trop ; vous faites vous-même le travail des autres ; vous vous éreintez inutilement. Je dis « inutilement », parce que vous serez peu avancé, et nous aussi, le jour où vous serez sur le flanc. Nous ne pouvons rien sans votre carcasse ; il faut donc la ménager. Prenez de temps à autre un repos de quelques jours. Vous verrez que les affaires en souffriront d'autant moins que vous apporterez à les traiter plus de calme et de vigueur.

Ces derniers jours nous ont apporté une série de boules noires. D'abord, cette décoration accordée à Léandre. Pourquoi blesser gratuitement le sentiment anglais? Puis, le banquet offert au décoré. Puis, le discours de Deschanel. Le moment était bien choisi pour parler de ce ton. Puis, les bruits stupides sur l'action anglo-italienne en Égypte et les articles nationalistes.

VII

Mon cher ami,

Comme je vous l'ai précédemment mandé, je devais recauser avec Visconti de la question Tripoli-Maroc. La conversation a été, en effet, reprise dimanche. Le marquis m'a dit tout d'abord : « Je suis bien heureux que cette question sur nos affaires méditerranéennes soit ouverte entre nous dans de telles conditions de franchise et de bonne amitié. Je désire qu'elle demeure ouverte, de façon que nous puissions nous entretenir, sans autre formalité, toutes les fois que les circonstances le commanderont. Vous savez, à n'en pas douter, que vous pouvez compter sur ma discrétion absolue, comme j'ai une foi égale dans votre loyauté. »

Nous avons alors abordé la matière. J'ai exposé, avec toutes les précautions possibles, notre point de vue ; et j'ai bien posé, *avec l'approbation entière de Visconti*, que le point d'origine de ces conversations était la Convention franco-anglaise de Londres du 21 mars 1899. Le Gouvernement italien s'étant inquiété de la portée de cet acte, nous lui avions donné verbalement des explications rassurantes. L'amiral Canevaro avait désiré qu'elles fussent écrites, afin d'en faire état devant le Parlement italien, ce à quoi nous n'avions pu consentir ; mais le Gouvernement français ne s'étant pas refusé de continuer la conversation sur ce terrain (en évitant la publicité), le comte Tornielli avait reproduit sa demande sur l'instance de Visconti ; l'initiative de cette action provenait donc du côté demandeur italien.

Je résume maintenant les observations du ministre en omettant l'échange de propos qui les a provoquées : « Le fait, dit Visconti, que la sphère d'influence française réserve la question de Tanger et des possessions espagnoles de la côte méditerranéenne, éclaircit beaucoup la situation. Il indiquait que la France n'a aucun projet de mettre en jeu le côté international de la question marocaine, et que ses intentions sont pacifiques. Ce dont il s'agissait était d'éviter que, dans certaines éventualités, les intérêts de l'Italie et de la France entrent en conflit. Votre désintéressement à l'égard de Tripoli,

ainsi que l'assurance répétée que vous n'entendez pas couper les routes caravanières de la province nous seraient précieux et auraient sur l'avenir les plus heureuses influences. Car la source de nos dissentiments et de la direction de notre politique a été dans la Méditerranée. Quant au Maroc, quel intérêt l'Italie y possède-t-elle? Cet intérêt est purement relatif et ne peut avoir trait qu'à la crainte d'un déplacement de balance. Nous n'avons aucun territoire à y acquérir. Il ne peut donc être question pour nous d'y mettre en échec votre influence. Dès que nous aurons la certitude que vous n'entendez pas étendre à Tripoli et à la Cyrénaïque votre expansion coloniale, l'intérêt politique italien au Maroc n'existe pour ainsi dire plus. C'est même la conséquence évidente et certaine de votre désintéressement en ce qui touche Tripoli, et tellement que cela n'aurait même pas le besoin d'être écrit...

» *Je considère que nous sommes entièrement d'accord quant au fond de cette double question* ; il est déjà considérable d'être arrivé dans une conversation à cette constatation.

» Reste la question de la *forme* à lui donner. Il y a là quelque chose qui n'est pas encore bien clair pour moi, et je voudrais y réfléchir. Si vous voulez bien, nous en reparlerons. »

Voilà où nous en sommes, et voici mes observations. Je crois tout d'abord que la prudence nous commande de renoncer à la forme de déclaration que vous m'avez indiquée. Nous pouvons compter sur la discrétion et la loyauté parfaite de Visconti. Il se peut aussi, mais ce n'est qu'une hypothèse, que Visconti juge qu'il ne peut se dispenser de communiquer ultérieurement aux Alliés intercentraux de l'Italie un papier qui aurait le caractère d'une véritable convention politique,

Pesez bien ce côté de la question. Il est grave. Cela ne touche naturellement qu'à la question Maroc. De ce côté, seulement, le danger existe pour nous. En ce qui touche la Tripolitaine, vous savez que j'ai toujours jugé que ce serait une très grande faute de ne pas répéter par voie de lettres nos assurances verbales, alors même que cela serait unilatéral. La question Tripolitaine a sa place dans le traité de la Triple Alliance ; elle y est l'objet, sous couvert de destruction de l'équilibre

méditerranéen, d'un *casus belli* contre nous. Nous supprimons donc, non seulement le prétexte, mais l'une des bases principales du traité.

Je crois que si nous persistons à demander à l'Italie des garanties sur le Maroc, ce doit être sous une forme prudente, et laissant le moins de prise possible à nos compétiteurs ou adversaires. Cela ne doit pas dépasser, pour la forme, un échange de lettres prenant, pour point de départ, la Convention de Londres de mars 1899. J'y laisserais de côté, en tout état, les expressions « d'acquisition de territoire », je tâcherais, concernant la Tripolitaine, de me contenter de répéter que cette Convention de Londres n'a pas pour conséquence, en ce qui nous concerne, de couper les routes caravanières de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, et que notre expansion coloniale s'arrête aux frontières de cette région. Sur le Maroc, je demanderai à l'Italie de nous écrire qu'elle ne voit rien d'incompatible avec ses intérêts dans la défense pour la France des intérêts particuliers qui résultent pour elle de sa position de puissance voisine du Maroc. Cela est médiocrement exprimé, mais vous me comprenez. On peut tourner autrement la phrase, le tout est qu'on n'ait ici aucun intérêt à violer le secret de cette correspondance, et qu'il y ait même des inconvénients à ne pas l'observer, et que le contenu soit tel que les autres ne puissent y voir une menace caractérisée, soit pour ce qu'ils ambitionnent, soit pour ce qu'ils possèdent.

Vous avez le temps de me répondre par la valise du 20 ; je désirerais que ce fût le plus tôt possible. Trois routes sont ouvertes. Il s'agit de savoir celle qu'on prendra.

VIII

Rome, 2 mai 1900.

Visconti était à Naples. Il n'est rentré qu'hier : je le verrai sans doute aujourd'hui.

J'ai causé hier avec Nélidoff. Certaines parties de sa conversation sont intéressantes. Comme je lui disais : « J'espère bien vous voir un jour à Paris », il m'a répondu : « Comment voulez-vous que j'y aille puisque votre Gouvernement m'a *refusé*. » J'ai dit que je doutais fort de l'exactitude du rensei-

gnement, car je savais au contraire qu'il serait accueilli à Paris avec une grande faveur. « Voici ce qui s'est passé, m'a dit Nélidoff; avant un voyage en France, l'Empereur m'a dit personnellement : « Je vous destine l'Ambassade » de Paris ; mais je vous demande de rester encore à Constan- » tinople pendant trois mois. » Au bout de trois mois, rien ne venant, j'ai été demander des éclaircissements à Pétersbourg. Là, j'ai appris, à ma grande surprise, qu'on me destinait à Rome, parce qu'on avait fait comprendre à Paris que je serais *persona ingrata.* »

La conclusion de ceci pour moi, c'est que Nélidoff désire toujours très vivement aller à Paris. Mon avis est toujours que vous ne sauriez désirer mieux, et si l'occasion s'en présentait, un mot de vous, discrètement dit, y aiderait puissamment ; mais mon sentiment est que ce mot devrait aller avant tout à l'Empereur.

IX

9 mai 1900.

Cher ami,

Merci des utiles renseignements que m'a apportés notre ami Jezierski[1]. Faites en sorte de me communiquer tout ce qui pourrait arriver secrètement à votre connaissance concernant l'Italie. Dans l'espèce, je n'ai pas l'ombre d'un doute, comme je vous l'ai mandé, sur la loyauté du grand ministre qu'est Visconti. Il a gardé secret tout ce que nous avons dit, même à l'égard de son ambassadeur à Paris, Tornielli. Ce n'est pas à un homme indiscret et léger comme R... qu'il confierait de telles commissions, alors même qu'il en voudrait faire, ce que je ne crois pas. R... a fait du zèle, peut-être sans malice.

Vous trouverez, ci-joint, le résumé d'une importante conversation avec le ministre de la Consulta. Vous y verrez : 1° que Visconti voudrait aller plus loin que je ne le propose et qu'il me le proposait lui-même, et avoir non seulement notre désistement, mais notre approbation à une action ultérieure sur

M. Louis Jezierski, Directeur du *Journal Officiel*, ami intime de Delcassé et de l'auteur de ces lettres.

Tripoli ; 2° que, sur ce terrain, j'ai porté un fort coup d'arrêt, et que j'ai donné clairement à entendre que s'il s'agissait pour l'Italie d'aller à Tripoli, ce serait, de notre part, à la condition que celle-ci ne serait pas engagée autre part (en Europe) contre nous. Ce n'est certainement pas vous qui me désapprouverez d'avoir posé un tel intervalle entre la coupe et les lèvres. J'ai agi ainsi, en dehors des raisons que vous comprenez, sans nécessité d'explication, parce qu'il est évident que Visconti oriente sa politique du côté de Tripoli. Il y a campagne de presse là-dessus, campagne autorisée par la Consulta. L'ouverture de Visconti me confirme dans ma conviction. Il était donc urgent qu'il sût qu'on n'allait pas à Tripoli sans nous donner de sérieuses garanties quant à nos frontières.

Il y a plus — et c'est un côté curieux de l'affaire : à Londres on est en méfiance à l'égard de l'Italie, et justement à cause de cette campagne tripolitaine. On soupçonne, à Londres, Visconti de vouloir s'entendre avec nous. On lui a donné, me dit-on, des « marques non légères » de méfiance. Visconti, dans la conversation que je vous rapporte, a dit encore : « La Cyrénaïque est d'une importance stratégique considérable par rapport à l'Égypte : j'imagine que vous préféreriez encore nous y avoir pour voisins. » Ce propos se rapporte évidemment à la surveillance dont la Consulta est actuellement l'objet de la part de Londres.

Si vous vous faites présenter ma correspondance officielle, vous verrez qu'à propos de la *Perseveranza*, de Milan, j'ai poussé, du côté de Visconti, une autre pointe. Le prétexte était bon : j'en ai usé dans la même conversation que sur Tripoli-Maroc et en marquant bien le lien entre les divers sujets. Visconti en a été un peu essoufflé. Le surlendemain, il a vu l'éminent homme d'État italien et grand financier, Luzzatti, qui était au courant. Il lui a dit : « Avez-vous vu votre ami Barrère ? » « Oui, lui a répondu Visconti, et comment l'avez-vous trouvé ? » « Très affectueux et cordial comme toujours, mais visiblement mécontent de certains de nos articles de presse sur la Triple Alliance. J'ai le sentiment qu'il y a de sa part un certain recul sur le terrain où nous étions engagés du côté de la Méditerranée. Je comprends

pourquoi : mais il ne faut pas me demander ce que je ne peux faire, ce qui jetterait un discrédit sur notre bonne foi et nous réduirait à l'isolement. Nous avons des alliances ; vous connaissez mes sentiments envers elles ; mais on ne les brise pas ainsi, du jour au lendemain. Je crains que la politique française ne cède à son défaut habituel, qu'elle ne cherche des succès retentissants. C'est justement ce qu'il ne faut pas, ce que nous ne pouvons faire. Il faut agir patiemment et sans bruit et arriver à des situations qui fassent que les engagements pris par nous envers nos Alliés n'aient plus de raison d'être. » Visconti a ensuite prié Luzzatti de me rassurer sur ses intentions et l'a chargé de préparer pour la *Perseveranza* un article destiné à atténuer les articles précédents dont je me plaignais.

Tout cela n'est-il pas curieux?

Je vous ai tout dit aujourd'hui. Pour le reste, lisez ma correspondance.

P. S. — 10 mai.

Vu Rudini[1]. Conversation très intéressante. C'est un homme d'État de haute classe. Il a une connaissance générale de ce qui se passe entre nous (je crois que c'est Luzzatti qui le tient au courant). Il dit ceci : « Je ne sais quand et comment la politique italienne pourra se manifester à Tripoli. Cela ne se peut faire que par le cours naturel des choses et non par un acte de piraterie, mais elle ne peut se manifester sans avoir la certitude que la France n'y ferait pas d'opposition. Et je comprends et je trouve légitime que la France veuille avoir la certitude, pour prix de son bon vouloir, qu'elle aura affaire à une puissance qui ne sera pas engagée contre elle. Cela, en d'autres termes, pose la question de la Triplice et, subsidiairement, celle de savoir s'il est possible pour l'Italie de trouver le procédé qui lui permettrait de l'engager à modifier ses alliances dans le sens de la neutralisation des obligations qui l'engagent contre la France. J'ai eu à renouveler la Triple Alliance ; j'en connais très bien, par conséquent, la substance et la psychologie ; j'estime que la solution est

1. Le marquis de Rudini, ancien Président du Conseil, l'un des hommes d'État les plus éminents de l'Italie.

trouvable. Le moment viendra, cela est évident, où la contradiction entre la politique du rapprochement franco-italien et l'ancienne politique de la Triple Alliance rendra des explications nécessaires; ce moment ne peut être éloigné, il faudra prendre un parti. Selon moi, le mieux serait, pour la politique française, le moment étant propice et la conversation étant possible, du moment qu'elle n'est pas officielle, de poser nettement vos conditions en échange de ce qu'on vous demande. A Visconti de voir ce qu'il peut faire pour les accepter. Je n'exclus pas la possibilité d'y arriver, même avec l'assentiment des Alliés, car, après tout, ce que cherche la France, ce n'est pas une alliance, c'est la certitude que l'Italie ne participera contre elle à aucune position de guerre et qu'elle ne peut être exposée à ses coups que dans une lutte directe. »

Rudini a ajouté qu'il était évident que si nos intérêts respectifs dans la Méditerranée étaient réglés d'un commun accord, il disait tomber sous le sens que l'adhésion à la Triplice n'avait plus de raison d'être. La Triplice, c'était le point d'appui contre la France dans la Méditerranée. Pour le règlement de ses affaires dans le bassin méditerranéen, l'Italie trouvait tout naturellement son point d'appui du côté français.

Quant aux conventions commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche, il ne voyait pas comment on pourrait renouveler l'alliance s'il n'y avait pas entente sur le terrain économique. C'était la condition *sine qua non* qu'il avait mise au renouvellement de la Triplice et, si elle n'avait été concédée, il l'aurait rompue.

Il considère (cela sans doute sur des informations particulières) que la puissance la plus hostile à l'avènement de la politique italienne à Tripoli, c'est l'Angleterre. Avec l'Autriche et l'Allemagne, il y aurait sans doute moyen de s'arranger, surtout si la politique française était consentante, mais, pour lui, l'hostilité anglaise était un gros obstacle.

Tout cela est fort intéressant. Rudini est évidemment en accord avec Visconti. Quel dommage qu'ils soient divisés sur la politique intérieure!

X

21 mai 1900.

Visconti m'a demandé de modifier dans un sens plus affirmatif notre intention de ne pas étendre notre action en Tripolitaine-Cyrénaïque. J'ai consenti, sous réserve de votre approbation, d'écrire : « Le Gouvernement français, etc... considère que la convention du 21 mars 1899 constitue, par rapport à Tripoli-Cyrénaïque, une limite de sphère d'influence qu'il n'a pas l'intention de dépasser, etc... » C'est au fond la même chose, et il n'y a pas de difficulté à donner à Visconti cette satisfaction. En ce qui touche le Maroc, nous sommes d'accord ; mais je lui laisse le soin de présenter sa formule qui, naturellement, ne doit pas être moindre de la mienne. Je pense qu'il me la communiquera mercredi.

Nous avons eu encore à ce sujet une intéressante conversation. « J'aurais bien désiré, m'a dit Visconti, que vous ajoutiez votre reconnaissance des intérêts particuliers de l'Italie à Tripoli. Ce serait encore un bien grand pas dans la voie de l'accommodement de nos affaires. » « Vous connaissez bien la situation, lui ai-je répondu. Le jour où nous saurons que *toutes* nos positions mutuelles sont amicales, nous donnerons cette assurance que vous désirez. Vous êtes trop sage et trop prévoyant pour ne pas admettre le bien-fondé de cette position ». « Il ne faudrait pourtant pas, répondit Visconti, nous acculer les uns et les autres dans une impasse. Il s'agit, n'est-ce pas, de la Triple Alliance. Si nous nous mettons les uns et les autres des conditions préalables, nous risquons, comme l'écureuil, de tourner éternellement dans une cage roulante. La Triple Alliance, depuis sa conclusion, a changé d'aspect : elle n'a plus les mêmes motifs ; les situations européennes se sont modifiées. Ce que nous faisons en ce moment, le rapprochement d'intérêts de l'Italie et de la France, est encore un facteur nouveau qui modifie la situation. Plus nous avançons dans cette voie, plus le facteur nouveau s'accuse. Mon désir profond est d'établir entre la France et l'Italie, dans la Méditerranée, un accord d'intérêt qui rende inutile la contraction des assurances passées contre la France. Je

suis persuadé que c'est le meilleur système, vous aussi certainement. Dès lors, pourquoi ne pas avancer? » « Parce que d'autres que vous, lui répondis-je, moins portés peut-être à cette politique de rapprochement, pourraient transformer cette source de paix en une source de discorde si elle n'était fixée de telle manière qu'elle fût hors de toute atteinte... Je crois sincèrement qu'il y a moyen d'ouvrir « la cage de l'écureuil » et de nous engager, les uns comme les autres, à une attitude de paix et tout au moins de neutralité. Et ma conviction est que cette tentative n'est pas au-dessus de nos forces ». Visconti, après quelques instants de réflexion, a répondu : « Enfin, la conversation entre nous reste ouverte, et je désire que nous trouvions l'occasion de la continuer. »

Vous tirerez de ce résumé l'impression que la possibilité de lier la question Tripoli avec celle des alliances a fait du progrès dans l'esprit de mon éminent interlocuteur et qu'il cherche le moyen d'opérer. Il a le désir très vif de faire quelque chose de décisif entre nous avant de quitter la vie politique.

Après les propos ci-dessus rapportés, il a vu Luzzatti ; il lui a fait part de sa perplexité et lui a demandé conseil. Luzzatti l'a vivement encouragé dans la bonne voie. « Qu'en pense Rudini? lui a demandé Visconti. Croyez-vous qu'il soit porté à chercher un règlement qui changerait le caractère de nos alliances à l'égard de la France? » « J'en suis persuadé, lui a répondu Luzzatti. Il est ingénieux et expert. Vous devriez le voir et discuter avec lui. » Visconti a dit qu'il y penserait, et qu'il verrait Rudini à son retour de Sicile.

Mais, direz-vous, Visconti va-t-il rester? Cela dépendra de la tournure de la crise. Je vous écrivais, il y a deux mois, que tout cela finirait par la dissolution et la retraite de Pelloux[1] ! Nous y touchons. Il me paraît impossible que le Ministère actuel survive à la crise. Tout va donc dépendre du côté où le Ministère tombera. La lutte sera entre Sonnino et Rudini. Si ce dernier l'emporte, on fera de gros efforts pour le concilier avec Visconti ; mais si, par contre, Sonnino tient la corde, on pourrait peut-être faire en sorte que Visconti, dont il dit cependant désapprouver la politique étrangère, reste à la

1. Président du Conseil des ministres.

Consulta. La situation est si trouble qu'on ne peut encore se faire une idée de ce qui en sortira.

Je pense recevoir une lettre de vous par le courrier qui se croise avec le mien. Par la prochaine valise, je vous enverrai sur la Triplice de curieux renseignements.

XI

9 juin 1900.

Mon cher ami,

Vous trouverez ci-joint les projets de lettre qui indiquent la marche et la conclusion de la première phase de mes entretiens avec le marquis Visconti.

Avant de les examiner, il est bon d'établir qu'il s'agit seulement de l'arrangement qui exclut notre reconnaissance des visées italiennes sur Tripoli, et qui établit une manière d'arrangement parallèle en ce qui touche le Maroc. Pour un arrangement plus large, vous savez ce qu'il en est. J'ai posé, en principe, que nous serions prêts à y entrer dès que Visconti se croirait en mesure de pouvoir nous donner des assurances pacifiques par rapport aux traités de l'Italie avec les puissances germaniques. Il va sans dire, comme vous l'indiquez dans votre dernière lettre, qu'à ces assurances serait joint un engagement complet en ce qui touche notre action au Maroc. Soit dit en passant, Visconti le prendrait demain, cet engagement, contre la réciprocité à Tripoli ; mais vous savez comment j'ai posé la question : pour faire cela, il faut que nous sachions que toutes les positions de l'Italie à l'égard de la France sont pacifiques.

Cet entretien, il est entendu que nous le reprendrons. Pour l'instant, nous nous occupons de la phase préliminaire à laquelle se réfèrent les papiers ci-joints.

Le n° I est notre projet de lettre au ministre des Affaires Étrangères. Vous y trouverez une adjonction demandée par Visconti, à laquelle je n'ai pas d'objection à faire, attendu qu'elle n'ajoute et ne retire rien aux constatations consignées dans ce projet.

Le n° II est un premier projet de lettre de Visconti concernant le Maroc. Il a montré quelque hésitation. Ses objections à notre formule étaient qu'elle ne précisait pas suffisamment et qu'elle pourrait empêcher l'Italie, si la question marocaine était ouverte, de faire valoir son droit de puissance méditerranéenne pour chercher ailleurs (à Tripoli) sa compensation éventuelle. Inutile de vous dire les raisons par lesquelles et pour lesquelles j'ai repoussé la substance des deuxième et troisième paragraphes (le reste était très bien). J'ai présenté un autre projet modifié dans notre sens (n° III). Visconti l'a accepté, après réflexion ; mais, toujours dans la crainte de se désarmer complètement, il a intercalé (projet n° IV) les mots : « l'action de la France *dans le sud-algérien* (ou, comme alternative, *au sud de ses possessions algériennes* ». De toute façon, la première formule est préférable.)

Je pense que vous partagerez mon avis que nous pouvons accepter cette formule. Elle nous laisse le champ libre pour toutes les mesures préparatoires, et même pour les opérations militaires auxquelles nous pourrions avoir recours sur territoire marocain.

Je vous prie de me télégraphier à ce sujet le jour même de la réception de cette lettre, *ou au plus tard mardi*. Les jours du Ministère sont comptés. Le discours du Trône sera lu le 15 ; et, en supposant que le Cabinet arrive jusque-là, la crise sera virtuellement ouverte le 15. C'est dire qu'à partir de cette date, Visconti n'aura plus de pouvoirs. Je crains fort que nous ne le perdions ; et il est visiblement découragé par la situation. Il prévoit la retraite et ne se voit nullement rentrant dans la combinaison de demain. Celle-là peut être de deux sortes : un Ministère d'apaisement Biancheri, formé avec l'appui de Rudini ; dans cette combinaison, Visconti pourrait rester. Ou bien un Ministère Rudini ; Visconti n'en ferait pas partie. Ce ne pourrait être qu'un Ministère de concentration avec Zanardelli. Visconti n'acceptera pas de rester avec ce dernier aux Affaires.

Je vous prie de ne pas manquer de me télégraphier *au plus tard mardi*, si vous voulez que nous terminions cette première phase. Je suis content de la forme générale de ces lettres. Elles établissent qu'il y a conversations amicales, échanges de vues

amicales et ententes projetées entre la France et l'Italie sur le terrain brûlant de leurs anciennes divisions. Quel chemin parcouru !

J'admire votre résistance. Vous vous êtes encore tiré d'affaires, et la dernière affaire au Sénat assure votre durée jusqu'en novembre. Il faudra voir alors si la dissolution ne s'impose pas.

J'appelle votre attention sur les termes du préambule et de la fin de la lettre n° IV (définitive) de Visconti. Il devient après bien difficile de persister dans des alliances contre ceux à qui l'on écrit en ces termes.

XII

20 juin 1900.

Mon cher ami,

Après dix jours d'attente, je reçois de vous le télégramme n° 67, auquel j'ai partiellement répondu. Je comprends et je partage vos anxiétés au sujet des affaires de Chine ; mais, en ce qui touche la question spéciale dont je m'occupe, je vous avoue franchement que je ne me rends pas compte du motif de votre scrupule. Je croyais, je crois encore, qu'il était fort important de constater avec Visconti, et sous sa signature autorisée, un échange d'idées qui prouve que, sur la question méditerranéenne, point de départ des alliances italiennes, il y avait conversations amicales, explications et commencement d'entente. Je considère que cela était en tout état pour engager un successeur. Je considère encore qu'il serait difficile de les engager sur un tel ton et sous une telle forme avec un autre. D'après votre point de vue, pour arriver à une entente complète, il faudrait que Visconti fût permanent, car de telles questions ne se règlent pas en un jour ou un mois (témoin la conversation d'un an que je viens d'avoir sur des préliminaires). Or, tout porte à croire que Visconti partant, nous ne le reverrons plus aux Affaires. Sa présence au pouvoir a été fort précieuse pour l'entente. Et c'est une

raison majeure pour que nous devions désirer que, lorsque d'autres arriveront au pouvoir, la politique italienne soit déjà engagée définitivement dans la voie où elle est entrée.

Vous me dites dans votre télégramme : c'est avec lui (Visconti) que nous pouvons faire le premier pas, *sûrs* que le second suivrait, par où l'Italie se dégagerait de ses obligations offensives à notre égard. Nous ne sommes pas encore absolument sûrs que ce second pas suivrait. Je vous l'ai écrit, d'ailleurs. Autrement, Visconti l'aurait fait dès maintenant. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il y a des obstacles. Il désire les vaincre, mais je ne peux répondre qu'il y arrive. Le jour où il me proposerait de reprendre la conversation sur le « deuxième pas », je saurais qu'il voit la possibilité de les surmonter. Je mets les choses au pis, parce qu'il ne doit y avoir à cet égard, ni malentendu, ni mécompte, ni vaine illusion. Si vous voulez en faire une affaire purement africaine, vous aurez demain l'assentiment de l'Italie à votre politique marocaine contre la compensation tripolitaine. Mais vous avez estimé avec moi que l'affaire était autant européenne qu'africaine ; que s'il y avait des raisons très sérieuses, en vue de l'avenir, *d'écrire*, comme nous l'avons *dit* explicitement, que nous ne voulions pas aller en Tripolitaine, nous ne pouvions, sans garanties sérieuses, nous dessaisir d'un gage en reconnaissant à l'Italie la faculté d'étendre son influence à Tripoli, alors même qu'en échange elle nous laisserait libres au Maroc.

J'ai déjà posé nettement la question. Je croyais, je crois encore, que nous sommes en parfait accord. Et cet accord, je le résume comme suit : 1° L'Italie ne modifiera ses alliances que si elle trouve son intérêt politique à le faire ; il faut donc lui créer cet intérêt ; 2° En dehors des questions financières et commerciales, l'intérêt de l'Italie est dans la Méditerranée, à Tripoli, et sa crainte, c'est que nous y allions — crainte qui fut une des causes de ses alliances. Puisque nous n'avons aucun intérêt et aucun désir d'aller à Tripoli, et que nous l'avons dit, nous devons supprimer cette appréhension en écrivant ce que nous avons dit ; 3° Le jour où l'Italie demandera d'aller plus loin, nous stipulerions en échange, outre

notre liberté au Maroc, l'assurance que les alliances de l'Italie ne nous visent plus.

Vous dites, concernant la lettre de Visconti, qu'elle nous accorde une liberté dont nous avons déjà profité ; cela est vrai, mais la forme de cette lettre nous laisse, à l'égard du Maroc, une latitude dont il serait difficile de limiter l'étendue.

Je crois vous avoir tout dit sur ce sujet. Vous savez, par une dépêche, que M. Sarraco s'efforce de persuader à Visconti de rester. Je ne sais si M. Sarraco pourra former un cabinet (la chose est douteuse), ni si Visconti cèdera à ses instances ; il m'a semblé que sa décision négative n'était pas irrévocable. Nous verrons. Mais dites-vous bien que s'il reste, il serait impossible, sans aliéner sa confiance et sans compromettre à ses yeux notre bonne foi, d'en rester où nous en sommes aujourd'hui.

XIII

Rome, 12 novembre 1900.

Cher ami,

J'ai remis à Visconti mon projet de lettre (j'entends celle qui doit vous être adressée) avec l'adjonction que vous connaissez. Il m'a demandé de lui laisser le loisir de l'examiner. La demande était d'autant plus naturelle que je lui avais cité l'adjonction de mémoire.

Je lui ai dit que la solution complète aurait certainement nos préférences, comme elle avait les siennes, s'il se sentait en mesure de la rattacher à la question européenne dans le sens que je lui avais précédemment indiqué. Il n'a dit ni oui ni non ; mais il a ajouté, après un instant de réflexion : « C'est qu'il n'y a pas seulement ce qui vous intéresse dans la Triple Alliance ; il y a aussi la question de surveillance et de défense contre l'un de nos Alliés. » Visconti faisait allusion naturellement à l'Autriche.

Vous trouverez des lettres intéressantes dans mon courrier. Lisez ma conversation avec Visconti, mais surtout les très intéressantes informations que contient le récit de mon audience royale, sur les tendances du Roi dans la politique étrangère.

XIV

Rome, 7 décembre 1900.

Je suis un peu souffrant. Le temps affreux qui sévit me vaut un retour d'indisposition intestinale. Ce ne sera rien, j'espère.

Parlons affaires. Visconti m'a dit, à propos de son projet sur le Maroc, complété par moi, comme vous savez : « Le seul défaut de ce texte, c'est que l'expression a l'apparence de devoir être immédiatement suivi d'effet à Tripoli, comme au Maroc. Voulez-vous me permettre d'examiner encore s'il serait possible d'adoucir les mots que vous avez nouvellement introduits, et qui répondent effectivement à vos préoccupations? » J'ai répondu que, du moment qu'il s'agissait de la Tripolitaine, il était libre d'atténuer ce qu'il voudrait.

Visconti a ajouté : « Vous savez que pour rester fidèle à nos conventions, je n'ai parlé à personne de ces entretiens. Aujourd'hui il me serait bien difficile de ne pas mettre notre souverain dans la confidence ». Naturellement, je n'ai fait aucune objection. « Le Roi sera, je crois, a-t-il ajouté, agréablement surpris de ce que la conversation entre nous ait pu s'engager si avant dans les questions méditerranéennes. »

Mais Visconti restera-t-il? J'ai des craintes sérieuses à cet égard. Vous connaissez, par ma correspondance, mon sentiment sur les dispositions de l'Italie à notre endroit, elles sont excellentes, mais il y a encore beaucoup de chemin à parcourir. Les journaux se taisent ; plus d'articles agressifs, plus de défiances. L'Exposition, sous ce rapport, a beaucoup fait. Envers la puissance germanique, on garde de grandes mesures. Quant au Ministère, il est attaqué bien violemment et peut tomber lundi.

XV

9 janvier 1901.

Cher ami,

Je vous envoie, sous enveloppe privée, les pièces de l'accord marocain-tripolitain, et je vous réitère mes félicitations d'avoir si bien compris l'importance et la portée de cette affaire.

Vous remarquerez qu'il est prévu que l'accord doit demeurer secret, à moins que les parties n'en jugent autrement par accord mutuel. Dans ces conditions, il vous paraîtra prudent de ne pas faire passer cet accord sous les yeux de tous les bureaux. Il suffit, selon moi, d'en donner communication à votre Direction politique, puis d'enfermer ces papiers dans le coffre en fer où reposent les papiers confidentiels du Ministère. Ni Tornielli, ni Sarraco n'ont eu connaissance ici de l'accord.

Je vous serai reconnaissant de me faire accuser réception par une lettre confidentielle, mais formelle. J'ai des projets d'accord de votre main. Je vous les remettrai à notre prochaine rencontre, à moins que vous ne préfériez que je vous les envoie dès à présent.

Mille amitiés.

XVI

Rome, 11 mars 1901.

Prinetti[1] s'efforce de faire oublier ses imprudences du début. Je n'ai qu'à me louer de lui. Vous aurez remarqué d'ailleurs la mesure, on peut même dire la tiédeur, de la déclaration de Zanardelli[2] concernant les Alliances. Je continue en somme, après les premières alertes, à être très satisfait. La visite de l'escadre italienne à Toulon va faire grand effet. On la recevra, naturellement, très chaudement. Si le maire de Toulon fait un discours, il sera indispensable qu'*il le*

1. Successeur du marquis Visconti Venosta.
2. Président du Conseil, successeur du général Pelloux.

lise et que vous en connaissiez d'avance les termes. Qu'on parle autant qu'on voudra d'amitié, d'intérêts communs, de fraternité de race, de camaraderie ; mais rien sur les dissentiments passés.

Vous me télégraphiez que vous irez samedi prochain à la Commission des Douanes. Je souhaite vivement que tout y aille bien et vite.

XVII

Paris, 1er avril 1901.

Je n'ai guère à ajouter aux renseignements que Jezierski a dû vous transmettre. J'insiste seulement sur trois points : 1° Nécessité d'être très aimable pour le Roi et le duc de Gênes ; 2° *La question des vins.* Vous pensez bien que je n'y reviendrais pas si souvent si je ne la jugeais importante au premier chef ; 3° Utilité pour le Président de la République d'envoyer de Toulon un télégramme au Roi.

N'était-ce l'incartade de cet amiral russe, qui vient se jeter dans nos jambes... il n'y aurait rien à dire sur les préliminaires de Toulon. Tâchez, tâchez de vous en débarrasser ; pour le reste, tout va bien. L'air ambiant est excellent, nous tenons la corde ; et vous savez que je ne suis pas homme à la lâcher. Jamais, depuis vingt ans, notre situation ici n'a été aussi forte. Ceux qui viennent en Italie ne la reconnaissent plus.

XVIII

Rome, 13 mai 1901.

Adrien de Montebello[1] m'a apporté de vous des nouvelles fraîches ; j'en avais reçu d'autres par notre ami Jezierski. Je sais que vous êtes revenu de Pétersbourg fort satisfait, et je m'en réjouis fort. Je sais aussi que vous avez traité avec succès, avec l'Empereur, la question des rapports italo-russes. Nélidoff, à qui j'ai communiqué confidentiellement cette nouvelle, en a été ravi. Nous attendons donc, lui, des

1. Ancien député, petit-fils du maréchal Lannes, ami intime de M. Barrère et de Delcassé.

instructions de Saint-Pétersbourg et la venue du prince du Monténégro, moi, l'effet de ce premier coup de sonde. N'était la nécessité d'être ici quand ce prince viendra, j'aurais été à Paris pendant cinq ou six jours. Quoi que je fasse à cet égard, il me faudra attendre la délivrance de la reine.

Vous savez que Deschanel[1] est passé par ici. Les journaux avaient annoncé qu'il verrait le pape ; et à un moment, on a cru, à la Consulta, qu'il l'avait vu. Zanardelli m'a dit hier que le Roi l'avait interrogé à ce sujet. Je crois bien que Deschanel n'y a pas songé. Mais vous voyez par là combien on est susceptible à cet égard au Quirinal.

J'ai porté à Zanardelli les remerciements et les compliments de Waldeck-Rousseau. La lettre de Z..., que vous trouverez au courrier, vous prouvera combien il a été sensible à cette attention. C'est Zanardelli lui-même qui a fait annoncer cette démarche dans la presse. Bülow, lui aussi, était passé par Venise, il y a trois semaines. Il y a même tenu des propos peu satisfaits que je vous ai rapportés. De deux choses l'une : ou il n'a pas remercié Zanardelli en quittant l'Italie, ou, s'il l'a remercié, Zanardelli n'a pas éprouvé le besoin de l'annoncer au public. Waldeck voulait attendre son arrivée à Paris pour envoyer ses compliments à la Consulta. Je lui ai fait comprendre que ce n'était pas la même chose.

XIX

Rome, 31 octobre 1901.

Voici, en substance, la communication que j'ai reçue à Milan de Luzzatti : des ouvertures lui avaient été faites — ouvertures d'intermédiaires — pour entrer au Ministère avec Rudini, ce dernier devant remplacer Prinetti à la Consulta. Il était fort enclin à les accueillir ; toutefois, le devoir envers la chose publique, s'il lui était bien démontré que la présence de Rudini et la sienne au pouvoir étaient nécessaires, dans les circonstances graves que traverse l'Italie, pourrait l'amener à accueillir ces invites. Mais, pour justifier, aux yeux de ses compatriotes et de ses amis politiques, une telle attitude

1. Alors Président de la Chambre des Députés.

Luzzatti devrait marquer sa coopération au ministère Zanardelli par un acte capital. Ce qu'il voulait savoir de moi, c'était si le Gouvernement français lui réserverait son appui sur la place de Paris au cas où il entreprendrait d'opérer la conversion de la rente italienne.

Je lui ai répondu qu'il devait savoir aussi bien que moi à quoi s'en tenir sur ceci. Le jour où l'Italie serait en mesure de faire sa conversion, il était sensible que le Gouvernement français n'aurait pas de raison de s'opposer à cette opération sur son marché, mais sous la réserve que le Gouvernement italien serait en mesure de lui démontrer préalablement que ses positions politiques à l'égard d'autres puissances étaient en harmonie avec les nouvelles relations d'amitié des deux pays. Sans doute, on verrait avec grande faveur et confiance Luzzati entreprendre une telle tâche ; mais pour lui, comme pour tout autre, le marché français ne pourrait y coopérer qu'autant que les clauses des alliances relatives à la France seraient mises au point dans le sens que nous désirons.

J'ai appris, depuis lors, qu'en effet il était question, dans certains milieux, de renforcer le Ministère, aux dépens de Prinetti, par la coopération de Rudini et de Luzzatti. Mais mon sentiment est que ce dernier se fait illusion. Le Ministère s'est fortement consolidé pendant les vacances par ses propres forces. Je ne crois pas que Zanardelli choisisse ce moment pour modifier l'assiette de son cabinet. Il peut arriver que Luzzatti finisse par prendre le portefeuille du Trésor. Mais il l'a refusé une fois ; il n'est pas en bons termes avec Prinetti. Moins qu'hier encore, ces deux hommes d'État ne pourraient s'entendre. En résumé, tout cela me paraît prématuré.

J'ai vu Prinetti aujourd'hui (il était absent lors de mon retour). Je vous télégraphie sur ce qu'il m'a dit de Constantinople et de Tripoli. Il m'a demandé si je vous avais entretenu de sa suggestion de mettre un terme aux appréhensions de l'opinion italienne, en donnant une sorte de publicité à ce que nous avons souscrit. Je lui ai exposé vos objections à une publicité uniquement tripolitaine, mais j'ai dit que j'étais prêt à vous proposer une formule plus compréhensive, qui

viserait toute la Méditerranée. Ma formule, la voici : il serait constaté que « *la France et l'Italie ont eu l'occasion d'échanger leurs idées sur leurs positions respectives dans la Méditerranée, que cet examen a permis de constater la concordance de leurs Intérêts et la reconnaissance de leurs droits respectifs ; et qu'entre autres résultats, cet échange de vues a permis de constater, en ce qui concerne la Tripolitaine, qu'elle* (que l'Italie) *n'avait pas l'intention d'étendre son expansion coloniale au delà des limites fixées par la Convention de Londres de 1899*, etc... » Il me semble que, présentée ainsi (et c'est le Gouvernement italien qui parlerait), une déclaration, sous une telle forme, aurait une importance de premier ordre. Elle indique suffisamment que nos intérêts méditerranéens (par conséquent, le Maroc) ont été formellement reconnus par l'Italie. En en prenant la responsabilité, le Gouvernement italien proclame, en outre, *qu'il n'y a plus de question méditerranéenne entre la France et l'Italie*. Il reconnaît ainsi tacitement que l'Italie ne peut plus contracter des alliances contre la France, puisque le seul motif de ces alliances (en ce qui nous touche) a été notre antagonisme dans la Méditerranée.

La déclaration aurait donc une portée capitale, et un grand retentissement. La forme que je suggère a besoin naturellement d'être arrangée. Je crois que je puis la faire accepter par Prinetti. Je ne saurais trop vous engager à y adhérer. Veuillez me télégraphier à cet égard après y avoir pensé.

XX

Rome, 29 novembre 1901.

Je lis, avec beaucoup de peine, que vous seriez indisposé. Ce rapport est, je l'espère, exagéré. Si, après la discussion de votre budget, vous éprouviez le besoin de quelque repos, vous pourriez le prendre de ce côté de la frontière, par exemple à Venise. J'irais vous y retrouver ; et, en vous reposant, nous deviserions de bien des choses.

Je devine, plutôt que je ne connais, les difficultés de la situation parlementaire ; et la nature même de ces vicissitudes

en rejette le poids sur le ministre des Affaires étrangères. C'est un pas ennuyeux à passer. Vous le passerez. Et, je vous en prie, à ce propos, cher ami, ne prenez pas trop à cœur tout cela. Votre long Ministère contient toutes les réserves nécessaires pour surmonter bien d'autres difficultés. La vérité est que le dénouement de l'affaire de Constantinople a été pour vous, dans les chancelleries, un grand succès personnel. Votre crédit à l'étranger est intact. Abordez la discussion de votre budget le cœur et l'esprit libres et, au fond, il suffit d'exposer les faits, l'amélioration considérable de notre situation en Europe et dans la Méditerranée, pour que l'on comprenne les services que vous avez rendus au pays.

XXI

Rome, 19 décembre 1901.

J'ai poussé un fort coup de sonde sur ce que vous m'aviez demandé au sujet d'un arrangement anglo-italien sur Tripoli. Je vous ai télégraphié le résultat de mes recherches et mes impressions. Qu'on ait cherché ici à causer de Tripoli à Londres, rien de plus naturel et de plus probable ; mais la date que vous m'indiquez est à six semaines de date de l'avènement de Prinetti à la Consulta. Est-il admissible qu'à cette époque, préoccupé comme il l'était, celui-ci ait eu assez de loisirs pour faire un arrangement? C'est l'époque où Pansa, le nouvel Ambassadeur, est parti pour Londres. On l'aura chargé, pour son début, de parler de Tripoli. Il me revient, à cette époque, que Pansa[1] n'avait pas été trop satisfait de ses premières conversations, sans que j'aie pu savoir ce dont il s'agissait. Était-ce de Tripoli? Très probablement ; depuis, a-t-on obtenu quelque chose de Londres? N'était la précision de votre information confidentielle, je dirais : non ; et, en tout état, je dis : rien de sérieux. A preuve, le télégramme de Pansa à Prinetti, que je vous signale aujourd'hui par dépêche. Il y a « grande réserve » chez lord Lansdowne, dit Pansa, motivée par la crainte de voir l'Italie s'engager en Tripolitaine. Donc, il n'y a pas d'arrangement autorisant l'Italie à aller à Tripoli. J'ai d'ailleurs abordé

1. Ambassadeur d'Italie à Londres.

tout dernièrement Prinetti sur ce sujet, sachant qu'il dissimule mal ses impressions. Il a supporté l'épreuve de façon à confirmer ce qui précède.

Quant à livrer à Londres ou à Berlin le secret de notre accord concernant le Maroc, je l'en crois tout à fait incapable, d'abord parce que cette divulgation n'aurait aucun intérêt politique pour lui, ensuite, parce que ce serait une sottise et l'on peut dire ce qu'on veut de Prinetti, personne ne contestera ni son intelligence, ni son caractère, malgré les dénonciations de ses adversaires ; je le crois loyal et droit à notre égard. Et, enfin, il ne faut pas oublier que, dans notre accord sur le Maroc, c'est Visconti-Venosta qui en parle, alors que nous n'en disons un mot. La révélation de cet arrangement n'aurait qu'un résultat : compromettre l'Italie vis-à-vis de l'Angleterre et de l'Allemagne. Car, comment pourrait-on nous reprocher d'accepter ce qu'on nous offre?

L'accueil fait en France et en Europe à la déclaration Prinetti vous fournit une belle plate-forme pour votre discussion du budget. L'affaire italienne est de beaucoup la première de votre Ministère. Vous verrez comme elle portera. Elle ne fait pas les affaires des autres, mais elle fait les nôtres. Car j'ai eu le rare privilège, dans cette campagne, d'avoir tout le monde contre moi.

XXII

Rome, 30 novembre 1902.

Un mot de post-scriptum à ma précédente lettre, expédiée par la valise. Vous ne m'avez pas indiqué la date de la discussion de votre budget ; je pense qu'elle ne peut tarder. Vous trouverez certainement, dans ce débat, l'occasion d'exposer largement votre politique ; et je suis sûr d'avance du succès de cette intervention, où vous saurez user de vos grands et brillants moyens. A ce propos, laissez-moi vous dire comment je la conçois : étant donné l'état d'esprit d'une Chambre qui va disparaître, il me semble que vous auriez intérêt à aborder le débat classiquement, d'une manière objective, à faire parler les faits, en laissant dans l'ombre votre action personnelle. Vous savez, mieux que personne, qu'un homme

n'occupe pas pendant quatre ans le pouvoir sans exciter bien des envies et des rancunes. Vous n'y donnerez aucune prise si votre exposé évite avec soin ce qui pourrait ressembler à une apologie personnelle. Cette apologie doit résulter tout naturellement de l'exposition des opérations dues à votre initiative. Et ici, vous avez la partie belle : en Orient, en Extrême-Orient, la politique française s'est tirée avec honneur et profit de conjonctures compliquées d'où pouvaient sortir de redoutables conflits. Mais c'est peut-être plus encore sur le terrain continental, dans la Méditerranée, que la situation de la France s'est beaucoup améliorée. Sur ce dernier point, il y a, ce me semble, une belle thèse à développer ; la question Prinetti peut, ici, vous aider grandement à lui donner toute son ampleur, et à démontrer tous les bienfaits et les avantages de la politique de conciliation et d'apaisement avec l'Italie.

Pardonnez-moi, mon cher ami, ces suggestions. Elles valent, je crois, la peine d'être examinées.

XXIII

Rome, 10 mars 1903.

Notre ami Jezierski me dit, ce qui me chagrine beaucoup, que vous êtes triste, malade, et que vous parlez de vous retirer. S'il s'agit vraiment d'une question de santé grave, je serai le dernier à vous conseiller de vous sacrifier inutilement. Vous êtes le premier juge en une telle matière. Mais si telle n'est pas la cause de votre projet, je vous prie instamment d'y penser à deux fois avant d'y donner suite. Après cinq ans de grandes affaires, avec la réputation que vous avez acquise en Europe, vous ne devez partir que dans la posture d'un homme qui passe la main pour reprendre bientôt la partie. Je pense, et je ne suis pas le seul, qu'un succès de tribune suffira pour remettre vos affaires. Et ce succès, vous en possédez tous les éléments.

Je vois d'ici le discours à faire. Il convient d'abord d'écarter toutes les misères coloniales, dont on cherche à vous abreuver. Qu'est-ce que la question du Siam devant les grands événements européens qui se préparent? Il faut ramener la discussion sur le terrain de la politique générale, sur celui

de nos intérêts les plus grands. D'ici à quelques mois, à quelques semaines peut-être, la question d'Orient peut être rouverte dans toute sa largeur, depuis la Méditerranée jusqu'en Extrême-Orient. Il importe de nous préparer, d'assurer la sécurité de nos frontières et la liberté de notre action dans cette éventualité redoutable. Vous avez marqué, par la démonstration de Mytilène, par l'initiative prise dans la préparation des réformes en Macédoine, le rôle que la France entend y jouer. C'est grâce aux opérations politiques menées par vous à bonne fin que le pays se trouve prêt à veiller sans appréhension à la défense de nos intérêts nationaux, en pleine sécurité et libre de toute menace. Par vos accords avec l'Italie, vous avez libéré la France de toute coalition possible contre elle dans la Méditerranée et autre part; vous lui avez rendu la possibilité de développer son influence légitime au Maroc. Par vos bonnes relations avec l'Espagne, vous avez consolidé un nouvel équilibre de la Méditerranée. Vos accords avec l'Italie vous ont encore assuré la sécurité du côté des Alpes. Et enfin, en complétant l'alliance russe, vous avez achevé votre œuvre de libération de la politique française en Europe et dans le monde. Fort de votre sécurité sur les Alpes, dans la Méditerranée, à la frontière de l'Est, vous avez mis la France à même de jouer, dans les événements qui se préparent, qui peuvent éclater demain, le grand rôle qui lui appartient. Hier, nous étions condamnés à l'impuissance; aujourd'hui, nous pouvons parler et agir. Voilà la thèse, cher ami, elle ne perd rien à être exactement vraie. Ne croyez-vous pas qu'il y a là matière à un beau discours, qui vous ferait grand honneur, et dont l'effet au Parlement, en France et à l'étranger ne peut manquer d'être considérable? Nous en reparlerons à notre prochaine rencontre, mais pensez-y. Vous avez en mains des atouts qu'il faut mettre sur table.

P. S. — Le voyage de Chaumié[1] à Rome étant décidé, je compte lui donner beaucoup d'ampleur et en faire une manifestation franco-italienne qui contre-balancera la visite de l'empereur allemand. Elle sera complète, soyez-en assuré.

1. M. Chaumié, ministre de l'Instruction Publique, vint à Rome présider la célébration du centenaire de l'institution de l'Académie de France à la Villa Médicis, construite par le pape Léon X.

XXIV

Rome, 20 avril 1903.

Vous lirez mes lettres officielles de ce courrier au sujet de la question des voyages Paris-Rome. L'impression qui s'en dégage pour vous, je pense, c'est que la solution de la question s'impose à nous. Il ne s'agit plus pour nous de savoir si les voyages auront lieu, mais comment ils se produiront. Nous ne pouvons laisser le roi d'Italie aller en Angleterre sans faire visite d'abord à Paris, en traversant le territoire allemand. Cette visite sera la consécration de notre politique et de la diminution diplomatique de la puissance allemande, qui en est la conséquence. Et je suis d'avis qu'il faut agir sans tarder, et ne rien différer. Si le président doit venir en Italie dans quatorze mois, il ne doit pas paraître hésiter. La vérité est que lorsqu'il viendra, on lui fera un accueil enthousiaste.

Le duc d'Aoste viendra très probablement aux manœuvres françaises.

XXV

Rome, 30 décembre 1904.

Je vous ai télégraphié que des renseignements intéressants m'étaient parvenus sur l'esprit des milieux militaires allemands à l'égard de la France. Voici en peu de mots ce dont il retourne : la division, la désorganisation dans lesquelles on suppose que sont tombées notre armée et notre marine, d'une part; et, de l'autre, les conséquences de la guerre d'Extrême-Orient, j'entends par là l'affaiblissement en Europe de la Russie, éveillent, parmi les officiers allemands, des velléités belliqueuses. Ils se disent couramment que la Russie ayant retiré de la frontière les troupes et l'artillerie qu'elle y devait maintenir, aux termes de la convention militaire, et la France étant militairement en mauvaise posture, par suite de ses divisions intérieures, le moment serait propice pour nous attaquer. Ces informations émanent de deux sources différentes : de Suède et d'Angleterre. Les propos tenus en

Allemagne ont été rapportés par les officiers suédois qui vont étudier en Allemagne ; ils ont été contrôlés et reconnus exacts.

Je ne veux rien exagérer. Vous savez que je ne suis ni alarmé, ni alarmiste. Je ne crois nullement au tempérament belliqueux de l'empereur Guillaume. Je sais qu'on ne nous attaque pas comme cela au pied levé, que nous ne sommes plus en 1870, que l'Italie ne marcherait pas, que l'Angleterre ne serait probablement pas neutre. Mais le raisonnement allemand est alarmant tout de même par son exactitude ; et il suffit qu'on le fasse, même platoniquement, pour se rendre compte des périls auxquels nous courons si le Gouvernement continue à ne pouvoir vivre qu'en sacrifiant nos forces militaires. Nous marchons à la déchéance et à l'asservissement. Lorsque vous disiez l'autre jour, au Sénat, qu'il ne fallait pas laisser croire à l'étranger que nous faisions fi de notre armée, vous ne croyiez pas peut-être toucher aussi juste. Vous avez lu ce que le Roi m'a dit des faits de la rue Saint-Dominique. L'Ambassadeur d'Amérique me faisait part, de son côté, des rapports pessimistes arrivés à Washington sur l'état de notre flotte. La conviction se fait graduellement dans les esprits que nous ne sommes pas militairement en mesure. Songez aussi qu'on se rend très bien compte, qu'en cas d'alerte, l'alliance russe ne joue plus ; et que, d'ailleurs, quinze ans au moins seront nécessaires à la Russie pour reconstituer sa puissance offensive. Il y a dans tout cela, pour la politique heureuse que nous avons faite, de sérieuses menaces. Vous devez savoir aussi, comme moi, que les Allemands continuent à nous tailler de vigoureuses croupières à Pétersbourg. On est convaincu ici, et autre part, que ces manœuvres sont en train de réussir, que nous avons perdu énormément de terrain, que l'Allemagne tend à nous remplacer. Cette conviction, alors même qu'elle exagérerait les choses, est un péril.

Je serais bien surpris que vous ne partagiez pas ces inquiétudes, vous avez le moyen de voir les choses de plusieurs côtés. Mais, pour l'intérieur, les voyez-vous, cher ami, comme je les aperçois à distance? Je vois que le parti républicain, par ses fautes et son désarroi, n'a plus de fautes à commettre. Encore deux ou trois mois de ce régime et il payera cher

l'impuissance où il se débat. La faillite est presque consommée. Le président ne finira-t-il pas par comprendre la redoutable responsabilité qui pèse sur lui? Ne se souviendra-t-il pas que vous vous êtes mis, lorsqu'il le voulait, à sa disposition? Je sais combien sont énormes les difficultés de votre position, et ce que vous devez montrer de maîtrise de vous-même pour faire votre dur métier. Vous avez des éléments d'appréciation qui me manquent, mais vous savez, dans tous les cas, que, quoi que vous fassiez, pour nous sortir du dangereux défilé où nous sommes engagés, je suis entièrement avec vous.

XXVI

Rome, 30 février 1904.

Vous connaissez, par mes télégrammes, l'état d'esprit du Gouvernement italien en présence de la situation des Balkans. Alarme partout sérieuse; conviction que l'Autriche se prépare à occuper Novi-Bazar; soupçon que la Russie, absorbée par sa guerre, laisse à l'Autriche les mains libres, et même qu'elle n'ait contracté avec elle des arrangements secrets; résolution d'user de tous les moyens pacifiques, même au prix des alliances, pour maintenir le *statu quo* dans les Balkans, et surtout pour arrêter l'Autriche; telle est la situation. Si jamais occasion s'est présentée de s'entendre loyalement avec nos voisins au delà des Alpes, c'est bien celle-là. Or, de deux choses l'une; ou les préoccupations italiennes sont fondées, et la Russie s'entend avec l'Autriche; ou la Russie a intérêt à balancer, à l'égard de l'Autriche, la perte de force et d'influence qui découle pour elle temporairement de son conflit avec le Japon. Sur ceci, il importe d'être éclairé. Dans le premier cas, la chose est grave, et nous aurions à aviser; dans le second, vous avez le moyen d'apporter à notre alliée, pour contenir l'Autriche, le point d'appui qui lui fait défaut. Ouroussoff[1] proteste qu'il n'y a aucun engagement secret, passé ou actuel, entre Vienne et Pétersbourg. Le premier pas à faire, c'est de s'en assurer. L'intérêt russe est évident; mais la diplomatie de Pétersbourg s'est montrée

1. Ambassadeur de Russie à Rome.

si insuffisante, aussi bien à Constantinople qu'à Tokio, que la confirmation est nécessaire.

Je vois qu'on se calme à Paris. Les appréhensions de la première heure, le trouble des esprits, tout cela était déplorable et dangereux. J'ai affirmé bien haut ici que l'intervention d'une tierce puissance européenne en faveur du Japon ne pourrait nous laisser indifférents. Je suis bien convaincu que l'Angleterre ne songe pas à entrer en lice ; mais elle ne peut être que confirmée dans cette sage attitude que si elle sait qu'alors nous y entrerions aussi. Et puis, il y a la politique allemande. Il est bien évident qu'à Berlin on profitera de toutes les occasions que nous fournirons pour démontrer aux Russes que l'Allemagne est l'amie des mauvais jours.

Vous me demandez si l'on pourrait écourter le séjour à Naples du président. Cela me paraît fort difficile. Il faudrait supprimer la soirée de gala de San Carlo. Il faudrait alors mettre dans la même journée le départ de Rome, le voyage jusqu'à Naples, la revue navale et le départ du président. Est-ce possible? Je ne le crois pas. Mécontenter Naples, cela vaut-il les quelques heures gagnées pour un écourtement de la visite? Je ne le crois pas.

J'ai besoin de savoir si nos vues sont entièrement concordantes sur tout ce que je vous ai exposé. En ce moment, j'ai besoin de voir clair devant moi.

XXVII

Montecatini, 21 juin 1904.

Je reçois ici, à Montecatini (où je suis venu faire une petite cure de dix jours), la lettre ci-jointe du cardinal Agliardi. Je ne suis pas encore renseigné sur le choix dont il est question. Je le serai bientôt ; et Courcel sans doute vous informera directement.

Ayez la bonté de me retourner la lettre du cardinal.

J'ai lu avec stupeur le télégramme de félicitation de l'empereur allemand au président de la République. Sa Majesté veut bien nous permettre de remporter des victoires. Mais en automobile seulement. C'est mon impression personnelle ;

mais j'y aurais répondu avec un peu plus de réserve. N'oubliez pas que l'Empereur venait, il y a un mois à peine, nous montrer le poing à la frontière. N'avons-nous pas un intérêt de premier ordre à tenir un compte sévère des bons et des mauvais procédés?

Les officiers français ont été l'objet, à Milan, de manifestations enthousiastes. Décidément, rien ne pourrait déterminer nos voisins à prendre les armes contre nous. Ceci est acquis. Il reste la deuxième phase à accomplir et que j'ai exposée dans ma lettre officielle.

XXVIII

Montfort-l'Amaury, 9 octobre 1904.

Je reçois de Luzzatti (par Fontarce[1]) l'intéressante communication suivante, qui doit être suivie d'une lettre :

« Le but réel de l'entrevue entre Giolitti et Bülow a été la question des rapports de l'Autriche et de l'Italie en ce qui touche l'Adriatique et la Macédoine. Si l'Autriche, a dit M. Giolitti, *occupait un point quelconque de ces régions*, l'Italie en ferait autant aussitôt. Toutefois, il a insisté auprès de son interlocuteur sur le désir de l'Italie de maintenir le *statu quo*, désir partagé, dit-il, par M. de Bülow.

» Dans les trois entrevues assez longues qui ont eu lieu, ont été examinés les rapports entre la France et l'Italie. M. de Bülow a dit à M. Giolitti que l'Allemagne ne voyait pas d'un mauvais œil les bons rapports des deux puissances, que M. Crispi s'était, autrefois, imaginé, bien à tort, être agréable à l'Allemagne par ses procédés agressifs; mais que, cependant, l'importance de la revue navale de Naples, qui avait l'air d'une démonstration menaçante, avait porté ombrage à l'Allemagne. M. Giolitti a nié que cette manifestation d'amitié, non préméditée, eût un caractère agressif; que, du reste, la plus intéressée dans la Méditerranée, l'Angleterre, n'avait pas songé un instant à s'émouvoir.

» M. Giolitti a affirmé, en outre, que l'Italie n'avait pas seulement besoin de bonnes relations avec la France, mais de quelque chose de plus, d'une amitié cordiale avec elle;

1. Secrétaire de l'Ambassade de France.

et il paraît que M. de Bülow a été obligé de convenir qu'il avait raison. »

Je crois que tout cela est substantiellement vrai ; que ce soit toute la vérité, je n'en répondrai pas ; mais c'est tout ce que nous avons le droit de demander. Le défaut de cette explication, c'est qu'elle me parvienne sous une forme confidentielle et qu'elle ne vous ait pas été communiquée officiellement. Luzzatti, me dit encore Fontarce, a insisté avec force sur ce que nous n'avions vraiment aucun sujet de nous émouvoir du colloque de Hambourg.

Fontarce ajoute que Fusinato (sous-secrétaire à la Consulta) lui avait dit que Tornielli vous avait parlé de l'entrevue, et que vous lui aviez déclaré être *sans inquiétude et satisfait*. Sans inquiétude, passe ; satisfait, c'est une autre affaire. Ceci vous permet de juger comment Tornielli interprète vos paroles ou votre silence. Vous jugerez bon sans doute de prendre la première occasion de lui dire que cette affaire, sur laquelle vous n'avez reçu d'ailleurs de Rome aucun renseignement officiel, ne vous a procuré ni mécontentement, ni satisfaction. Il ne faut pas qu'on puisse s'y méprendre à la Consulta. Cela est important.

XXIX

Rome, 10 avril 1905.

Je viens vous dire en quelques mots, mon cher ami, combien je suis avec vous dans la crise que vous traversez. Vous en sortirez, j'en suis sûr, avec les honneurs de la guerre ; mais avec de tels adversaires, il faut jouer serré, et surtout, ne manifester à leur égard aucune appréhension. Ils vous poursuivent personnellement, parce qu'ils se rendent compte que votre retraite serait un triomphe pour la politique défaitiste et pour Berlin, et que la chute du principal auteur de l'accord anglo-français[1] et des accords franco-italiens porterait à ce dernier un rude coup.

Diplomatiquement, Guillaume II a fait un fiasco complet. Mais il compte sur les partis extrêmes, qui aspirent à la servitude étrangère et donnent au monde le spectacle de leur défail-

1. Voir à ce sujet l'article de *** sur Paul Cambon à Londres, paru dans la précédente livraison (N. D. L. R.).

lance. Et certes, ce n'est pas rassurant de penser que, pendant deux ans, le Gouvernement a été à la disposition de ces gens-là.

J'espère qu'il ne l'est plus; mais je n'en suis pas sûr.

J'ai fait tête ici; en somme, j'ai raison d'être très satisfait. Qu'il en eût été autrement si nous n'avions pas préparé ici le présent et l'avenir! Où en êtes-vous avec l'Angleterre? Veut-on faire un pas de plus, prendre position en vue de certaines éventualités? Je vois bien votre action dans la dépêche relative à l'entretien avec Radolin, du 23 mars 1904; je ne vois pas l'action de Bihourd. A-t-il fait la communication? Dans quelle forme? N'a-t-il apporté aucun retard à causer avec Richthoffen? N'y a-t-il pas, de ce côté, une fissure?

XXX

Rome, 20 avril 1905.

J'ai bien pensé à vous dans ces derniers jours; et, si l'on pouvait se dédoubler, combien j'aurais voulu être à vos côtés pour vous aider dans la lutte que vous livriez pour l'honneur et l'intérêt du pays! Avoir à jouer une grosse partie nationale et sentir derrière soi un troupeau qui se rue à la servitude étrangère, c'est une dure épreuve pour l'homme le mieux trempé. Vous l'avez supportée vaillamment. Courage donc; et n'hésitez pas à faire tête à ceux que nos adversaires peuvent appeler leurs meilleurs alliés.

Je n'ai pas encore reçu votre réponse au sujet de la conversation Tittoni. Mais, en attendant, voici ce que j'en pense: il n'y a aucun inconvénient et il peut y avoir des avantages à savoir de Tittoni, avec plus de précision, si le propos qu'il m'a tenu sur les dispositions de l'Allemand, répond sérieusement à une réalité. Mais je me demande si Tittoni a le crédit nécessaire pour servir, en cette matière, d'intermédiaire. S'il s'agissait de Visconti, ce serait autre chose. Mais Tittoni n'est pas bien vu de Berlin; le comte Monts[1] ne l'aime pas et se défie de lui. Lanza, à Berlin, n'a pas l'autorité nécessaire. Or, c'est par Monts ou par Lanza qu'il devrait agir. Ne nous exposons-nous pas, dans ces conditions, à une déconvenue que les Allemands ne se feraient pas faute d'exploiter, avec la mauvaise foi dont ils nous ont donné de si abondantes

1. Ambassadeur d'Allemagne à Rome.

preuves dans ces derniers temps? Je proposerais, le cas échéant, de recourir à une autre procédure. J'ai, vous le savez, avec Monts des relations amicales. Luzzatti, de son côté, est avec lui dans les meilleurs termes. Si l'enquête auprès de Tittoni me laissait l'impression qu'il y a quelque chose à faire, Luzzatti pourrait aborder Monts et l'inciter, comme venant de lui, à me parler de la question, en se fondant sur les relations personnelles des deux ambassadeurs, et sur leur désir mutuel de sortir d'une situation embarrassante pour leurs deux pays, et inquiétante pour l'Europe. Cette procédure aurait le grand avantage de ne laisser aucune trace si la conversation n'aboutissait pas, et de garder à cet échange de propos un caractère personnel et privé. Je vais voir comment les choses se présenteront, et je vous informerai aussitôt.

J'ai pris connaissance, avec l'intérêt profond que vous pouver pensez, des ouvertures du Gouvernement britannique. Elles contiennent implicitement la proposition de sa part d'aller jusqu'aux dernières extrémités. Ne pensez-vous pas que le moment est venu de s'expliquer à fond avec Londres sur *toutes* les éventualités qui pourraient s'ensuivre, jusqu'à y compris, et avant tout, celle d'une agression armée de la part de l'Allemagne? Il me semble, d'après ce que je sais, que le Gouvernement de Londres est résolu à aller jusque-là. Ce serait d'une importance suprême de pouvoir dire que l'Angleterre serait militairement avec nous. Et, dans ce même ordre d'idées, j'espère qu'à Paris, aux Ministères de la Guerre et de la Marine, on s'occupe et on se préoccupe de la question, et qu'on fait silencieusement, mais en toute diligence, tout ce qu'il faut pour ne pas être surpris. Il faut tout prévoir. Je ne crois pas à un projet d'agression allemand, malgré le caractère odieux de cette querelle. Le sentiment de toute l'Europe est contraire à l'Allemagne. Cela n'empêche que nous devons avoir l'œil très ouvert de ce côté.

Le canard tripolitain[1] m'a causé quelque émoi. L'origine de la manœuvre est évidente. Il n'en reste rien aujourd'hui; et le Gouvernement italien s'est fort bien conduit; mais dans cet ordre d'idées, nos adversaires sont capables de tout.

1. On avait annoncé dans la presse allemande que la France allait s'emparer de la Tripolitaine.

XXXI

Rome, 8 juin 1905.

Nulle explication n'est nécessaire pour me faire comprendre ce qui s'est passé[1]. Nous nous verrons, j'espère, dans six semaines, à mon retour en France, et nous pourrons causer. Aujourd'hui, j'ai le cœur trop gros et l'âme trop triste pour le faire. Mais je tiens à vous répéter combien je vous aime, combien mon affection vous reste fidèle, et à vous exhorter à ne perdre ni le courage, ni la foi dans l'avenir.

XXXII

Rome, 26 juin 1905.

Merci de votre bonne lettre. Elle réveille chez moi la sensation d'une de ces blessures qui, à mon âge, ne connaissent plus la guérison. Nous avons été quelques-uns, à vos côtés, qui ont travaillé de toute leur âme à faire une France libre, indépendante et fière. Mais la France n'a pas voulu de sa destinée ; et j'ai encore dans les oreilles le bruit des basses injures dont on a récompensé vos services à la Patrie. Je ne lâcherai pas la partie ; mais j'ai quelquefois l'âme bien lasse. Ici, on a tenu, on tient encore remarquablement, et nos amis italiens ont, à cela, quelque mérite ; car l'intimidation brutale ne les a pas épargnés. Mais on ne reste fidèle aux gens qu'autant qu'ils ne s'abandonnent pas eux-mêmes.

Je compte aller en France aux premiers jours d'août. Serez-vous encore à Paris vers cette époque ? Je l'espère bien ; et alors, il faudra venir à Montfort. Nous pourrons causer et aviser.

XXXIII

Rome, 31 août 1914.

N'ayant auprès de moi que deux secrétaires, dont l'un, étant arrivé récemment à Rome, ne peut avoir les contacts extérieurs nécessaires, vous ne vous étonnerez pas de ne pas

1. M. Rouvier, président du Conseil, cédant aux impérieuses sommations du comte de Bülov et affecté par la menace allemande, avait contraint Delcassé à donner sa démission. Ce fut un des plus tristes épisodes de notre histoire.

recevoir des rapports officiels, que nous n'avons pas matériellement le temps d'écrire. Cette lettre tiendra lieu de courrier. Inutile de vous dire combien je suis soulagé de vous savoir où vous êtes durant ces jours tragiques. L'effort de notre pays, son patriotisme merveilleux, sa résolution à tenir jusqu'au bout et à vaincre ont profondément ému le monde. Il s'agit aujourd'hui de lui apporter, si les circonstances s'y prêtent, des forces nouvelles ou d'éviter tous dangers nouveaux qui pourraient le menacer. Vous savez ce qui s'est passé au sujet de la neutralité. On n'a pas cherché un instant des prétextes pour tourner les accords de 1902 ; en tout état, la proclamation de la neutralité les englobait. J'ai fait ce qu'il fallait pour assurer ce résultat, qui nous permettait de nous servir d'une partie de nos forces africaines et nous assurait la maîtrise incontestée de la mer ; les dissentiments entre les deux peuples avaient laissé des traces graves, mais elles n'étaient pas pour effacer, dans l'âme populaire, le souvenir des bons jours ; et aucun gouvernement n'aurait songé à prendre parti contre nous.

Il faut, néanmoins, éviter toute critique de presse, savoir se contenter jusqu'à nouvel ordre de la neutralité en attendant mieux.

En attendant, la mobilisation se prépare activement ; elle se concentre sur la frontière autrichienne. Il y a là une indication certaine, sur laquelle il n'y a pas à se tromper.

CAMILLE BARRÈRE

LE PATRONAT FRANÇAIS

SA SITUATION, SON ÉVOLUTION

I

La méthode d'action du Communisme.

Les événements politiques du mois de mai 1936 ont eu, sur la structure de notre société, une influence qui sera de longue durée.

Ils ont porté au pouvoir une coalition, dirigée par des adeptes du marxisme, dont le principe d'action est la lutte des classes, avec l'intention arrêtée de faire disparaître la bourgeoisie, support du capitalisme.

Le fait que la victoire politique n'ait pu être obtenue par les éléments d'extrême-gauche qu'avec l'appui des voix radicales-socialistes — parti dont les chefs et les troupes restent fidèles aux principes de liberté et de propriété individuelles — oblige les dirigeants attachés aux dogmes marxistes à modérer leur zèle révolutionnaire ou tout au moins à ne pas avouer publiquement leurs tendances.

Dans les projets de loi qui ont été discutés et votés et qui ont imposé, en masse, sans délai, des réformes sociales dont les conséquences obligent les industries à de profondes transformations, l'affirmation des doctrines collectivistes est absente. Bien plus, le chef du Gouvernement, M. Léon Blum, ne cesse d'affirmer son dessein de n'exécuter que le programme du Front populaire, défini et accepté dans un accord préalable aux élections par les dirigeants des partis radical-socialiste, socialiste unifié et communiste.

Mais au delà de cette volonté, il y a un fait qui domine M. Léon Blum et qui, lors de l'application des lois, impose sans cesse des solutions qui préparent ou réalisent l'évolution de la société française, de son économie vers le collectivisme. La C. G. T. ne cesse de porter atteinte à la liberté syndicale afin de réaliser le monopole de l'embauchage, malgré les déclarations les plus solennelles du Gouvernement, qui se dit résolu au respect de la liberté du travail.

Le marxisme est en marche, depuis le lendemain des élections, depuis que M. Blum écrivit en tête de l'un de ses articles du *Populaire*, avant même qu'il prît le pouvoir : « Vive la Commune ! Vive le gouvernement des masses ! »

Le fait nouveau dans la vie sociale de la Nation française, c'est la conscience que les masses ont prise de leur puissance et dans le domaine de la vie publique et dans celui de la vie sociale. Elles enregistrent les effets de leur autorité lorsqu'elles se livrent à l'action directe.

Elles ont l'impression très nette de dominer les forces patronales et capitalistes au Parlement et dans les actes de la vie quotidienne. Elles sont au-dessus des lois.

Une majorité compacte ne cesse d'approuver les initiatives et les actes du Gouvernement, à la Chambre. Les réserves, les réticences, les objections du Sénat aboutissent à des manifestations de mauvaise humeur plus qu'à des actes dangereux pour les marxistes.

Le respect de la propriété privée, dogme fondamental des principes républicains, a été bafoué, tant furent nombreuses les occupations d'usines par les ouvriers. Il a fallu une manifestation à peu près unanime du Sénat contre de telles pratiques pour obtenir des Pouvoirs publics, et avec quelle modération, une protection, souvent en défaut, contre la violence systématique de certains travailleurs syndicalistes, obéissant aux délégués de la C. G. T.

De tels actes, répétés et non suivis de sévères sanctions, ont développé dans les masses populaires l'idée qu'elles étaient désormais la force publique et sociale qui dominait les chefs d'entreprises.

Si l'on acceptait, par hypothèse, que de telles atteintes aux principes d'autorité puissent persister et même se dévelop-

per, à l'avenir, il faudrait redouter le pire, non point tant pour le patronat que pour la Nation tout entière.

Sans une direction technique effective, la production est impossible. Les masses ouvrières, au cours des mois de juin-juillet, ont eu l'occasion de faire l'expérience d'une tentative d'exploitation industrielle par leurs seuls moyens.

Les résultats furent lamentables. Nous pourrions apporter des preuves de l'incapacité des ouvriers, tant à Paris qu'à Lyon, de mener à bien sans le concours des directeurs et des cadres de maîtrise, des fabrications dans lesquelles ils s'étaient jugés maîtres.

Il fallut détruire des marchandises inutilisables, invendables, d'une valeur de plusieurs millions.

Ainsi éclate la nécessité d'une résistance aux instincts de désordre des masses, non point tant dans l'intérêt du capitalisme que pour des raisons d'intérêt général, afin d'assurer le maintien du bien-être, en faveur de tous, dans une nation riche de ressources et de valeurs humaines, qui ne peut être appauvrie que par l'incompréhension des hommes.

II

Les événements des mois de mai-juin 1936.

Mais rien d'utile ne peut être tenté si les chefs d'entreprises ne sont pas organisés, s'ils n'ont pas affirmé une doctrine, s'ils n'ont pas fait éclater aux yeux de tous la nécessité de leur rôle économique et social.

L'organisation du patronat, il faut le reconnaître, n'offrait pas, au début du mois de juin, une puissance et une envergure comparables à celle de la Confédération Générale du Travail.

Ce fut une grande surprise pour le patronat lorsqu'il dut constater l'activité de délégués ouvriers ou de ceux qui avaient l'investiture de la C. G. T. et provoquaient, par une brève injonction, l'arrêt immédiat du travail.

Nombre de chefs d'entreprises n'avaient pas adhéré aux syndicats primaires, qui pouvaient former des fédérations

professionnelles et ensuite des fédérations interprofessionnelles, rapprochant, dans le cadre de la région, les divers modes d'activité, et donnant des possibilités d'entente immédiate.

Certes, dans certaines branches de l'économie, telles que les mines, la métallurgie, depuis longtemps nombre d'entreprises étaient organisées en groupements professionnels. A leur tête on connaissait un état-major, composé d'hommes jouissant d'un grand prestige auprès des adhérents. Des chefs de services, de valeur intellectuelle certaine, avaient procédé à d'importantes études sur l'activité économique de la métallurgie et des mines en France et à l'étranger. Mais combien de moyennes et de petites entreprises se désintéressaient totalement de l'organisation syndicale?

Il existait bien une Confédération Générale de la Production Française, créée par M. Clémentel en 1919 et comprenant vingt-neuf groupes. Il y avait une armature théorique, mais les cadres étaient peu fournis.

M. Duchemin, dont le dévouement à la défense des intérêts généraux des professions n'a jamais été discuté, a décrit dans un article, publié par la *Revue de Paris* le 1er février 1937, les phases des discussions qui précédèrent la conclusion des accords Matignon. On put bien réunir en hâte, et de façon improvisée, le samedi 6 juin 1936, les représentants des groupements adhérents à la Confédération Générale de la Production Française. Mais il était impossible de dégager une doctrine et des directives générales à donner à tout le patronat. Nouvelle réunion au cours de la soirée du 7 juin, à 21 heures, d'abord des patrons adhérant au groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne. Une heure plus tard, le conseil central de la Confédération du Patronat, où les vingt-neuf groupements de ladite organisation étaient représentés, se réunissait ; mais, en fait, la majorité du patronat était absente.

La documentation sur les problèmes des salaires, dans l'ensemble de la France, faisait défaut.

L'insouciance de l'immense majorité des chefs d'entreprises à l'égard des problèmes sociaux, plaçait les délégués patronaux dans une situation pleine d'incertitude, lorsqu'il fallait

conduire une discussion brusquée, face aux délégués de la C. G. T., devant le président du Conseil.

Ce fut une surprise pour les délégués du patronat, lorsqu'ils apprirent par leurs interlocuteurs, délégués de la C. G. T., que dans certaines régions de France il existait des salaires horaires de 1 fr. 50 c. pour les femmes et de 2 fr. 25 c. pour les hommes.

La discussion était ouverte dans des conditions qui affaiblirent les représentants des employeurs, et laissèrent dans le pays l'impression d'une abdication de l'autorité patronale.

Il fallait bien accepter que les pratiques de réduction de salaires avaient été un moyen de concurrence entre patrons d'une même industrie, et qu'ainsi nombre de familles ouvrières vivaient dans un état déplorable de sous-consommation. La lutte pour la conquête des marchés prenait un aspect inhumain.

Autre constatation : d'ores et déjà, certaines entreprises avaient conclu des accords avec leurs délégués ouvriers, qui comportaient des avantages supérieurs à ceux que réclamait la C. G. T. Des précédents étaient créés, qui entraînaient des charges que toutes les entreprises n'étaient pas certaines de pouvoir supporter, sans une longue adaptation.

L'absence d'organisation du patronat était le point de départ des grandes difficultés d'ordre pratique.

On a, dans le milieu des entreprises, exercé une sévère critique à l'égard des délégués patronaux qui eurent la responsabilité de subir l'assaut conjugué du Gouvernement et de la C. G. T., lors des accords Matignon. S'ils durent céder rapidement le terrain, la faute n'en est-elle pas aux millions de chefs d'entreprises qui, par leur indifférence à l'égard de la défense des intérêts professionnels, avaient facilité l'action de la C. G. T. et des communistes contre eux-mêmes ?

Une campagne habile avait accrédité dans le pays que la politique de compression des dépenses budgétaires faisait partie d'un système de bas salaires, voulu par le patronat et par les Pouvoirs publics.

La masse des travailleurs ignorait l'importance de la crise qui avait déferlé sur le monde depuis 1929 et sur la France

à partir de 1931, entraînant à l'étranger un chômage plus grave qu'en France.

Les efforts faits par les gouvernements successifs, à partir de 1932, pour revaloriser les produits du sol, afin de donner un support à l'économie nationale, commençaient à produire des résultats, au cours du second semestre de 1935.

Il aurait fallu procéder à une amélioration des salaires et prendre, dans le milieu patronal, l'initiative de réformes telles que les congés payés. Une grande timidité dominait dans les milieux des chefs d'entreprises qui avaient engagé la totalité de leurs réserves pendant la période sévère du ralentissement de l'activité économique.

III

L'effort de critique du marxisme.

Mais la cause déterminante et explicative de la profondeur des troubles sociaux qui se sont développés au lendemain des élections législatives, ce fut l'importance de la propagande marxiste qui ne cessait de multiplier les conférences populaires, de créer des syndicats, dans toutes les professions et toutes les usines.

L'essentiel de la critique marxiste contre le patronat et la bourgeoisie était mis à la portée des travailleurs manuels. Cette propagande faisait pénétrer dans les esprits que le patronat n'existait que pour prélever sur les ouvriers une part de la production, dont la valeur ne pouvait être faite que par le travail. Fatalement, de façon inévitable, tout chef d'entreprise était un exploiteur du prolétariat. Son rôle consistait à poursuivre la réalisation du profit, aussi élevé que possible : à s'octroyer la part du lion au détriment du salaire.

Les communistes et les marxistes affirmaient que ces avantages accumulés étaient affectés au développement du machinisme, propriété exclusive du patron. L'ouvrier ne pouvait vendre sa force de travail productrice qu'en la cédant à vil prix aux capitalistes.

Ainsi, un régime de servage était créé. D'autant plus dur et déprimant que le perfectionnement de la technique retirerait des emplois à la masse ouvrière. Une armée de réserve, composée de sans-travail, était créée, dans laquelle puisaient les dirigeants des entreprises lorsqu'ils en avaient besoin.

Cette masse de chômeurs constituait un frein à la hausse des salaires.

Telles étaient les affirmations d'une propagande qui rendait accessible aux masses les conclusions des analyses de Marx sur le mécanisme de la production et donnait au patronat un aspect antipathique, d'autant plus générateur de haines sociales que la volonté de la part des employeurs d'être très humains, très ouverts aux revendications de leurs employés paraissait une impossibilité. Aux dires des marxistes, l'exploitation du salarié était une fatalité économique.

Aussi fut-ce une surprise pénible pour nombre de patrons, en juin et juillet 1936, de constater que les collaborateurs qui paraissaient liés à leurs chefs, par des liens quasi familiaux, suivaient sans résistance les mouvements de grève et même d'occupation des usines.

L'intoxication marxiste s'était produite avec une ampleur que les milieux capitalistes ne soupçonnaient pas.

D'autant plus que l'heure paraissait favorable à une action concertée du prolétariat pour ébranler l'autorité des dirigeants.

La prolongation de la crise ne s'expliquait-elle pas par l'essor du machinisme et l'impossibilité de trouver des débouchés à une production pléthorique en face des masses prolétariennes appauvries.

IV

La « lutte à mort » contre les petites et moyennes entreprises.

Les circonstances hâtaient le moment de l'effondrement d'un régime qui anéantissait les petites et moyennes entreprises et favorisait la concentration capitaliste entre les mains de quelques puissances industrielles, qu'il serait ensuite aisé d'exproprier, d'exploiter au profit de la collectivité.

Sur ce dernier point, les prévisions marxistes étaient en défaut. Marx avait cru au jeu automatique de la concentration capitaliste. En fait, dans presque toutes les branches de la production, on constatait que plus des deux tiers des travailleurs étaient incorporés dans les effectifs d'usines ou d'ateliers occupant moins de cent ouvriers.

Le pullulement des petites exploitations, en France, a été favorisé par la distribution de l'énergie électrique, et l'essor de l'usage de l'automobile et du matériel mécanique dans les exploitations rurales.

Lors des mouvements sociaux des mois de mai, juin et juillet, les petites et moyennes exploitations industrielles ne furent pas à l'abri des arrêts concertés du travail.

On comprendra pourquoi il en fut ainsi, si l'on retient l'activité du parti communiste qui, dans le silence, et à la faveur de l'organisation politique faite en vue des élections législatives, avait créé à travers toute la France des cellules communistes.

Or, la doctrine de ce parti affirme, avec une franchise et une vigueur répétées, que le principal obstacle à l'émancipation prolétarienne est, non point tant la grande entreprise, que la petite et moyenne exploitation. Lénine, dans son *Étude sur le communisme de gauche*, publiée à Pétrograd, en 1920, par les Éditions de l'Internationale Communiste, a désigné à la force de destruction du prolétariat la petite bourgeoisie, la petite production.

« La dictature du prolétariat, écrit-il, c'est la guerre la plus absolue et la plus impitoyable d'une classe nouvelle, contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie..., dont la puissance est composée non seulement de la force du capital international, de la force et de la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore de la force de l'habitude, de la force de la *petite production*.

» *Car il reste encore, sur cette terre, pour notre malheur, une très, très grande proportion de petite production ; or la petite production enfante le capitalisme et la bourgeoisie, constamment, chaque jour, chaque heure, par un processus élémentaire et universel. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et pour triompher de la bour-*

geoisie il faut lui faire une guerre prolongée, acharnée, désespérée, une guerre à mort, qui réclame la maîtrise de soi, de la discipline, de la fermeté, une volonté inébranlable et sûre[1]. »

Cette haine, cette volonté d'anéantissement des petits producteurs est un des motifs dominants, développés dans le catéchisme communiste : « *Anéantir les classes ne consiste pas seulement à expulser les propriétaires nobles et les capitalistes. Cela nous l'avons fait relativement facilement, mais aussi à anéantir les petits producteurs de marchandises.* »

Lénine réclamait donc du prolétariat une discipline de fer. Ainsi serait instaurée une dictature incompatible avec la liberté. Il est donc fatal que les équipes marxistes et communistes s'engagent, dans la lutte contre le grand patronat, contre les petites et moyennes entreprises et contre les éléments de la classe ouvrière qui veulent conserver leur indépendance. N'est-ce pas surtout contre ces derniers que, depuis le début du mois de mars, la C. G. T. entend développer un régime de brimades, d'une violence sans cesse renouvelée, qui menace à la fois la liberté des chefs d'entreprises et celle des travailleurs?

La C. G. T. devient totalitaire sous l'influence des éléments communistes et nous voici fort éloignés du programme du Front populaire, qui se résume dans la devise : « Le travail, le pain, la liberté ».

Fatalement, les hommes attachés au régime républicain se demandent si l'activité intransigeante de la C. G. T., destructive des petits et moyens producteurs, de l'indépendance politique et économique des ouvriers et forcément génératrice de dictature, peut comporter le maintien du Front populaire, dans lequel figurent les radicaux-socialistes, qui, jusqu'à ce jour, n'ont cessé de soutenir de leur vote M. Léon Blum?

Comment suivre les conseils de modération du président du Conseil lorsqu'il affirme que la liberté syndicale sera respectée?

A de tels empiètements sur les libertés républicaines par une force qui apparaît de plus en plus un *État dans l'État*, ne faut-il pas opposer la force du patronat, des cadres de maîtrise et

1. Le communisme de gauche, pp. 5 et 6.

des syndicats indépendants? Les chefs d'entreprises agglomèreraient ainsi autour d'eux, dans une vaste organisation, toutes les énergies nationales opposées à la dictature, à la violence, aux atteintes aux libertés du travail et de la pensée et au principe de propriété.

V

Le vrai rôle économique et social du patronat.

L'organisation du patronat n'est pas à créer; elle existe mais il faut la développer, la compléter, si l'on veut opérer le rapprochement des travailleurs et des employeurs et ne pas s'engager dans une lutte des classes, qui répugne aux habitudes, aux traditions de l'immense majorité du peuple français.

Il y a une œuvre de vérité qu'il faut accomplir. Et d'abord il faut préciser le caractère exact du rôle du chef d'entreprise et le rôle du capitalisme dans la société contemporaine.

Les communistes et les marxistes ont présenté le patron comme un spoliateur du travailleur, de l'employé. Leur analyse a toujours laissé dans l'ombre l'effort de création, d'invention, de direction des chefs.

Quant aux risques courus par l'organisateur d'une affaire et la nécessité de maintenir un intérêt aux capitaux engagés dans la production, ils n'en ont eu aucun souci; une appropriation du bien d'autrui au bénéfice de la communauté leur paraissant résoudre, d'un seul coup, tous les problèmes en cette matière. Ils oublient que le capital est de la production épargnée pour faire face à l'entretien et au renouvellement de l'outillage, qui ne cesse de s'user et d'être détruit par le mécanisme de la production.

Les événements ont d'ailleurs démontré la nécessité qu'il y a, pour obtenir le rendement le meilleur possible de l'outillage, d'avoir un chef dont l'autorité met chacun à sa place suivant ses capacités.

En Russie, on a pu créer d'immenses usines, avec la collaboration d'ingénieurs étrangers et, grâce aux capitaux dont disposait l'État, on a pu édifier des entreprises géantes. Mais

l'absence d'une direction intéressée au succès de l'affaire explique les déboires éprouvés par les dirigeants de l'U. R. S. S. dans l'exécution de vastes plans, dont la valeur théorique est très supérieure aux résultats pratiques.

Dans l'ensemble, la masse ouvrière russe a une capacité de consommation très inférieure à celle des ouvriers français. Cette situation ressort des statistiques qui rapprochent le niveau des salaires et le niveau des prix des principales denrées. Quant aux règles de vie des travailleurs russes, elles rappellent beaucoup plus un régime d'esclavage qu'une organisation sociale ayant quelque souci de la dignité et de la liberté de l'être humain.

Les observations faites par des sympathisants du communisme, qui, d'Amérique, d'Angleterre, de France, se sont rendus en Russie, ont fourni les témoignages les plus irréfutables, les plus indépendants, les plus impartiaux, de l'horreur qu'inspire la plus ferme des dictatures aux hommes épris de liberté.

La Russie subit, depuis près de vingt ans, un régime de fer pour aboutir à une misère qu'ignorent les masses laborieuses des pays démocratiques.

L'absence de capital accumulé a gêné l'équipement et l'entretien de l'outillage et du machinisme. Mais le grand obstacle qui n'a cessé d'entraver l'essor de la production a été l'absence d'une direction technique responsable et intéressée. Au début du régime communiste, les ouvriers eurent la prétention d'être les chefs des entreprises. Le pouvoir central dut, par la suite, assumer la lourde tâche de reprendre la main et de donner plus de pouvoirs aux ingénieurs et agents de maîtrise. Une déplorable anarchie avait été officiellement acceptée. La réaction est lente et l'on sait que pour accroître la production le Gouvernement des Soviets a dû créer un système de rémunérations inégales, qui récompense les ouvriers d'élite et favorise l'esprit d'émulation. Le désordre appauvrissant a imposé le retour à l'inégalité.

Ainsi, l'expérience communiste, en Russie, a fait apparaître l'aspect véritable du rôle du patronat qui est de diriger, de coordonner les efforts, de prévoir et d'assurer le développement de l'entreprise, d'étudier les débouchés. Il a permis

de préciser la nécessité du capital, sang nourricier de la réalité économique.

Il est du devoir du patronat, en France, de souligner en toutes circonstances la nécessité de l'autorité dans la direction et le danger des méthodes égalitaires, qui tendent à sacrifier l'élite aux masses.

VI

La tâche éducative du patronat.

Nous vivons en un temps où l'utilitarisme a pris le pas sur les considérations de sentiments et de raison.

Mais en France, les milieux ouvriers et plus encore l'immense masse des citoyens qui ont un attachement indéfectible à la liberté, sont compréhensifs de leurs vrais intérêts. Si les travailleurs manuels ont, aux mois de mai et de juin, rallié les étendards cégétistes, n'est-ce point parce qu'ils espéraient ainsi obtenir des avantages immédiats, quant aux salaires et aux conditions de travail?

Il ne peut aujourd'hui leur être indifférent que la dictature du prolétariat, en transformant le patron en otage d'un syndicalisme irresponsable dans la direction des entreprises, aboutisse à une diminution de la production qui entraînerait une cherté rapide et excessive de vie. La puissance d'achat des masses ouvrières serait décroissante ; les hausses de salaires deviendraient simplement nominales. La production étrangère envahirait le marché national. L'effritement de l'autorité aurait été générateur d'une misère générale.

C'est au patronat qu'incombe la tâche de répéter sans cesse à l'opinion publique ces vérités, qui font apparaître la solidarité d'intérêts entre employeurs et employés.

La diffusion de ces idées a d'autant plus de chance de succès qu'elle sera entreprise par une organisation représentative de la grande majorité des patrons, par la démocratie des employeurs, et qu'elle s'inspirera de tendances sinon nouvelles, tout au moins plus adaptées à l'évolution sociale qui doit logiquement, humainement rapprocher, dans une politique d'association, de collaboration, le capital et le travail.

Sur quel plan organiser le patronat français? Celui-ci est constitué dans l'industrie par une armée de deux millions d'employeurs. Les petits et moyens chefs d'entreprises occupent dans la plupart des branches de la production les deux tiers de la main-d'œuvre,

Ces indications font apparaître la grande difficulté que comporte la construction logique et complète des groupements patronaux. Elle ne peut être efficace, si l'on veut réagir contre la dictature appauvrissante et contre les erreurs du marxisme et du soviétisme, que si tous ceux qui sont menacés par son action forment un front commun.

Or, nous avons montré par des preuves irréfutables que tout le patronat, à tous les degrés d'importance des entreprises du commerce et de l'industrie, sont l'objet des attaques voulues, systématiques, du communisme.

VII

Communisme, marxisme et classes moyennes.

Karl Marx, créateur du socialisme expropriateur du capital, fut d'ailleurs le premier théoricien de l'hostilité haineuse contre la petite production. Il a réservé ses attaques les plus violentes contre « l'esprit petit bourgeois ». Le petit bourgeois fut l'objet de son mépris.

Aussi est-on surpris de voir, en France, les communistes et les marxistes répandre des pleurs sur le sort du petit et du moyen commerce, de la petite et de la moyenne industrie.

Les rédacteurs des projets qui ont imposé les mesures sociales récentes ont-ils prévu un régime spécial de protection en faveur de ces catégories sociales? D'ailleurs, le pouvaient-ils, étant donné les conséquences inéluctables des lois votées?

Aujourd'hui, l'avenir des petites et moyennes entreprises est plus menacé que celui des grandes. Les effets conjugués de la hausse des prix, de la rareté de la main-d'œuvre spécialisée menacent l'existence de la masse de ces hommes de mérite qui, le plus souvent, ouvriers d'élite, ont créé, par un labeur acharné et en s'imposant de dures privations, un modeste atelier occupant quatre, dix ouvriers.

La pensée marxiste qui a inspiré et dirigé l'ensemble de la politique sociale et économique, depuis le mois de juin 1936, ne pouvait engendrer que des maux sans nombre pour la catégorie de travailleurs qui forment, en France, la réserve des énergies, des valeurs morales et spirituelles de la Nation. Les procédés d'application des lois ont empiré les conséquences des textes.

Les prétendus sentiments de compassion des extrémistes de gauche ne sont qu'en surface. Les conseils d'action camouflée donnés par Lénine ont été compris et dictent la conduite des démolisseurs de la société contemporaine. Après avoir déclaré qu'il faut « *anéantir les petits producteurs* », Lénine, dans son étude sur *La maladie infantile du communisme*, ajoutait : « Il est impossible de les écraser (les petits producteurs) ; il faut faire bon ménage avec eux ; on peut seulement et on doit les transformer, les refaire. »

Entendez par là les absorber dans la vaste caserne du prolétariat intégral. Et par quelle méthode ? « La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative... Sans un parti, un parti de fer et endurci dans la lutte, sans un parti puissant de la confiance de tous les éléments honnêtes de la classe en question, sans un parti habile à suivre la mentalité des masses et à influer sur elles, il est impossible de mener cette lutte avec succès. »

La formule de Lénine est à retenir pour en signaler le contenu aux masses de petits patrons, et aussi pour y prendre un goût de l'action coordonnée, puissante et incessante. Non dans une intention de lutte contre les masses ouvrières, bien loin de là, mais pour assurer la défense de cadres sociaux indispensables au maintien des populations rurales, sur le sol de France.

Comment, en effet, espérer la persistance des exploitations paysannes si les chefs-lieux de cantons et les communes rurales de quelque importance se trouvaient privés des ateliers de mécaniciens qui se sont multipliés depuis que l'agriculture utilise les camionnettes, les camions et les moteurs inanimés ?

On assisterait à une régression technique qui aurait des répercussions économiques sévères. Lénine a déclaré que

l'obstacle le plus sérieux à l'essor du soviétisme, de la dictature prolétarienne, c'était la persistance des traditions. Il aurait pu préciser qu'il en était ainsi surtout dans les nations où des couches importantes de population ont la certitude que la liberté assure, au plus grand nombre, le maximum de bien-être, non à une minorité, mais à la masse.

VIII

La force du syndicalisme patronal.

Mais par quels procédés obtenir une organisation générale du patronat?

Je ne vois pour ma part, et après sérieuse méditation sur ce délicat problème, qu'une méthode. Il faut ouvertement préconiser dans toute la France l'essor du Syndicalisme patronal, sous l'impulsion et la direction de la Confédération Générale du Patronat. Au cours de ces derniers mois, M. C.-J. Gignoux et ses collaborateurs ont joué un rôle méritoire dans les règlements de conflits incessants. L'on ne peut que souhaiter et favoriser ce développement de services, d'ores et déjà actifs et indispensables au maintien de l'activité industrielle et de l'ordre social.

J'ai été et je reste attaché à la conception de l'organisation professionnelle. La loi doit faire obligation à toute personne employant plus de deux ouvriers de s'inscrire dans des syndicats primaires de leur profession.

Les syndicats primaires formeraient, comme dans le présent, mais avec des effectifs autrement nourris, des fédérations régionales qui devraient se grouper en ententes interprofessionnelles, en relations avec les Chambres de commerce, avec les écoles professionnelles et tout ce qui peut contribuer à l'amélioration et au progrès de la technique.

Ces fédérations régionales et les ententes interprofessionnelles seraient en relations avec la Confédération Générale du Patronat français, ouverte à tous les patrons.

A celle-ci incomberait l'étude des problèmes législatifs, des directives de la politique économique et sociale, la formation de spécialistes versés dans la pratique des règlements de conflits relatifs aux salaires, aux heures de travail, à tous

les problèmes des rapports entre employeurs et employés, la documentation, l'information largement distribuées à tous les adhérents.

Ainsi aurait été créé, en face de la C. G. T., une force patronale puissante et par ses effectifs et par les intérêts qui y seraient rattachés directement ou indirectement.

Les représentants des masses ouvrières doivent trouver audience humaine et toujours prête à l'étude large des problèmes sociaux.

Il importe, en effet, que le présent prépare l'avenir. Et il ne peut y avoir de stabilité sociale que dans l'évolution comportant le rapprochement d'organismes qui doivent collaborer pour accroître le bien-être de tous, le sort matériel et moral, non dans une action de patronage, mais dans une compréhension des nécessités et des utilités d'une époque, d'un milieu.

IX

Patronage et groupements de la maîtrise.

Le patronage, par ses allures de protection, de bonté consentie, n'a jamais été sympathique au milieu ouvrier. Celui-ci répugnait à la reconnaissance, à la gratitude lorsque les employeurs créaient des œuvres sociales.

Disons-le nettement, la classe ouvrière redoutait d'être, en définitif, le bon et dernier payeur des avantages que pouvaient comporter ces créations faites en marge de l'atelier.

Appréhension parfois confirmée par les faits, le plus souvent erronée. Mais qui correspondait au désir, de la part des employés, de se sentir libres, indépendants, une fois sortis des locaux où s'accomplissait le travail.

L'idée de collaboration et d'évolution vers l'association du capital et du travail doit être substituée aux conceptions périmées de patronat autoritaire et protecteur.

Le fait que la technique progresse grâce, le plus souvent, à un effort collectif aussi bien des ouvriers que des techniciens, que la machine se substitue plus largement à la peine des hommes, mais donne un rendement en augmentation ou en diminution d'après le zèle des collaborateurs manuels, le mouvement égalitaire de plus en plus accusé dans une démo-

cratie qui compte soixante-cinq ans d'existence, tous ces éléments économiques et sociaux qui découlent des faits doivent créer une fusion des intérêts et, avec le temps, un régime d'association.

Il ne saurait donc être question d'organiser le patronat pour maintenir le régime lointain et protecteur du temps passé, alors qu'on connaissait des hommes qui se prétendaient, dans leur puissance quasi divine, les pères d'un personnel qu'ils ignoraient complètement.

L'avenir doit être plus humain. Le patron doit être plus près de son personnel, afin de mieux comprendre ses besoins et ses désirs.

Mais, dira-t-on, ce rapprochement des hommes est possible dans les petites et moyennes entreprises. Il ne l'est pas dans les affaires de grande envergure.

C'est exact. L'énormité d'une affaire crée l'isolement fâcheux des éléments directeurs. Mais il est, dans les entreprises de cette dimension, des intermédiaires : directeurs, ingénieurs, cadres de maîtrise, tous appointés et salariés, qu'il ne faut pas confondre, comme on le fait souvent, avec le patronat.

Il importe que ces éléments se groupent en syndicats autonomes, tant pour assurer la défense de leurs intérêts matériels et moraux, que pour jouer un rôle dans l'ensemble de la production. Leurs groupements devraient être en contact avec les organisations patronales et aussi avec les syndicats ouvriers résolus à agir dans le respect des lois.

Ainsi ils joueraient un rôle d'agents de liaison et d'études.

Ils sont en contact avec le milieu ouvrier. C'est eux qui, dans les grandes entreprises, reçoivent les doléances, saisissent les causes de mécontentement et savent les difficultés de l'exécution des travaux.

D'autre part, ils n'ont pas à apprendre le rôle exact du patronat. Ils en partagent, à tous les degrés de la hiérarchie du travail, la responsabilité.

Leur forte organisation, en pleine indépendance, ne peut que hâter le retour à une vie plus calme dans les usines et ateliers. Car les exécuteurs camouflés du désordre social, avec l'intention de provoquer un « chambardement général »,

savent fort bien que, s'ils n'obtiennent pas la collaboration des cadres, il est vain d'espérer la prise de possession des usines par le prolétariat communiste.

Sans leur concours, le marxisme a simplement organisé la marche incertaine vers la misère. Et celle-ci, en France, provoquerait rapidement une réaction qui conduirait à une dictature antimarxiste.

Il est légitime de réclamer pour les cadres et leurs syndicats une reconnaissance officielle. L'on ne peut que déplorer l'absence d'appel à leur collaboration, au cours des événements survenus depuis le mois de juin. L'un des rouages essentiels de la vie sociale a été ignoré, bien souvent laissé en dehors des améliorations de traitements. Le patronat aurait dû prendre des initiatives sociales, dont on ne peut que regretter, parfois, la carence. Il y a eu un préjudice matériel et moral, contraire à la réalité de l'économie ; il doit être réparé.

Ainsi, de tous les développements qui précèdent, ressort l'impérieuse nécessité d'organiser fortement la vie syndicale du patronat et des cadres en France.

C'est le meilleur et peut-être le plus efficace moyen de faire obstacle à l'action sourde et volontairement destructive du communisme et du marxisme, étroitement associés dans l'action, comme ils l'ont été dans les origines de la pensée soviétique.

X

La nécessité d'un centre de prévoyance et d'action sociale.

Ainsi importe-t-il d'organiser, à côté de l'armature strictement professionnelle dont nous avons rappelé les cadres locaux, régionaux et nationaux, un centre de prévoyance et d'action sociale, dont le rôle d'information et de réalisation est d'autant plus nécessaire que, jusqu'au mois de juillet 1936, il y a eu carence d'activité au sein du patronat. D'autant plus utile que, d'ores et déjà, l'opinion publique se dresse contre la dictature d'où qu'elle vienne. Je n'en veux pour témoignage que l'hostilité des associations d'anciens combattants, de la majorité des membres de l'enseignement secondaire contre l'esprit totalitaire de la C. G. T. et du communisme.

Les obligations, à la fois professionnelles et sociales du

patronat imposent l'existence parallèle de la Confédération Générale du Patronat et du Comité de Prévoyance et d'Action Sociale. Ce dernier organisme devant suivre attentivement l'évolution de l'opinion et de sa résistance au communisme.

Un homme a prévu la réaction nationale de la liberté contre l'esclavage.

Tel a été le mobile de l'effort accompli par M. Paul Brenot, créateur du *Comité de prévoyance et d'action sociale*, qui, après peu de mois d'existence, a pu mener à bien nombre de réalisations; ce qui est la meilleure preuve de son utilité, de sa nécessité.

Et d'abord cet organisme a des services qui lui permettent de suivre au jour le jour l'évolution des événements qui intéressent la vie des entreprises. Aussitôt recueillis, les renseignements sont portés à la connaissance des intéressés qui en font usage afin de prévenir ou de limiter les conflits sociaux.

Une large diffusion des informations est faite par des communiqués à la presse. Elle comporte l'envoi d'un bulletin quotidien à trois cent cinquante journaux. Une autre série d'articles et de notes est remise à onze cents hebdomadaires et à trois cent cinquante revues professionnelles. Brochures, tracts, volumes, conférences contribuent au rétablissement de la paix sociale.

Une autre tâche du Comité : la défense des libertés syndicales. Un de ses collaborateurs suit avec la plus grande attention et efficacité le mouvement des syndicats indépendants.

Il importe non point d'engager une lutte contre les militants et les adhérents de la C. G. T., mais d'empêcher ces derniers d'exercer, suivant les méthodes fascistes et totalitaires, une dictature dont les manifestations n'ont été que trop nombreuses au cours de ces dernières semaines.

Le Comité a déjà réalisé l'organisation du tourisme, des loisirs. Il faut que les travailleurs trouvent dans des centres, à l'administration desquels ils participent, en dehors de tout contrôle patronal, des moyens avantageux de déplacement, à l'époque des vacances.

Les entreprises, depuis de nombreuses années, ont multiplié les créations de stades, de cercles, de terrains de jeux. La coordination de tout ce qui existe, faite sous l'autorité ou grâce aux conseils d'hommes qui ont une connaissance

approfondie des problèmes des sports, est urgente. Elle doit permettre d'édifier une association libre, *simplement française*, où l'on ne puisse penser qu'aux délassements du corps et de l'esprit, en dehors de toute tendance politique ou confessionnelle ou révolutionnaire.

Mais il importe surtout que le Comité de propagande et d'action sociale contribue à l'œuvre d'information qui doit substituer à l'idée fausse du chef d'entreprise, exploiteur des masses, l'idée exacte du patron organisateur de la production, qui court des risques et doit, pour jouer son rôle, exercer une autorité effective.

On doit, avant tout, faire connaître à l'opinion la gravité de l'action communiste qui entend, suivant les ordres du Komintern, opérer l'unité ouvrière au cours de la présente année : c'est-à-dire la fusion du collectivisme et du communisme, à seule fin d'imposer la dictature du prolétariat.

Conclusion.

L'idée directrice de l'action communiste n'est pas de donner plus de bien-être, plus de liberté aux masses prolétariennes. Il faut détruire la bourgeoisie et, par là, nous l'avons montré, le communisme désigne d'abord les chefs d'entreprises, mais bien davantage les dirigeants des petites et moyennes affaires que des grandes.

Menace aussi contre tous les ouvriers qui entendent se grouper d'après leurs affinités spirituelles ou simplement avec le désir d'échapper aux sentiments de haine d'une formation qui, de plus en plus, glisse du plan professionnel sur le plan politique, afin d'aboutir à la suppression complète du patronat. Sur ce point encore, les révolutionnaires suivent les directives de Lénine.

La marche révolutionnaire est conduite avec une habileté, une duplicité qui éclatent aux yeux de l'observateur attentif.

On laisse dire par le Gouvernement que les libertés syndicales seront respectées. Mais, en fait, au sein des entreprises, on suscite des difficultés quotidiennes aux entrepreneurs qui emploient des ouvriers non affiliés à la C. G. T.

On pleure sur le sort des classes moyennes, mais on sait bien que toutes les lois, votées récemment, vont entraîner la

disparition de la plupart d'entre elles, qui épuisent leurs faibles réserves pour faire face aux charges des congés payés, aux élévations de prix des matières premières ; aux obligations de la semaine de 40 heures, et aux difficultés de former des équipes de travailleurs, alors que les grandes entreprises aspirent et enrôlent les ouvriers des campagnes.

Délibérément on a sacrifié aux masses ouvrières l'essentiel de la structure sociale de la France. Il fallait étudier les réformes, dont nous ne nions pas la nécessité, dans un désir de réalisations progressives, compatibles avec le maintien de la petite et de la moyenne entreprise.

On a préféré hâter la concentration des entreprises par l'effondrement des moyennes et petites exploitations, et préparer l'avènement plus facile du collectivisme et de la dictature du prolétariat.

A tous ces maux s'ajoutent les importations de produits étrangers, qui sont offerts à des prix que ne peuvent consentir les producteurs de faible importance.

La marche au communisme se déroule méthodiquement, on est tenté de dire automatiquement.

La course à la misère, et peut-être à quelque chose de pire, ne peut être arrêtée que par un immense groupement des énergies nationales. Que tous ceux qui sont attaqués et engagés, contre leur volonté, « dans une lutte à mort », selon l'expression de Lénine et de ses disciples, se montrent résolus à une action de résistance coordonnée par le syndicat, et les principes de liberté seront sauvegardés. La France aura conservé sa structure nationale et amélioré le sort des masses, dans un régime de justice, de liberté et de mise en valeur de toutes ses richesses, au profit de tous et surtout des humbles, des modestes, des travailleurs.

Elle ne sera pas livrée, par les révolutionnaires obéissant aux injonctions asiatiques, aux troubles sanglants et à une misère matérielle et morale croissante.

Ce programme est celui de l'émancipation des prolétaires dans le bien-être et la liberté.

Il s'oppose à la dictature de la haine, de la violence et de la misère.

GERMAIN-MARTIN

MÉMOIRES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ

LA DERNIÈRE INCARNATION DE MONSIEUR DE COURPIÈRE[1]

Cette réponse me plut à la fois par son invraisemblance, par un accent de vérité qui ne me permettait point de la révoquer en doute sans faire gratuitement injure à mon ami, et par l'autorisation qu'elle me donnait de me remettre à « romancer ».

A l'exemple de Patru, qui surveillait son français, je m'excuse d'employer ce mot; d'autant que je le détourne de son sens légitime. Il signifie simplement se servir des gens que l'on a rencontrés dans la vie et, en général, de tout ce qu'on y a observé, pour composer des personnages et arranger des intrigues de roman. C'est, par parenthèse, ce qu'ont fait, en tout temps, tous les auteurs de cette sorte d'ouvrages qui méritent quelque considération, n'en déplaise à leurs victimes qui appellent cela roman à clé.

On applique aujourd'hui plus volontiers l'épithète de *romancés* à des récits historiques où la vérité, honteuse de sa nudité, si je puis dire, professionnelle, est affublée de confections, e maquillée de façon à donner l'agréable illusion du mensonge. On est bien coupable de fausser ainsi les rapports du roman et de l'histoire. Il faut s'en tenir à cette définition célèbre du roman, « l'histoire de ceux qui n'en ont pas », qui l'élève en effet à la dignité de l'histoire, au lieu de ravaler l'histoire à la bassesse du roman.

Mais, si le roman est une manière d'histoire, c'est donc aussi, selon une autre définition non moins fameuse, « une

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er avril 1937.

petite science conjecturale », et rien n'est si amusant que de faire des conjectures plausibles, soit en interprétant les documents que l'on peut avoir, ou, mieux encore, quand on n'en a pas, en suivant sa fantaisie. J'étais, en l'espèce, aussi libre de la suivre que je le pouvais souhaiter, puisque M. de Courpière, n'ayant lui-même point vu madame de Passelieu, ne contrariait pas mes hypothèses par d'importunes précisions, et je recommençais à imaginer madame du Deffand dans son tonneau.

Je me félicitais de la bonne fortune, qui semblait m'être assurée maintenant, d'assister à la scène de la reconnaissance, puisqu'elle n'avait pas encore eu lieu, et que je devais me retrouver dans le même temps que M. de Courpière en présence de son ancienne amie. J'avais bien redouté d'abord ce qu'une telle scène, trop souvent reprise par des auteurs de mérites inégaux, pouvait offrir de banal à qui a lu tous les livres, mais je pensais que, vu la qualité des personnages, elle me serait cette fois présentée dans toute sa pureté classique.

On a remarqué que les héros de la tragédie, débarrassés de tout l'accessoire qui encombre les destinées vulgaires, semblent n'avoir plus, si l'on peut dire, qu'une existence passionnelle. Il n'est pas jusqu'aux événements de leur vie privée, sociale ou historique, qui, dégagés de ce qu'ils pourraient avoir de trop accidentel, ne prennent une valeur légendaire, la portée d'un symbole, et ne rendent ainsi plus significative encore la généralité de leur type. On a comparé à cet égard nos gens du monde aux personnages de Sophocle, d'Euripide ou d'Édouard Pailleron, et de ce qu'ils sont un peu plus que le commun à l'abri des soucis matériels, on a conclu que la Providence les avait créés tout exprès pour servir de modèles aux auteurs de romans psychologiques.

Ces théories sont bien flatteuses pour les gens du monde, et elles ne sont pas entièrement fausses. Il faut cependant en rabattre, surtout depuis une vingtaine d'années, quant au matériel; quant à l'histoire à laquelle ces héros de roman se trouvent mêlés, elle est trop contemporaine pour qu'il nous demeure loisible de ne pas voir qu'elle modifie leurs états d'âme contre toutes les règles de l'art, et met dans leurs crises de sensibilité un fâcheux brouillamini. C'est ce que j'eus l'occasion d'observer notamment ce 6 février, chez madame de

Passelieu, où la scène à faire, la scène prévue, inévitable, la scène enfin de la reconnaissance fut escamotée, en raison des conjonctures.

Je ne m'avisai qu'après coup de la chance inouïe que nous avions, M. de Courpière et moi, d'échapper à ces redites, et j'avoue que, sur le moment, j'en fus plutôt décontenancé : nous n'aimons pas que nos anticipations soient démenties; mais, en ces jours de discorde civile, c'est toujours ce que nous n'avons pas prévu qui arrive, et il nous faut au moins une nuit de réflexion pour nous persuader que cela est mieux ainsi.

Je ne saurais sans me répéter conter par le menu l'aventureuse course que nous dûmes faire, Maurice et moi, sur le médiocre trajet de notre faubourg à la rue de Poitiers. Je me répéterais, parce que cela ressemblerait point par point à la course que j'avais faite, peu de jours auparavant, « du côte de l'émotion », ou, le même soir, à ma téméraire entreprise d'aller entendre les *Maîtres Chanteurs* à l'Opéra et, après les avoir entendus, d'en revenir.

J'avais pris soin, selon ma coutume, de reconnaître le terrain dans l'après-midi, et j'avais, dès mon retour, téléphoné à M. de Courpière que ce serait tenter Dieu ou, s'il préférait une expression plus laïque, défier le sort que de penser aller de chez nous chez madame de Passelieu autrement qu'à pied. Ayant vu flamber place de la Concorde deux ou trois autobus, et imaginant déjà ma voiture changée en buisson ardent, je n'envisageais pas un instant la folie de la risquer ce soir dehors. J'admettais à la rigueur que nous prissions un taxi, mais je l'admettais parce que j'étais sûr que nous n'en trouverions pas.

M. de Courpière se rendit à mes raisons, et comme il a, ainsi que moi, la manie de l'exactitude, il calcula que nous pourrions mettre environ deux heures pour accomplir, le 6 février 1934, un trajet qui, tout autre jour, n'eût demandé que vingt-cinq minutes au ralenti. Nous prîmes donc le départ à six heures vingt-cinq minutes, l'invitation de madame de Passelieu étant pour huit heures et demie.

Je pensais à part moi qu'il y avait dans notre calcul un peu d'excès de prudence; mais nous avions, tout au contraire,

compté si rigoureusement que nous pénétrâmes dans le salon juste au moment que la demie sonnait. J'éprouvai, quand je l'entendis, ce puéril orgueil que procurent aux gens superstitieux de la règle toutes les petites victoires insignifiantes de leur ponctualité; mais j'en fus presque aussitôt distrait par le sentiment du devoir et il me sembla qu'une voix, qui ne pouvait être qu'intérieure, me commandait : « Attention ! » afin, évidemment, de me rappeler que je n'étais pas là pour m'amuser, comme disent les bonnes gens, mais pour tenir mon emploi ordinaire de témoin.

Je tressaillis, je ne fus pas maître de ce réflexe, mais j'obéis dans l'instant même, passivement, militairement. Je fis même du zèle et, durant que l'on nous ouvrait la porte, je prévis toute la scène que j'allais voir une fois qu'elle serait ouverte. C'est assez la coutume des témoins, et mieux vaut encore imaginer avant qu'après. Dans l'un et l'autre cas, la chose réelle est toujours très différente de la chose imaginée; mais cette fois le contraste fut si frappant que j'en restai un moment tout désorienté.

J'avais, naturellement, composé le tableau selon les principes les plus classiques. Une madame de Passelieu, conforme au type du Deffand que depuis une huitaine de jours ma fantaisie lui attribuait, y occupait la place la plus en vue. La figuration qui animait le décor était nombreuse, et je plaignais la pauvre comtesse de ne pouvoir, devant les importuns, en revoyant M. de Courpière après tant d'années, trahir son émotion que par d'imperceptibles jeux de physionomie, qui du moins ne m'échapperaient pas à moi; d'avance, je croyais les épier... A moins que, n'éprouvant aucune émotion, elle ne fût bien aise de n'avoir pas à dissimuler ce qu'elle ne sentait pas.

Or, dans ce vaste salon, où les meubles étaient groupés selon les modes de son jeune temps comme pour causer entre soi, elle était seule, exactement seule, point assise : elle allait en long en large, dans un état d'extrême agitation, qui suffisait à lui retirer vingt ans au bas mot : il fallait cela pour qu'elle n'en parût que cinquante. Elle ne paraissait point davantage, sans aucun des artifices dont usent maintenant des femmes beaucoup plus jeunes. Le temps d'un éclair, je pensai aux cheveux blonds de la ci-devant brune marquise de Ventnor.

— Qui est-ce? dit-elle d'une voix brève, sèche.

Elle ne pouvait, en effet, nous voir : elle nous tournait le dos. Tout en allant et venant, elle regardait par les fenêtres du jardin comme la sœur Anne devait regarder du haut de la tour. Puis, comme nous ne répondions pas, elle fit un mouvement d'impatience et daigna tourner la tête. Elle nous reconnut du premier coup.

— Ah! c'est vous, fit-elle.

— Comme vous voyez, dit M. de Courpière.

C'est tout ce que donna leur premier choc. Moi-même, qui n'aime pas les scènes de famille, j'étais déçu.

— Et... vous venez dîner? reprit la comtesse.

— Nous sommes-nous trompés de jour? dit Maurice avec un soupçon d'ironie.

— Malheureusement non... Vous êtes les seuls qui ne se soient pas excusés par téléphone... Depuis six heures, la sonnerie n'arrête pas.

— Si vous préférez..., dit Maurice.

— Mais non...

Elle haussa les épaules.

— Nous dînerons nous trois, voilà tout.

— Je n'osais pas l'espérer, fit-il avec une galanterie qui avait l'air d'une impertinence.

Pour atténuer l'effet, je murmurai en écho :

— Nous n'osions pas.

Il se fit un grand silence. Évidemment, elle oubliait que nous étions là.

— Je suis folle! s'écria-t-elle soudain, en indiquant, sans heureusement l'achever, le geste de tordre ses maigres bras.

Nous sentîmes qu'il n'y avait rien à répondre, que mieux valait, ou ne la pas contrarier, ou feindre de ne l'avoir pas entendue; et très peu de temps en effet après avoir poussé ce cri de détresse, elle parut soudain reprendre ses esprits, s'apercevoir de notre présence, et se ressouvenir de ce qu'à titre d'hôtes elle nous devait.

— Je suis folle d'inquiétude, reprit-elle avec un pauvre sourire. Mon petit-fils Guy est dans cette bagarre. Je l'ai supplié de ne pas s'exposer inutilement. Bien entendu, il n'a pas tenu le moindre compte de ce que je lui disais. C'est un brave enfant.

— Quel âge a-t-il? demanda M. de Courpière par politesse, mais du ton qu'il aurait demandé l'heure.

— Vingt-quatre ans, soupira madame de Passelieu.

— Vous devez vous tromper, dit Maurice.

— Oh! je vous en prie...

Elle haussa les épaules; cette banale galanterie de M. de Courpière avait cependant suffi pour lui rappeler qu'avant d'être grand-mère, elle était du monde, et que, selon l'expression de Brillat-Savarin, elle était chargée d'assurer notre bonheur, pendant toute cette soirée tragique.

— Au fait, dit-elle d'un ton enjoué, puisque nous n'avons personne à espérer, je ne vois pas pourquoi nous ne nous mettrions pas à table.

— D'autant que le dîner doit être en péril, dit M. de Courpière, et ce serait dommage.

— Oh! vous avez un tout petit dîner...

— Je les connais.

Elle avait sonné.

— Servez, dit-elle au maître d'hôtel qui avait paru tout d'un coup comme s'il eût guetté derrière la porte.

Elle ne put se tenir d'ajouter d'une autre voix :

— Et M. Guy?

— Monsieur le comte n'est toujours pas rentré, madame la comtesse.

Elle soupira, mais elle retrouva son sang-froid dans l'instant même, et nous précédant d'un pas ferme, elle nous montra le chemin de la salle à manger.

La table, dressée pour vingt couverts — je les ai comptés — était servie à l'ancienne mode, avec beauconp d'argenterie et de vaisselle plate. Il y avait des valets de pied en livrée aux quatre angles de la pièce, et deux maîtres d'hôtel, outre celui qui avait répondu à la sonnette de madame de Passelieu, qui n'était là que pour commander les mouvements. La seul idée de dîner à trois avec cet apparât et ce personnel aurait coupé l'appétit du plus intrépide.

J'avoue que la lecture du menu ranima au moins ma curiosité; mais, en dépit du nombre des services, du soin que prenait la comtesse de goûter à chaque plat ou de faire semblant, de la conversation animée que nous soutenions M. de Courpière

et moi, en nous gardant, comme il va de soi, d'aucune allusion aux événements du jour, ce trop magnifique dîner fut expédié en trois quarts d'heure.

En retournant dans le salon, nous fûmes pris d'une sorte de découragement que nous dissimulâmes de notre mieux : je parle de la comtesse et de moi-même; car Maurice demeurait impassible. Le maître d'hôtel dit alors à madame de Passelieu, comme il lui eût annoncé la nouvelle la plus indifférente :

— Ces messieurs viennent de rentrer.

— Ah!... comment : « ces messieurs »?

— Je veux dire monsieur Guy... monsieur le comte... et plusieurs autres qui sont avec lui, que je ne connais pas.

— Ma chère, dit Maurice, l'émeute vient à vous.

Elle vint dans le moment même; car le maître d'hôtel, un des plus corrects que j'aie vus au cours de ma carrière mondaine, ayant seulement entr'ouvert la porte, une bande fit irruption, et ce fut, malgré le petit nombre des figurants, une dizaine, un mouvement de foule comme on en voit dans la rue quand un barrage cède.

Je ne voudrais pas faire injure à ces jeunes gens, qui tous ou presque tous appartenaient à la meilleure société, mais ils me firent penser à des gueux de Callot. Le caractère, comme disaient les romantiques, le style que peut prendre le plus ordinaire complet moderne, quand il est bien fripé, bien fatigué, est chose surprenante. Je ne manquai pas de le remarquer — je sais voir — tout en regrettant de n'être pas assez artiste pour être enchanté de ce pittoresque.

Je devinai du premier coup le petit-fils de madame de Passelieu à la façon naïve dont il s'élança vers elle, lui sauta au cou. Elle m'étonna par la tendresse qu'elle n'eut pas honte de lui marquer devant témoins, puis elle le gronda doucement, stupidement d'ailleurs, des inquiétudes qu'il lui avait causées, comme les femmes du peuple battent leur petit quand il a buté; mais je trouvai cela aussi touchant qu'absurde, et comme j'en étais tout remué, je tournai les yeux d'instinct du côté de M. de Courpière afin de voir si, comme je n'en doutais point, il partageait mon sentiment. Je m'indignai de sa sécheresse visible, tout en me reprochant ma propre sensiblerie.

Cependant, madame de Passelieu harcelait son petit-fils de

questions et le mettait, par ses caresses, dans l'impossibilité d'y répondre. Alors, un autre tout jeune homme s'offrit à satisfaire sa curiosité exigeante. Il semblait parfaitement élevé. Il se mit à lui raconter « l'émotion » comme il aurait poliment indiqué son chemin à une vieille dame qui le lui aurait demandé dans la rue. Mais il était très timide et à la fois très excité, il avait une certaine difficulté d'élocution, et son enthousiasme ne lui déliait pas la langue, au contraire. Il paraissait cruellement souffrir de ne pas trouver ses mots pour exprimer ce qu'il sentait si vivement. Il ne savait pas non plus ménager sa respiration et son récit était entrecoupé de fréquentes pauses.

Pendant un de ces silences, j'entendis la comtesse dire entre haut et bas à son petit-fils :

— Qui est-ce donc?

Guy de Passelieu leva, laissa retomber ses bras et répondit :

— Mais je n'en sais absolument rien! Voilà quatre heures d'horloge que nous marchons et que nous crions ensemble. Nous n'avons pas pris le temps de faire des présentations. Nous savons bien que nous sommes du même côté, ça suffit.

Cependant le récitant essayait de poursuivre. Ses efforts me faisaient mal, mais plus encore les ironiques regards que lui assenait M. de Courpière. Le seul document que l'on pût tirer de ses phrases décousues, c'était, je suis bien obligé de le reconnaître, qu'ainsi que dans toutes les batailles, ces braves garçons n'avaient rien compris de l'action à laquelle ils prenaient part, ni même rien vu, qu'ils avaient le sentiment de n'avoir rien fait que des marches et des contre-marches sans jamais savoir au juste quel était leur point de direction, mais que les jambes leur rentraient dans le corps, qu'ils étaient harassés, qu'ils mouraient de soif et de faim.

Quand madame de Passelieu connut enfin ce détail, dont elle aurait pu se douter plus tôt, elle fit un petit cri de joie qui parut si intempestif que toute cette jeunesse fut prise du fou rire. Elle en rit aussi et dit combien elle était ravie que tous ses invités lui eussent fait faux-bond, sauf Maurice et moi.

— Vous mangerez notre dîner; d'autant, dit-elle, que nous y avons à peine touché.

C'était bien la vérité, et je commençais d'avoir des tiraillements d'estomac. Je me serais volontiers remis à table avec la nouvelle fournée; mais on ne me l'offrit point. La comtesse pria son petit-fils de faire les honneurs et tandis que la troupe passait en pagaïe dans la salle à manger, elle nous fit le sacrifice de demeurer avec nous dans le salon.

Je me demandais non sans effroi ce que nous allions bien pouvoir nous dire, et je redoutais, après cette scène animée, le contraste d'un morne entretien, lorsque nous nous aperçûmes qu'un des camarades racolés par Guy de Passelieu n'avait pas suivi les autres. Il restait là, près de la porte, humble et embarrassé de sa contenance, malgré une prestance vraiment superbe.

— Vous n'allez pas dîner avec vos amis? fit doucement madame de Passelieu, surprise, un peu gênée.

Il répondit :

— Si madame le permettait, j'aimerais mieux donner un coup de main au maître d'hôtel.

— Par exemple!... Mais qui donc êtes-vous?

— Dubet, valet de chambre.

— Mais... vous êtes décoré!

— Oui... je l'ai mise pour la circonstance d'aujourd'hui... Je ne la porte pas souvent... Après la guerre, ça m'a fait tant de tort pour me placer!

C'est aux impulsions de la sensibilité que s'applique le plus justement la recommandation fameuse de Talleyrand : « Méfiez-vous du premier mouvement, c'est peut-être le bon ». Cette réplique de Dubet, valet de chambre, me fit venir les larmes aux yeux et, en conséquence, me parut sublime. Elle m'ouvrit des échappées sur un idéal de fraternité humaine. J'entrevis, dans un avenir prochain, la fin de la haine de classes et la solution de toutes les questions sociales. Un regard froid de M. de Courpière m'avertit que je m'emballais, comme on dit vulgairement.

Madame de Passelieu ne semblait pas moins émue que moi, et je dois lui faire cette justice que, pour l'être, elle n'attendait pas comme moi la permission de M. de Courpière. Elle dit à Dubet, avec une autorité pleine de grâce :

— Faites-moi le plaisir de me suivre dans la salle à manger

et ne vous avisez pas de donner un coup de main au maître d'hôtel : c'est moi qui vous servirai.

Dubet, naturellement, obéit. La comtesse ouvrit elle-même la porte, et nous entendîmes les éclats de cette jeunesse héroïque, mais insouciante, qui dînait, un peu tard, de grand appétit. Je demeurai seul avec M. de Courpière. Je n'avais pas désiré, je redoutais plutôt ce tête-à-tête. J'étais encore tout échauffé : je pressentais que ses propos me causeraient une véritable douleur physique. Il ne m'épargna pas, en effet, les banalités d'assez mauvais goût que j'attendais de lui sur la légion d'honneur aux gens de maison. Je m'apprêtais à lui répondre sur le même ton : nous fûmes surpris par une rentrée brusque de la comtesse; elle semblait si bouleversée que M. de Courpière lui demanda en feignant le plus affectueux intérêt, s'il était advenu quelque nouvelle catastrophe.

— Non, dit-elle, mais... il faut que je vous dise... je ne peux pas vous laisser ignorer...

— Quoi? fit M. de Courpière avec un peu d'impatience.

— Ce jeune homme...

— Lequel? Ils sont plusieurs.

— Celui qui a pris la parole... au nom de tous...

— Ah! oui.

— Je viens de leur demander leurs noms...

— Ma chère, je n'avais pas de conseils à vous donner, mais peut-être auriez-vous dû commencer par là... Eh bien?... Ce n'est pas encore un valet de chambre, j'espère?

— Oh!... Quand vous saurez...

— Mais je brûle de savoir, dit M. de Courpière avec une froideur décourageante.

— C'est votre fils.

— Bah?

— Comment ne l'avez-vous pas reconnu? Comment lui-même ne vous a-t-il pas reconnu?

— J'imagine que sa chambre n'est pas peuplée de mes portraits, et quant à moi, je me rappelle, assez vaguement d'ailleurs, un enfant dont la personnalité, pas plus que la physionomie, ne se dessinait encore... Et pourtant... la voix du sang peut-être... Tout à l'heure, je l'écoutais... débiter sa petite histoire... je le regardais... et en le voyant si gauche, si peu

déluré, d'aspect si pauvre, je ne pouvais me défendre...

— D'une sympathie, n'est-ce pas? dit avec élan madame de Passelieu.

— Avouez que pour un père ce serait peu... ou trop. Non : d'une curiosité, mêlée de regret. Je m'explique maintenant pourquoi je me disais : « Voilà un garçon qui a dû être élevé par sa mère. » Mieux informé, grâce à vous, j'ajoute : « Et par ce petit professeur qu'elle a épousé. » Vous ne lui avez pas dit qui j'étais?

— Si, fit madame de Passelieu confuse. Pardonnez-moi, j'ai été tellement saisie...

Il murmura que c'était trop naturel et fit un geste d'absolution.

Elle reprit, plus bas :

— Il serait si heureux...

— De faire connaissance avec moi? C'est d'un bon fils. Je ne dis pas non, mais pas ce soir.

Comme elle faisait mine d'insister, il repartit :

— Vous n'y pensez pas. Je viens d'avoir l'immense émotion de vous revoir... après combien d'années? Je me remets à peine et vous voudriez que mon fils... Je ne suis pas de force, ma chère. A chaque jour suffit sa joie... Non, nous allons prendre congé, il est tard.

— Vous ne supposez pas que je vais vous laisser risquer votre vie...

— Risquer notre vie! Mais... vous ne supposez pas non plus que nous allons passer la nuit sous votre toit?

— Pourquoi pas? Aucun de ces jeunes gens ne sortira d'ici avant demain matin. On est en train de leur préparer des dortoirs...

— Vous voulez que je fasse du camping chez vous avec mon fils! Ma chère, c'est une idée qui me plairait, mais j'ai l'horreur de découcher. Non, nous partons... Un peu plus tôt que je n'aurais souhaité. Nous allons être obligés probablement de faire un grand détour et de passer la Seine Dieu sait où. Nous aurons de la veine si nous sommes rentrés avant minuit.

— Et si nous rentrons, dis-je.

J'aurais préféré le camping, je l'avoue; mais je ne pouvais pas consentir à paraître moins téméraire que M. de Courpière.

Madame de Passelieu, qui connaît ses entêtements, n'essaya pas non plus de le retenir. Nous ne pûmes nous empêcher de sourire quand Maurice, machinalement, la remercia de cette charmante soirée.

— Au fait, dit-elle, que répondrai-je au vicomte?

— Au vicomte? Ah! oui, à mon fils. Eh bien, dites-lui que j'aurai plaisir à recevoir sa visite.

— Chez vous?

— A l'hôtel?... Je préférerais... ailleurs. Chez toi?

— Volontiers, dis-je.

— Eh bien, fit Maurice en se tournant vers madame de Passelieu, vous arrangerez cela ensemble par téléphone pour un prochain jour.

Nous quittâmes la comtesse en haut de l'escalier. Avec des précautions qui me semblèrent un peu excessives (mais j'avais tort), on ne fit qu'entr'ouvrir la porte cochère, nous nous glissâmes hors de l'hôtel et, comme la garde impériale, nous entrâmes dans la fournaise.

CHAPITRE IV

MARIE-THÉRÈSE

M. de Courpière, qui n'a point accoutumé de se plier aux événements, nous avait dit, à madame de Passelieu et à moi : « Vous arrangerez cela ensemble par téléphone pour un prochain jour »; et *cela*, c'était cette rencontre avec son fils, à laquelle il avait la bonté de consentir. Mais les prochains jours ne se prêtèrent pas à ces sortes d'arrangements et je n'eus guère la tête à téléphoner, madame de Passelieu non plus, apparemment. Maurice, que je revis pourtant dès le lendemain 7 février, ne m'en fit pas ressouvenir.

Nous descendîmes ensemble jusqu'à la rue de Castiglione, et nous eûmes la bonne fortune d'assister au pillage d'un magasin de chemiserie et de parfumerie. Des femmes, qui n'avaient jamais été à pareille fête, après avoir brisé les glaces de la

devanture, brisaient des litres d'eau de Cologne et de lavande dont elles répandaient le contenu sur leurs vêtements, à flots. Quant aux hommes, ils faisaient plus volontiers main basse sur les pyjamas de soie. Je ne soufflais mot, mais j'avais sans doute un regard désapprobateur; car M. de Courpière me dit :

— Pourquoi prétends-tu avoir le privilège de la soie?

Je lui répondis assez sèchement que je n'y prétendais pas; d'autant que je n'ai pas l'habitude d'en porter et que je préfère la toile fine.

Puis, une phrase de je ne sais plus quelle pièce de la fin du siècle dernier me revint à la mémoire : « Le peuple a droit à de la beauté », et je déclarai dans le même style que le peuple a droit à de la soie du moment que cela lui fait plaisir.

Nous nous arrachâmes enfin à ce spectacle qui nous avait semblé d'abord pittoresque, mais dont nous fûmes bientôt excédés. Nous retournâmes vers la place de la Concorde, où il y avait moins d'agitation que la veille; et comme, du côté de l'avenue Gabriel, la voie paraissait libre, nous remontâmes jusqu'au rond-point des Champs-Élysées. Nous allâmes boire un verre dans le bar en sous-sol d'un grand café.

A peine y étions-nous que nous entendîmes des coups de revolver tirés dans les glaces du rez-de-chaussée, qui s'effondrèrent avec un terrible fracas. Dégoûtés de n'être tranquilles nulle part, nous payâmes nos consommations et nous rentrâmes chez nous de mauvaise humeur. C'est sans plaisir que je trace ces crayons de guerre civile. Celui-ci, heureusement, sera le dernier, puisque vingt-quatre heures plus tard l'ordre était rétabli.

Après encore vingt-quatre heures, je reçus une invitation de ma cousine de V... à dîner le surlendemain, et de sa part cet accourcissement des délais d'usage, cette procédure d'extrême urgence m'étonna. Je le lui fit sentir en acceptant son invitation par message téléphoné.

J'appelle madame de V... ma cousine, et elle l'est légitimement; mais nous n'avons découvert que récemment ce cousinage par alliance, assez proche, bien qu'il ne soit pas au degré prohibé.

Ce qui m'amuse surtout chez elle, c'est la société panachée

qu'on y rencontre. Il y a, naturellement, un fond de faubourg Saint-Germain; mais il y a toujours aussi un petit lot de gens de rien. Quand je parle de gens de rien, ce n'est pas à moi que je pense.

Si c'est dans la journée qu'elle reçoit, il ne manque pas de vestons et de cols mous; mais on aurait tort de s'y fier, car elle vous mène par la main à ces personnages négligés en vous disant avec l'emphase qui convient :

— Vous connaissez Son Altesse Royale?

On balbutie : « Oui... Non... Monseigneur... » et on se le tient pour dit.

Les dîners de ma cousine sont indiqués pour neuf heures. J'ai observé que ceux des invités que cette heure tardive étonne arrivent à moins cinq, ceux qui ont l'usage du monde entre le premier et le neuvième coup, et ceux qui n'ont aucun usage entre le quart et la demie.

La salle à manger n'étant pas de dimensions suffisantes pour que l'on y dresse une table de trente couverts, chiffre ordinaire des convives, il y a deux tables, celle de monsieur et celle de madame, ce qui permet d'honorer singulièrement l'homme qui fait vis-à-vis à madame, la femme qui fait vis-à-vis à monsieur, et de multiplier les places d'honneur.

J'avais la faveur insigne d'être à la droite de madame la duchesse de Longueville qui présidait la table de mon cousin; mais j'ignorai d'abord mon bonheur, car il y a toujours dans cette maison un peu de tohu-bohu les soirs de réception. Chacun des mâles, à son arrivée, recevait des mains d'un grand valet de pied un carton à son nom, où il pouvait lire derrière, sous un schéma de la table A ou B, le nom de la dame qu'il menait. J'eus l'extrême mortification de ne trouver aucun carton me concernant, sur le grand plateau d'argent que me présentait le valet de pied, et mon premier mot à ma cousine, quand je me heurtai à elle à l'entrée du salon, fut :

— Est-ce que je n'ai pas de bras?

Elle se récria :

— Pas de bras? Vous êtes à côté de la duchesse de Longueville, qui mourait d'envie de faire votre connaissance et qui ne parle que de vous depuis quinze jours; c'est même un peu pour vous faire rencontrer que j'ai arrangé le dîner de ce soir.

Je ne me laissai pas attendrir. Je fis un petit remercîment sec, du bout des lèvres. Puis, je dis :

— La duchesse de Longueville? Le duc s'est donc remarié, si tôt après son divorce?

— Vous voulez rire? C'est la même, c'est Marie-Thérèse.

— Je croyais qu'il lui avait fait défense de porter son nom et qu'elle s'intitulait maintenant comtesse de Dunois?

— Nous n'avons pas d'ordre à recevoir d'Adhémar. Je tutoie Marie-Thérèse, nous sommes amies d'enfance et je ne me soucie donc ni de son nom de famille ni de son titre; mais je croirais lui manquer gravement et trahir ma foi chrétienne, si, quand je lui présente quelqu'un, je ne l'appelais pas tout du long madame la duchesse de Longueville.

— Elle est toujours duchesse devant Dieu, dis-je en m'inclinant.

La duchesse de Longueville, ou comtesse Marie-Thérèse de Dunois était aux aguets, presque aux écoutes. Elle se rapprocha, sur un signe de ma cousine de V... qui fit sommairement la présentation et nous laissa au beau milieu du salon, tête à tête. Nous échangeâmes les banalités d'usage en ces minutes d'entre chien et loup qui précèdent le départ pour la salle à manger. On n'attendait plus que les gens de rien. Ils se décidèrent enfin à venir et toute la compagnie se mit en branle.

C'est seulement lorsque j'offris mon bras à la duchesse que je la vis à proprement parler. Jusque-là notre contact avait été si superficiel, si conventionnel pourrais-je dire, qu'il avait été en quelque sorte irréel. Je n'avais prêté aucune attention à l'apparence physique de cette femme, avec qui j'échangeais machinalement des formules dénuées de signification positive et comme vidées de tout leur contenu. Il me sembla que tout d'un coup elle se matérialisait devant moi, et je fus agréablement surpris de son air de jeunesse sincère, de ses lèvres qui n'étaient pas peintes, de ses cheveux qui n'étaient pas teints, de ses ongles qui n'étaient pas laqués.

Cette absence d'artifice, qui me plaisait, me déconcertait aussi, au point même de m'alarmer; car cela ne cadrait guère avec ce que je croyais savoir du « complexe » de la duchesse. Or, j'en savais assez pour être sûr de pouvoir soutenir avec elle, durant le dîner, une conversation un peu moins dépourvue d'intérêt que nos propos d'attente tout à l'heure; et mon infor-

mation, d'autre part, avait des lacunes qui me laissaient le champ libre pour commettre de ces maladresses appelées familièrement gaffes. J'avoue que je les aime assez quand elles sont volontaires. Avouerai-je que les miennes me paraissent toujours telles après coup? Je dois exagérer, et y mettre beaucoup de complaisance, voire de mauvaise foi.

Après nous être passé et repassé le menu, sans seulement y jeter les yeux, et avoir cherché dans nos assiettes creuses un rien de consommé froid que l'on avait fait semblant d'y mettre, nous engageâmes le fer sans l'avoir beaucoup tâté.

Dès la première attaque de madame la duchesse, je vis clair dans son jeu; pour parler moins métaphoriquement, je connus pourquoi elle avait désiré avec tant de passion d'être placée à côté de moi à table. Ce n'est pas à ma pauvre personne qu'elle en voulait, mais à M. de Courpière. Cette substitution, dont jadis j'étais blasé par l'habitude et dont j'avais perdu l'habitude depuis tant d'années, me donne maintenant quelque peu sur les nerfs; et lorsque madame la duchesse de Longueville me demanda ingénument si je n'avais pas été autrefois très lié avec le vicomte, cela me fit le même effet qu'une dizaine d'années après mes débuts dans la carrière des lettres, quand une femme de salon académique me demandait avec un charmant sourire si je m'occupais toujours de littérature.

Je répondis sans grâce que ma liaison avec le fameux vicomte avait été de notoriété publique. Madame de Longueville se sentit rembarrée : elle se retourna vers son voisin de gauche et me laissa en plan. J'en profitai pour me remettre en mémoire ce que je savais d'elle, un peu vite, car je pensais bien que cette bouderie ne durerait pas.

Je savais qu'elle ne s'était pas donné suffisamment la peine de naître. Son père était bien comte de Dunois, mais sa mère était d'une famille d'industrie. Elle tenait de cette naissance ignoble — je l'entends au sens du grand siècle : qui n'est pas noble — en même temps qu'une sorte de nostalgie qui la portait à s'encanailler, une admiration éperdue de cette noblesse dont elle savait mieux que personne la valeur marchande. Se jugeant affranchie de toute obligation envers un mari qu'elle s'était procuré au prix fort, elle l'avait trompé avec si peu de ménagement qu'il avait réclamé le divorce, assuré

d'ailleurs d'obtenir de larges dédommagements pécuniaires.

Elle passait pour avoir été ensuite, par défi plutôt que par inclination, la maîtresse d'un ministre d'extrême gauche; et quant à son opinion politique du jour, il aurait suffi pour en être informé, de connaître « l'homme de jour », comme on dit au régiment; car elle en changeait aussi souvent que de pyjama, avec une préférence toutefois pour le pyjama rouge; mais elle avait une sorte de sincérité sensuelle qui dérangeait parfois toute sa politique ainsi que sa physiologie, et l'on m'avait conté qu'elle n'était pas capable de se refuser à un beau garçon, fût-il du monde ou de l'Action française.

Quand j'ai parlé tout à l'heure du « complexe » de madame de Longueville, peut-être ai-je un peu détourné le mot de son sens conventionnel; on m'accordera du moins qu'il est peu de termes pseudo-scientifiques qui puissent mieux exprimer la curieuse diversité de ce tempérament.

L'usage ne s'étant pas encore établi dans le monde (et je me demande pourquoi) de vous dire quand on vous présente à une femme, avec qui elle est pour le moment, j'ignorais complètement si elle était toujours avec son ministre S. F. I. O., ou avec quelque gigolo de la haute, et cela n'était pas pour faciliter notre conversation. Il est vrai que j'aurais très bien pu le lui demander, mais je ne suis pas encore fait aux petites impudences courantes d'aujourd'hui.

Ainsi que je l'avais pressenti, elle lâcha tout d'un coup son voisin de gauche, se tourna vers moi et me dit avec le plus agréable sourire :

— Parlez-moi de lui...

Je fredonnai :

— ... Grand-mère... Parlez-nous de lui.

— Mais vous êtes très impertinent!

— Je le serais, si l'on pouvait prendre à la lettre cette pauvre plaisanterie. Comme l'idée n'en viendrait à personne, ce n'est pas une grossièreté; c'est presque un compliment, un assez fade compliment.

Elle voulut bien le prendre ainsi. Le refrain qui m'était venu aux lèvres me servit de prétexte pour lui parler de Courpière plus particulièrement en tant que Courpière vieilli. Je proteste que je le fis sans réflexion et sans mauvais dessein;

mais quand je recherche après coup les motifs qui, à l'insu de ma conscience, me purent déterminer d'aborder par ce côté-là le sujet sur lequel cette curieuse d'amour me poussait, je ne puis me défendre d'y soupçonner quelque noirceur, dont je n'ai d'ailleurs aucun remords; j'obéissais à l'instinct; ma raison ni ma volonté libre n'étaient en action. Je n'avais rien prémédité, et il n'y a pas de responsabilité rétroactive.

Ce que m'avait dit M. de Courpière de sa diminution physique et de l'attrait que, cependant, il continuait d'exercer sur les femmes, me hantait. J'avais près de moi — quelle fortune! — toute frémissante au seul bruit de son nom, une de ces créatures sur lesquelles il se vantait insolemment d'avoir gardé tout son pouvoir alors même qu'il ne pouvait plus rien On conviendra que l'occasion était tentante de vérifier ses dires téméraires et de faire une de ces expériences de salon qui équivalent, en ce genre d'études, aux expériences de laboratoire.

C'est pourquoi, usant d'un procédé de composition que je n'aime guère, qui met la charrue avant les bœufs, je débutai par le singulier aveu que m'avait fait M. de Courpière, comme s'il avait lui-même débuté par là sans me dire ni bonjour ni bonsoir, quand je l'avais rencontré l'autre jour rue Royale. Perfidement j'ajoutai qu'à ces mots j'avais cru voir s'effacer et redescendre au séjour des ombres celui que je venais d'en voir surgir miraculeusement; car que pouvait faire en ce monde un Courpière qui n'était plus Courpière?

Cette remarque me fournissait une plausible transition pour en venir à son histoire amoureuse. J'en fis, j'ose le dire, un éblouissant résumé; mais, comme il est écrit dans le livre des Mille nuits et une nuit, puisque je l'ai déjà fait ici même, il est inutile de le répéter.

Madame la duchesse m'écoutait avec un intérêt bien flatteur pour la personne qui parle, et elle semblait avoir tant de peine à modérer ses transports que je crus devoir, sur la fin de mon récit, lui asséner ce que l'on appelle familièrement un bon coup de massue. Je lui resservis, en guise de conclusion, ce que m'avait déclaré M. de Courpière, de l'inutilité de toutes les tentatives qui pouvaient être désormais faites sur sa personne. Madame de Longueville eut un sourire qui signifiait le plus clairement du monde : « Oh! moi, si je m'en mêlais... »

Et il n'en fallut pas davantage pour me révéler le surcroît paradoxal de prestige que pouvait devoir M. de Courpière à la réputation qu'il se faisait maintenant d'être inaccessible.

Un peu déconcerté par cette découverte, qui ne manquait cependant point de piquant, mais dont je ne devais apercevoir toutes les conséquences que bien plus tard, je fis légèrement dévier l'entretien. Je ne quittai pas M. de Courpière, mais, à propos de lui, je parlai de son fils de qui j'avais fait la connaissance à ce dîner tragi-comique du 6 février, chez la comtesse de Passelieu.

Après des considérations sur l'hérédité, que je fis élémentaires et à la portée d'une intelligence mondaine — moyenne, veux-je dire, — je qualifiai de métis ce produit de deux variétés sociales, la bourgeoisie stable et la noblesse toujours en peine de son équilibre. « Métis » parut vivement frapper madame la duchesse de Longueville. J'étais moi-même assez content du terme que je venais de trouver, je le répétai, et je me mis à préciser ma pensée, à la développer, ou mieux à l'explorer (car il m'arrive, quand une idée me pousse, de l'accueillir sans la connaître et de ne la creuser qu'ensuite). J'esquissai, par hypothèse, un « caractère » du jeune vicomte.

— C'est cela, ce doit être cela, murmurait la duchesse.

Et elle souriait bizarrement, mais je n'y pris pas garde. J'insistai sur l'amusant contraste du fils, défenseur des traditions nationales, et du père séduit par les doctrines extrêmes. L'intérêt de madame de Longueville pour mon idéologie semblait croître à chaque instant. Elle souriait toujours. A la fin je remarquai ce sourire énigmatique. Il m'intrigua, il m'inquiéta. Je ne pus me défendre de lui dire :

— Mais... on croirait que vous connaissez ce jeune homme?

Elle rit franchement.

— Un peu, fit-elle.

Je compris que cet « un peu » et le rire signifiaient : c'est mon amant, et j'entrevis ce que les auteurs appellent une situation. J'admirai la situation et je m'égayai à peine de ma gaffe. Cependant, on se levait de table; je quittai la duchesse dès que je l'eus reconduite au salon et j'allai tancer ma cousine.

— Pourquoi, lui dis-je, ne m'avez-vous pas averti que madame de Longueville est avec le petit Courpière?

— Tout le monde le sait, me dit-elle. Je ne pouvais pas deviner que vous n'en saviez rien. Vous êtes le seul. Vous n'allez donc nulle part?

Je ne trouvai rien à répondre. J'étais confus d'une ignorance qui semblait témoigner que je n'étais plus dans le mouvement, dans le train, comme on parlait jadis. Il y a une trentaine d'années, je me serais cru déshonoré. J'ai maintenant un sentiment un peu plus juste des valeurs, et je ne me sentis même pas ridicule.

J'avais hâte cependant de me réhabiliter aux yeux de madame la duchesse de Longueville. L'idée me venait aussi qu'en lui distribuant un rôle dans la scène, je pourrais rendre un peu moins banale cette rencontre du père et du fils que Maurice m'avait prié d'arranger avec madame de Passelieu. Je m'empressai d'aller rejoindre la duchesse qui était encore en proie à son autre ci-devant voisin. Elle n'a pas de rancune. Elle le lâcha de la meilleure grâce du monde pour moi, qui ne l'assommais pas comme lui, et qui pouvais même l'intéresser.

Nous allâmes dans un coin de flirt reprendre l'entretien interrompu. Quoiqu'il ne se fût rien passé entre nous de particulièrement intime depuis le commencement du dîner, nous nous sentions reliés l'un à l'autre par tout un réseau de fils secrets, et nous en étions déjà au ton de la grande intimité.

Il y a, dans les conversations du monde, un procédé qui correspond à l'hypothèse du problème résolu en mathématiques et qui consiste à prendre pour donné, à accepter tacitement ce qu'il serait embarrassant d'*expliciter*, comme disent les philosophes; en d'autres termes, et à rebours du grand principe de Talleyrand, la règle est que ce qui va sans dire, n'irait plus du tout en le disant.

L'honneur mondain ne me permettait pas de laisser croire à madame la duchesse de Longueville que j'eusse ignoré sa liaison avec ce petit Courpière. Une gaffe, surtout volontaire, peut passer, mais mieux encore une impertinence ou, si l'on préfère cet euphémisme, une gaminerie. C'est à cela que je m'arrêtai, et quand j'allai rejoindre madame de Longueville sur le tête-à-tête où elle semblait m'attendre — oserai-je dire : m'espérer? — pour clore l'incident, je débutai par ces mots, qu'elle entendit fort bien :

— Soyons sérieux.

Je poursuivis :

— Madame la duchesse, vous pouvez me rendre un grand service.

Elle ne protesta pas qu'elle me le rendrait; mais elle devint singulièrement attentive : j'ose dire qu'elle sentit passer son destin. Son regard se fixait sur le mien, je ne baissai pas les yeux.

— Je pense vous avoir dit, continuai-je, que le 6 février, chez madame de Passelieu, M. de Courpière s'est inopinément trouvé nez à nez avec son fils qu'il ne connaissait pas et qui ne le connaissait pas davantage.

— Naturellement.

— Ce jeune homme, par parenthèse, m'a semblé bien sympathique...

— Merci, dit la duchesse, d'un ton qui marquait la possession d'état.

Je ne relevai pas ce nouvel aveu.

— Bien sympathique, repris-je. Il était seulement un peu excité. Son récit animé des événements où il avait tenu un petit emploi a plusieurs fois fait sourire celui qui ne savait pas être son père. Madame de Passelieu est allée ensuite faire dîner tous les convives un peu mêlés que son petit-fils lui avait ramenés de la rue, et elle est revenue quelques instants plus tard, tout effarée, dire au comte de Courpière que le vicomte était parmi eux et demandait à faire sa connaissance. M. de Courpière ne s'y est pas refusé, mais il a préféré remettre à un jour prochain. Il m'a chargé d'arranger cela par téléphone avec madame de Passelieu. J'aime mieux l'arranger avec vous.

— Avec moi? A quel titre?

Si madame la duchesse de Longueville croyait m'embarrasser par une telle question, j'ose dire qu'elle ne m'avait pas regardé. Je lui répondis sans m'émouvoir qu'elle connaissait le fils, qu'elle souhaitait connaître le père, et que son intervention serait en l'occurrence bien utile pour épargner à l'un comme à l'autre, en même temps qu'un embarras trop naturel, les surprises de la sensibilité.

Après un moment d'hésitation, elle me répondit qu'elle nous rendrait volontiers ce service à tous les trois, mais elle se rap-

pela qu'elle était duchesse, et avec toute l'insolence qu'autorise un tel titre quand il n'est pas acquis ou usurpé, elle me demanda si l'on pouvait venir chez moi.

Je lui répondis avec une égale insolence qu'elle n'y courrait aucun danger, d'abord vu mon âge, et peut-être — je ne le lui dis pas, mais je le lui laissai entendre — le sien. J'ajoutai que, du seul point de vue des convenances mondaines, rien ne pouvait empêcher une femme de venir chez moi, car je ne suis pas garçon; je suis même allé jusqu'au bout de l'évolution du mariage.

— Comment? dit-elle.

— Ainsi que vous, dis-je en m'inclinant, je suis divorcé, madame la duchesse.

Ma perfidie à la qualifier de ce titre, dans le moment même que je lui rappelais qu'elle n'y avait plus droit, lui fit comprendre qu'avec moi elle n'aurait jamais le dernier.

Elle en prit son parti et me répondit le plus gracieusement du monde qu'elle viendrait chez moi très volontiers « avec Alain »; d'autant qu'elle avait entendu dire que mon logis valait la peine d'être visité.

Nous échangeâmes encore quelques politesses de style. Nous fixâmes un jour et une heure provisoirement, sous réserve que M. de Courpière les accepterait. Puis j'allai prendre congé de ma cousine, et je lui dis que je m'étais follement amusé ce soir. Elle en fut extrêmement touchée, car c'est un compliment que l'on ne s'avise pas souvent de lui faire quand on a passé la soirée chez elle.

CHAPITRE V

PATERNITÉ DIFFÉRÉE

J'avais hâte de faire connaître à M. de Courpière les dispositions que j'avais pu prendre pour ménager sa rencontre avec le vicomte son fils. J'en étais fier, bien que je n'en dusse la fortune qu'au hasard. Elles me semblaient originales, et

je trouvais que la présence de madame la duchesse de Longueville, curieuse du père, amie du fils, y ajoutait un ragoût.

Il le trouva comme moi, et le ragoût lui plut; mais il m'objecta que, lors de son divorce, la garde des enfants n'avait été confiée à la mère que pour la forme et qu'il avait continué, en fait, à cohabiter avec elle jusqu'au jour d'égarement où elle avait jugé à propos de se mésallier avec le pion; que, par suite de cette anomalie, jamais le droit de visite n'avait été réglé; que cela était d'ailleurs maintenant sans conséquence, le vicomte étant majeur; mais qu'il ne lui convenait pas de le rencontrer en cachette et chez une tierce personne, pour que tout cela finît par des attendrissements ou des reproches réciproques, et par des scènes de famille à la Greuze dont il avait une sainte horreur.

Un peu nerveux, je lui répondis que je n'avais pas moins que lui horreur des scènes de famille, à la Greuze ou autrement, que celle-ci, par parenthèse, ne serait rien moins qu'à la Greuze, puisque la duchesse...

Il m'interrompit.

— Je t'avertis, me dit-il, que je ne l'appellerai pas madame la duchesse.

— Parce que?

— Parce qu'elle ne l'est plus. Les convictions religieuses de ta cousine de V... lui interdisent d'admettre le divorce, soit! Mes convictions laïques me font un devoir d'en tenir compte. Je n'appellerai pas non plus la personne en question comtesse de Dunois, pour la raison qu'elle n'a aucun droit à ce titre. Je n'ai jamais ouï dire que les Dunois fussent d'une maison où le ventre anoblit. Enfin, elle sera pour moi madame Marie-Thérèse de Dunois, rien de plus ni rien de moins.

— Tu peux même dire Marie-Thérèse tout court.

— Si c'est en qualité de beau-père de la main gauche, il est trop tôt.

— Enfin, dis-je avec impatience, où veux-tu en venir? tu as l'air de chercher des raisons pour te dérober à une entrevue que tu avais acceptée en principe...

— Nullement, dit-il. Mais je prétends, d'avance, en arrêter le protocole... et en fixer le caractère,... afin de n'avoir aucune

surprise, même agréable. Je ne veux pas non plus que nous entrions chez toi, moi ou mon fils, par des portes dérobées...

— Il n'y a que deux portes, celle du grand escalier, et celle de l'escalier de service. Ni l'un ni l'autre n'entrera par la cuisine.

— Enfin, je ne veux pas que nous nous regardions comme des histoires et que nous nous demandions : « Qu'est-ce que nous sommes venus faire ici? »

— Aurais-tu l'extrême bonté de me dire, non ce que tu ne veux pas, mais ce que tu veux?

— Eh bien... J'ai mon couvert mis chez toi?

— Je crois avoir eu déjà l'honneur de te le dire.

— Je viens donc déjeuner, sans m'annoncer. Je trouve une table de trois couverts, on en met un quatrième, et avant de passer dans la salle à manger, tu me présentes tes deux invités, mon fils et son amie, qui sont arrivés à l'heure comme des gens bien élevés, tandis que moi, l'habitué, je suis arrivé quelques minutes en retard.

— Bon! soupirai-je.

Il me parut que, pour établir un programme aussi simple, de si longs discours n'eussent pas été indispensables. Je ne pus me retirer de l'esprit qu'ils trahissaient chez M. de Courpière des hésitations, un certain trouble — inusité — qu'il aurait eu honte de s'avouer à lui-même et plus encore d'avouer à moi. Je me demandais avec quelque malice qui pouvait bien être l'objet de cette émotoin, à demi inconsciente ou refoulée : son fils? l'amie? les deux peut-être...

Il fallut encore deux jours de pourparlers au téléphone pour fixer la date de ce déjeuner sans cérémonie. Et enfin le jour fatal arriva. J'ai à peine besoin de dire que l'ordre des facteurs, comme on parle en mathématiques, fut renversé. Si les numéros du programme s'étaient succédé selon l'ordre préétabli, c'eût été un phénomène sans exemple.

Au premier coup de sonnette, je reconnus le doigter de M. de Courpière. Il était en avance! Je tirai de son empressement les inductions que l'on devine, et ne pouvant lui donner asile dans ma chambre, dont la porte, sur le salon, était ouverte à deux battants, je le mis dans une petite pièce sur cour que j'intitule salle de culture physique, parce

qu'il y a deux massues, des haltères et une machine à ramer.

Si bien élevés que fussent Courpière junior et madame de Dunois ex-Longueville, ce n'est qu'à une heure dix qu'ils sonnèrent. Je commençais à les trouver beaucoup moins sympathiques, et j'étais à la lettre incommodé lorsque j'imaginais ce que devait penser d'eux M. de Courpière, tout en faisant des poids.

Leur entrée ne fut pas pour me mettre d'aplomb. Alain, éperdu de timidité, avait une sorte de tremblement, à la vérité à peine perceptible, mais qui semblait se communiquer aux objets matériels environnants, si bien qu'alentour de lui la nature entière, ou du moins le décor prochain, était comme frissonnant. Madame la duchesse de Longueville n'était pas moins émue ni moins intimidée; mais, comme il est assez fréquent chez les femmes, cette émotion, cette timidité prenaient les dehors de l'arrogance et du cynisme.

Je les fis asseoir, et à peine s'étaient-ils posés, mon valet de chambre ouvrit la porte comme pour nous annoncer le déjeuner; mais, au lieu de nous dire que nous étions servis, il me dit à l'oreille, bien haut :

— M. le comte est venu pour déjeuner; mais, quand il a su que monsieur avait du monde...

— Il n'est pas parti! m'écriai-je. (Mon valet de chambre baissa la tête.) Rattrapez-le dans l'escalier! C'est insensé!

Ce petit drame, purement fictif, n'avait duré que peu d'instants. Mon domestique ne fit qu'aller et venir. Il ramena M. de Courpière, qui, après s'être, avec beaucoup de grâce, excusé de son indiscrétion et de son retard, retrouva tout d'un coup l'autorité des souverains, chez eux et maîtres de la maison, dans toutes les maisons qu'ils daignent honorer de leur présence.

Je ne pus me défendre, contre toutes les règles, de lui nommer d'abord madame de Dunois. Il me lança un regard ironique et, après avoir à dessein marqué un temps, il s'écria :

— Ah! madame la duchesse! Je ne vous remettais pas. Mais pourquoi vous laissez-vous annoncer sous un faux nom?

Cette perfidie me mit hors de moi. Je l'aurais tué; et c'est d'une voix frémissante que j'ajoutai :

— Le vicomte de Courpière, ton fils, je crois.

— Je le crois également, dit Maurice.

Il serra, sans effusion, mais avec une bienveillance mesurée, toute paternelle, la main que lui tendait son fils; puis il assura ce fils du miracle qu'il était ravi de faire ou de refaire sa connaissance. La réponse d'Alain fut tout à fait inintelligible, et nous passâmes à table.

Bien que mon appartement ne soit pas un nid à rat comme dans les immeubles modernes, la route du salon à la salle à manger n'est pas tout à fait aussi longue que celle qui mène à Tipperary. Elle donna cependant au jeune Courpière le temps de se ressaisir, et j'observai, non sans un plaisir malicieux, que, de lui, de son père, de madame de Dunois ou de Longueville, et même de moi, c'était lui qui attrapait le mieux l'air de la bonne éducation.

La raison de cette impertinente supériorité sautait aux yeux : il était né, et il avait été élevé comme s'il ne l'était pas. Il ignorait cependant ses mérites et il avait de soi une méfiance ingénue.

Il semblait se demander si on ne l'avait pas trompé perfidement en lui enseignant les premiers principes de la civilité puérile et honnête, qui sont que l'on doit tenir son couteau de la main droite, sa fourchette de la main gauche, et qu'il n'est pas convenable de promener un quignon de mie dans son assiette pour la saucer; mais la Providence, dans le même temps que sa foi lui échappait, suscitait le seul maître qui lui pût rendre une égale certitude. Dès cette minute, ce père, qu'il voyait pour la première fois — le dîner du 6 ne comptant point, — reprenait sur lui l'autorité naturelle du père, et de surcroît le prestige qu'un Courpière ne saurait manquer d'exercer, même à distance et hors de vue, sur qui est né de lui.

Alain avait les yeux fixés sur lui, copiait tous ses gestes, et semblait lui demander humblement : « Est-ce bien ainsi qu'il faut faire? » C'était un spectacle à la fois touchant et un peu comique. Il n'aurait pu indisposer que madame la duchesse de Longueville, qui était désormais devant son jeune ami comme si elle n'était point; mais elle était trop absorbée elle-même dans la contemplation de M. de Courpière pour s'apercevoir de ce détachement, maintenant commode, peut-être alarmant pour l'avenir.

J'ai un fond de préjugés bourgeois que j'emporterai dans la tombe. J'éprouvais une sorte de joie vertueuse, au point, comme on dit, de me sentir meilleur, en lisant sur le visage naïf d'Alain ces témoignages d'une idolâtrie filiale spontanée, que ne compliquait aucune tendresse banale ou convenue. Ils me confirmaient que je ne m'étais pas trompé quand j'avais refusé de croire la mère d'Alain, et même son beau-père, capables de l'élever dans la haine ou dans le mépris de l'homme dont il portait le nom.

Bien que j'eusse, naturellement, rompu toute relation avec l'ex-vicomtesse de Courpière quand elle avait elle-même rompu avec Maurice, je lui avais conservé une estime sincère, mêlée d'indifférence. Je ne doutais pas que l'on ne se fût borné à ne jamais dire au fils un mot de son père ni en mal ni en bien.

C'est d'ailleurs le plus sûr moyen de monter l'imagination d'un enfant. Ce père de qui l'on ne parlait pas était devenu pour Alain un personnage mystérieux, dont le nom, comme celui de Dieu dans certaines religions, ne doit pas être prononcé. Son sentiment filial avait pris la forme d'un agnosticisme. Et voici que l'inconnaissable était près de lui, assis à la même table! Il le voyait, il le touchait presque, il causait avec lui familièrement!

Car je m'aperçois, un peu tard, qu'obsédé par le souvenir des remarques et des analyses que je faisais à part moi, j'ai décrit toute cette scène comme si elle eût été muette; rien de plus faux; notre conversation ne tarissait pas, et justement grâce à mes soins.

Je m'étais rappelé, bien à propos, de quelle façon jadis en usait lady Ventnor, maîtresse de maison accomplie. J'ai dit ailleurs comment elle dirigeait l'entretien sans y prendre part, et même sans avoir l'air d'y toucher; elle savait le rompre par une réplique sans intérêt quand il menaçait de tourner à la conférence, puis désigner le causeur suivant, en posant une question qui paraissait oiseuse, presque niaise, et qui était toujours appropriée.

J'avais cru devoir laisser mes hôtes défiler en guise de hors-d'œuvre les banalités mondaines et tout le cancan dont l'impertinence de M. de Courpière sur le « faux nom » de la com-

tesse de Dunois avait été le facile prétexte; mais cela (qui avait aussi l'appréciable avantage de ne pas trop détourner leur attention de ma cuisine) n'avait pu se prolonger au delà des œufs à l'aurore.

M. de Courpière avait écouté deux ou trois histoires de ma façon, vraies ou controuvées, avec l'espèce de curiosité d'un provincial qui a la foi régionaliste et qui se défie des Parisiens, ou d'un voyageur qui revient de trop loin pour s'intéresser encore à ces choses-là. Il nous avait lui-même resservi deux ou trois anecdotes dignes de figurer dans les almanachs, dont les moindres détails étaient connus, et surtout dont la date, éloignée, était certaine, comme afin de nous rappeler celle de sa retraite et qu'il avait alors quitté le siècle sans esprit de retour.

ABEL HERMANT
de l'Académie Française

(A suivre.)

VOL AU LOUVRE

Le Louvre est une drôle de bâtisse, cousue de bouts et de morceaux. Je ne l'avais jamais remarqué jusqu'à ce matin, quoique je passe souvent rue de Rivoli et sur le quai pour mes affaires, aux Tuileries pour l'exercice et la digestion. Une bâtisse immense et bizarre, où chaque roi a ajouté un pan à la mode de son siècle. Tout cela compose une construction irrégulière, historique et artistique, qui a de l'agrément. On y loge aujourd'hui des femmes nues, des mythologies, des prophètes, des Saintes familles, des pots, des bijoux, des tapis, des assiettes peintes, des paysages de mer et de forêt, des vues de mille endroits, des ébréchures de temples démolis, beaucoup d'articles de curiosité. Ces portraits et ces baigneuses, ces princes, ces galapiats et ces déesses de l'antiquité, ces gens venus de tous les lieux et de toutes les époques, je me demande s'ils ont fini par lier connaissance, à force de cohabiter, et s'ils se rendent visite la nuit, à la barbe des veilleurs. Alors il doit s'en fricoter de belles ! Pour la plupart, le costume ne les gêne guère. J'imagine le spectacle... Eh ! Eh !... Voilà une idée que je n'aurais pas eue avant-hier. J'ai beaucoup changé en deux jours. Si les juges du Tribunal de commerce ou les maires adjoints de la mairie, si mes collègues pouvaient lire mes pensées, ils n'en croiraient pas leurs yeux. Quoi ! Louis Servarre, *Coffre-forts, Chambres-fortes, Armoires métalliques*, Louis Servarre, l'homme de Paris le plus étanche aux chimères, le mieux blindé contre l'imagination ! Voilà pourtant

où j'en arrive. Et brusquement, sans aucune transition. Le proverbe a bien raison : il n'est pire eau que l'eau qui dort. Moi, j'ai sommeillé quarante ans, sauf un ou deux écarts de jeunesse : une amourette qui m'avait donné envie d'écrire des vers, mais je n'ai tout de même pas poussé jusque-là, et un voyage à Monte-Carlo, jadis, où j'ai perdu cinquante louis. On ne m'y a plus repris, ni aux rimes ni à la roulette. Pourtant, j'ai gardé un bon souvenir de ces frasques. Comme le répétait mon grand-père : méfiez-vous du comptable qui n'a jamais commis d'erreur ni oublié la retenue. Ce jeu de mots est plein d'esprit et de sagesse.

Il y a bien longtemps que je n'ai pénétré dans le musée du Louvre. Je n'en ai pas le loisir. Au moment de mon mariage, madame Servarre, née Lethoron, vous savez, les *Serrures, Sonneries d'alarme et Classe-monnaie*, madame Servarre, qui peignait finement à l'aquarelle, a projeté de compléter mon éducation ; elle m'a expliqué Botticelli, ce peintre distingué, qui a fourni tant de modèles aux coiffeurs de genre quelques années avant la guerre. Mais le ménage, le commerce, les enfants ont interrompu ces beaux desseins et j'ai renoncé à me renseigner sur les successeurs de cet artiste, qui me paraissait, du reste, un peu mou et pâle. De plus, le piétinement et les parquets cirés m'échauffent les pieds et me fatiguent. Aujourd'hui, le cinématographe remplace tout ; il n'y manque que la couleur, mais on est assis et on peut fumer, ce qui compense. Pourtant, je suis retourné au Louvre quand on a volé *la Joconde*, pour voir la place où se trouvait ce fameux tableau. Il fallait fendre la foule et se bousculer ; c'était très intéressant. Chacun achetait une carte postale représentant le sourire *énigmatique*, dont les journaux parlaient chaque jour. Si on mettait les chefs-d'œuvre dans des coffres-forts, les filous auraient plus de mal.

Ce matin il fait froid, à peine trois degrés centigrades ; le ciel gris et bas n'encourage pas à la promenade ; cependant, je tourne autour du Louvre et je ne sais quel lutin malicieux me souffle à l'oreille de franchir la porte vitrée, de payer mes trois francs et de baguenauder parmi les nymphes, les satyres et les odalisques. Je me sens gaillard et jeunet, comme à la saison de mon amourette de Monte-Carlo ; le monde m'appar-

tient. J'ai marié ma fille la semaine dernière ; mon garçon, qui me succédera, travaille à Londres et se perfectionne chez les Anglais. Il y prend de l'autorité ; nous avons naturellement tendance à le traiter toujours en enfant ; nous le respecterons mieux à son retour et je n'hésiterai plus à lui confier mon fonds. Les voyages de leur progéniture forment les parents et leur apprennent qu'ils ont vieilli. Adorée — c'est le prénom de madame Servarre — se repose à Cannes, seule, des émotions et des tourments de la noce, du contrat. Une femme, ça la bouleverse de donner sa fille, sa Renée, à un inconnu ; elle songe sans doute à beaucoup de choses oubliées, refoulées et assoupies, à des ambitions romanesques que la vie n'a pas réalisées complètement. On n'y pensait plus et ce coup les réveille. Maintenant, on saute dans le grand renoncement, la paix. C'est dur, la paix. Évidemment tout cela se dissipe vite. Elle n'a pas à se plaindre ; j'ai été un bon mari. Bref, je l'ai laissée partir seule par discrétion, en prétextant que je ne pouvais m'absenter. Elle avait besoin de cette séparation, la première et, je l'espère, la dernière. Peut-être cet éloignement d'un époux connu lui semble-t-il un contrepoids à l'intimité d'un étranger avec Renée. Moi aussi je comprends ce sentiment. Je respire. C'est comme si nous n'avions jamais fondé de famille, si nous étions demeurés libres, célibataires, sans frein. Les soutiens de l'ordre, moi-même, dans ma modeste sphère, ont besoin de cures d'égoïsme, d'anarchie. Je vais à peine à mon bureau, je mange au restaurant, j'ai envie de m'aventurer au musée du Louvre. A quelles raisonnables bêtises se livre Adorée, à quelles rêvasseries ? A-t-elle acheté, à Cannes, des couleurs d'aquarelle et des pinceaux ?

Non, décidément, je résiste. Le Tribunal de commerce siège et je n'inventerai pas une excuse. Le Louvre ne me verra pas aujourd'hui.

*
* *

Me voici, à nouveau, près de l'Arc de triomphe du Carrousel. Hier, l'audience n'a pas été longue ; j'ai quitté tôt le Tribunal de commerce ; j'ai traversé le boulevard et gagné le Palais, la salle des Pas-Perdus, où grouille toujours une cohue de

lustrine noire ; enfin, je me suis trouvé, sans m'en rendre compte, dans une des chambres correctionnelles. On y jugeait un pauvre bougre, une épave de la société. Il n'attirait pas la foule, il ne faisait pas attraction. Quelques petits retraités, deux ou trois demi-clochards, et encore à cause de la température et du vent glacial ; au mois de mai il n'y aurait eu personne. J'écoutais distraitement, tout en regardant une branche noire à travers le vitrage. Soudain, mon attention a été fixée et les mots m'ont touché le cœur. « — Ainsi, — disait le Président, — vous n'avez jamais travaillé ? — Non, monsieur, — répondait le délinquant, d'une voix humble et assurée. — Sans travailler pourtant, on ne peut pas vivre ? — Vous voyez bien que si, monsieur le Président, je ne suis pas mort. — Et pourquoi avez-vous volé ? Et un objet de si peu de valeur, incomestible : une plante grasse naine pour jardin japonais, d'un pouce de haut, à l'étalage d'un horticulteur. — Pour rien, monsieur, pour le plaisir. — Comment ? Pour le plaisir ? — Ah ! vous ne pouvez pas savoir, monsieur le juge. Ça me prend de temps en temps. Alors, je barbote une babiole. » J'en avais assez entendu. Ces paroles résonnaient en moi, marchand de coffres à chiffre, défenseur de la propriété, avec une intensité étrange, une douce puissance de persuasion, de consolation. J'ai travaillé toute ma vie ; je n'ai fait tort d'un sou à personne ; j'ai observé non seulement les articles du code, mais encore la plus exacte probité ; j'ai protégé, grâce à la qualité des articles que je fabrique, des fortunes, peut-être mal acquises ; je n'avais pas à ratiociner là-dessus, je remplissais mon devoir, mon office. Je n'ai pas trompé Adorée, ni en discours, ni en actes ; j'ai élevé ma descendance dans les sentiments que m'avaient transmis mes parents. Pour le plaisir ! Comme il a dit cela, ce vagabond ! Il me donne, à la pente d'une existence de rectitude, de solidité, une espèce de remords de n'en avoir pas de sujet. Ma conscience me reproche presque son calme et sa limpidité. Encore des idées de l'autre monde !

J'ai musardé, au soir tombant, quai de la Mégisserie, devant les boutiques de semences, graines et cayeux, oiseaux, plantes de pépinières, poissons d'ornements, courges, pâtissons et coloquintes lisses ou galeuses, devant le *Coq hardi* et le *Bon*

Laboureur. Des tortues dormaient sous les grillages et hivernaient aux courants d'air ; un coquelet lançait son cocorico au passage des phares des automobiles. On vend là du blé rouge empoisonné pour les rats, des oignons de scille campanulé et de jacinthe, simple blanche nommée *Innocence*, ou double rose dite *Roosevelt*. Je lisais toutes les pancartes, les étiquettes et j'éprouvais une sorte de joie à prononcer des mots dont, voici quelques minutes, je ne soupçonnais pas le timbre. Le pâtisson me plaisait particulièrement, et le giraumont turban qui me rappelait un ballet persan auquel j'ai assisté à l'Opéra, où il y avait un eunuque qui lui ressemblait. J'avais pitié d'un poisson rouge plus long que le diamètre de son bocal, et qui tournait en se courbant. Beaucoup de gens sont plus grands que le diamètre de leur bocal ; par bonheur pour eux et pour la tranquillité sociale, ils ne s'en aperçoivent pas toujours. J'ai pensé acheter l'animal, deux francs cinquante bocal compris, et le jeter à la Seine, au Vert-Galant. Je n'ai pas donné suite à ce projet par respect humain, par peur du ridicule. Le cyprin m'a regardé, puis il a continué à virer sur lui-même. Je me suis réfugié dans les oignons magiques qui poussent d'eux-mêmes, paraît-il, sans terre et sans eau. Exposés en vrac, dépourvus de défense, mal surveillés, il ne serait pas difficile à un amateur sans scrupule d'en chiper un ou deux à l'insu du vendeur et de la police ; ils n'ont ni chiffre, ni plaque d'acier pour les défendre, pas même un simple châssis de verre facile à couper à la molette ou au diamant. Ciel ! quelles imaginations ! Juste à côté se trouvent, à gauche, les coloquintes rayées en forme de poire et, coïncidence qui m'a frappé, les cactées minuscules, les féroces petites boules épineuses à mine mexicaine qui ont tenté déjà le prévenu de la correctionnelle, le chômeur de naissance. Pour le plaisir... Évidemment, il faut déraisonner pour s'emparer de brimborions si peu engageants... Ah ! non, ma main ne quittera pas la poche de mon pardessus ; je n'ôterai pas mes gants afin d'avoir la prise plus aisée... Non, non... Sapristi ! la paresse ne me réussit pas. Rien ne m'a immunisé. Ce soir, j'écrirai à Adorée et demain, dès la demie de huit heures, au bureau. Résolution ferme.

Après avoir dîné dans un restaurant canaille de Montpar-

nasse, j'ai promené mon désœuvrement au hasard, j'ai parcouru distraitement une de ces kermesses à billards japonais, jeux divers, cinémas automatiques de déshabillés. Un appareil a attiré mon attention : *Le scrutateur de l'âme humaine (the human analyst)*. Une notice en expliquait le fonctionnement : « *Exprimez votre personnalité en soulevant la poignée magnétique ; introduisez une pièce de cinquante centimes et concentrez-vous. Vous recevrez infailliblement votre caractère et votre destinée.* » J'ai cédé à la badauderie ; une fiche dactylographiée m'a appris mes tendances aux amours ancillaires, aux entreprises hardies qui frisent l'effraction. Des stupidités. Je m'étonne que le gouvernement autorise cette exploitation de la crédulité. Cela peut influencer les esprits faibles. Me vit-on jamais forcer un secrétaire ou entreprendre une femme de chambre ?

Le soir, je n'ai pas écrit à Adorée. Ce matin, pas de lettre d'elle non plus ; elle me néglige. Du coup, en quelque sorte pour me venger, j'ai téléphoné à mon bureau qu'on ne m'attende pas. Et me voici au Louvre.

*
* *

Une grande caserne, je n'avais pas tort, une enfilade de chambrées. Des nudités aux yeux vides de marbre ou de bronze vous regardent, ou des prunelles peintes qui semblent vous guetter et vous suivre. Le rez-de-chaussée au dallage de pierre, aux murs clairs, où règne une lumière blanche, un peu blafarde, a un air hostile et dédaigneux. Au premier étage, au contraire, c'est sombre, parqueté de bois et princier ; un éclairage d'un jaune verdâtre tombe, à travers la verrière, du ciel d'hiver sur le puits du Salon Carré. Au milieu des draperies riches et passées, des verdures tournées au noir, une croupe luit, une gorge attrape ce qu'elle peut de la clarté avare. Cela a quelque chose qui vous saisit ; cela tient de l'église de quartier mondain et de la maison de passe bourgeoise. Parfois on hume des effluves de couleur fraîche ; un copiste morne presse ses tubes près de vous ; vous ne l'aviez pas aperçu. Des gardiens vont et viennent, bavardent ; trois Anglaises, sur leurs pliants, écoutent un conférencier, devant

une Madone raide ou une décapitation de Saint par un bourreau orange. Parfois déferle, roulement de pas précipités, un troupeau conduit par un berger polyglotte qui ne laisse pas s'attarder ses ouailles, les rassemble et les chasse en aboyant ; on cherche malgré soi le chien briard. J'ai fait la Grande Galerie entre deux haies de martyrs, de crucifiés, de muses, de corps verdâtres, rosés, crémeux, décharnés, rebondis, de Seigneurs noirs et de mêlées de carcasses musclées, de cascades de seins, de danses paysannes, de Jugements derniers, de lagunes, de clairières, de naufrages, d'orages et de printemps, d'architectures et de mâtures de navires. Le temps les a assombris et fondus. Puis, perdu au labyrinthe de petits cabinets baroques, tapissés de polders, de vaches, d'estuaires fumeux et de paraboles grimaçantes, revenant sur mes erres, j'ai retrouvé les Botticelli de ma jeunesse, de ma lune de miel ; des connaissances, quoi ! Ils sont toujours langoureux et maladifs, un peu fiévreux ; on devrait bien les envoyer à la campagne. Enfin, assis sur un banc de velours cramoisi, j'ai soufflé un moment, tout désuni et déconcerté, j'ai essayé de reprendre mes esprits.

C'est vraiment curieux, infernal presque. On vit au cœur d'une ville, on y a ses occupations ; on croit ne rien ignorer de son quartier ; et soudain on découvre des cavernes de mystère, peuplées d'individus fabriqués au cours des siècles anciens, qui vivent accrochés les uns près des autres, qui gardent on ne sait quel résidu des idées d'autrefois, des pensées des pays où ils ont vécu, des époques dont plus personne ne s'occupe. On se sent une petite chose de rien du tout, écrasée, épiée par l'anéantissement. Alors la vue d'une fenêtre, des remorqueurs de la Seine, des autobus, des asphalteurs de la cour, des pigeons, vous réconforte et vous remet dans votre temps et dans votre assiette. Puis le délire, dès que vos yeux quittent le réel, l'actuel pour le fouillis des fantômes colorés, vous repossède. Certes, à nul de mes amis, de mes collègues, maires adjoints ou juges au Tribunal de commerce, je n'oserais dire ce qui hante ma cervelle. Ils se flanqueraient de moi. Une crise, un malaise, une indisposition où brusquement l'intelligence s'aiguise et tremble, où l'on devient un homme différent, aigu et faible, trop clairvoyant et désemparé, nau-

fragé d'une sensibilité dont il n'a pas l'habitude. La neurasthénie, la folie commencent peut-être comme cela... Si j'avais plus de décision, j'irais consulter un médecin. Le tracas du mariage de Renée m'a surmené, et l'absence de ma femme, la négligence de mon travail ne me valent rien. Je digère mal le restaurant et la solitude.

En somme, toutes ces lubies n'auraient pas engendré de bien graves conséquences si un vieux monsieur n'avait prononcé le mot de *Département de la Céramique* non loin de moi. Il s'adressait à une jeune femme bien maquillée, dont l'approche répandait une odeur de santé et de bain, et qui marchait à grandes foulées légères, en riant et en se moquant sans doute du birbe chenu qui la pilotait. Lui, maigre, myope, avec un cou décharné de vautour et un œil papillotant d'archéologue, tout frétillant et excité. Il a ajouté : « Il faut que je vous montre votre sœur, la statuette de Tanagre drapée, la Béotienne au tambour... et aussi cette terre cuite de Myrrhina, la Vénus accroupie, d'après le motif de Doedalsés... » Il parlait un peu nerveusement ; les expressions savantes acquéraient dans sa bouche un tour sensuel, et ce nom de Doedalsés me parut inconvenant et risqué, tant il y insinuait de secret. Elle s'amusait de ce trouble. J'ai suivi le couple, les propos érudits et équivoques du barbon et le parfum de cette femme. Nous nous sommes cassé le nez devant une porte de bois. Le *Département de la Céramique* n'ouvre qu'à deux heures. Le vieux n'y pensait plus.

Puissé-je n'y avoir jamais mis les pieds, n'y être pas revenu sitôt mon déjeuner expédié, mon café bu à la Régence. Mais la fatalité, qui me laissait bien tranquille jusqu'à cette semaine, qui me dédaignait comme une proie de peu de suc, s'enrage maintenant après moi, me harcèle. J'ai à peine jeté l'œil sur ces magots, cette vaisselle, ces poupées d'argile, — la couverture de *Fantasio* en moins fin, en moins chatouillant — ces animaux bleus d'Égypte et ces caricatures grecques à gros nez, à fronts en déroute, qui abondent encore à la page comique de nos journaux, y incarnent des marchands de canons, des juifs, des parlementaires ou des dictateurs, selon la couleur de la feuille. Brusquement, dans une vitrine, à l'encoignure, près de la fenêtre, j'ai aperçu, que dis-je? j'ai happé de l'œil

un ivoire dissimulé, mais d'une évidence aveuglante pour moi, un ivoire d'un travers de main, sans bras, aux jambes coupées à hauteur de la cheville. Figurez-vous une fille plate, avec de petits seins et des hanches anémiques, avec une grosse face bestiale, au menton avancé, avec une chevelure épaisse qui tombe en natte lourde au quart de l'échine. Du coup, plus rien n'existait. J'ai lu la fiche où il était écrit : *Concubine du Mort. Epoque prédynastique.* Comme assommé, ancré sur place, je contemplais sans fin, me balançant à la façon d'un idiot de village, la face et les mains moites. La *Concubine du Mort*, qu'est-ce que ça peut me faire? J'ai essayé de la lâcher, j'ai tiré sur la laisse, j'ai fui du côté de la *Victoire de Samothrace* et compté les plis de l'étoffe de sa tunique ; j'ai poussé au diable, vers la femme couchée que veille une négresse, vers les combles et les volcans japonais ; j'ai dévalé aux sous-sols ; je me suis réfugié dans la mastaba pareille à une cabine téléphonique des Pharaons ou à un lavabo aux murs couverts de barques. Une force me ramenait toujours à la petite garce brutale et maigre d'ivoire, à son mufle dont je ne pouvais saisir le regard, à son torse mutilé et mal nourri, à sa taille étroite, à son bassin fuyant de hyène. J'inquiétais le surveillant. Beaucoup de maniaques, sans doute, fréquentent les musées, des gens qui ont égaré leur bon sens et qui se repaissent de vide et d'hallucinations. Enfin, on a annoncé la fermeture. Pas trop tôt ! J'ai croisé, au bas de l'escalier, un homme en uniforme muni d'un coffre et d'un objet pendant, peut-être une lanterne. Un veilleur de nuit qui prend son service, qui dépiste les voleurs cachés au fond des baignoires de porphyre ou des sarcophages.

*
* *

J'atteignais mes seize ans ; la croissance et la puberté m'avaient fatigué. Mon père m'envoya chez mon oncle, à la campagne, près d'Arcachon, au bon vent des pins et de la résine. On a toujours eu, dans ma famille, un original par génération, un militaire, un colonial ou un boursicotier qui se ruine ; ainsi mon frère, tué à la guerre où j'ai fait mon devoir mais sans en arriver à cette extrémité, avait entrepris un com-

merce de tableaux modernes et acheté des tas de toiles biscornues qu'on a liquidées, du reste, à un assez bon prix, tant il y a que toute marchandise, même invendable, trouve son amateur à la fin. La branche raisonnable se trouve donc seule représentée actuellement, et par moi. Bref, mon oncle paternel ayant cédé, moyennant une pension, ses droits sur le fonds de commerce, habitait une maison de bois, au milieu des dunes, des galipes et des parcs à huîtres ; il s'était ensablé là, après une jeunesse de voyages, et s'occupait de l'élevage des poules, d'expériences d'ostréiculture, d'entomologie, de philosophie, de petites bêtes et de gros bouquins, servi par deux ou trois filles dont jasait le voisinage, naviguant à la voile sur le bassin, buvant sec et critiquant tout. J'aimais cet homme et ses façons brusques, sa goguenardise amère ; il me paraissait un puits de science et un abîme de cynisme ; il me changeait de mon entourage prudent, huilé, pondéré. Le vieux me méprisait un peu, je pense, me jugeant précocement châtré et domestiqué, voué à une carrière sans ressauts. Ma mère m'avait bien recommandé de le ménager et de lui complaire en tout, à cause de l'héritage, et obscurément chargé de surveiller un peu les relations du célibataire, de la renseigner sur les gourgandines qui devaient être à l'affût de ses beaux billets. Quoiqu'elle ne m'eût certes pas dit cela d'une manière précise, j'avais saisi ; je comprenais déjà à demi-mot tout ce qui concerne le bon ordre, les convenances, les manœuvres de l'intérêt, la morale, l'argent. Or, parmi les domestiques, écartant la grosse naïve, fraîche et sans malice, qui soignait la volaille et les lapins de race, négligeant la grande moricaude à qui incombait le soin de protéger les jeunes coquillages contre les crabes et les périls des hautes marées, et qui vaguait en pantalon rouge de Testerine, j'avisai tout de suite Léa, la maigre Léa, à la tête lourde et butée, à la chevelure épaisse, au corps d'adolescente affamée, de maraudeuse qui n'a, entre la peau et les os, que juste ce qu'il faut de chair, mais qui l'a bien, pour damner un chrétien célibataire qui dépasse la cinquantaine. Ai-je si exactement démêlé ces choses, à seize ans? Deviné et pressenti du moins ; j'ai complété par la suite.

Pourquoi ne puis-je aujourd'hui débarrasser ma mémoire de cette Léa? A cause de la statuette prédynastique évidem-

ment, de la *Concubine du Mort*. Pour fuir l'envoûtement des vieilles choses, cette pénombre et ce silence insalubres des salles du Louvre, je suis entré à la Samaritaine, où l'on trouve tout ce qui sert à la vie réelle, à l'habillement, à l'ameublement, au chauffage, à la cuisine, à la menuiserie, au sport, au jardinage. La foule ici ne rêve pas ; un archéologue échauffé ne propose pas à une femme oisive de lui montrer des Vénus accroupies ou des danseuses de Tanagre. Non, une banlieusarde taillée en opulence et son mari rougeaud achètent des bêches, des arceaux de plates-bandes, un fourneau à gaz ; des gamins à cache-nez et à béret bleu admirent, bouche bée, des mécanos et des chemins de fer miniature. On respire, quoi ! Mais Léa ne se tient pas pour battue.

Arrivé au rayon du petit outillage, l'esprit ailleurs, humant le soleil aromatique de jadis, le goût de l'eau salée à la bouche, j'examinais inconsciemment et ineptement des bouts de fer et de cuivre. Une vendeuse en a profité pour me coller, à mon corps défendant, un instrument jaune à manche, avec une petite roue d'acier, de un ou deux millimètres de rayon, qui émerge d'un bloc de laiton. Cela ne coûte qu'un franc et tranche le verre aussi bien que le diamant, m'assure-t-elle. Je fixais sans doute cet objet dont je n'ai nulle envie. Je me suis laissé faire ; il faut bien que chacun gagne sa croûte.

Non seulement la bousculade ne me divertit pas de mon obsession, elle la renforce ; chaque heurt, chaque coup de coude, chaque compression la resserrent et l'enclouent. C'est comme lorsqu'on fourrage une dent et qu'on ne réussit qu'à enfoncer le pépin de raisin ou la granule mielleuse de figue dans le creux et sous la gencive. On finit même souvent par prendre un certain plaisir morbide à agacer son mal... Léa traînait tout le long du jour, époussetant un livre, picorant une grappe, régnant sur la maison à la manière des chattes, flairant les coins, le fumet de la cuisine, suivant l'hirondelle de l'œil, s'usant les ongles au velours des fauteuils et à la soie des rideaux, bâillant au fond de l'ombre aérée de cette tanière méridionale, où la lumière ne pénétrait pas. Elle ne prêtait aucune attention à ma personne, gourmandait les bonnes, la tannée et la blonde épanouie, redevenait humble et effacée devant le maître. Une sauvageonne à tête de lionne,

effilée de l'arrière-train comme une levrette. On n'apercevait jamais son regard ; on n'y échappait jamais non plus. C'était une sensation singulière et qui donnait froid aux lombes et au cervelet. Le soir, elle portait à mon oncle, dans sa chambre, une boisson pour la nuit. Elle y restait fort longtemps. Presque toujours, je m'endormais avant de l'avoir entendue redescendre. La veille de mon départ, à l'aube, elle s'est glissée près de moi, muette ; je l'ai eue entre mes draps et mes bras presque en songe. Voilà tout. J'ai appris l'amour, ou son simulacre, de cette fille aux jambes de rôdeuse. Le lendemain, elle ne me reconnaissait pas ; elle ne se souvenait de rien. Sur le bateau qui me ramenait à Arcachon, pour prendre le train de Paris, j'ai failli tout avouer à mon oncle, qui tenait la barre, tant je me sentais honteux et fier de cette aventure. Je n'ai pas osé. Léa, en me quittant, sans un mot, avait simplement mis son index sur sa bouche, en commandement de secret. J'ai obéi. Peut-être que la statuette d'ivoire, quand elle possédait encore ses doigts, faisait le même geste.

Je n'ai parlé de cette aventure à personne. Six mois plus tard, mon oncle nous annonçait laconiquement son prochain mariage avec Léa et, trois mois après, le baptême d'un garçon. Mes parents prirent mal la chose. Epouser une servante et, bien pis, en avoir un enfant ! Propos aigres, brouille, chipotages au sujet des règlements de compte, procès même. L'oncle, autrefois négligent et désintéressé, devenait, depuis qu'il avait pris femme légitime, un grippe-sou hargneux ; il chicanait sur tout. Quant à moi, j'aurais volontiers payé de la moitié de mon héritage la jubilation où me mettaient le souvenir de cette nuit arcachonnaise, l'importance de cette passade, le trouble familial, la délectation du mutisme. La mort a dénoué les complications et arrangé l'inextricable. L'enfant trépassé en bas âge, Léa ayant succombé aux suites d'un accident, la fin de son mari précipitée par le désespoir, mon père et ma mère poursuivirent le cours paisible de leur existence un moment secouée. Je n'en ai jamais voulu à Léa du tour singulier qu'elle m'avait joué en se servant de moi pour me dépouiller, de mon plaisir pour me ruiner, de l'enfant de ma semence pour attacher le vieux et forcer ses hésitations. Qu'elle soit entrée dans ma couche mue par la rapacité et la

ruse, je le concède ; cependant, qui m'assure qu'elle ne m'aimait pas aussi, à sa façon ? Elle unissait le calcul et l'égarement, la rapine et le don. Ces femmes-là agissent mystérieusement et contradictoirement ; du moins veux-je le croire, non seulement par vanité masculine, mais par intime nécessité. J'ai obéi à la consigne du silence toute ma vie ; j'y ai trouvé une satisfaction âcre ; ce secret me séparait de mes proches, constituait peut-être pour moi si soumis, si fondu dans la tribu et la raison sociale, le plus pur, le seul élément même de ma personnalité. Mais aujourd'hui son poids m'étouffe.

*
* *

Si j'avais la foi, au lieu de ces habitudes mécaniques qui la remplacent, je me confesserais. Les prêtres m'intimident ; ils en savent trop ; j'ai consulté un psychiâtre. Je ne lui ai rien dissimulé ; je payais en somme le droit de parler et j'en voulais pour mon argent. Je lui ai raconté par le menu l'aventure de mon adolescence, exagérant peut-être son retentissement ; je venais de le découvrir, je le choyais, je l'amplifiais, je rattrapais les longues années où je ne me souciais pas de lui. A chaque tournant de sa vie, on l'éclaire sans doute d'une lumière différente et l'on n'écrirait pas deux fois la même version de ses mémoires. Le temps modifie le passé ; les événements s'y disputent la primauté, accaparent à tour de rôle la vedette et l'honneur d'avoir mené le train. Moi qui me croyais un homme d'assise solide, d'équilibre, de commerce, d'administration et de profit, je me révélais, en dépit de ma sincérité, à ce guérisseur de consciences, comme un obsédé de l'amour. Je mentais parce que je voulais serrer la vérité de trop près, et elle ne goûte guère cette attitude ; elle demande de la bonhomie et de la nonchalance ; si on ne les lui accorde pas, elle se venge en vous déviant ; le scrupule, la passion l'empoisonnent. Mon docteur ne sourcillait pas. Même quand je lui ai avoué le vol. Oh ! c'est plus facile qu'on ne pense. Pas à avouer, certes, mais à accomplir. Un jour grisâtre où tout se dilue ; la solitude ; le gardien qui somnole, qui, par bonheur, ne vous a jamais aperçu planté devant la statuette,

n'a aucune raison de se méfier, l'autre, son collègue des derniers jours, lui ayant passé le service. Un coup de la molette d'acier de la Samaritaine dans le verre ; vraiment elle tranche bien. La situation de la vitrine, à l'encoignure du mur, et celle de l'ivoire égyptien, contre la paroi transparente, favorisent l'effraction. La poche intérieure du pardessus accueille le fétiche, dérobé on ignore vraiment dans quel but. On sort lentement, on s'attarde aux primitifs italiens, au Salon Carré, de peur que la hâte ne vous dénonce. Tout semble si bien combiné par la Providence du diable, la plus maligne, la plus inéluctable. Ce qu'on fera du larcin, on ne s'en inquiète pas encore. A quoi peut-il servir? A rien, évidemment. Pour le plaisir, comme dirait l'autre, le clochard de la correctionnelle. Mais la nuit! Ah! ce cauchemar, cette poursuite sous les voûtes désertes du Palais royal de la rue de Rivoli, à travers le fouillis de choux, de fromages et de poissons des Halles, cette meute accrochée à mes basques, ces déesses, ce gladiateur, ce Samouraï crustacé, féroce, ces gnomes flamands obscènes, ces griffons, l'hippopotame bleu d'Égypte, cette négresse, ces saints auréolés, ces bourreaux, cette odalisque dératée... Adorée pleure, adossée à une colonne de la Galerie. Le Tribunal de commerce et le collège des maires ricanent, à demi-dissimulés par une voiturée de carottes, au pied de l'église Saint-Eustache, et me montrent du doigt. Et ce réveil suant et glacé!...

Mon confesseur diplômé ne s'étonne de rien. Il sourit lorsque je propose de rapporter la statuette au conservateur du musée, de me fier à son indulgence et à sa discrétion. Il ne me donne pas d'ordonnance, de régime à suivre, de pénitence. Il se contente de me rassurer en considérant la fille d'ivoire qu'il manie de ses mains de prélat laïque :

— Vous êtes guéri, monsieur ; vous aviez besoin de vous exprimer, fût-ce devant une bûche. J'étais là. Allez en paix.

En effet, je me trouvais soulagé ; l'abcès crevé, j'éprouvais un bien-être indicible. J'ai répondu :

— Combien vous dois-je, docteur, pour la consultation? Je préférerais vous régler immédiatement, ne pas vous obliger à m'envoyer votre note d'honoraires.

Je ne lui avais pas appris mon nom. Il a souri de nouveau.

Je ne désire pas rencontrer ce savant dans le monde. Il a énoncé son chiffre ; j'ai payé le moins ostensiblement possible. On éprouve toujours un peu honte à rémunérer un sacrement. Il a eu l'air de ne voir ni mon geste ni mon billet, quoiqu'il n'eût perdu aucun de mes mouvements. Les médecins, les prêtres et les femmes jouissent d'un talent extraordinaire pour éviter les froissements de leur amour-propre et prendre sans accepter, à l'insu d'eux-mêmes. Il a ajouté, sur le seuil :

— Et cet ivoire est catalogué sous le nom de : *La Concubine du Mort.*

— Oui, docteur.

— Curieux, très curieux. Les Égyptiens tenaient donc à avoir près d'eux, près de leur momie, une concubine d'éternité.

— Peut-être.

— Il y a en nous, en chacun de nous, un défunt, une momie de celui que, à seize ans, nous avons doucement étranglé. Ce mort, notre frère, nous-même, réclame sa compagne.

J'approuvai, quoique ne comprenant pas très bien.

— Maintenant, — conclut-il, — le trépassé a reçu son lot ; il ne vous tourmentera plus.

Une dépêche m'attendait à la maison. Adorée s'ennuie à Cannes, loin de moi ; elle rentre par le rapide.

*
* *

Les journaux ne soufflent mot de l'affaire du vol au Département des Céramiques antiques. Pour un peu je douterais de sa réalité. Les fonctionnaires évitent volontiers le scandale qui les éclabousse toujours et qui déchaîne la verve des chroniqueurs. A la gare, Adorée s'est jetée à mon cou avec une sorte de passion qui m'a surpris, dont elle n'avait jamais témoigné à mon égard. Le soir nous avons longuement et laconiquement bavardé au coin du radiateur, échangeant de loin en loin une courte phrase. Enfin elle s'est levée de la méridienne, a fouillé un carton et m'a montré trois ou quatre aquarelles, des marines traitées selon l'usage et le portrait inachevé d'un beau jeune pêcheur hâlé, le cou libre. J'ai voulu la féliciter. Elle a rougi et déchiré son ouvrage.

— Tu n'y connais rien. Trop tard maintenant ; me voici bientôt grand'mère.

Ce trop tard s'adressait-il à la peinture ou au beau jeune nomme, à l'amour, à quelque rêverie aussi inutile et épuisante que la mienne ? Le lendemain, j'ai jeté, à la nuit tombante, Léa dans la Seine, du haut du pont d'Austerlitz. Puis j'ai mis un codicille à mon testament : je lègue cinquante mille francs au musée du Louvre. Mes héritiers n'en reviendront pas.

ALEXANDRE ARNOUX

LE
CENTENAIRE DE SWINBURNE

Il est de toute évidence que le centenaire de Swinburne coïncide avec une phase critique de sa destinée posthume; il ne suffit pas de dire en effet que les poètes anglais d'aujourd'hui sont en grande majorité dépourvus d'affinités avec l'auteur des *Poèmes et Ballades* : ce qui est plus grave, c'est qu'il n'éveille plus guère chez eux de réactions : je pense, à vrai dire, qu'ils ne le lisent plus. Cette atonie serait-elle la rançon ou la contrepartie des enthousiasmes immodérés et des indignations excessives que l'œuvre de Swinburne suscita du vivant de son auteur?

En un temps comme le nôtre où l'on est trop souvent tenté d'apprécier un écrivain en raison de la complexité des problèmes qu'il pose à l'intelligence, si le cas de Swinburne risque de paraître décevant, c'est avant tout, me semble-t-il, dans la mesure où l'on peut le regarder comme déjà élucidé. Il est en effet curieux d'observer, en dépit de certaines différences d'accent, combien l'accord est prêt d'être réalisé entre les critiques de tempéraments pourtant très divers qui se sont appliqués à le comprendre et à le juger : un Gosse et un Nicolson, un Drinkwater et un Earle Welby. Il n'est guère concevable que Swinburne donne lieu aux controverses qui se poursuivent encore autour d'un Baudelaire ou d'un Rimbaud. N'est-ce pas la preuve d'un certain manque de dessous, oui, d'un défaut d'intériorité véritable? Peut-être — et cependant je n'oserais l'affirmer tout à fait. La critique ne saurait, je pense, être aujourd'hui trop en garde contre les tentations auxquelles l'expose

une certaine ambiance psychanalytique : le goût des singularités explicables, des rébus sexuels, je ne sais quelle transposition au niveau du subconscient des habitudes d'esprit que développe la pratique du roman policier. Je n'ignore certes pas l'insistance avec laquelle M. Lafourcade a souligné chez Swinburne la prédisposition à un sadisme de type masochiste et l'emprise qu'exerça sur lui la lecture de *Justine* et de *Juliette* lorsque Monckton Milnes les lui fit connaître en 1861. Il y a là assurément des données qui doivent être prises en considération : encore faut-il les mettre à leur place. Je ne vois pas pour ma part que les particularités sexuelles de Swinburne, pour autant que nous pouvons les imaginer à travers quelques poèmes et le roman inachevé mais autobiographique de *Lesbia Brandon*, contribuent en rien à éclairer les chefs-d'œuvre incontestés de Swinburne. Or, pour une critique qui garde la notion de ses fins propres, c'est vraiment là tout ce qui importe. J'oserais dire au surplus que le problème des rapports de l'œuvre et de la vie, surtout chez un lyrique ou chez un musicien, sauf dans des cas infiniment rares, ne sera jamais justiciable à la rigueur du traitement à la fois minutieux et grossier que prétendent lui appliquer des hommes doués parfois, je le veux bien, d'un sens clinique réel, mais trop souvent incapables *d'imaginer* ce que peut être une expérience poétique ou musicale authentique. Il est à croire, au demeurant, que depuis plus d'un demi-siècle, on s'est fait gravement illusion sur la puissance explicative inhérente aux « circonstances de la vie ». Là où l'on est en présence d'un artiste éminent, il nous sera toujours loisible de penser que c'est au contraire l'œuvre qui est première, et qu'elle tend à susciter les conditions de fait qui lui permettront de se réaliser dans toute son ampleur originale. Cette remarque peut justement paraître applicable au cas de Swinburne.

Sa vie, à la vérité, c'est l'histoire même de ses écrits. « Connaissant la date et la succession des livres publiés, déclare-t-il dans une lettre à Clarence Stedman, vous connaissez tous les événements de ma vie. »

On ne connaît guère de destinée moins mouvementée. Il naît à Londres le 5 avril 1837. Par son père, l'amiral Charles Henry Swinburne et par sa mère, Lady Jane Henrietta, fille du

comte d'Ashburnham, il se trouve appartenir à la fois, comme l'écrit M. Lafourcade « à deux longues lignées turbulentes, hautaines et débordantes de vitalité ». Malgré ses convictions républicaines, il restera toujours fier de sa naissance aristocratique. « Je crois, écrit-il à Stedman en 1875, que vous m'accorderez que lorsque ma race se décida enfin à produire un poète, il aurait été pour le moins remarquable qu'il se contentât d'écrire des hymnes et des idylles à l'usage des pasteurs et des jeunes demoiselles, des chapelles et des salons. » Son enfance passée alternativement chez ses parents dans l'île de Wight, chez son grand-père paternel dans le Northumberland, et à Ashburnham Place, dans le Sussex, fut des plus heureuses. On peut lui appliquer ce qu'il dit du héros de *Lesbia Brandon*. « Rompu à la solitude et sensible à toutes les choses extérieures, il se plaisait à vivre parmi les jardins et les bois, sur les dunes et sur le rivage. De menus spectacles, de menus sons le captivaient et le comblaient... L'eau et le vent et l'obscurité et la lumière liaient amitié avec lui; il allait parmi la beauté des choses sans étonnement et sans crainte. Pendant des mois il vivait et se développait comme un animal ou un fruit; et les choses semblaient le traiter comme s'il était l'un ou l'autre. » Il passe quatre ans à Eton, de 1849 à 1853. Il ne sera pas malheureux au collège, saura se faire respecter de ses camarades, et prendra contact dès cette époque non seulement avec Shakespeare et les Elizabéthains, avec les grands poètes de l'antiquité gréco-latine, mais avec nombre d'auteurs français et italiens. Il dira plus tard qu'à Eton déjà il s'enivrait des drames de Victor Hugo; celui-ci, comme Landor, restera pour lui un astre fixe. Déjà il commence à souffrir d'un tempérament hypernerveux, de ce que les médecins appellent alors un excès d'électricité vitale. Après deux années de vacances complètes, il entre à Oxford, à Balliol College, d'où il sera renvoyé en 1860, à la suite d'échecs répétés aux examens et d'écarts de conduite dont il se vantera ouvertement. Il s'exprimera toujours sur Oxford avec une grande âpreté. Pourtant il n'y fut pas malheureux. C'est là qu'il fit ses premières grandes amitiés; il y a connu Rossetti, et William Morris, et Burne Jones, et bien d'autres ; et c'est là aussi qu'il conçut l'admiration fervente qu'il devait vouer à Mazzini et aux

autres héros du Risorgimento, ainsi que son exécration pour Napoléon III. Voici le portrait que D. Crawford trace de lui en 1856 : « Une silhouette mince, féminine, au-dessous de la taille moyenne, avec une grande flamme de cheveux roux qui semblait presque toucher ses épaules tombantes. Il avait la pâleur qui va souvent avec les cheveux roux. Il y avait une grâce délicate dans son apparence, mais un certain manque de fraîcheur juvénile déparaît son visage, comme il arrive à certaines figures des toiles préraphaélites. Il marchait délicatement, comme s'il choisissait chacun de ses pas. Il avait une voix agréable et musicale, ses manières et son abord plutôt timides et réservés avaient un charme de raffinement particulier et de bonne éducation. » « Son visage sensible, écrira plus tard Burne Jones, ses yeux ardents, son excitabilité nerveuse particulière, la beauté de flamme de sa chevelure ondée, son parler vif, son extraordinaire rapidité de pensée et de compréhension et une certaine inconséquence délicieuse qui lui était propre, faisaient de lui la personnalité la plus remarquable et à coup sûr la plus poétique que j'aie jamais connue. » Presque tous ceux qui rencontrèrent Swinburne, et en particulier Maupassant, virent en lui un personnage en quelque manière féerique. Féerique, dirai-je, mais terrestre. Sans doute n'y eut-il rien chez lui, même au départ, de *l'unearthliness* shelleyenne — rien d'angélique assurément. Rien non plus de commun entre lui et un Browning, qui ne cessa jamais de se développer intérieurement, de s'approfondir. C'est précisément cette croissance spirituelle que nous ne trouvons pas chez Swinburne. Les expériences fondamentales où s'alimente sa poésie sont à peu près toutes antérieures à la vingtième année. Si les événements marquants de cette existence ont été des rencontres, ce sont des rencontres de livres plus encore que de personnalités. « Au premier plan, écrit M. Nicolson, il y eut toujours la littérature. » Mais il faut ajouter aussitôt que les sentiments provoqués chez lui par une œuvre littéraire sont aussi directs et comme aussi vitaux que ceux qu'éveillent chez un Wordsworth la contemplation de la nature. Là où il admire — et personne peut-être n'a eu un sens de l'admiration plus généreux, plus vibrant, plus fidèle aussi — il a conscience d'entrer en communication avec un être supérieur. Le mot anglais

worship, en réalité presque intraduisible, rend seul avec exactitude cette dévotion particulière qui est un des traits les plus nobles de sa personnalité. On a souvent fait observer avec raison que la tendance à l'adoration est chez lui aussi native que la tendance à la révolte, et que dans ses plus belles œuvres, l'une et l'autre s'équilibrent d'une façon surprenante. Il y a là une donnée centrale de son être qu'une interprétation sexualiste dégraderait et fausserait sans aucun doute.

N'en concluons pas qu'il faille sous-estimer l'espèce de violence érotique qui éclate dans certains des *Poèmes et Ballades* de 1866. On ne saurait trop souligner l'analogie qui existe entre *Laus Veneris* et le Venusberg dans *Tannhaüser*. Je me garderai au reste d'affirmer que Wagner ait exercé sur lui la moindre influence. Swinburne était aussi fermé à la musique que Victor Hugo lui-même, et cela bien qu'il fût un des poètes les plus essentiellement musiciens que l'on connaisse. Il y a là une anomalie peut-être toute apparente. Sans aller jusqu'à prétendre, ce qui serait contraire aux faits, qu'une sensibilité par trop développée à la musique des mots soit incompatible avec la musicalité proprement dite, peut-être peut-on penser que plus le lyrisme verbal s'amplifie, plus il tend à se constituer en architecture — et moins il a chance de laisser hors de soi dans l'âme du poète une zone où la musique non-verbale soit encore entendue. Par ailleurs je ne crois pas impossible de soutenir que Swinburne occupe en face de la poésie anglaise du début du dix-neuvième siècle une position en quelque façon comparable à celle que détient Wagner par rapport au romantisme allemand. Comme Wagner, Swinburne clôt un cycle, bien qu'il ait assurément passé pour un novateur aux yeux d'un grand nombre de ses contemporains. Seulement le phénomène wagnérien est d'une signification incomparablement plus considérable, parce qu'il s'accomplit à la fois sur deux ou trois plans qu'il met en communication et que par là même il transcende, en une tentative d'art intégral dont la hardiesse n'a pas été égalée chez les modernes. Les audaces de Swinburne, dans la mesure même où elles ressemblent à des défis lancés contre certaines conventions éthico-sociales, me paraissent s'être révélées sans portée appréciable pour l'avenir de la poésie. Lors-

qu'un rédacteur anonyme écrivait dans la *Saturday Review* à propos des *Poèmes et Ballades* qu'on se trouvait en présence du « lauréat libidineux d'une bande de satyres », et que Swinburne trahissait un « esprit enfièvré par les ardeurs charnelles d'un collégien », si excessive que nous semble aujourd'hui cette véhémence, peut-être mettait-il l'accent sur ce qu'il y a d'un peu trop délibérément agressif dans les hardiesses érotiques d'*Anactoria* ou de *Dolorès*. « Je voudrais que mon amour pût te tuer; je suis rassasié — de te voir vivre et voudrais bien t'avoir morte. — Je voudrais trouver de douloureuses façons de te tuer, — des inventions intenses et des superflus de douleurs; — te torturer d'une agonie amoureuse, et secouer — la vie sur tes lèvres et la laisser là pour te peiner. » Je cite d'après la traduction évidemment exécrable de G. Mourey (*te peiner* ne rend pas l'anglais *to ache*, etc.). Certes on conçoit bien en principe que Swinburne ait éprouvé le besoin de réagir énergiquement contre l'idyllisme tennysonnien. « Nous avons, déclarait-il en 1866, dans les *Notes on Poems and Review*, des idylles de la ferme et du moulin, des idylles de la salle à manger et du presbytère, des idylles du ruisseau et de la potence..., or la forme idyllique, nourriture convenable pour jeunes personnes, ne saurait suffire à des hommes faits. L'art adulte n'est ni puéril, ni féminin, mais viril; sa pureté ne ressemble ni à celle du cloître, ni à celle du harem, et tout sujet est valable à mes yeux d'où on peut tirer de belles œuvres.» C'est évident, mais il y a des raisons de penser qu'une révolution artistique s'opère assez rarement selon les lignes qu'épouse d'elle-même une révolte de la raison et du sens commun. Elle se prépare de façon plus secrète, et parfois à l'insu de ceux-là même qui en sont les instruments. Ce qui de toutes façons saute aux yeux dans les *Poèmes et Ballades*, c'est que les pièces les plus belles ne sont nullement celles qui scandalisèrent les contemporains. Le chef-d'œuvre incontesté du premier recueil c'est le *Triomphe du Temps*, « le plus profond et le plus touchant de ses poèmes personnels », comme le dit Edmund Gosse. Swinburne y a traduit avec une fidélité émouvante les sentiments qu'il éprouva lorsqu'une jeune fille qu'il connaissait à peine eut accueilli par un éclat de rire la déclaration intempestive et passionnée où il avait

mis tout son espoir de toucher un cœur sans doute peu préparé à répondre à d'aussi lyriques ferveurs. Je crois que M. Nicolson a raison de juger ce poème trop long; le sens des sacrifices nécessaires fait défaut chez Swinburne comme chez Hugo et chez Wagner; il s'abandonne au don d'expansion lyrique qui est en lui comme la transposition du flux marin lui-même. Ce n'est pas, je pense, sans un motif inscrit au plus profond de son être que Swinburne a toujours témoigné pour la mer une dilection si marquée; il n'est pas sûr qu'il l'ait beaucoup regardée; on a fait observer que lorsqu'il écrira en 1907 une *Traversée de la Manche*, il se référera en fait à une tempête, toujours la même, contemplée en 1855! Mais ceci n'a aucune importance. Ce qui compte chez un Swinburne, c'est la présence à son âme même d'un élément tel que la mer, c'est la façon dont il l'incorpore à son orchestre intérieur. Je pense qu'on ne peut rien comprendre au lyrisme entendu comme expérience spécifique si l'on ne s'élève pas à l'idée infiniment mystérieuse, j'en conviens, d'une symbiose, d'une participation au sein de laquelle ce que nous appelons la réalité ambiante, bien loin de se réduire à un ensemble d'images, devient une composante effective dans une symphonie vécue; par une contradiction qui elle aussi demande à être pensée, le poète y intervient à la fois comme partie et comme chef; mais il est trop clair que cet accord, que cet « effet concertant » est d'une précarité particulière et qu'à la moindre fissure dans cette consonance, l'équilibre poétique se rompt pour faire place à un verbalisme pseudo-lyrique. Ceci trouverait son illustration chez le Swinburne du *Triumph of Time*, comme chez Hugo. On déplore de ne pouvoir rendre en français quelques strophes parfaites et d'une miraculeuse densité. Il y faut d'autant moins songer que Swinburne, ici comme presque toujours, use de la rime, et avec un singulier bonheur. Mais il est également impossible de traduire des vers rimés anglais en vers blancs, et de leur faire correspondre des vers rimés français qui, à peu près inévitablement, rendent un son de mirliton.

Is it worth a tear, is it worth an hour
To think of things that are well outworn?
Of fruitless husk and fugitive flowers,
The dream foregone and the deed foreborne?

Si l'on traduit avec M. G. Mourey : « Cela vaut-il une larme, cela vaut-il une heure — de songer aux choses qui sont bien usées? Aux cosses infructueuses (! !) et aux fleurs fugitives — aux rêves disparus et aux actions accomplies », on substitue une sorte de gauche compte-rendu, je ne sais quel informe procès-verbal, à une musique merveilleusement équilibrée, à un organisme où tous les sons se répondent.

Les principales caractéristiques de la poésie swinburnienne se rencontrent déjà dans le *Triumph of Time*. Parmi les voyelles, comme le remarque M. de Reul, il choisit les plus sonores, entre autres les diphtongues pleines, d'où son goût pour les mots tels que *wine*, *flower*, etc.; il les multiplie par l'assonance ou la répétition : *light or night, gloom and doom*; la rime intérieure vient en quelque façon doubler la rime finale. Parmi les consonnes, il voue une prédilection marquée aux liquides avec *r* muet combiné aux voyelles *(lyre, pyre, pearl, purple, etc.)*. Il aime répéter des mots entiers :

Sunbeam by sunbeam creeps from line to line
Change of change, darkness of darkness, etc.

Dans la tragédie d'*Atalante à Calydon*, postérieure d'un ou deux ans au *Triomphe de la Vie*, la métrique de Swinburne apparaît déjà dans toute sa perfection. Il n'a rien composé, me semble-t-il, de supérieur aux chœurs de cette tragédie :

Before the beginning of Years
There came to the making of man
Time with a gift to tears,
Grief with a glass that ran.

La traduction de M. de Reul, moins défectueuse que celle que je reproduisais plus haut, laisse malgré tout échapper l'essentiel :

Avant le commencement des années
Parurent pour la création de l'homme
Le Temps avec son don de larmes,
La Douleur avec son sablier.

Et je ne puis me tenir de citer encore ces quelques vers incomparables; il s'agit de l'esprit de l'homme :

He weaves and is clothed with derision,
Sows, and he shall not reap;
His life is a watch or a vision
Between a sleep and a sleep.

(Il tisse, mais il est vêtu de dérision,
Sème, mais ne récoltera point;
Sa vie est une veillée ou une vision
Entre un sommeil et un sommeil.)

Cette tragédie, prise dans son ensemble, est assez généralement regardée comme le chef-d'œuvre dramatique de Swinburne. Le sujet en est assez simple : Oenée, roi de Calydon, a offensé Artémis en ne lui rendant pas le culte qui lui était dû. Elle s'est vengée en faisant ravager par un sanglier les campagnes d'Étolie. Une expédition s'organise pour exterminer cette bête dévastatrice; Méléagre, le fils d'Oenée et d'Althaea, en prend la tête avec les frères de sa mère; Atalante, la vierge d'Arcadie dont Méléagre est épris, se joint à eux — et c'est à elle qu'il donne la dépouille du sanglier. Ses oncles indignés cherchent à la lui arracher; Méléagre les abat. Mais le destin avait annoncé à Althaea que son fils ne vivrait que tant qu'un certain tison tutélaire dans l'âtre resterait inconsumé; elle l'a arraché jadis de la flamme et le garde avec elle; lorsqu'elle apprend le meurtre de ses frères, elle rejette le tison dans le feu, il tombe en cendres, et le corps de Méléagre sera consumé lui aussi. Ainsi Althaea a été l'instrument de la mort de son fils. L'instrument, dis-je; car elle n'a obéi à aucun sentiment; elle a agi dans une sorte de transport sacré; c'est la loi des dieux qui s'est accomplie par elle, et Méléagre le comprend. « Je voudrais que tu m'eusses laissé vivre... Mais non, ce sont les dieux hostiles, et la Fortune, et le Changement aux pieds de feu qui ne l'ont pas voulu : ma mort était mêlée à ma vie entière... cette loi-là me tue et non pas ma mère. » Les beautés lyriques surabondent dans *Atalante*; et j'ajoute que certains dialogues tragiques où des vers blancs uniques s'entrechoquent sont d'une grande puissance. L'œuvre se défend-elle sur le plan dramatique? j'ai pour ma part quelque peine à le croire. Bien qu'il ait été donné par instants à Swinburne de retrouver réellement l'inspiration de ses grands modèles helléniques,

l'œuvre présente, me semble-t-il, au moins à quelque degré, le caractère d'un exercice. La *Jeune Parque* en est un, Paul Valéry lui-même l'a proclamé, mais une œuvre dramatique vivante ne peut être rien de semblable. Elle ne peut que se déployer entre une exigence de création qu'elle suppose et une attente qu'elle fait naître. Que Swinburne en ait eu ou non conscience, une tragédie comme *Atalante* — ou *a fortiori Erechtée*, de deux ans postérieure, mais d'une puissance dramatique moindre, — ne s'adresse en fait qu'à une audience de *scholars*, pour qui le monde des mythes helléniques est devenu comme une seconde patrie de la pensée. Mais par là sont posées à l'intelligence de l'ouvrage des conditions artificielles et, à mon sens du moins, étrangères aux préoccupations normales du dramaturge — j'entends à celles qui doivent présider à sa création saisie dans ce qu'elle a de plus authentique et de plus personnel. Admettons — ce que j'aurais pour ma part la plus grande répugnance à faire — qu'un art dramatique dépersonnalisé soit possible, il se situerait à l'inverse d'une tragédie comme *Atalante*, dans une zone accessible au public le plus étendu, le plus inculte; l'exemple russe nous montre à peu près ce qu'il est permis d'attendre de ce genre de théâtre; mais on peut soutenir qu'il correspond du moins à un vœu indistinct de notre époque. Une œuvre comme celle de Swinburne n'est qu'une extrapolation arbitraire du lyrisme dans un ordre où l'artiste est tenu de s'adresser à des consciences vivantes engagées au sein d'une expérience qui les accable, et que l'art dramatique doit, pendant quelques heures miraculeuses, leur permettre — magiquement — de survoler.

La même année qu'*Atalante à Calydon* (1865), Swinburne publie son *Chastelard*; c'est la première partie d'une immense trilogie sur Marie Stuart, dont la seconde, *Bothwell*, sera composée entre 1871 et 1874, et la troisième seulement en 1881. Il est intéressant de noter l'extraordinaire emprise qu'exerça sur lui la figure de la reine d'Écosse; c'est lui qui devait rédiger plus tard l'article de l'*Encyclopédie britannique* qui lui est consacré. L'historiographe Hume Brown déclare que non seulement il avait étudié avec grand soin les faits relatifs à la destinée de Marie Stuart, mais que ses nombreuses lectures lui avaient permis de se plonger vraiment dans l'atmosphère de

l'époque. Il semble que son jugement sur la reine se soit modifié peu à peu, et que d'un enthousiasme romantique préalable il soit passé à une vue infiniment plus lucide d'une des figures les plus « problématiques » de l'histoire. Le consentement donné par elle à l'exécution de Chastelard apparaissait au poète comme une tache ineffaçable, et il semble bien avoir voulu marquer qu'elle attira par là sur elle la vengeance d'on ne sait trop quelle Némésis mystérieuse. C'est même cette « justice immanente » qui paraît assurer l'unité d'une œuvre par ailleurs quelque peu disparate et dans l'ensemble parfaitement injouable. *Chastelard*, si je ne me trompe, a été représenté, ou tout au moins pourrait l'être. *Bothwell*, qui est une immense chronique dramatique de quelque douze mille vers avec des tirades de dix à quinze pages, peut encore moins être porté à la scène que le *Cromwell* d'Hugo ou l'*Abélard* de Charles de Rémusat par exemple. On ne voit pas que Swinburne ait pu se faire la moindre illusion sur ce point; il avait grand plaisir à le lire à haute voix, parfois pendant cinq heures d'affilée. C'est dans l'ensemble une œuvre extrêmement remarquable. Edmund Gosse voit dans *Bothwell* le plus beau roman dramatique composé en Angleterre au cours du dix-neuvième siècle. Les caractères principaux sont conçus avec beaucoup de force; et çà et là Swinburne atteint à une énergie dans l'expression qui peut rappeler Browning, notamment dans la scène où John Knox dénonce devant le peuple d'Edimbourg les faiblesses et les crimes de la reine. L'œuvre est dédiée à Victor Hugo.

Comme un fleuve qui donne à l'océan son âme,
J'apporte au lieu sacré d'où le vers tonne et luit,
Où vibre un siècle éteint, où flotte un jour qui fuit,
Mon drame épique et plein de tumulte et de flamme.

Je rappelle en outre que dans *Chastelard* Swinburne avait introduit des poèmes en français évidemment influencés par le Hugo des *Odes et Ballades*.

J'ai vu faner bien des choses,
Mainte feuille aller au vent,
En songeant aux vieilles roses
J'ai pleuré souvent.

Etc.

La trilogie de *Marie Stuart* qui, à certains égards, tout au moins par l'ampleur du développement, pourrait être comparée au *Ring and the Book*, présente ce très grave défaut, qui ne peut guère être reproché à Browning, de recéler une contradiction interne parfaitement insoluble. C'est un théâtre qui paraît appeler le théâtre, mais qui en même temps le repousse; et là est la raison essentielle pour laquelle il ne s'adresse vraiment qu'aux curieux.

Parmi les autres drames de Swinburne, il en est comme *Rosamond*, *Reine des Lombards*, et *Marino Faliero* qui seraient à la rigueur susceptibles d'être portés à la scène; mais aucun ne présente la valeur intrinsèque de la trilogie. Il est d'ailleurs curieux de remarquer qu'au moment où j'écris, l'édition des drames est épuisée et qu'on ne paraît pas songer à en donner une nouvelle, ce qui surprend de la part des Anglais, toujours si soucieux d'honorer la mémoire de leurs grands écrivains. Rien ne marque mieux ce qu'il y a malgré tout d'aberrant, de non viable dans ce théâtre. John Drinkwater, dans la remarquable étude qu'il a consacrée au poète, observe avec raison que la continuité imaginative qui est requise chez le dramaturge, fait défaut chez Swinburne. Sans doute ne trouve-t-on pas non plus chez lui ce sens aigu de l'éristique intérieure, faute de quoi il n'est pas de véritable tragédie, et dont au contraire un Browning est si merveilleusement pourvu. La façon même dont Swinburne adhère à un certain credo idéologique, sans jamais le mettre en question, semble-t-il, au fond de lui-même, nous oblige à le situer sur un plan où une tragédie authentique n'a guère de chances de prendre naissance.

C'est avant tout dans les *Songs before Sunrise* — les *Chants d'avant l'Aube*, composés entre 1868 et 1871, et dans le deuxième recueil des *Poèmes et Ballades* (1878), que la personnalité poétique de Swinburne se révèle dans tout son éclat, dans toute son ampleur.

Rien de plus surprenant que le contraste entre les *Chants d'avant l'Aube* et le recueil antérieur. L'esthète ici se transforme en prophète. Le poète se détourne de l'éphémère pour s'attacher à « cela seul qui demeure au fanal de l'esprit, qui seul au haut des grands mâts fouettés par les tempêtes, suspend sa flamme indomptable, par quoi l'homme se gouverne et se

sauve dans la nuit »... « Il est des hommes que rien n'arrête, qui méditent sans cesse, et n'ont de repos qu'ils n'aient discerné comme du haut d'une colline, à l'heure chantante du matin, l'immensité sacrée de la mer. » A cette traduction assez molle et même incomplète de M. de Reul, j'éprouve le besoin de joindre les quatre vers immortels :

... who think long
Till they discern as from a hill
At the sun's hour of morning song
Known of souls only, and those souls free,
The sacred spaces of the sea.

C'est le thème bien connu du poète veilleur; et il n'y a rien, je pense, chez Hugo, de supérieur à ce dernier vers, avec son sublime espacement qui évoque pour nous les rides mêmes de la mer.

M. Harold Nicolson a probablement raison d'accorder une importance bien moindre aux poèmes politiques inspirés par le Risorgimento qu'aux grandes pièces métaphysiques, et surtout à *Hertha*, l'un des plus hauts sommets de la lyrique swinburnienne. Le poète nous touche à partir du moment où il se dégage d'une actualité avec laquelle il n'a en réalité jamais pris un contact historique effectif. La Liberté pour lui, c'est à peu près comme pour Shelley, une religion : « Quelque chose de blanc, d'enveloppant et d'intense, écrit M. Nicolson. La mer en faisait partie; ses héros successifs en étaient aussi des éléments... mais le tout est plus grand que les parties; il comprend en soi et explique l'énergie spirituelle essentielle qui est au cœur de son être. » La Liberté pour lui est jeunesse, elle est lumière; mais elle est aussi action et camaraderie. N'a-t-il pas été l'un des premiers à comprendre et à apprécier Walt Whitman? Elle est appel à la justice, elle est le Panthéon des Héros; c'est en son nom que Swinburne s'attaque à la notion d'une divinité suprême. Dans une lettre capitale à Clarence Stedman du 21 février 1875, il déclare que s'il est chrétien, c'est au sens de Blake et de Shelley. « J'ai toujours senti avec mon instinct et perçu avec ma raison que nul ne pouvait concevoir un Dieu personnel si ce n'est par grossière superstition, ou à la suite d'une révélation surnaturelle

authentique. » Et il ajoute que le théisme lui paraît plus bête encore, bien que moins dangereux, que la théologie. Oui certes, comme Shelley, Swinburne est essentiellement un poète religieux : son panthéisme se double de l'idée d'une maîtrise de l'homme sur les choses, et même d'un caractère divin qui serait propre à l'humanité. M. de Reul a probablement raison d'évoquer ici Emerson. La voix qui s'exprime dans *Hertha*, ce grand poème dont l'importance est comparable à celle de la *Bouche d'Ombre*, ou du *Cimetière Marin*, cette voix est celle de l'*Oversoul*, de la sur-âme émersonienne.

Je suis ce qui fut d'abord;
Hors de moi les années se déroulent,
Hors de moi l'homme et Dieu.
Je suis égale et entière;
Dieu change et l'homme, et la forme de leurs corps : je suis l'âme.

Mais ici encore la traduction est un anéantissement : la rime en *ole (the year roll... equal and whole... I am the soul)* confère à ces vers une sonorité d'orgue : c'est l'exorde d'un chant orphique tout imprégné d'une métaphysique à la fois confuse et puissante, dont les poètes contemporains ne me paraissent en général avoir recueilli que les fragments éclatés. Le terme de monisme, je l'accorde, n'évoque guère pour nous que des synthèses ambitieuses et décrépites. Seulement il ne s'agit pas ici d'une doctrine, mais d'un thème immémorial qui n'est pas séparable d'une attitude éternelle de l'homme en présence du cosmos. L'authenticité de cette attitude chez Swinburne à mon sens n'est pas niable, elle se reconnaît à la prodigieuse efficacité lyrique d'un motif qui ne peut être isolé que par une abstraction arbitraire. On a souvent dit que la plus grande poésie est à base de lieux communs; mais cette remarque est elle-même une trahison, elle suppose qu'on dissocie des éléments dont chacun cesse d'exister lorsqu'on le considère à l'état séparé. Un poème est bien l'unité d'une matière et d'une forme, mais cela signifie qu'il est une vie, qu'il participe du même type de réalité que les créatures elles-mêmes; il est lui-même une créature en laquelle l'âme et le corps ne sont pas réellement discernables. On ne pourra jamais pousser trop loin, je crois, l'analogie entre le rythme et sa fonction dans le

poème d'une part, les mouvements périodiques et leur place dans notre vie à nous et dans l'économie du cosmos d'autre part. L'exceptionnelle, la grandiose réussite que réalise un poème tel que *Hertha*, se reconnaît à ceci que le battement même de la vie universelle s'y transpose dans les pulsations de la strophe.

Au reste, dans les plus belles pièces de la seconde série des *Poèmes et Ballades*, on verra le lyrisme le plus personnel s'imprégner de cet élément métaphysique vaporisé et comme passé à l'état d'arome. C'est bien là, il semble, ce qui confère au *Jardin Abandonné*, à *Relique*, à la *Fin du mois*, à *Ave atque Vale*, poème en mémoire de Charles Baudelaire, leur grandiose intériorité. Baudelaire est après Hugo le poète français que Swinburne a le mieux aimé : « Le travail de l'artiste, écrivait-il le 6 septembre 1862 à propos des *Fleurs du Mal*, rend tout sujet admirable et respectable. Il lui a plu de s'attarder à des sujets tristes ou étranges : la satiété de la peine, l'amertume de la joie, les plaisirs pervers et les chagrins fantasques de créatures d'exception. Son livre a la sombre et languide beauté d'un temps lourd et menaçant. » Mais tel vers de *Ave atque Vale* pénètre bien plus avant dans l'essence baudelairienne que cette appréciation malgré tout assez superficielle, comme si était accordé à l'intuition créatrice du poète ce que n'obtient pas tout à fait l'attention vigilante du critique.

O sleepless heart and somber soul unsleeping...
(O cœur sans sommeil, âme sombre insomnieuse...)

Il est regrettable, mais non pas très surprenant, que les poèmes écrits directement en français ne retiennent à peu près rien de ce qui donne à la poésie swinburnienne sa vertu incantatoire. Je citerai pourtant quelques vers de *Nocturne*, parce qu'en dépit d'une évidente gaucherie ils nous font accéder mieux qu'une traduction presque inévitablement informe à la zone frontière où le poète anglais, par delà Baudelaire, rejoint le Wagner de *Tristan*.

La nuit écoute et se penche sur l'onde
Pour y cueillir rien qu'un souffle d'amour;
Pas de lueur, pas de musique au monde,
Pas de sommeil pour toi, ni de séjour.

O mère, ô Nuit, de ta source profonde
Verse-nous, verse enfin l'oubli du jour.

. . . . . .

Car toute chose aimée est moins profonde,
O Nuit, que toi, fille et mère du jour.

. . . . . .

La mer est sombre où tu naquis, amour,
Pleine des pleurs et des sanglots du monde;
On ne voit plus le gouffre où naît le jour
Luire et frémir sous ta lueur profonde.
Mais dans les cœurs d'homme où tu fais séjour
La douleur monte et baisse comme une onde.

On reconnaît clairement ici, malgré la relative indigence de l'effet obtenu, le goût caractéristique de Swinburne pour la répétition des mêmes sons, des mêmes mots; son effort pour plonger l'*auditeur* dans un état voisin de l'hypnose et sans doute analogue à celui que détermine en nous le murmure continu de la mer.

Toujours la mer. Le *Tristan de Léonois*, qui verra le jour en 1883, sera comme un immense poème de l'amour et de la mer, où le tragique du motif central tend à s'amortir, à se détendre en une voluptueuse léthargie. C'est moins un récit qu'une symphonie qui peu à peu nous absorbe dans son flux. L'*Histoire de Balen*, de quinze ans postérieure, et qui elle aussi se rattache au cycle arthurien, est d'un caractère assez différent. C'est une ballade de deux cent soixante strophes, d'un lyrisme beaucoup moins continu, avec des archaïsmes volontaires, mais aussi un sens exquis des paysages et de la mise en scène; un symbolisme irisé s'y joue à travers les épisodes d'un roman de chevalerie. M. Edmund Gosse y voit le meilleur ouvrage des vingt dernières années de Swinburne.

Jusqu'à la veille de sa mort (10 avril 1909), Swinburne continuera à écrire des poèmes, des drames, des essais critiques. Dans cette partie de son œuvre, les pièces consacrées à l'enfance occupent une place de choix; certaines d'entre elles s'apparentent plus directement aux *Songs of Innocence*, de Blake, qu'à l'*Art d'être Grand-Père*, par exemple. Comme le dit M. de Reul, Swinburne à la vue d'un enfant « s'échappe dans un monde idéal, rosé, lumineux; il synthétise, il éternise comme un poète et un platonicien ». Et pourtant il s'inspire

d'enfants réels, il a su « peindre d'après nature le petit garçon en train de lire, la lumière qui se joue sur son front attentif, sa mine absorbée, ses traits mobiles... » La qualité d'émotion qui frémit dans ces poèmes est toute différente de celle que nous discernons dans les pièces similaires d'Hugo, dont le même critique note à juste titre le caractère « local, parisien, bourgeois ». Il est d'ailleurs trop clair que le sens de l'enfant et de la vie familiale dans la littérature anglaise est sans analogue chez nous. On ne remarquera jamais assez comment se réalise chez les grands romanciers et les grands poètes d'outre-Manche, que ce soit l'auteur du *Moulin sur la Floss*, celui de *Richard Feverel* ou celui des *Chants d'Innocence*, une conjonction de l'intime et du métaphysique qui fait éclater les catégories traditionnelles du connaître.

Il est d'autant plus naturel de mentionner ici William Blake que celui-ci a inspiré à Swinburne une de ses études critiques les plus poussées. On y trouve cette alliance du discernement et de la générosité qui est bien l'un de ses plus beaux traits. Swinburne a été le premier à se garder de présenter Blake comme un excentrique ou un lunatique d'ailleurs génial, mais enfin qui aurait avant tout besoin d'excuses. « Il n'est guère, a-t-il écrit, de mémoire plus noble que la sienne, et ce n'est pas par égard *pour lui* que nous devons nous attacher à lui rendre hommage. » Nous sommes ici aux antipodes de l'autolâtrie qui nous irrite si souvent chez un Hugo, ou chez un d'Annunzio. Rien quant à moi ne me touche plus chez Swinburne que ce sentiment chevaleresque, cette joie d'admirer et de servir qui s'apparente à celle qu'on aime en Schumann et en Liszt. Par là comme par tant d'autres caractères, il faut le répéter, Swinburne appartient à un âge révolu. Ses détracteurs d'aujourd'hui, pour peu qu'ils fussent capables de sincérité intérieure, ne devraient-ils pas se demander si ce grand épigone, si ce romantique au cœur profond, ne fut pas l'un des derniers à avoir accès à un royaume aujourd'hui submergé dont ils ne savent même plus reconnaître l'emplacement parmi les espaces encore mal repérés de l'affectivité créatrice?

GABRIEL MARCEL.

LE NOIR D'AFRIQUE

ET LA

CIVILISATION EUROPÉENNE

Les études sur l'Afrique noire, il y a seulement vingt ans, aboutissaient à peu près invariablement à de graves considérations sur la « perfectibilité » de l'indigène, et leurs conclusions les plus bienveillantes étaient en général assez pessimistes. On se trouvait, çà et là, en présence de coutumes si féroces et de conceptions si déraisonnables que tout espoir d'amélioration appréciable semblait interdit ; même dans les régions le plus anciennement colonisées, les progrès étaient si lents qu'on ne concevait pas la possibilité de dépasser un certain niveau ; tout paraissait indiquer, en somme, que la race noire représenterait à jamais un degré inférieur de l'humanité et que le nègre, selon l'expression d'un auteur américain, resterait dans les siècles des siècles « le serviteur des serviteurs ».

De tels jugements, notons-le bien, n'étaient nullement inspirés par un préjugé de couleur. Ils ne recouvraient pas non plus un machiavélisme d'exploiteurs. Ils provenaient, au contraire, de sources parfaitement nobles : impatience et déception de réformateurs animés des meilleures intentions. Ils révêtaient, d'autre part, une méconnaissance des civilisations indigènes qui ne pouvait disparaître qu'à la longue, au prix de recherches méthodiques : faute d'expliquer la stagnation par la vigueur d'une personnalité collective, on prétendait n'y découvrir qu'inertie et faiblesse d'esprit.

Bien que notre expérience soit encore courte et que maint

groupement indigène ait tout juste été touché par notre action, nous n'avons plus aujourd'hui le droit de jeter le manche après la cognée. Si l'on renonce, en effet, aux impressions psychologiques pour laisser parler les faits, on s'aperçoit que peu de pays, depuis le début du siècle, se sont transformés aussi complètement que l'Afrique noire. Partout où elle a été soumise de façon suivie à l'autorité européenne, elle est passée des luttes sauvages à la paix totale, de l'isolement, de l'inquiétude et de la stérilité à une activité ordonnée et féconde ; elle a été pourvue d'un outillage économique d'une belle ampleur : routes, réseaux ferrés, ports, aménagements hydrauliques, qui soutient la comparaison avec les plus grandioses du genre ; elle a, dans tous les domaines, étendu et renouvelé ses ressources ; elle dispose d'un mécanisme administratif fort développé, et ses œuvres sociales — assistance, enseignement —, qui s'accroissent de jour en jour, suffiraient à justifier notre tutelle. Ce n'est pas seulement un monde sauvé de la misère et régénéré, c'est un autre monde, une nouvelle Afrique. Ceux qui ont parcouru le pays à l'époque héroïque et qui l'ont revu ces temps-ci — entre autres l'explorateur Binger — ne l'ont pas reconnu.

Or, le nombre des Européens, dans ces régions intertropicales, est infime. Dans la partie la plus favorisée, en Afrique Occidentale Française, on n'en compte guère que vingt mille pour plus de treize millions d'indigènes, et nul d'entre eux, au contraire des colons de l'Afrique du Nord, n'est enraciné dans la colonie ; ils ne jouent qu'un rôle d'encadrement, ils ne sont que les maîtres d'œuvre et les chefs de file.

Le gros de la besogne, c'est donc l'indigène qui en est chargé. Il est vrai que le dévouement, l'esprit d'adaptation, la volonté de réalisation des coloniaux d'Afrique sont d'exceptionnelle qualité ; mais peut-on penser un instant qu'ils auraient obtenu d'aussi larges résultats, s'ils n'avaient trouvé dans la population locale qu'une main-d'œuvre grossière et de simples chefs d'équipe ? Croit-on que les efforts de ces passants, tout généreux qu'ils fussent, seraient parvenus à fonder une œuvre solide et durable, s'ils n'avaient formé des auxiliaires capables de les comprendre et de prolonger leur action ?

Ce n'est pas diminuer le mérite de la colonisation européenne que rendre au Noir d'Afrique ce qui lui revient. C'est y découvrir mieux encore qu'une belle réussite de transformation matérielle : un grand acte d'éducation, qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire.

*
* *

Dans l'Afrique noire, comme dans la plupart des autres régions coloniales, on se trouve actuellement en présence d'une double élite indigène : l'une, d'origine sociale et traditionnelle, les chefs ; l'autre, d'origine intellectuelle et toute récente, les agents administratifs et techniques instruits dans nos écoles. L'une et l'autre, se complétant mutuellement sans se confondre, doublent d'un élément local l'armature de notre œuvre.

La valeur des chefs varie sensiblement avec les groupements ethniques. Elle est même liée, en quelque mesure, aux caractères du milieu géographique. Dans la savane soudanaise, par exemple, où les habitants sont fortement groupés autour des points d'eau et depuis longtemps entraînés à la discipline, les chefs indigènes jouissent naturellement d'une grande autorité, et leur personnalité, du même coup, est en général franchement accusée, tandis que, dans la forêt dense, région de refoulement, de dispersion, d'émiettement social, ils n'existaient guère que de nom au moment de notre intervention. Par ailleurs, peu familiarisés dans les débuts avec les méthodes d'administration indirecte, nous ne nous sommes pas toujours servis avec adresse de ces puissances indigènes, nous les avons traitées avec une défiance excessive ; nous avons supprimé ou réduit à rien les grands commandements, et nous sommes ainsi responsables, par endroits, de ce qu'on pourrait appeler la dévalorisation des autorités traditionnelles.

Malgré tout, ces autorités, dans toutes les parties de l'Afrique noire où elles ont été conservées ou restaurées, ont prouvé qu'elles étaient capables de comprendre les intentions de l'Europe, et nous leur devons beaucoup. Il n'est pas dou-

teux que, sans leur appui, nous aurions eu beaucoup de peine à faire admettre aux populations nos programmes économiques, notre fiscalité, nos entreprises de prévoyance, d'assistance médicale et d'enseignement.

Sans doute convient-il de ne leur point demander plus qu'elles ne peuvent donner. Comme le remarquait justement, dans une de ses dernières instructions, M. le Gouverneur général Brévié, « vouloir transformer du jour au lendemain l'aménokal des Oulliminden en un collaborateur parfait de notre administration, équivaudrait à muer instantanément le sire de Coucy en préfet de la Troisième République ». Il faut donc « éduquer et non briser ». Mais ce qu'il nous suffit de retenir ici, c'est que cette éducation est possible. Toutes les fois qu'on l'a tentée, on en a été récompensé par des produits remarquables.

Pour qui a fréquenté l'un et l'autre, il n'y a pas de différence sensible, par exemple, entre un caïd marocain et un chef soudanais pris tous les deux dans la moyenne. Le Soudanais, comme le Marocain, est prompt à s'adapter et devient en peu de temps, pourvu qu'on le mette en confiance et qu'on prenne soin de l'éclairer, un précieux allié, intelligent, actif et loyal. Faidherbe, qui en tout a vu si loin et si clair, avait deviné ces qualités de la race : c'est pour les utiliser au mieux qu'il avait à la fois fondé l'École des Otages de Saint-Louis et constitué fortement le commandement indigène, et c'est grâce à lui qu'on rencontre si fréquemment, au fond de la brousse sénégalaise, de ces chefs noirs qui, sans avoir rien perdu de leur fière allure, sont mêlés à tous nos actes, parlent correctement le français et tiennent des propos d'un rare bon sens.

Au demeurant, sur un territoire immense comme l'Afrique Occidentale Française, nous n'entretenons qu'un millier de fonctionnaires de commandement : soit un Français pour 13 000 indigènes. C'est la preuve, dit-on couramment, que notre autorité a su se fonder sur autre chose que la force. Soit. Mais n'est-il pas juste d'en conclure aussi que les chefs indigènes, qui servent d'intermédiaires entre notre administration et la masse des habitants, ne sont pas, dans l'ensemble, inférieurs à leur tâche?

*
* *

L'autre élite — l'élite intellectuelle — n'est pas moins intéressante. Il n'est pas en Afrique noire une seule entreprise, publique ou privée, qui n'emploie plus d'indigènes que d'Européens.

Ce personnel, bien entendu, est encore de valeur professionnelle très inégale : n'oublions pas que la sélection date d'hier et qu'elle s'est opérée sur un nombre d'éléments limités. On serait aussi tenté de penser, d'après quelques apparences, que certaines familles ethniques sont naturellement plus douées que d'autres ; pourtant, à mesure que la carte scolaire s'étend, on se convainc que le recrutement des élites est, avant tout, affaire de formation et que les divers groupements sont ou seront susceptibles d'un rendement intellectuel à peu près équivalent. Nous sommes donc autorisés à prendre pour types les meilleurs produits actuels.

Voici, par exemple, l'instituteur indigène. Si nous décorons de ce titre un brave garçon qui a passé tout juste deux ou trois ans à l'école primaire de son village et qu'on a chargé, à défaut d'autre mieux préparé, d'instruire ses congénères, il est bien certain que nous assisterons à des spectacles pédagogiques assez imprévus. Mais si nous nous arrêtons dans la classe d'un maître sorti de l'École Normale de Gorée, nous aurons tôt fait de constater qu'il assure son service de façon fort honorable. Sa culture générale est à peu de chose près celle du brevet élémentaire, il peut même être pourvu du brevet supérieur métropolitain ; ses méthodes d'enseignement sont de la meilleure marque, il sait que les exercices scolaires doivent être adaptés au milieu, et la direction d'une école à plusieurs classes ne dépasse nullement ses moyens.

Et voici l'aide-médecin, qui, après cinq ans d'études à l'École de Médecine de Dakar, est affecté à un poste de brousse. Dieu sait les sarcasmes dont on a criblé cette institution à sa naissance, en 1918 ! Des médecins annamites ou malgaches, passe encore, mais des Africains pur sang ! Issus d'un milieu où seules comptent les médications magiques, frottés d'une science si nouvelle pour eux, ils ne pourraient être que de dangereux rebouteux, plus prétentieux que les autres e

moins adroits : ils allaient appliquer les remèdes à tort et à travers, se lancer, avec la belle assurance des ignorants, dans des opérations chirurgicales de grand style et mettre en coupe réglée la clientèle indigène. Or, rien de tout cela n'est arrivé. A part quelques rares déchets, qui étaient inévitables et qui ne sont pas spéciaux à l'Afrique noire, ces praticiens, d'ailleurs triés sur le volet et en nombre très réduit, ont donné toute satisfaction. Ils sont actifs, prudents, corrects, dévoués. A la condition de les ramener de temps en temps dans les centres pour remettre au point leur éducation médicale, on obtient d'eux tout autre chose qu'une thérapeutique routinière. Il est clair qu'ils deviendront les instruments essentiels de la grande besogne de sauvetage qui s'impose pour les races de l'Afrique noire.

Dans tous les bureaux de l'administration, ce sont des indigènes, préparés par des cours spéciaux ou simplement munis d'une bonne instruction primaire, qui occupent les emplois d'expéditionnaires, de dactylographes, de teneurs de livres, etc..., et l'on n'entend pas dire que l'administration soit, en ces pays-là, plus lente ou moins ordonnée que celle de la métropole ou d'autres colonies.

D'autres — aides-vétérinaires, vaccinateurs, moniteurs — contribuent à vulgariser les bonnes méthodes d'exploitation agricole ou d'élevage ; d'autres encore composent, pour la plus grande partie, le personnel subalterne de grands services techniques comme les chemins de fer et les postes et télégraphes.

Il en va de même pour les entreprises industrielles et pour la constitution de l'outillage économique. Que seraient devenus les chantiers de construction, les ateliers de chemin de fer, les ports, les aménagements hydrauliques, les usines de transformation, si l'on avait été contraint d'appeler d'Europe ou d'ailleurs tout un monde de forgerons, d'ajusteurs, de chaudronniers, de mécaniciens, de menuisiers, de charpentiers, de charrons, voire d'électriciens, de dessinateurs et de conducteurs de travaux? Que cette main-d'œuvre qualifiée soit encore assez loin de la perfection, c'est possible ; mais qu'elle ait rendu en gros les services qu'on lui demandait, il serait absurde de le nier.

Que dire du commerce? Il suffit de jeter un coup d'œil sur une de ces photographies de factorerie, dont s'ornent les prospectus des compagnies coloniales, pour se rendre compte que l'indigène, là aussi, a su s'adapter au mécanisme de l'activité européenne : un ou deux blancs pour diriger les opérations, dix ou douze noirs pour les rapports directs avec la clientèle, pour la traite en rivière, pour la comptabilité, etc...

Et nous ne parlons que pour mémoire de ces officiers et sous-officiers indigènes, qui nous ont si puissamment aidés à faire des troupes noires ce qu'elles sont.

Les femmes même participent au mouvement, bien que l'enseignement des filles soit fort en retard sur celui des garçons. C'est ainsi que l'École de Médecine de Dakar forme, en même temps que les aides-médecins, des sages-femmes indigènes. Il va de soi qu'elles ont été accueillies avec plus de scepticisme encore que les aides-médecins ; mais elles se sont chargées, elles aussi, de démontrer qu'elles n'étaient pas indignes de cette délicate mission, et nous leur devrons bientôt une réduction sensible de ces plaies de la famille africaine : la mortinatalité et la mortalité infantile.

On voit qu'il s'agit là, dans tous les cas, de genres d'activité qui rompent complètement avec les traditions de l'Afrique noire. Un instituteur, un aide-médecin, un mécanicien, une infirmière, quoi de plus nettement européen? Il faut croire pourtant que cette européanisation par la technique, née d'une nécessité, ne s'est pas terminée par une faillite, puisque, dans tous les domaines, on tend à la développer. Bien mieux, les préventions du début tombent de plus en plus, et personne aujourd'hui n'oserait soutenir de bonne foi que les aptitudes du Noir d'Afrique lui interdisent d'atteindre au niveau pratique de l'Arabo-Berbère, du Malgache ou de l'Annamite.

*
* *

On dira que cette formation d'auxiliaires, si importante et si diverse qu'elle soit, ne représente après tout qu'une sorte de dressage et ne prouve pas grand'chose, quant aux facultés d'assimilation. On peut, au prix de quelque ingéniosité, faire

passer en habitudes même des démarches purement intellectuelles, sans que l'intelligence générale du sujet s'en trouve profondément améliorée, et nous savons du reste ce que l'on doit penser des succès d'examens, même méritoires. Ce qui serait vraiment probant, ce serait une activité intellectuelle extérieure à l'école, une capacité d'invention analogue à la nôtre, une production personnelle.

Notons qu'un tel résultat semblerait supposer à la fois une expérience plus prolongée et des institutions scolaires d'un degré plus élevé. On s'est généralement soucié, dans les colonies françaises de l'Afrique noire, de ménager les transitions, d'éviter la culture trop hâtive, de ne point faire surgir en même temps nos trois ordres d'enseignement. L'enseignement supérieur n'y figure pas encore ; l'enseignement secondaire y demeure très restreint, très localisé, et c'est déjà merveille qu'en de telles conditions on puisse enregistrer un nombre appréciable de bacheliers, quelques licenciés, des docteurs en droit et même un agrégé de l'Université.

Cette réserve faite, il est vrai que nul indigène de l'Afrique noire ne s'est illustré jusqu'ici par une découverte scientifique ou par la construction d'une théorie philosophique. Nous trouvons par-ci par-là, en plus d'hommes simplement cultivés, des érudits et des littérateurs, qui, formés aux méthodes de l'Europe, commencent à produire des travaux intéressants ; de savants au sens ordinaire du mot, point. Ne nous hâtons pas cependant de conclure à une incapacité définitive : des lueurs pointent, et il n'est pas, en pareille matière, de symptômes à dédaigner.

Il ne s'agit pas encore d'inventions mécaniques ou biologiques. Qu'importe ? Nous sommes entraînés, de nos jours, à prêter au mot science une signification élargie, et nous n'ignorons plus que ce qui mérite attention, c'est non point l'objet de la recherche, mais la pensée qui la conduit. Or, il y a, en Afrique Occidentale Française, depuis quelques années, toute une équipe de braves garçons qui, sur un simple encouragement de leurs anciens maîtres ou de leurs chefs, ont amorcé des études historiques et ethnographiques de premier ordre. Veut-on des noms ? En voici quelques-uns, qui figurent avec honneur dans nos revues de spécialistes et qui méritent d'être

cités : Moussa Travélé, Mamby Sidibé, Ahmadou Mapaté Diagne, Dominique Traoré, Paul Hazoumé, Dim Delobson. La liste s'allonge de jour en jour.

On devine que, nés dans le pays, parlant la langue, continuellement mêlés à la vie indigène, ce sont là des informateurs précieux. Ils nous ont donné déjà une abondante moisson, et une moisson qui ne pouvait être récoltée que par eux. Mais cet apport de quantité n'est pas, à notre avis, ce qu'il convient surtout de célébrer dans leur cas : le fait remarquable et nouveau, c'est leur esprit d'objectivité, c'est la fermeté de leur sens critique, c'est la sûreté de leurs procédés d'investigation ; c'est, d'un mot, tout ce qui fait la valeur de nos propres travaux et caractérise le mouvement scientifique de notre temps. Simple étape sur la route de la science, mais une étape qui compte, qui autorise d'autres espoirs et qui n'a pas été dépassée, qui n'a pas même été atteinte en des régions coloniales plus riches de passé intellectuel.

Nous accusera-t-on de prêter trop d'intérêt à d'humbles essais de bons élèves? Mais un gouverneur général, qui ne passe pas pour un amateur et vit en Afrique depuis le début de sa carrière, M. Jules Brévié, a, en pleine crise économique, fondé un prix annuel de 3 000 francs, destiné à récompenser « les travaux d'ordre scientifique et documentaire dus à des indigènes de l'Afrique Occidentale Française ». On n'a guère parlé de cette initiative ; peut-être même, en de certains coins, l'a-t-on jugée un peu comique. Elle est, en réalité, d'une haute inspiration et d'une ample portée, et elle vient à point pour couronner l'émouvant effort de jeunes hommes qui, non contents d'avoir reçu notre culture, tiennent à lui faire honneur.

*
* *

On sait qu'il existe un « art nègre », fort original et savoureux. Il vaut mieux que l'admiration dont l'accablent parfois des esthètes en mal de rajeunissement, et il serait certainement intéressant de sauvegarder ses traditions et ses vertus, sans le paralyser.

Mais ce qu'on connaît moins, c'est l'aptitude, fréquente

chez les Noirs d'Afrique, à dessiner, peindre et modeler à notre façon, sans raideur ni déformation systématiques. Les enfants, dans les écoles, appliquent à la copie des modèles, aux interprétations décoratives, aux conceptions personnelles du « dessin libre », des dons au moins équivalents à ceux des élèves européens ; certains d'entre eux, particulièrement doués, feraient bonne figure dans nos écoles des Beaux-Arts, et nous sommes en mesure d'affirmer que le prétendu daltonisme des nègres est une pure imagination.

Un Soudanais, Fily Sidibé, a exposé, en octobre 1929, à la galerie Bernheim, toute une série de tableaux évoquant des scènes de la vie indigène, des chasses, des légendes locales, et traités avec une étonnante vigueur : malgré l'imperfection du métier, la plupart des visiteurs y ont vu la main d'un colonial humoriste, s'amusant à lancer un douanier Rousseau africain. Mais il n'est pas besoin de recourir à cette explication : le cas de Sidibé n'est pas isolé, il sera même largement dépassé quand on voudra. Par ailleurs, la bijouterie sénégalaise atteste que le Noir est capable d'interpréter la nature avec souplesse, de concevoir des arrangements harmonieux, de subir des influences artistiques sans en être étouffé, et les statuettes de bronze du Mossi, directement inspirées par un missionnaire, ne sont nègres, si l'on peut dire, que par la solidité de leurs formes et leur intensité de vie.

Cette révolution qui s'annonce dans les arts plastiques et que nous nous sommes jusqu'ici trop peu souciés de suivre et de guider, la musique — la vraie musique nègre, si différente du jazz, si riche de thèmes et de moyens d'expression, — est tout près de la subir à son tour. Les orchestres d'amateurs, que les Européens ont fondés dans certains centres, comptent des musiciens noirs, qui s'acquittent au mieux de leur partie. Les écoliers chantent sans effort de vieilles chansons de chez nous. C'est un Noir qui, à la cathédrale de Dakar, entonne, le soir de Noël, l'hymne traditionnel. En Côte d'Ivoire, au fin fond de la forêt dense, chez des populations qui passaient pour les plus sauvages du monde, l'enrichissement rapide, dû aux plantations de café et de cacao, s'est particulièrement manifesté par l'organisation de fanfares, exclusivement composées d'indigènes, et dont les programmes sont empruntés

au répertoire européen. Qui sait si, dans quelques années, un compositeur de Bamako ou de Bingerville ne nous donnera pas une symphonie en tous points conformes à nos règles musicales?

On craindra sans doute que cette imitation de l'Europe ne prépare la ruine d'un patrimoine esthétique dont les éléments vaudraient d'être maintenus, et il est vrai que des mesures de conservation, compatibles avec certains progrès, seraient désirables. Mais il nous suffit de constater, pour le moment, que cet appétit d'esthétique européenne est tout spontané et qu'il trouve sans peine, dans les ressources de l'œil, de la main ou de l'oreille indigène, les moyens de se satisfaire. Il se manifeste jusque dans le vêtement : le noir est toujours habillé, disait une fable-express de Maurice Donnay; en vérité, le noir est de plus en plus habillé, et de mieux en mieux; il éprouve, pour nos formes de vêtement, une vive passion, et les fantaisies vestimentaires dont il nous réjouit dans la brousse ne tiennent qu'à quelque défaut d'information ou d'argent; une fois transplanté dans un milieu européen, il porte admirablement l'habit, et ce petit fait, où l'on voit trop volontiers un simple cas d'adaptation superficielle et de naïveté, prend toute sa valeur, dès qu'on le rapproche des autres tendances esthétiques.

*
* *

C'est peut-être dans la vie morale que cette pénétration de l'âme nègre par les influences européennes est le plus sensible.

La plupart des jeunes agents qui ont été formés dans nos écoles ont acquis un sentiment de leur dignité, qui les sauve de bien des erreurs. Ils se respectent les uns les autres, ils évitent entre eux toute familiarité excessive et jusqu'au tutoiement, et il faut bien se garder de ridiculiser ces manifestations extérieures, car elles correspondent à tout un éveil de la conscience.

Libérés, par leur culture et leurs fonctions, de l'emprise collective, qui est étrangement puissante dans les sociétés noires, ils apprennent à connaître, si peu que ce soit, la vie

intérieure et la discipline personnelle ; leur affectivité, naturellement débordante, les porte au dévouement, nourrit en eux le sens du scrupule, et le fonds moral qu'ils tiennent — on l'oublie trop — de leur milieu social, s'incorpore aisément à nos obligations. Au demeurant, la religion ne dresse pas de barrière appréciable entre eux et nous : s'ils sont musulmans, cet Islam est si superficiel, si nettement surimposé, qu'il ne parvient pas à les raidir dans un isolement orgueilleux et ne leur inspire nulle xénophobie ; s'ils sont animistes, ils ont leurs dieux, et cela leur suffit, la foi d'autrui ne les gêne pas. Si bien que l'estime des meilleurs d'entre nous leur est précieuse et que l'adoption de nos formes de moralité leur semble marcher de pair avec les acquisitions intellectuelles.

L'expression la plus franche et la plus concrète de cette imitation morale, c'est le ménage monogame, qui est de plus en plus fréquent et qui réunit, par exemple, un instituteur ou un aide-médecin et une jeune sage-femme ou simplement une ancienne élève de nos écoles. Nous voilà loin de la case légendaire où le seigneur et maître partage ses faveurs entre plusieurs épouses, se débat au milieu d'intrigues misérables et n'impose sa volonté qu'en apparence : un petit intérieur confortable et coquet, des livres sur un rayon, des fleurs dans un vase et, dans ce cadre, qui tend par cent détails à se rapprocher du nôtre, une femme qui s'efforce d'être une compagne pour son mari, qui partage ses joies et ses peines et qui élève ses enfants de façon raisonnable. Transformation profonde, qui promet l'avènement d'une famille et d'une société toutes nouvelles et qui indique, plus que tout le reste, une orientation décisive dans notre sens.

Ces emprunts directs à nos traditions de vie morale ne supposent pas nécessairement l'abandon des religions locales et la conversion au christianisme. Ils peuvent être le résultat de notre enseignement et de notre fréquentation ; ils ont quelquefois pour origine l'influence des missions, qui sont heureusement portées, depuis quelque temps, à faire passer la moralisation effective avant la conversion formelle. Il est clair, pourtant, qu'ils sont particulièrement abondants et déterminés, quand ils s'accompagnent d'une formation chrétienne.

Il suit de là que le plus haut degré de cette assimilation

morale est marqué par l'existence de prêtres indigènes. C'est en 1840, sous l'impulsion d'une héroïne de l'action coloniale, madame Javouhey, que des Sénégalais furent, pour la première fois, ordonnés prêtres. Le mouvement, quoique prudemment conduit, s'est étendu depuis lors : on compte aujourd'hui quelque cent trente prêtres indigènes dans l'Afrique noire, et l'on se rappelle sans doute qu'en 1931, à Notre-Dame de Paris, l'ordination a été conférée par le Cardinal Verdier au Père Joseph Faye, de la Congrégation des Pères du Saint-Esprit, originaire du Sénégal. Les congrégations féminines ont, de leur côté, recruté des sœurs noires. Le Saint-Siège favorise ouvertement ces sortes de vocations, et l'on peut être assuré que, s'il a engagé dans cette voie les destinées de l'Église, c'est que les intéressés présentent à ses yeux toutes garanties.

Ces religieux indigènes sont, en effet, des sujets remarquables, d'une tenue parfaite et d'un ardent dévouement. « Nulle part, déclarait à ce propos le R. P. Charles dans une communication à la *Semaine sociale* de Marseille, la réhabilitation (des indigènes) n'a été plus complète que dans le verdict porté sur les Noirs. Non seulement il ne reste rien de la niaise formule des noirs enfants maudits de Cham, mais les conclusions irréfutables se multiplient, depuis quinze ans surtout, établissant à l'évidence que le Noir est remarquablement doué, très capable d'atteindre, dans tous les domaines, les mêmes résultats que le Blanc, pourvu que les chances soient égales. » Nous aurons un jour, c'est certain, des évêques africains, comme il y a des évêques chinois.

Il est surtout intéressant de signaler, du point de vue psychologique qui nous occupe, que ces nouvelles recrues ne se bornent pas à changer d'habitudes morales : elles vivent d'une vie intensément religieuse et sont capables de communiquer à leur foi cet apport personnel qui fait les martyrs et les saints. Si l'on en doutait, il suffirait de lire l'autobiographie qu'une religieuse dahoméenne, la sœur Marguerite-Marie, rédigea avant sa mort, et les lettres qu'une de ses compagnes, la sœur Eugénie, adressait à sa supérieure, — le tout publié en 1931, avec une préface du R. P. Aupiais, sous le titre: « Une page de légende dorée au Dahomey »... On y saisit,

même en dehors de tout intérêt religieux, un parfum de mysticisme délicat, une éclosion de sentiments nuancés et d'émouvants accents, bien propres à faire réfléchir sur les puissances de l'âme nègre.

*
* *

Il s'agit là des élites de l'Afrique noire, c'est entendu. Il est entendu aussi que ces élites, sauf exceptions individuelles, n'ont pas encore dépassé un niveau modeste. Mais c'est déjà un phénomène bien rassurant que, dans une région du monde où la barbarie semblait la plus ancrée et la plus profonde, un tel progrès d'humanité ait pu se produire en quelques années.

Il faut reconnaître, d'autre part, que cette appropriation des idées et des usages de l'Europe reste parfois plus apparente que réelle. Ce n'est pas du premier coup que des hommes peuvent s'adapter parfaitement à des conditions de pensée et d'existence si imprévues pour eux, et il est inévitable que cette période de transition fourmille de détails d'inaptation, dont on s'égaie pour ne point s'en attrister, car ils nous inclinent à douter de l'efficacité de nos efforts.

Pourtant, quand on se préoccupe de sérier les cas et de ne pas généraliser les écarts individuels ou passagers, on ne tarde guère à se persuader que les inadaptés sont avant tout des demi-cultivés : ce sont eux qu'on remarque et qu'on cite, ce sont leurs lettres, d'une grandiloquence absurde, qu'on publie, en les accompagnant de commentaires burlesques ou sévères. Les autres, ceux qui ont subi de façon prolongée l'empreinte européenne, ne se signalent que par de menus travers, en quelque sorte régionaux, ou même ne se distinguent nullement des honnêtes gens du reste du monde.

On dit encore que le sentiment d'une dignité nouvelle conduit fréquemment les Noirs cultivés à des excès de vanité et de susceptibilité, les nourrit d'aigreur, les sépare à la fois de leur milieu d'origine, qu'ils méprisent, et du milieu européen, qui redoute leurs prétentions. Partant de là, on a tôt fait de désigner en eux des révoltés, et la moindre incartade leur vaut, tous ces temps-ci, d'être brutalement rangés parmi les néophytes de Moscou. Or, on ne saurait trop s'élever

contre une telle interprétation de faits et gestes qui sont au fond fort anodins.

Qu'il y ait une accommodation à prévoir, que les jeunes indigènes instruits s'impatientent de voir leur valeur insuffisamment reconnue, et que les Européens, de leur côté, accueillent parfois avec hésitation ces espèces sociales d'un genre inédit, c'est un fait. Mais on est en droit d'affirmer qu'au prix de quelques précautions — de ces précautions qu'un éducateur doit toujours tenir en réserve — l'équilibre et l'accord s'établiront sans secousse et fermement.

Il est donc permis d'espérer beaucoup de ces élites indigènes, qui ne font, en somme, qu'apparaître et dont certains éléments s'avèrent déjà hors de pair. Est-ce à dire que nos observations, pour garder quelque intérêt, se limitent nécessairement à ces produits de sélection? Et la masse des indigènes est-elle restée si fruste qu'on ne puisse rien conclure de ses aptitudes actuelles? Loin de là.

Sans doute le développement de l'esprit est-il fort inégal selon les régions. C'est en fait de colonisation surtout qu'on ne peut rien sans le temps, et il est d'immenses pays de l'Afrique noire que nous avons seulement effleurés. Ajoutons que, même dans les régions où nous sommes installés depuis longtemps, notre action n'a pas toujours été aussi opportune ni aussi suivie qu'il eût fallu, et l'élève ne doit pas porter la peine des erreurs du maître. Mais, partout où nous avons appliqué, avec esprit de suite et fermeté, des programmes sagement mûris, partout où nous avons su mesurer nos ambitions aux possibilités du milieu et faire comprendre à fond nos intentions, nous avons modifié des habitudes profondes et sensiblement rapproché de notre conception de l'existence les groupements indigènes.

La crainte du médecin, par exemple, la fuite en masse devant les tournées de vaccination? C'est, pour la plus grande partie de l'Afrique noire, un passé tout à fait mort. L'école? Il y a beau temps que sa cause est gagnée. L'introduction de cultures nouvelles, l'amélioration des procédés agricoles? Mais c'est l'affaire de quelques années, quand le service qui en est chargé ne s'enferme pas dans un rigorisme technique et se préoccupe, si peu que ce soit, d'une préparation psycho-

logique : n'a-t-on pas vu de vastes étendues de savanes, jusqu'alors à peu près désertes, se couvrir de champs d'arachides et, plus récemment, aux abords de l'Équateur, des populations, renommées pour leur inertie, mettre sur pied des plantations de cacaoyers et de caféiers? Et le bassin du Moyen-Niger n'est-il pas en train de se peupler de petites fermes actives qui, dès maintenant, ont plus que doublé le rendement de la région?

Ainsi, dès qu'on est parvenu à les apprivoiser, les humbles habitants de la brousse se révèlent tout prêts à rejeter une barbarie qu'ils devaient aux tourmentes de leur histoire et à la tyrannie des forces naturelles. On est tout à fait sûr, aujourd'hui, que les plus déshérités d'entre eux ne sont pas des sauvages irréductibles, mais des paysans. Fortement attachés à la terre, sédentaires de tempérament, ils se plieront à toutes nos initiatives, pourvu qu'on intéresse en eux ce goût de l'exploitation patiente du sol et qu'on évite de les déraciner ou de les brusquer. L'habitant de la forêt lui-même est un paysan qui s'ignore : le moindre effort de fixation et de protection abolit en lui le besoin d'instabilité et transforme ce coureur des bois en paisible cultivateur.

*
* *

Ce ne sont pas les explications qui manquent pour éclairer ces aptitudes inattendues.

Le passé des Noirs d'Afrique ne les fait nullement apparaître comme dénués d'intelligence, ni même d'esprit créateur. Les grands empires soudanais, qui se sont succédé depuis l'aube des temps historiques jusqu'au XVIIIe siècle, ont été tout autre chose que l'arrêt momentané de hordes guerrières ou la domination brutale de tyrans de fortune; ils dénotent un sens certain de l'organisation; ils ont donné naissance à des institutions politiques, sociales, économiques et même intellectuelles, d'une originalité marquante et d'une solidité sans laquelle la durée de la race noire ne se comprendrait pas. Le folklore et les arts ont une richesse, une diversité, une saveur d'autant plus séduisantes qu'ils ne doivent rien, ou presque rien, à l'extérieur. Comment des

populations qui, vivant de leur propre substance, ont donné la preuve d'une si vigoureuse personnalité collective, auraient elles dégénéré jusqu'à perdre toute sève, toute faculté d'adaptation et de renouvellement?

Il est vrai qu'avant notre intervention elles ont subi de rudes atteintes : ravages de conquérants islamisés, guérillas provoquées en vue d'alimenter la traite des esclaves. L'isolement où les murait la nature d'un continent massif, la faiblesse que leur infligeait un climat débilitant, se sont aggravés sous la pression de ces événements, et la colonisation du XIXe siècle s'est exercée sur des groupements plus ou moins refoulés, morcelés, démoralisés, — une poussière d'humanité.

Cette grande misère de l'Afrique, en la privant de sa cohésion, en anémiant ses forces vives, a sans nul doute diminué sa capacité de résistance et l'a rendue particulièrement perméable à notre influence. En nulle autre région coloniale, le rapprochement n'est plus facile, l'interpénétration ne se heurte à moins d'obstacles. Le Noir cultivé ne rêve pas de renforcer en soi la personnalité ethnique, ni de faire servir les moyens modernes à l'épanouissement d'une civilisation locale : son ambition courante, et d'ailleurs avouée, c'est de ressembler le plus possible à un homme d'Europe.

C'est déjà miracle que la merveilleuse vitalité des Noirs leur ait permis de survivre à tant d'épreuves ; mais ces mêmes ferments sociaux dont elle est faite contribuent aujourd'hui à favoriser notre association. Tels sont, sauf exceptions momentanées pour les populations les plus malmenées, la force du lien familial, la discipline entretenue par les étroites obligations de la vie religieuse et l'obéissance aux chefs, une vive sensibilité, le besoin de confiance et le goût du dévouement, une gaîté naturelle qui interdit les ruses prolongées et entretient la familiarité, enfin, un sens aigu de l'observation humaine et une sorte d'instinct physiologique, prompt à distinguer l'ami et l'ennemi, le bon et le mauvais berger.

Elles expliquent par ricochet ces facilités de l'âme noire, l'ardeur soutenue, la foi agissante des colonisateurs africains, même les plus modestes ; car on ne connaît guère de désabusés parmi ceux qui ont vécu chez les Noirs d'Afrique. Comme ils sont avides de réalisation, il leur arrive de s'irriter contre

l'objet de leurs soins, encore trop résistant à leur gré ; mais nul d'entre eux ne consent à désespérer, à se résigner, à envisager la faillite ou la rupture. En d'autres lieux, on se méfie, on se réserve, on ne sait jamais de quoi demain sera fait : ici, on grogne parfois, mais on se donne toujours. L'indigène bénéficie de ces heureuses dispositions ; mais c'est à lui qu'en revient, après tout, le principal mérite.

*
* *

En présence d'indices aussi encourageants, on serait tenté de désirer une accélération du mouvement d'assimilation. Puisque le Noir d'Afrique se montre tellement accessible aux idées et aux usages de l'Europe, pourquoi ne point hâter son élévation par tous les procédés possibles, politiques, administratifs, économiques, intellectuels? Pourquoi s'attarder en des systèmes d'administration indirecte, d'éducation strictement adaptée au milieu, de justice coutumière et d'exploitation timide?

Il est probable, en effet, que les relations du colonisateur et du colonisé prendront à la longue, en Afrique noire, une tout autre orientation que dans l'Afrique du Nord ou l'Extrême-Orient. La politique d'association que nous pratiquons actuellement dans toutes les colonies de l'Afrique occidentale ou équatoriale, sauf au Sénégal, tendra à se rapprocher de l'administration directe plutôt que du protectorat ; car on n'y rencontre pas de ces cadres naturels ou politiques qui se prêtent à la formation d'un sentiment national. La moindre enquête auprès des jeunes indigènes cultivés confirme ce pronostic : leur rêve est de devenir les égaux des Sénégalais, qui, comme chacun sait, sont citoyens français et qui, même au plus fort des luttes politiques, n'ont jamais manifesté la plus légère velléité de séparatisme ; nul d'entre eux ne songe à se réclamer d'une « patrie » soudanaise ou dahoméenne ; leurs revendications ne sortent pas du plan de la cité française.

Mais nous avons affaire à une humanité qui revient de loin : gardons-nous de la déséquilibrer en la transformant trop vite. C'est par étapes qu'il faut lui faire accomplir les

progrès nécessaires, et c'est en utilisant méthodiquement ses dons originels que nous devons l'améliorer.

Si nous avons obtenu dans l'Afrique noire des résultats solides, c'est qu'en général nous avons observé cette règle ; toutes les fois que nous l'avons négligée, nous nous en sommes repentis. Ces élites qui, dans l'ensemble, honorent notre œuvre, elles ont été patiemment préparées en de bonnes écoles modestes, qui n'ont pas rompu avec les traditions locales. Cet éveil d'activité économique, qui a sauvé le pays de ce mal endémique, la famine, nous en sommes redevables, pour une bonne part, à ces vieux chefs indigènes qui, après nous avoir entendus, ont parlé à leurs congénères le langage approprié. Ne compromettons pas l'avenir en rejetant d'un coup les pratiques du passé.

Il reste que ce spectacle d'une Afrique noire en voie de transformation nous oblige à concevoir une politique indigène plus large et plus souple qu'aux débuts de notre installation. Il y a aujourd'hui, par exemple, un problème des élites, qui ne se posait pas — du moins dans les mêmes termes — au commencement du siècle. Nous avons à conduire de front deux sortes d'élites, dont les caractères et les intérêts sont assez différents et qu'il importe d'utiliser également. Nous avons à prévoir pour elles une formation plus poussée et plus étendue, une augmentation progressive des garanties, une organisation plus ingénieuse de la collaboration et surtout une politique de rapprochement moral et d'égards, sans laquelle nos bienfaits les plus patents et nos intentions les meilleures ne compteront pas.

Pour la masse de la population, qui n'a encore subi notre influence que superficiellement, nous nous devons de mettre décidément au premier plan de nos préoccupations une politique sociale qui, au sortir de tant de bouleversements, consolidera son armature, ranimera sa confiance et lui permettra d'entrer, sans risque de défaillance, dans le courant du monde moderne. Extension du paysannat, renforcement de l'artisanat, moralisation du salariat, amélioration des conditions familiales et sociales, protection du milieu moral, — voilà toutes questions qui ont été abordées çà et là, mais qui, pour être résolues à temps, exigent des programmes

spéciaux, des vues d'ensemble, une provision nouvelle de clairvoyance et de générosité.

Ce qui appelle, enfin, pour la masse comme pour les élites, de promptes réalisations, c'est le développement et l'organisation des études d'ethnographie et de psychologie collective. Nous sommes sur ce point fort en retard, et l'on n'imagine pas tout ce qui traîne encore de racontars absurdes, de jugements faux, sur le compte des Noirs d'Afrique. On vit sur de vagues observations, sur des impressions de passants, sur des histoires de table d'hôte, et des ouvrages d'allure sérieuse continuent à colporter ces billevesées. Sans doute la plupart des coloniaux, qui travaillent sur place, sont-ils mieux renseignés ; mais ils sont, à l'ordinaire, trop occupés pour publier les conclusions de leurs expériences. En tout cas, le nouveau venu a tout à apprendre, et il est forcé d'agir avant d'avoir appris.

Le miracle, c'est que nous n'ayons pas commis plus d'erreurs pratiques, mais nous en avons commis, et dont la cause est nette. Le remède ne l'est pas moins ; et il semble avoir retenu l'attention des gouverneurs généraux actuels. Ce sera là, si on l'applique avec la vigueur voulue, un événement de grande importance, qui fera date dans l'histoire de notre colonisation.

« Un grand destin commence... », écrivait Onésime Reclus, et il entendait par là que nous pouvions et devions prétendre en Afrique « à un joyeux agrandissement de notre famille ». Soyons assurés que le Noir d'Afrique, avant tout autre, acceptera volontiers cette alliance et qu'il y fera bonne figure, pour peu qu'on lui inspire confiance et qu'on sache ménager son cœur, son pauvre cœur craintif d'enfant martyr.

GEORGES HARDY

RUSSES DE FRANCE

De toutes les immigrations que la France ait connues au cours de ces dernières années, la plus importante en nombre et la plus saine dans sa composition, la plus représentative d'une nation par ses éléments mêmes et la mieux accueillie à ses débuts, la plus éprouvée par les motifs qui la déterminèrent et les conditions dans lesquelles elle se produisit, est à coup sûr celle des Russes. Chassés de leur patrie saccagée avec une brusquerie sans exemple, ou la fuyant parce qu'ils ne trouvaient plus la force d'y vivre, les Russes sont venus s'établir chez nous, dans un dénuement qui frappait l'imagination, à une époque où les fêtes carillonnées de la victoire leur rappelaient, comme à nous, l'atmosphère des premiers jours de combat et l'alliance d'avant-guerre.

Les aigles impériales, qui tenaient une si grande place dans le grandiose européen, venaient d'être tragiquement abattues, sans renier pourtant la foi jurée que le traité de Brest-Litowsk réduisait à néant dans des circonstances affligeantes et ambiguës. Cet écroulement, et les conséquences qu'il devait avoir, furent vivement ressentis par le vieux monde. Aussi les privations, les hasards de l'exode, la fatigue, la misère, le chagrin, le deuil, le souvenir des violences révolutionnaires de ces voyageurs sans bagages dont la sensibilité fut de tout temps plus proche de la nôtre que celle des autres races du continent, et qui aimaient la France non pas parce qu'elle était victorieuse, mais parce qu'elle était la France,

leur empressement aussi à vouloir recommencer une vie nouvelle sur un sol qui n'offrait que des garanties de sécurité, leur bonne humeur aux pires instants, leur talent d'adaptation et leur cran naturel ne manquèrent pas de faire impression sur le Français, déjà disposé plus que favorablement à l'égard de ces *Heimatlos* à la fois terrassés et originaux.

Les nouvelles souvent atroces, incroyables pour des gens de 1920, qui nous parvenaient de l'Empire écroulé, de ces hectares confus et sanglants qui n'avaient pas encore pris le nom d'*Union des Républiques socialistes soviétiques*, de ce territoire nouveau et obscur avec lequel il semblait que les relations diplomatiques ne dussent jamais être reprises, augmentaient encore les sentiments de commisération que nous éprouvions tous pour cette population errante et rejetée qui n'avait pas perdu tout espoir de retrouver sa patrie après le chaos.

Or, depuis plus de seize ans que les Russes sont établis chez nous, les faits les plus graves se sont succédé à une telle cadence, notre attention a été attirée sur tant de problèmes et de conflits que nous ne nous préoccupons plus guère aujourd'hui de ces exilés ; nous avons perdu jusqu'au souvenir de cette ruée vers l'ouest, et tandis que les sujets du Tsar font souche en France, tandis que les enfants de ces proscrits, nés sur notre sol, continuent de croire à une patrie évanouie et lointaine, nous entretenons des relations diplomatiques, économiques et politiques avec le régime qu'ils ont fui naguère et contre lequel nous les avons protégés. Telle est la force des choses. Qu'il nous soit permis de profiter de ce rapprochement entre ce qui fut et ce qui est pour avertir le lecteur que nous ne ferons aucun procès dans les pages qui suivent. Simplement il nous a plu de raconter une histoire : celle de l'arrivée et de l'installation en France d'un très grand nombre d'étrangers, parmi lesquels nous avons tous aujourd'hui des amis et parfois des parents.

*
* *

Il est assez difficile d'arriver à une évaluation précise du nombre des émigrés russes en France : on a parlé à la fois du

demi-million et de vingt-cinq mille ! Le ministère du Travail en recense 100 000, mais il ne tient compte sans doute que de la carte dite de travailleur ; d'autres bureaux se sont contentés de l'estimation de 26 000 pour Paris et de 71 928 en tout ! Il faut admirer ce dernier chiffre qui fait songer à quelque numéro favorisé de la Loterie nationale. Selon le docteur Nansen, qui fit donner à ces exilés, que leur pays d'origine ne considère plus comme des citoyens, le passeport qui porte son nom, il y aurait en France 400 000 Russes, les deux plus fortes agglomérations étant Paris et Nice. C'est donc entre 100 000 et 400 000 que doit se tenir le nombre exact.

Peu de Russes sont venus à Paris d'une seule traite. La plupart se sont arrêtés en Pologne, en Hongrie, en Allemagne, dans les Balkans ou en Grèce, pour souffler, rassembler leurs idées et écouler les objets d'art ou les bijoux qu'ils avaient pu sauver. C'est alors que s'exerça sur eux le magnétisme spécial de Paris dont l'Université attirait, dès le XIIIe siècle, les étudiants des royaumes les plus reculés. Les dissentiments politiques qui éloignaient les Russes de leur pays ne les empêchaient pas de considérer le nôtre comme une terre d'élection plutôt que comme une terre d'asile. La France était familière à ceux qui venaient de Saint-Pétersbourg, de Moscou, de Kiev ou d'Odessa, où nous jouissions avant la guerre d'un incontestable prestige : le pays de la grande couture et de Guy de Maupassant, si apprécié de l'autre côté de la Vistule, était aussi celui de la liberté, du raffinement et de l'abondance. On savait que Chaliapine chantait pour les Russes opulents et oisifs de la Plaine Monceau qui avaient fait construire l'église orthodoxe de la rue Daru, que le couturier Jacques Doucet, qui habillait à cette époque toutes les Cours d'Europe, promenait les grands ducs dans les coulisses des petits théâtres de Paris. Dans les grandes villes russes, on déposait volontiers ses fonds au Crédit Lyonnais, on applaudissait Sarah Bernhardt, Réjane et Lucien Guitry ; enfin l'usage de notre langue dans la haute société était considéré comme une preuve de bon ton. La plupart des aristocrates et des intellectuels lisaient le français à livre ouvert ; d'autres, par suite de placements ou d'alliances, retrouvèrent ici des capitaux ou des relations et cons-

tituèrent, qu'ils le voulussent ou non, les premiers noyaux autour desquels s'organisa la colonie. Le dépaysement ne fut total que pour les humbles, domestiques, bourgeois moyens et sédentaires, petits marchands sans horizon, employés ou prolétaires, pour qui le seul fait de franchir la frontière adorée équivalait à une petite mort.

On peut diviser les Russes de France en quatre groupes : ceux d'avant l'exode, et qui n'ont pas pris réellement contact avec ceux d'après ; les émigrés proprement dits, chez lesquels voisinent les princes et les ouvriers, les diplomates et les nourrices ; le troisième groupe, qui se rattache d'ailleurs au second, est essentiellement composé de militaires, officiers et soldats de l'armée blanche, auxquels sont venus se joindre les éléments de la brigade russe qui combattit sur le front français. La quatrième catégorie est celle des sujets soviétiques venus en France depuis quelques années, et qui n'ont aucune relation avec les émigrés. Ce sont des passants, qui ne connaissent de Paris que la vie d'hôtel, mais ils sont reçus par l'Ambassade de l'U. R. S. S. et possèdent des passeports classiques.

Il y a seize ans, les victimes de la révolution eurent parfois toutes les peines du monde à se procurer le visa de la Troisième République et les fonds nécessaires au voyage ; la majorité de ceux que nous voyons aujourd'hui au volant des taxis parisiens vécurent des mois d'aventure avant de se fixer. Les soldats des armées Wrangel, Denikine ou Koltchak arrivaient en France avec leurs uniformes rapiécés, encombrés de paquets hétéroclites et d'ustensiles russes, icones et bouilloires. Entre cent anecdotes contemporaines à leur installation, il en est une qui fait encore la joie et le charme un peu morose des réunions. Trois militaires arrivent un matin à la gare de Lyon et attendent ; or le camarade qui avait promis de venir les chercher demeure introuvable. Les nouveaux venus possédaient bien son adresse sur un bout de papier, mais il leur était aussi difficile de demander leur chemin en français que de déchiffrer les caractères latins. Interrogé et impuissant, un badaud leur montra du doigt la station du métro. Les hommes s'engouffrèrent de bon cœur dans ce souterrain nouveau pour eux et finirent par s'égarer

dans le labyrinthe des couloirs et le réseau des correspondances. De guerre lasse, ils s'installèrent avec leurs colis sous une de ces immenses affiches où l'on voit une oie se délecter à la vue d'une boîte de conserves. Après avoir confié à la garde de l'un d'eux leurs caisses et leurs sacs, ils partirent à la recherche du camarade parisien, mais ils ne se doutaient pas que chaque station de métro élève les mêmes oies, aussi leur fallut-il près d'une journée pour retrouver le campement et la sentinelle endormie.

La plupart du temps, les émigrés se groupèrent selon les vagues indications qu'ils avaient reçues, cherchant le voisin russe, le trottoir fréquenté par des Russes, afin de se sentir en nombre pour affronter la ville inconnue. Des rassemblements importants se formèrent à certains endroits de la capitale, qui sont peu à peu devenus des centres : les Ternes et Vaugirard dans Paris, Vincennes et Boulogne-Billancourt en banlieue, virent bientôt leurs hôtels et leurs chambres prises d'assaut par des débris de familles ou des isolés. A cette époque déjà lointaine, comme aujourd'hui, les Russes ne montraient aucun empressement à changer de nationalité. Des églises orthodoxes les accueillaient dans trois arrondissements au moins, des journaux russes apparaissaient aux kiosques, des restaurants qui allaient du simple hareng ourlé d'oignons crus au coup de fusil avec caviar et semoule chaude aux fruits confits, essayaient leur chance dans tous les quartiers ; des manucures, des figurants de cinéma, des danseurs, des joueurs de balalaïka arrivaient à se placer ; le Français ouvrait facilement sa porte et se taisait sur la question des emprunts : on pouvait donc parfaitement vivre à la russe !

Si bien que des différences sociales s'établirent assez vite entre débrouillards et infortunés ; pourtant les émigrés continuèrent de juger leurs compagnons d'exil non pas sur ce qu'ils étaient devenus, mais bien sur ce qu'ils avaient été jadis, en Russie.

Toutefois la nécessité de trouver un emploi coûte que coûte était au premier rang des préoccupations : il fallait être payé de quelque façon, à la semaine ou au mois, sous peine de se voir expulsé de son logement, si modeste fût-il. La profession de chauffeur de taxi qu'honorent aujourd'hui encore un grand

nombre de Russes, attira dès le début la grande majorité des hommes. L'indépendance manifeste de ce métier qui autorise celui qui l'exerce à lire son journal pendant les stations, son rapport, qui fut intéressant pendant les années de l'après-guerre, le hasard de la clientèle, l'air libre, la possibilité du miracle et l'occasion de connaître Paris jusqu'aux nuances, tout était fait pour plaire à un Slave.

S'il nous est arrivé de nous plaindre, en tant que clients, des chauffeurs russes qui se trompaient de rues et craignaient, au début, de déplaire aux chauffeurs français, leurs compatriotes, eux, les enviaient, car le travail à l'atelier ou à l'usine était plus difficile et plus choquant. Blessés dans leur amour-propre par le tutoiement, par la gouaille de l'ouvrier parisien, rarement malveillante, mais souvent grossière, et qui suppose un passé commun, des traditions communes (les Français obligés de travailler en Russie y seraient bien plus dépaysés encore), que de jeunes hommes et de jeunes femmes connurent le fond de l'humiliation !

Il y a de plus chez les Russes, qui sont les gens les plus susceptibles du monde, et volontiers orgueilleux ou humbles à l'excès, une manie de faire de l'éducation la qualité essentielle et de mêler l'âme aux plus simples entreprises qui paralysa leurs débuts dans la vie difficile. Quand, obligée d'accomplir une tâche manuelle en compagnie de camarades bruyants qui ne mâchaient pas leurs mots, une jeune émigrée rougissait de quelque indécence, on se moquait d'elle ouvertement et on finissait par la traiter de princesse, titre qui resta souvent à des femmes de condition très modeste (qui n'avaient simplement jamais fréquenté d'ouvriers russes ni avant ni après la révolution). Mais ces malheurs finissaient comme par enchantement lorsqu'on retrouvait sinon la famille, du moins quelque cercle de chauffeurs, maquilleurs, cuistots, ouvriers tailleurs ou marchands de bibelots avec lesquels on entonnait ces chants pleins de détresse et de joie, qui conservent toujours pour nous quelque chose de spontané, bien qu'ils soient aujourd'hui dans toutes les oreilles françaises. Mais il y a aussi parmi les Russes ceux qui ne chantent point et pour qui la période d'adaptation fut beaucoup plus sèche et beaucoup plus dure : bourgeois rigoristes, intellec-

tuels sans audience, nobles ruinés et industriels sans emploi, qui se morfondaient en d'horribles garnis, se débrouillant néanmoins pour traiter le visiteur quel qu'il fût en grands seigneurs, chargeant de mets, de vins et de cigarettes des tables où l'on aimait s'attarder. Il y a chez tous un art de mettre à l'aise, de charmer et de dramatiser à la fois, auquel le Latin fut très sensible et que les plus avisés de la colonie se chargèrent d'exploiter.

De la plus ordinaire des gargotes à prix fixe aux luxueux établissements gardés par des géants damasquinés, des quantités de Russes, hommes et femmes, jeunes et vieux, amants, époux, orphelins, vrais et faux hetmans, trouvèrent ainsi à s'employer sous cette forme agréable pour qui désire rester nuit et jour en contact avec les siens, dans un cadre de souvenirs, d'étoffes et de photographies rapidement bâti. Et ce fut la naissance de ces cabarets à la fois familiers et solennels, dont l'addition vous entrait dans le corps comme un poignard, et qui auront à n'en pas douter leur place dans une histoire anecdotique de Paris. Montmartre connut une véritable débauche de caveaux caucasiens, circassiens ou ukrainiens, gardés par des cosaques avaleurs de lames, égayés par les costumes de dignes paysannes du Kouban qui parlaient quatre langues, sortes de boudoirs confidentiels et obscurs, scintillants d'argenterie et de cierges, où retentissait le chant des *Bateliers de la Volga*, rengaine révolutionnaire que les Russes intransigeants ne peuvent plus entendre, mais qui enchantait à l'époque le public du champagne obligatoire. Que de romans, de chroniques, de reportages, ont été inspirés par cette fête aux prolongements inconnus et parfois tragiques. C'est là que la littérature parisienne, qui fut pendant dix ans friande de bars, montrait à la diplomatie internationale le chambellan du Tsar chargé de préparer les *chachliks*, la princesse devenue diseuse de bonne aventure, l'illustre général qui ouvrait les portières et le gouverneur de province qui se trompait dans le calcul de la taxe de luxe.

Les boîtes russes, où l'ivresse était agréable et comme nécessaire, alors que les boîtes nègres, qui leur ont succédé, font jaillir la mélancolie, les boîtes russes, où le Français

apprit à casser des verres pour extérioriser la confusion des sentiments et à donner cent francs aux bouquetières, peuvent être considérées comme une sorte de victoire remportée par les émigrés sur une terre étrangère. Elles furent mises en chansons dans les cabarets du boulevard de Clichy, critiquées par les habitants du IXe arrondissement dont le sommeil fut longtemps agité, mais il est incontestable qu'on y trouvait, pour tirer le meilleur parti de ses ressources cachées, une atmosphère très enivrante ; on y était peu à peu gagné par cette vibration spéciale aux peuples slaves, par la sincérité des réjouissances, enfin par la philosophie particulière qu'il fallait tirer de ces nuits montmartroises et selon laquelle rien n'a de réelle importance sur terre.

Il n'y eut pas que des cabarets. Que de Russes sont restés en deçà de cette frénésie et ont cherché ailleurs le moyen de vivre et d'espérer! La grande couture, la mode, la lingerie, et la décoration, les soins de beauté et la broderie d'art, qui exigent plus de goût et d'invention que de « connaissances spéciales », furent autant de refuges pour celles que les promiscuités nocturnes et le côté suspect du sabbat de la place Pigalle effarouchaient. Du reste nos couturiers leur avaient montré le chemin en s'empressant d'engager comme mannequins les filles aux longues jambes de la Néva ou du Dniéper, les jeunes grandes bourgeoises de Moscou ou de Saint-Pétersbourg, aux attitudes un peu affectées, mais qui savaient depuis longtemps porter des robes de provenance parisienne. A la même heure on assistait rue Royale, faubourg Saint-Honoré et avenue des Champs-Elysées, à une recrudescence des enseignes de luxe et des plaques noires des maisons de mode : ateliers, studios, salons de thé où l'on s'imposait de n'employer qu'un personnel russe. La femme du général Wrangel donnait elle-même l'exemple de cette solidarité.

Le mot crise était encore inconnu dans cet heureux temps, et la surproduction, même dans le commerce élégant, avait un bel avenir devant elle ; un émigré dans la force de l'âge trouvait généralement à se caser ; des mariages se célébraient, des divorces étaient prononcés, ce qui entraînait des collaborations de médecins et d'avocats russes. On pouvait respirer ! Mais la situation restait tragique pour les vieillards, les

enfants et les malades, qui devaient de toute nécessité faire appel à ceux qui avaient réussi, ou chercher un soutien auprès de Français charitables et susceptibles de les recueillir, de les élever ou de les soigner. La misère de ceux qui étaient incapables de travailler et l'abandon dans lequel se trouvait l'enfance ne sauraient être comparés qu'au dévouement sans limites dont firent preuve certaines personnes.

Au premier rang de celles-ci, il faut décerner la palme à une jeune Anglaise, ancienne élève de l'institution de la princesse Mestcherski et fille de Pair, mademoiselle Dorothée Paget, dont les largesses sensationnelles et renouvelées ont vraiment tiré des centaines de réfugiés hors de péril. Cette munificence, qui fit dire à certains de ces bénéficiaires que l'émigration russe était génératrice de miracles, a du reste sa petite histoire. A son arrivée en France, la princesse Mestcherski, qui est aussi une princesse de la charité, avait ouvert dans l'intention de subvenir aux besoins de sa famille une maison d'éducation, voire de raffinement social, réservée aux jeunes filles riches venues à Paris pour se perfectionner dans l'art d'être femme du monde et apprendre à parler correctement le français. L'entreprise fut couronnée de succès et le pensionnat de luxe aussitôt fréquenté par de nombreuses étrangères que cette formule ne pouvait manquer de conquérir. Parmi ces élèves, il y eut un jour une charmante forte tête, un caractère indomptable, mademoiselle Paget, jeune fille fantasque dont la patience et le tenace enseignement de la princesse Mestcherski eurent finalement raison. De retour en Angleterre, mademoiselle Paget eut la satisfaction de constater que le bon petit diable était devenu une jeune lady accomplie et l'agrément d'apprendre qu'elle héritait d'une fortune colossale. Par reconnaissance pour celle qui l'avait formée presque contre son gré, elle signa aussitôt un chèque de 250 000 francs à l'ordre des émigrés russes et s'engagea par la suite à effectuer un versement annuel de 1 500 000 francs pour la même cause. Un peu avant Noël, elle envoie régulièrement à ceux qui n'ont rien les dindes et le *plum-pudding* des réveillons classiques. Ce pactole et ces cadeaux ont permis à la princesse Mestcherski, qui distribuait déjà 400 000 francs par an grâce à ses relations parisiennes, de fonder enfin en

Seine-et-Oise, à Sainte-Geneviève-des-Bois, une maison de retraite où deux cents vieillards russes trouvèrent un abri.

La haute société ne se montra pas moins somptueuse en fondations de toutes sortes : pensionnat de jeunes filles de la Grande Duchesse Irina Pavlovna à Quincy-sous-Sénart, pensionnat mixte de la Grande Duchesse Hélène de Grèce au Pecq, *preventorium* de la Duchesse de Leuchtenberg à Salies-de-Béarn. De leur côté, les organisations officielles ou semi-officielles ne restaient pas inactives : tandis que la Croix-Rouge russe ouvrait une école à Verrières avec l'aide de madame Bienaimé, l'*Association des membres des municipalités et des conseils généraux russes en France* organisait pour sa part un foyer d'enfants à Montmorency et une colonie de vacances à Ellencourt-sur-Marguerite. Ce même comité, qui a à sa tête des hommes pour qui l'abnégation est aujourd'hui une raison de vivre, s'occupe de bourses d'enseignement, de cantines, de secours en espèces et de conseils juridiques gratuits. L'*Université Populaire Russe* de la rue de Sèvres, qui s'ingénie à remplacer à la fois l'artisanat et le lycée, prépare des jeunes gens au baccalauréat et enseigne aux émigrés, en plus de la langue française, un certain nombre de métiers manuels afin de leur donner, sinon la possibilité de choisir, du moins la certitude d'être armés pour la vie. Pourtant, quelles que soient les facilités offertes, certains réfugiés à l'extrême du besoin sont encore obligés de recourir à des stratagèmes pour suivre des cours. Le cas n'est pas rare de ces amis qui tirent à la courte paille pour savoir lequel des deux étudiera le premier, cependant que l'autre gagnera comme ouvrier l'argent nécessaire à la vie de cette étrange et touchante association.

La question des diplômes, de la culture, le désir de ne pas voir sombrer dans l'ignorance des milliers de jeunes gens, préoccupèrent de bonne heure certains philanthropes dont plusieurs ont spontanément offert d'importants subsides à la colonie pour permettre, à une élite du moins, de commencer ou de poursuivre des études classiques. C'est à ce problème que se consacra notamment M. Fédorov, dont on ne saurait passer le nom sous silence et qui lui-même s'impose des privations pour vivre. C'est lui qui, après avoir multiplié les concerts et les fêtes au profit des étudiants, organisa au Tro-

cadéro cette réunion annuelle qui prit le nom de *Journée de la Culture russe*. Grâce à une initiative que rien ne rebute, que d'élèves russes purent achever convenablement chez nous leurs études supérieures! Citons encore parmi de providentielles entreprises contre les dangers de l'abaissement du niveau intellectuel, l'*Institut technique* du boulevard Montparnasse, où chauffeurs et ouvriers, la journée faite, retrouvent chaque jour de tout jeunes gens nés en France, le lycée mixte de Boulogne, fondé par lady Deterding et le lycée de garçons de Villiers-le-Bel, dont les dirigeants luttent de toutes leurs forces, sinon contre la misère matérielle, du moins contre la stérilité morale, et cherchent à compenser par une instruction satisfaisante les inconvénients de la gêne et les souffrances de la nostalgie.

Dans l'ensemble, il n'est pas un Russe au devant de qui ne se soit portée sous quelque forme la générosité d'un organisme de secours ou d'une famille mieux partagée; aucune détresse n'a été laissée dans l'ombre. Que de bienfaitrices ignorées se sont entièrement sacrifiées à leurs compatriotes et ne vivent que pour assurer la vie des plus malheureux, rognant sur leurs économies, entassant dans les chambres de bonnes, pour le jour des cadeaux, des chemises, des chaussures et parfois des hardes qui feront la joie des pauvres, assemblés le dimanche aux abords de l'église de la rue Daru. Si l'on ajoute à ces largesses, à ces comités, à ces actes de charité obscure, les résultats obtenus dans la province française, et notamment en Normandie, où l'on trouve des cosaques, des popes, des magistrats, des Mongols, parfois d'authentiques moujiks, les uns organisés militairement, les autres lamineurs, maçons ou terrassiers; dans la Gascogne où ils sont métayers, fermiers, éleveurs, grâce au concours de la Société des Nations et du Ministère de l'Agriculture; dans les Alpes-Maritimes et dans la région d'Agen, pour ne citer que les agglomérations importantes, on ne peut qu'admirer l'effort accompli par les œuvres de l'émigration en faveur des membres d'un état abstrait et nouveau, d'une sorte de patrie parlée, sans territoire et sans passé, qui tous ont su observer en exil une rare et louable réserve.

Car ils sont calmes et raisonnables. Dans son enquête sur

l'Invasion, M. Lucien Rebatet, qui tient ses renseignements de bonne source, écrivait le 2 mars 1935[1] : « Dans les inquiétantes statistiques de la criminalité étrangère où le pourcentage des *sidis* condamnés en cour d'assises est quinze fois supérieur, proportionnellement à leur nombre, à celui des Français, celui des Polonais quatre fois, celui des Italiens trois fois, les Russes arrivent en dernier lieu. Ils ont senti que leur intérêt leur ordonnait une réserve absolue sur les affaires intérieures de leurs hôtes. »

Ainsi, à mille lieues de ses origines, s'est formée une génération nouvelle. Les jeunes gens de 1920 sont aujourd'hui des hommes mûrs ; ceux qui étaient arrivés jeunes encore ont des cheveux blancs. Chacun s'est francisé à sa manière. Celui qui, durant les mauvais jours, n'hésitait pas à tendre son chapeau aux passants avant de trouver un emploi, a oublié qu'il fut mendiant ; les émigrés, qui ont été admis en France à la suite d'un contrat collectif, au moment où nous avions besoin de main-d'œuvre, ont pris goût à la terre ; les officiers de l'armée blanche se sont groupés par régiments et assistent régulièrement à des fêtes traditionnelles ; mais les anciens grades subsistent malgré les inévitables différences sociales créées par les conditions d'une nouvelle existence : un lieutenant parle avec déférence à son colonel et le traite avec le respect dû à son rang, même si ce colonel gagne sa vie comme domestique. Des jeunes filles ont épousé des Français, acheté des voitures et fait leur entrée dans une société organisée sans perdre le contact avec les moins favorisées. Quelques brasseurs d'affaires habiles sont aujourd'hui à la tête de maisons de production de films. Le professeur qui, au moment de passer pour la troisième ou quatrième fois son permis de conduire, éprouvait à comparaître devant une commission où figuraient d'anciens cochers de Paris, une émotion plus forte que le jour où il avait soutenu une thèse de doctorat en Russie, est maintenant un chauffeur à la coule. Les cosaques du Don s'organisèrent en *stanitzis*[2] après avoir procédé à l'élection d'un hetman, qui fut d'abord le général Bogaewski, remplacé, lorsqu'il mourut, par le comte Grabbé. Des

1. *Je suis partout*.
2. Village cosaque.

sociétés de sport se formaient : club nautique l'*Ours Blanc*, équipe russe de baskett-ball, sociétés de tennis auxquelles il faut ajouter maintes organisations de scoutisme, tout à fait remarquables.

Bref, quatre ans après l'exode, on aurait pu se sentir à peu près établi en France, sur une terre généreuse et hospitalière, si deux événements aux conséquences différentes et relativement graves pour les réfugiés n'étaient venus troubler le début d'une quiétude morale qui convenait à ceux qui avaient vu de près les excès révolutionnaires. Rappelons qu'au début de la Révolution, M. Maklakoff, ancien leader « constitutionniste-démocrate » de la Douma (parti K. D.) avait accepté l'ambassade parisienne sur les instances du Gouvernement provisoire. Mais le jour où il présenta ses lettres de créance, M. Barthou lui apprit que M. Kerensky venait d'être renversé par les extrémistes. La République française le considéra néanmoins comme un représentant officiel, bien qu'il ne fût pas accrédité en France et que les Bolcheviks eussent retiré dès 1921 toute qualité de citoyen à leurs compatriotes réfugiés à l'étranger. Il habitait l'hôtel de la rue de Grenelle et représentait les intérêts des Russes qui vivaient chez nous. En 1924, la commission de Monzie fut invitée à préparer l'établissement des relations franco-soviétiques et le ministère Herriot reconnut le nouveau Gouvernement russe quelque temps après son arrivée au pouvoir. M. Maklakoff dut quitter l'ambassade le 8 octobre 1924. La commission de Monzie, alors chargée de régulariser la situation des émigrés sur le plan juridique, proposa que l'ancien organisme diplomatique continuât de s'occuper de la question, du moins à titre d'expert et de garant, en ce qui concernait notamment les actes civils. Mais le cabinet Herriot refusa d'adopter cette solution et le président du Conseil signa le 18 mars 1925 une circulaire qui enjoignait aux anciens consuls russes en France de plier bagages. A la chute du cabinet Herriot, par une nouvelle circulaire qui annulait la précédente, le nouveau Gouvernement reconnaissait les *Offices de réfugiés russes*, composés du personnel des anciens consulats et dirigés par M. Maklakoff, qui restait en rapport avec le Gouvernement français et présidait en outre un *Comité des Émigrés* où sié-

geaient neuf membres, six appartenant à des groupements de droite et trois désignés par les formations de gauche, sorte d'organisation centrale destinée à « gérer » les offices. Enfin, en 1928, la France signait avec la Société des Nations une convention aux termes de laquelle M. Paon, haut commissaire à la Société des Nations, était chargé d'authentifier les papiers qui établissaient l'identité des réfugiés. Tel est le statut qui règle encore ce problème international. Il a soulevé quelques difficultés et créé parfois des malentendus sur lesquels le caractère de cet article nous interdit de nous étendre.

*
* *

Devons-nous nous représenter la fraction aristocratique de l'émigration russe en France comme la cour de Mittau où, il y a plus de cent ans, se tenait le comte de Provence, futur Louis XVIII, tandis que l'Usurpateur faisait trembler l'Europe? En un mot, existe-t-il chez les Russes de France un parti impérialiste qui, s'il ne lutte plus dans les steppes glacées de Sibérie contre le drapeau rouge, avec Denikine ou Koltchak, ou dans les marécages brûlants de Crimée, sous les ordres de Wrangel, aspire à rentrer triomphalement dans l'Empire derrière un prétendant au trône des Tsars? A mesure que les années s'écoulent, la question qu'on pouvait se poser sérieusement il y a quinze ans, relève de plus en plus du domaine de l'utopie. Il y a bien en France des représentants de la famille impériale qui honorent de leur présence fêtes de charité ou soirées de bienfaisance, mais on ne peut véritablement leur accorder aucune chance de revoir un jour en maîtres un territoire actuellement organisé, dont le nationalisme et la puissance ne sauraient être sous-estimés. On met en avant le nom de l'aîné de la famille impériale, un neveu de Nicolas II, fils du Grand Duc Vladimir, le Grand Duc Cyrille qui épousa Victoria Féodorovna, l'ex-femme du frère de l'Impératrice. Nièce de George V, sœur de la reine Marie de Bulgarie, protestante, Victoria Féodorovna se convertit au culte orthodoxe après la naissance de son fils. La religion luthérienne et le divorce auraient autrefois empêché ses enfants de prétendre au trône de Russie. Ceux-ci

demeurent toutefois les seuls héritiers de la famille impériale, les autres Grands Ducs ayant ouvertement pratiqué la mésalliance.

Mais le couple formé par le Grand Duc Cyrille et la Grande Duchesse Victoria Féodorovna n'est pas très populaire : on lui reproche de se tenir trop à l'écart de l'émigration, c'est-à-dire de son peuple, en habitant Saint-Briac. On trouve qu'il ne fait pas cet effort, classique pourtant, qui consiste à plaire à ses sujets. Il court enfin sur le Grand Duc une rumeur d'aventure qui nuit sans aucun doute à la dignité d'un prince. Il est, d'autre part, un des cinq survivants du croiseur *Petropavlovsk*, qui sauta pendant la guerre après avoir heurté une mine. Par ailleurs, on est loin d'approuver qu'il soit entré à la Douma, pendant l'agonie du Tsarisme, avec un ruban rouge à la boutonnière, dans la hâte de prêter serment de fidélité à la jeune république. Ces faits n'empêchent pas le parti monarchiste russe de faire du Grand Duc Cyrille le Tsar de toutes les Russies, en dépit de son éloignement pour le trône, ce qui fait dire aux âmes simples : « Nous voulons les mettre sur un piédestal, mais eux ne veulent pas. » On ne saurait nier pourtant que les Jeunes Russes, *Mladorossi*, dont le chef est un jeune aristocrate d'origine caucasienne pénétré des doctrines de Maurras et de Mussolini, M. Kasem-Beg, ne se tiennent à la tête d'un mouvement qu'appuie le Grand Duc Cyrille, considéré comme prétendant, et qui n'hésite pas à entendre de ses partisans qu'ils tendent la main à la jeunesse actuelle de l'U. R. S. S. par dessus le régime. Ces Jeunes Russes, qui ont la sympathie militante du Grand Duc Dimitri, cousin de Cyrille, sont assez connus à Paris depuis le jour où ils vinrent en groupe offrir leur sang pour rappeler à la vie le président Doumer.

Les dîners et réunions de ce groupe jeune et résolu furent et demeurent assez fréquents. On y est peut-être présenté à des dames d'une distinction un peu agaçante et dont l'éloignement qu'elles manifestent pour les choses sérieuses ou simplement raisonnables ferait croire qu'elles sont moins des Russes que des originales. Mais l'ardeur est incontestable. Au cours d'une manifestation des *Mladorossi*, qui aurait eu lieu à Paris dans la première quinzaine de juin 1935,

le Temps prêtait au Grand Duc Dimitri les paroles suivantes, au moment même où, par curieuse coïncidence, M. Benès rapportait de son voyage dans la République des Soviets des impressions excellentes :

De Paris jusqu'à l'Extrême-Orient, des pays baltiques jusqu'à l'Amérique du Sud nous sommes tous animés par le même esprit, par une pensée commune, par notre ardent amour pour la Russie.

Notre patriotisme ne doit pas être un patriotisme du passé, mais bien celui d'aujourd'hui et de demain, dirigé vers tout ce qui mène à la renaissance et à la grandeur de notre pays.

Ce patriotisme, c'est-à-dire l'amour de la patrie quel que soit son régime politique, n'implique pas l'attachement aux détenteurs du pouvoir. Malgré toute l'aversion que m'inspire le régime actuel, personne ne peut me défendre d'aimer la Russie comme telle.

Il m'arrive souvent d'entendre des propos incroyables. Je rencontre parfois des compatriotes qui espèrent que la puissance de l'armée russe est exagérée et qu'elle ne pourrait tenir tête à une invasion venant soit de l'est, soit de l'ouest.

Ces propos me sont incompréhensibles, car la débâcle de l'armée rouge loin de servir la renaissance de la nation, porterait un coup terrible à la Russie et à sa dignité nationale.

Le 16 juin 1935, le journal russe *la Renaissance*, organe de droite, écrivait que le fait d'appartenir à la famille impériale interdisait au Grand Duc Cyrille d'entrer dans un parti quel qu'il soit, et que s'il était naturel qu'il représentât officiellement la nation entière, il ne pouvait en aucun cas être au service des ambitions des *Jeunes Russes*. Cet entrefilet, auquel il ne fut répondu ni dans *le Temps*, ni dans la presse russe, montrait assez qu'un fossé se creusait de plus en plus entre les Jeunes, pour qui le bolchevisme internationaliste disparaît peu à peu du sol russe devant le jacobinisme de Staline, et qui mettent toute leur confiance dans une faillite du marxisme, jugée inévitable — et les Vieux, d'autre part, qui n'ont pas encore fini de rêver, soit à quelque défaite écrasante de l'Armée Rouge en Extrême-Orient, soit à une invasion allemande, qui préparerait le retour des ci-devant. Aussi sont-ils considérés comme des tièdes, des retardataires qui refusent encore jusqu'à l'idée d'un contrat quelconque avec la patrie socialiste et égalitaire qui les a exilés. Les jeunes, en revanche, admettent qu'il s'est passé quelque chose depuis seize ans et ne doutent pas de parvenir un jour à des arrangements, voire à des solutions ; les vieux vivent comme si le

monde n'avait pas bougé et se morfondent dans des cauchemars pleins d'aigles. Ces différences d'opinion, aujourd'hui vieilles de plus de deux ans, se sont encore accusées récemment, ainsi que nous le verrons plus loin.

Mais dès le début de l'émigration, alors que les tendances nouvelles n'avaient pas encore pris forme, les vieilles traditions politiques persistaient. Toutes les nuances de l'ancienne carte politique russe se retrouvaient dans l'exil, et toutes les coalitions anciennes se manifestaient, depuis les socialistes, préoccupés par la question de savoir s'il serait opportun de reconstituer la *Douma*, jusqu'aux anciens constitutionnels démocrates, les *Cadets*, parti modéré de gauche, et aux nationalistes du Centre. Seuls, les cadres de l'armée anti-marxiste, regroupée autour de plusieurs noyaux, de plusieurs popotes, composée, selon les divisions militaires, d'artilleurs, de cosaques et de fantassins, se sont dispersés peu à peu en seize ans de paralysie. Parfois aussi les exigences de la vie furent plus fortes que les souvenirs de caste. La disparition mystérieuse du général Koutiépoff au coin des rues Oudinot et Rousselet réduisit à néant, il faut bien le reconnaître, toute activité réelle des associations d'anciens combattants. Les amicales qui subsistent ne sont plus que des prétextes à de petites fêtes familiales où l'on se borne à faire un peu de politique. Mais l'esprit de parti va se loger jusque dans les fondations de bienfaisance d'où il semblait qu'il dût être exclu.

En divisant de façon très sommaire les émigrés russes en gens de gauche et de droite d'après les personnes qu'ils saluent, les endroits qu'ils fréquentent ou les apéritifs qu'ils boivent, selon cette mode stupide et génératrice de conflits qui tend à s'installer partout, on peut se risquer à écrire que les gens de gauche, toujours groupés autour de M. Milioukoff, constituent le groupe des lecteurs des *Dernières Nouvelles*, et que les gens de droite, conservateurs, réactionnaires et monarchistes, préfèrent prendre contact avec la réalité par l'intermédiaire de la *Renaissance*, quotidien également, ou de la feuille mensuelle l'*Appel de l'Empire*, dont les rédacteurs et les abonnés ont conservé une foi puissante dans les grandes idées qui servent de programme à leur mouvement, sans fournir toutefois, contrairement aux *Jeunes Russes*, de con-

ception précise quant à la forme future de l'état russe pour lequel ils ne revendiquent provisoirement comme bases que la tradition et l'honneur. Fondées en 1920, les *Dernières Nouvelles* ne furent au début qu'un journal d'information, mais la personnalité de M. Milioukoff, ancien professeur d'histoire à l'Université de Moscou, puis à l'Université de Sofia, trois fois emprisonné, homme d'esprit, excellent écrivain, directeur réaliste, et qui fut ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire, devait le transformer rapidement en un journal d'opinion très bien fait, une de ces feuilles de bon sens nécessaire à des émigrés si souvent victimes de leurs impressions. L'autre quotidien de la colonie, la *Renaissance*, lancé en 1925 par M. Strouvé, s'adresse à ceux qui ne vivent que de souvenirs et de sentiments. En 1935, lors de la réunion organisée à l'occasion du dixième anniversaire de sa fondation, on pouvait remarquer dans les bureaux du journal les délégués de l'entente internationale contre la troisième Internationale, ceux de quarante-cinq groupements dits de droite ou de sociétés d'entr'aide, ceux de plus de cinquante associations d'anciens combattants russes, enfin les représentants des amicales d'invalides de guerre et de cosaques. Toute la vieille Russie unie en esprit, en attendant que sonne pour elle l'heure de lutter contre l'ennemi qui souille le sol ancestral.

Il y a d'autres publications, *Courage*, *la Russie Illustrée*, *la Russie Nouvelle*, où écrit aujourd'hui M. Kerensky, mais celles-ci sont moins répandues et moins connues, même parmi les Russes. Il faut d'ailleurs se rendre compte de la difficulté qu'il y a pour l'ensemble de ces citoyens, qui n'ont pas leurs coudées franches et qui vivent depuis si longtemps séparés de la patrie réconfortante, à transformer leurs passions en action. Non seulement il convient de ne pas dresser contre soi les autorités et l'administration françaises, si courtelinesques encore dans leurs rapports avec les étrangers, mais il est nécessaire aujourd'hui de faire la part de l'indifférence et du scepticisme de certains Russes eux-mêmes. Un grand nombre d'entre eux se sont pliés aux goûts et traditions de leurs hôtes. Quelques-uns pensent et comptent en français et sont au courant de toutes les combines, de tous les secrets de la

Politique, de l'Arrivisme, de la Bourse et des Courses. Des dames russes à qui la fortune a souri ont ouvert des salons où fréquentent nos académiciens et nos médecins les plus frivoles ; d'autres ont traîné après elles tous les cœurs parisiens. Les Russes du cinéma usent les banquettes du Fouquet's et s'entendent mieux aujourd'hui avec Raimu, voire avec M. Jeanson, qu'avec d'anciens collègues de cercles militaires. Seules, les natures ardentes et rebelles, ces Russes déconcertants qui sont légers dans la profondeur et profonds dans la légèreté, les fils de Dostoiewski, dont la gallophobie est connue, ou de Gontcharov, ceux pour qui la vie se divise en maîtres et serviteurs, ceux qui « rêvent éveillés », ceux pour qui notre langue est demeurée du chinois, et qui tiennent le Français pour un homme souvent avare, impoli, dépravé et naïf, ceux-là sont encore tourmentés, au sens exact du terme, par les souvenirs de la terre natale, de sa poésie et de ses hivers, de ses cérémonies et de ses coutumes, des possibilités enfin qu'offrait aux nobles et aux riches cette immense patrie dont ils sentent les abords si résolument hostiles aujourd'hui.

Si, malgré des œuvres intelligemment dirigées, les bontés des parvenus et les largesses des philanthropes, l'émigration russe, qui n'a pas pu se porter au secours de tous ses membres, qui a ses taudis et ses drames, remorque une arrière-garde composée de désespérés, de mendiants et d'épaves, elle est aussi, comme l'ont fait remarquer tant de fois ceux qui écrivent sur les Russes, une des plus fécondes en talents divers et des plus riches en personnalités originales. Si l'on considère que les Russes de France forment un petit pays implanté dans un grand pour une durée indéterminée, on est frappé de la quantité d'artistes, écrivains, musiciens, inventeurs, décorateurs et danseurs qu'il présente proportionnellement au nombre de ses habitants.

C'est en exil, à Londres, que Chateaubriand sentit s'éveiller en lui sa vocation d'écrivain ; l'auteur du *Génie du Christianisme* a peut-être parmi les Russes de notre pays un tout jeune fils spirituel qui n'attend que l'occasion, l'instant de s'imposer à l'attention de l'Europe cultivée, après avoir succédé dans l'admiration des réfugiés, tous grands liseurs, à Bounine, prix Nobel de Littérature dont l'œuvre est entiè-

rement traduit en français, à Aldanov, auteur d'un curieux rapprochement entre 1789 et 1917, à Mérejkowski, dont la renommée est mondiale, à Remisov, à Kouprine, Berdiaeff, Boulgakoff, Zaïtzev, Balmont, madame Teffi et d'autres. Et pourquoi ne pas citer à la suite de ces grands, de ces maîtres ou de ces chefs de file, qui vivent tous chez nous, ceux des Russes qui sont plus connus par leur production française ou qui écrivent eux-mêmes directement en français, comme mesdames Némirovsky et Roubé-Janski, le regretté André Levinson, G. Alexinsky ou M. de Pourichkévitch, qu'il est inutile de présenter aux lecteurs de la *Revue de Paris*.

Mais à côté de ceux qui ont leurs éditeurs, combien de jeunes restent ignorés en raison des entraves de plus en plus nombreuses que nos temps troublés opposent à ceux qui cherchent à percer la zone d'indifférence !

Si elle peut avec fierté mettre en avant le nom de plusieurs grands écrivains, la colonie russe compte encore de nombreux professeurs, économistes, mathématiciens, philosophes, physiciens, chimistes et médecins éminents qui enseignent soit à la Sorbonne, soit à l'Institut Pasteur, soit dans des universités privées[1]. D'autres sont connus par leurs découvertes, comme l'ingénieur Makhonine, dont le rapport de M. Gamard, présenté à la Chambre des Députés en mars 1928, dit assez les mérites. Faut-il rappeler que c'est à un Russe des établissements Caudron qu'on doit en partie l'hydravion vainqueur dans la coupe Deutsch de la Meurthe et que M. Iourkévitch est l'inventeur du système de vitesse qui permit au paquebot *Normandie* de s'adjuger le fameux ruban bleu ? Ce ne sont pas là deux faits isolés et exceptionnels, mais des exemples que nous citons pour éviter la sécheresse d'une énumération qui pourrait être fort longue.

Dans l'art, les Russes se sont manifestés avec plus de bonheur encore. S'il suffit, selon Cocteau, de faire allusion aux Ballets Russes de Diaghilew pour évoquer comme par enchantement l'atmosphère d'avant-guerre, rien ne nous dit que le nom de Serge Lifar, vedette internationale, person-

1. MM. Mirkine-Guétsevitch, de l'Académie des Sciences Morales, le baron Noldé, Riabouchinsky, Margoulis, Metalnikoff, Képinov, Besriedko, Weinberg, Koulmann, Kartacheff.

nification moderne et partout acclamée de la danse, ne sera pas un jour celui qu'il faudra prononcer pour retrouver le charme violent et les signes sombres de l'après-guerre. Applaudissons ici au passage, puisque nous sommes à l'Opéra, la charmante et fine Spessivtzeva, étoile du Corps de Ballet, et les écoles de danse Kchestinski et Préobrajenski. Inscrivons également au chapitre de l'émotion esthétique l'admirable chœur Afonski de l'église de la rue Daru, qui a fait le tour du monde, et ces ensembles énormes, comme celui de Jaroff, aussi homogènes, aussi parfaits que des instruments, dont nous avons tous apprécié au concert les curieux effets de murmures et d'emportements.

Les conséquences de la crise et la multiplication des postes de T. S. F. dans les établissements publics ont amené les syndicats de musiciens français à se dresser, il y a peu de temps, contre les orchestres russes de balalaïkas et de guitares dont les membres, exécutants et chanteurs, créaient une ambiance persuasive dans les cafés où ils prodiguaient avec conviction ces vieux airs populaires russes que l'assistance finissait par reprendre en chœur. Quelques cabarets parisiens ont pu, en dépit des rigueurs syndicalistes, conserver ces musiciens si naturellement dynamiques, comme on dit aujourd'hui, et si précieux pour l'entretien sentimental des auditoires nocturnes, ce qui nous permet de mieux sentir encore, en partant de ces modestes artistes pour nous élever jusqu'aux grands compositeurs, Strawinsky, Prokofieff, Gretchaninov, Rachmaninov ou Markévitch, combien la musique reflète plus que toute autre expression le génie de cette race à la fois mystique et réaliste, si éloignée de l'esprit méditerranéen par l'enthousiasme inattendu de ses élans, sa brusque détresse et cette complaisance à confondre l'âme et les émotions qui est un des secrets du charme slave.

Si la musique est restée essentiellement autochtone, on ne saurait en dire autant de la peinture, car les artistes venus de Russie appartiennent tous à l'école de Paris. Des peintres tels que Chagall, Soutine, Gritchenko ou Alexéieff ne sont pas plus russes que Picasso n'est espagnol ou van Dongen hollandais. On ne peut nier, au fond de leur tempérament très particulier et personnel, la présence d'un génie de religion ou de

rêve, de déformation ou d'enfantillage, mais ils travaillent dans un climat si spécial, à côté de Japonais, d'Italiens et de Scandinaves, que leurs œuvres finissent par se ressentir des circonstances de ce voisinage et qu'on chercherait en vain entre eux certaines ressemblances ethniques. A l'écart du mouvement contemporain, Bilibine, Iakovleff, Benois et Stéletzki continuent la tradition, très raciste celle-là, des peintres d'icones, de ballets ou de légendes et des grands décorateurs d'églises auxquels on fait toujours une place de choix en raison de l'attachement des Slaves pour leur culte à la fois familier, intime et mystérieux.

*
* *

Ornées de fresques, de dorures et d'étoffes, accueillantes et profondes, soumises à des rites captivants, toutes sonores de chants vifs et passionnés, les églises russes de Paris et de France sont restées pour les réfugiés le plus pur symbole national et l'un des signes de l'ancien régime. Car les Russes n'assistent pas seulement aux cérémonies religieuses pour demander à Dieu de sauver leur patrie et « que tout soit bien », mais pour sourire à des visages fraternels, retrouver des amis et méditer en commun sur les souvenirs. Le dimanche matin, dans la cour de l'église de la rue Daru, transformée pour quelques instants en un *forum* discret, les émigrés se sentent véritablement chez eux et le manifestent en échangeant des anecdotes ou des lettres, formant bloc, unis dans la même nostalgie amicale et bruyante dont les chuchotements et les éclats se continuent longtemps encore à l'intérieur des deux fameuses boutiques qui font face à la basilique : un restaurant connu dont le propriétaire a depuis quinze ans le verre de thé traditionnel sur son comptoir et une pâtisserie couverte d'annonces, offres et demandes d'emploi, occasions, locations et confidences, qui constituent sous cette forme elliptique le roman de la colonie. Des hommes s'abordent, lisent ensemble, font l'aumône à de plus pauvres, interpellent en russe un compatriote qui chemine sur l'autre trottoir et s'évertuent à créer une atmosphère évocatrice où chacun trouve son compte

de bonheur. Miséreux, chauffeurs, prêtres, librairie, bondieuserie, parvenus et infortunés, tout est bientôt russe en ce coin, et les réfugiés s'y complaisent.

Malheureusement l'Église russe de l'étranger a été récemment déchirée par un conflit d'essence supérieure qui mit aux prises le métropolite Euloge et le métropolite Antoine. Lorsque le premier reçut de Moscou l'ordre de se mettre à la tête de l'*église orthodoxe occidentale*, le métropolite Antoine et ses partisans refusèrent de reconnaître les instructions soviétiques et reprochèrent vivement au métropolite Euloge d'entretenir des rapports avec un culte qui n'est plus libre en Russie depuis la mise en pratique des doctrines de Marx. Le schisme était fatal. Le métropolite Euloge demeura rue Daru ; le métropolite Antoine se retira rue d'Odessa. C'est le premier qui compte aujourd'hui le plus grand nombre de fidèles, mais les familles grand-ducales et toute la noblesse assistent de préférence aux services et cérémonies de la rue d'Odessa. Un grand effort a été fait pour raccommoder les deux camps ; des listes de signatures circulèrent entre les Russes, très atteints par ces disputes, et qui cherchèrent longtemps à provoquer et la réconciliation des prélats et le rapprochement des dogmes. A la suite d'une rencontre fort touchante qui eut lieu en 1934, les deux métropolites firent la paix après avoir échangé cordialement leurs manières de voir. Il y eut bénédiction de part et d'autre. L'archevêque Antoine vient de mourir, mais l'église de la rue d'Odessa continue de ne reconnaître comme supérieur que le métropolite placé sous la protection du Patriarche de Yougoslavie, tandis que celle de la rue Daru s'est soumise au Patriarche de Constantinople.

Beaucoup d'émigrés ne sont pas au courant de ces oppositions et se contentent de prier Dieu, soit dans une des trente églises grecques de Paris, soit dans une de ces chapelles hâtives et ravissantes qu'ils installent eux-mêmes dans quelque chambre, soit dans le curieux temple de la rue Petit qui relève du clergé resté en Russie soviétique.

L'autorité du métropolite Euloge n'a pas été discutée par l'Académie religieuse de la rue de Crimée, qui continue de former comme par le passé les futurs prêtres de l'église

orthodoxe et les professeurs de théologie. En dix ans, cent étudiants ont suivi son enseignement. Depuis que les écoles et instituts religieux ont été fermés en U. R. S. S., l'Académie orthodoxe de la rue de Crimée est la seule qui subsiste dans le monde grâce aux donations de la colonie, aux recettes produites par les concerts donnés à son bénéfice, grâce aussi à l'aide importante que lui apporte l'Église Anglicane, ceci sans doute en raison des similitudes qui existent entre le dogme russe et l'anglicanisme. Chaque année, étudiants, professeurs et prêtres de l'Église anglicane font une visite à l'institut de la rue de Crimée, qui délègue à son tour ses membres en Angleterre où ils prennent régulièrement part au *mouvement chrétien des étudiants russes*. Ce mouvement, qui se propose d'entreprendre une lutte sévère contre le matérialisme contemporain, qui a son journal, le *Messager du mouvement chrétien des étudiants russes*, existe dans tous les pays où l'émigration russe compte des partisans assez nombreux. L'action suivie, mais discrète, de ces serviteurs de Dieu, ne les expose pas, comme ceux qui se sont groupés sous le drapeau militaire dans le dessein de rester unis et de perpétuer les traditions de l'armée blanche, à de mystérieux attentats. L'armée est ainsi après l'Église le second refuge où les Russes peuvent retrouver des prolongements du temps passé.

L'*Union générale des associations d'anciens combattants russes en France* a eu pour premier président le général Wrangel, qui mourut en Belgique. Le général Wrangel fut remplacé à la tête de cette fédération par le général Koutiépoff, enlevé dans les circonstances que l'on sait. L'actuel président est le général Miller. L'activité politique de ce groupement et de ses filiales (*union Gallipoli*, fondée par les anciens combattants de l'armée blanche en Turquie, et *Association des invalides de guerre*) paraît bien ralentie : l'entr'aide est la seule flamme qui anime ce foyer où se réunissent des vieillards vaincus, et mille fois plus malheureux sur notre sol que les grenadiers de Napoléon ne l'étaient à Waterloo. Ces Russes ont passé six ans de leur vie à faire la guerre : en Allemagne, en Pologne, en Russie, et n'y ont rien gagné, pas même la gloire. Aujourd'hui les cheveux blancs sont

venus, et l'oubli, et l'indifférence ; les petits emplois de ces grognards ne suffisent pas toujours à leur assurer le pain quotidien. Mais en dépit de l'adversité, au terme de cette imprévisible et sombre courbe où le sort les a abandonnés, ces hommes qui ont tout sacrifié à un idéal, à des principes qu'ils croyaient avec foi devoir défendre jusqu'au bout, ne sont devenus ni des mécréants, ni des dépravés. Ils mourront en soldats, et peut-être l'espoir au cœur. Rien n'est plus émouvant ni plus grandiose que leurs réunions traditionnelles : quelques heures à peine, pendant lesquelles il est fait abstraction de tous les événements qui se sont produits depuis les temps héroïques, de toutes les différences sociales. Avec un ensemble qui fait une forte et douloureuse impression, généraux, officiers et soldats, debout, raides, enflammés soudain, chantent les hymnes militaires et revivent un passé défunt où vibrent des salves et des galops. On songe involontairement à cette légende allemande de la revue de Sedlitz qu'immortalisa Raffet : ce sont vraiment des ombres qui causent, boivent et chantent, parfois dans des uniformes magnifiques et rapiécés qui ont connu les neiges arrosées de sang et les assauts inutiles... car le temps des Romanov est aussi révolu que celui des Rois Fainéants.

*
* *

Il y aurait un livre à écrire, plusieurs contes cruels, un feuilleton à la Jules Mary et quelques vaudevilles autour de cette fameuse carte d'identité qu'il faut demander, retirer, renouveler ou échanger à date fixe, si l'on ne veut pas s'attirer les foudres de l'administration française ou friser l'expulsion pure et simple. Comédie tragique aux mille péripéties, qui engendre des brouilles, des sueurs froides, des rivalités, des mécontentements, des anecdotes, et sur laquelle les Russes sont intarissables. C'est un sujet qui nous entraînerait maintenant hors de notre domaine, mais nous nous attirerions certainement trop de reproches de la part des réfugiés si nous omettions de dire quelques mots du drame de la carte de ceux qui se sont trouvés sans moyens à un

moment où l'on annonçait le tarissement des sources de bienfaisance, et à qui l'on refuse encore cette pièce d'identité pour peu qu'ils soient à la fois sans travail et dans l'impossibilité d'en trouver !

Il y a deux ans, la fièvre d'expulsion était à son comble ; l'application des mesures restrictives contre la main-d'œuvre étrangère eut dans l'émigration russe de très regrettables conséquences et mit une fois de plus l'accent sur la situation anormale dans laquelle se trouvent les étrangers sans patrie. Du jour où le renouvellement de la *carte de travailleur industriel* fut interdit, des quantités de Russes se réveillèrent un beau matin en état d'irrégularité. Arrêtés, ils étaient expulsés en application du décret du 6 février 1935 réglementant la délivrance des cartes à la suite de la fameuse loi sur le contingentement. Mais le ministre de l'Intérieur, qui mettait les préfets en demeure de prendre des mesures radicales contre les étrangers, oubliait qu'il n'existe aucun *no man's land* en Europe susceptible d'accueillir les *sans patrie*, dont le cas troublait la conscience des juges. Que fallait-il faire de ces *hommes de nulle part* ? On les incarcérait pour six mois, la loi interdisant de garder plus de six mois en prison les délinquants de cette sorte. Relâchés au bout de cette période, les réfugiés russes, qui n'étaient pas plus en règle qu'avant, étaient de nouveau arrêtés et recondamnés à six mois. M. Maklakoff cite le cas d'un malheureux qui est ainsi en prison depuis dix ans.

Des esprits sensés et de hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay firent observer aux pouvoirs publics qu'à l'époque où nous avions besoin de main-d'œuvre, la France avait installé des bureaux de recrutement en Pologne et en Yougoslavie pour attirer les Russes émigrés dans nos chantiers par le moyen de contrats collectifs. Et les Russes arrivèrent en masse — parce que c'était la France. Survient le chômage : on expulse sans vergogne les anciennes recrues, et on les enferme quand elles sont dans l'impossibilité de quitter ce sol qui ne fut hospitalier que dans son intérêt ! M. Maklakoff, qui est véritablement le grand patron des réfugiés russes, au sens le plus respectueux et les plus affectueux du terme, poussa un cri d'alarme. « Le dilemme se pose dans toute sa tragique sim-

plicité, écrivait-il. Ou bien il faut reconnaître qu'on ne peut ni éloigner ni exterminer les *sans patrie*, et alors il devient nécessaire de leur permettre de travailler, veillant à ce qu'ils ne gênent pas les Français, mais renonçant à leur appliquer les mesures rigides faites pour les autres étrangers. Ou bien il faut choisir une des formes de la manière forte, car tout est possible sur cette terre inhumaine, et en finir avec eux. La pratique actuelle est aussi cruelle vis-à-vis des *sans patrie* qu'inopérante pour l'État. »

Réunie à quelque temps de là sous la présidence de M. Herriot, une commission chargée de s'occuper de ce problème présentait un projet dans lequel la peine encourue par les étrangers indésirables et sans cartes, passait de six mois à cinq ans de prison ! Ému par cette nouvelle, M. Marius Moutet, grand ami des Russes, qui l'admirent et l'adorent à l'égal d'un Saint pour la passion qu'il a mise à s'occuper d'eux, brandit un contre-projet : il ne fut pas donné suite aux conclusions de la commission Herriot ! Ce qui n'était pas un maigre résultat. Mais M. Moutet ne tardait pas à revenir à la charge. Le 27 juin 1935, il présentait à M. Frossard, ministre du Travail, une délégation d'émigrés conduite par MM. Maklakoff et Rubinstein. M. Frossard assura ses visiteurs que le statut des réfugiés russes en France allait être remis à l'étude et que le cas des expulsés, qui ne peuvent quitter la France pour une patrie inexistante, serait désormais pris en considération.

A la suite de ces événements, qui tinrent pendant plusieurs semaines la colonie russe en haleine, dix-huit mille signatures furent apposées sur une *liste de reconnaissance* adressée à M. Moutet. Liste qui eut l'honneur d'être solennellement exposée dans les bureaux des *Dernières Nouvelles* et à l'église de la rue Daru, ce Panthéon des exilés, avant d'être présentée en grande pompe à M. Moutet au cours d'un banquet organisé en son honneur à l'hôtel Lutetia. Ce dîner enthousiaste fut suivi de chants et de discours. M. Moutet rappela à l'assistance, au milieu d'une indescriptible émotion, que sa défunte femme était russe et qu'elle lui avait appris à aimer le peuple russe ! A l'issue de la cérémonie, M. Moutet, qui devait partir en voyage le jour même, monta dans un taxi qui était venu se

ranger spontanément devant l'hôtel du boulevard Raspail. Arrivé à la gare de Lyon, le ministre chercha quelques pièces dans la poche de son gilet pour régler la course. Alors le chauffeur lui adressa la parole :

— Je suis Russe, monsieur Moutet, et vous voulez que je vous prenne de l'argent !

*
* *

Dociles et paisibles depuis de longues années, les partis politiques russes, *Union de l'Empire*, *Mladorossi*, *Union nationale des Jeunes Émigrés*, *républicains démocrates*, *anciens socialistes révolutionnaires ou menchéviks*, jusqu'au club *Pro-Revolutzioni*, sorte de *club du Faubourg* spiritualiste, toutes les coteries et les salons manifestent aujourd'hui une agitation qui croîtra ou diminuera selon les événements. La signature du pacte franco-soviétique, si dure à avaler par l'ensemble de la colonie, l'installation des troupes allemandes dans la région démilitarisée du Rhin, la politique d'expansion japonaise en Extrême-Orient, la visite du Général Gamelin en Pologne, le retour au service de deux ans en Allemagne, ce même malaise qu'il y a vingt-deux ans, l'eau de la Paix ridée, tout cela leur fait présager que des menaces de guerre rodent en Europe, autour du territoire soviétique en particulier, de cette frontière si mystérieuse pour eux au delà de laquelle, quand on regarde la plaine russe de Pologne ou de Lithuanie, on n'aperçoit pas âme qui vive, car les villages sont abandonnés, et les premiers habitants ne se manifestent qu'à quarante kilomètres du pointillé idéal...

Les émigrés pensent qu'ils peuvent être obligés par la rapidité même et la force des choses à une détermination précise du jour au lendemain. En ce cas, ne conviendrait-il pas de s'unir entre Russes, quel que soit le parti auquel on appartienne, et d'adopter une attitude commune, une attitude russe devant le danger ? « Si tous les émigrés, écrivait récemment dans *le Temps* M. André Pierre, sont d'accord pour reconnaître que les menaces de guerre contre la Russie sont sérieuses, ils sont tout à fait en désaccord sur les consé-

quences à tirer de ce fait. Les uns se réjouissent et appellent la guerre de tous leurs vœux : ce sont les « défaitistes », les tenants de l'ancien régime qui n'ont accepté ni la révolution démocratique de mars 1917 ni encore bien moins la révolution de Lénine. Défaitistes, admirateurs du fascisme et de l'hitlérisme, partisans d'une « dictature blanche », ils ne peuvent pardonner à la France d'avoir signé un pacte d'assistance mutuelle avec l'U. R. S. S. »

S'ils n'ont pas été sollicités directement encore par de discrets ambassadeurs, les Russes de cette nuance savent que le gouvernement du troisième Reich, par l'intermédiaire et avec le concours du général Biskupski, résidant en Allemagne, vient de lancer un appel aux émigrés interventionnistes, à tous les *blancs* du monde, aux Russes disposés à se rallier à l'Allemagne actuelle et par conséquent à servir ses desseins. Ces partisans de la croisade ont néanmoins des ennemis, dont le plus grand nombre se trouvent en France, parmi leurs propres compatriotes, à commencer par les *Mladorossi* qui, eux, veulent trouver à tout prix des points de rapprochement avec les Soviets. S'ils nomment le Grand Duc Cyrille leur Altesse impériale, ils ne se privent pas de chanter *les Forgerons*, hymne bolchevik ; et quand le Grand Duc Dimitri leur parle, c'est pour faire entendre des paroles généreuses : « Nous avons tous beaucoup souffert, disait-il dans la maison de ces jeunes gens. J'ai le droit de dire que les bolcheviks ont tué notre empereur, mon père, mon cousin, et seize de mes proches parents. Mais nous n'avons pas de sentiment de vengeance. Nous retournerons en Russie avec l'âme ouverte. Le cœur russe comprendra tout, pardonnera tout... »

Il y a d'autres manières de voir chez les réfugiés qui, tous, sont patriotes *a priori*, et qui ne songent qu'à se porter au secours de la patrie menacée, de ces villes et de ces steppes, de ces bulbes et de ces bouleaux qui ne sont pas des idées, mais des choses russes. Pourtant les formes mêmes de ce patriotisme divisent les Russes entre eux : le général Denikine voudrait par exemple que le premier soin de l'Armée Rouge, armée de Russes, fût d'abattre le pouvoir soviétique, à quoi on est bien obligé de répondre comme l'ont fait les *Dernières*

Nouvelles par la plume de M. Milioukoff, qu'une armée qui tourne le dos à la frontière prépare l'invasion ! Quant à l'homme qui exécuta le Tsarisme, à M. Kerensky, dont la voix formidable ébranle parfois la maison où il s'est retiré, il est tout disposé à envisager la défense farouche de son pays d'origine, quel que soit l'agresseur, mais il pense, et il l'a déclaré à la presse « qu'une des tendances les plus caractéristiques de la Russie Soviétique étant le glissement vers la démocratie, Staline lui-même est obligé d'employer aujourd'hui une phraséologie démocratique. Et ce n'est pas de son propre mouvement qu'il le fait, mais parce qu'il existe dans la population un courant profond contre la tyrannie. » C'est pourquoi l'ancien chef du gouvernement provisoire exhorte Staline à supprimer la dictature, à aller au devant des désirs du peuple, auquel il faudrait accorder sans attendre des libertés démocratiques pour « pouvoir compter sur lui en cas de guerre ».

Il reste une dernière tendance, celle du *mouvement de défense nationale russe*, dont le chef est M. Lebedev, ancien ministre de la Marine dans le cabinet Kerensky, et qui a combattu à la fois contre le drapeau rouge et contre Koltchak. Plus catégorique que son président de 1917 et que le général Denikine, plus net dans ses déclarations que les *Mladrossi*, M. Lebedev ne cache pas que la Russie demeure et demeurera la patrie des émigrés quel que soit son gouvernement. Il a déclaré à M. Reber, d'*Excelsior* : « Qui porte les armes contre notre Patrie les porte contre nous. » Et cette formule *Avec le Peuple russe contre ses ennemis sans aucune réserve*, fait en ce moment une profonde impression sur les émigrés.

« Peu de pays, me confiait il y a quelques jours encore un membre éminent de la colonie russe, peu de pays sauraient mieux comprendre que le vôtre l'effervescence qui gagne actuellement toutes nos organisations. Il y a en elle des poussées d'espoir. Et c'est pourquoi il était en quelque sorte de votre devoir de donner asile à ceux qu'une éruption brutale, inévitable, soudaine, logique peut-être, qui sait ? a chassé de leurs foyers et de leur climat. De cela, nous vous serons éternellement reconnaissants. Quand la Russie annexa la Pologne, c'est chez vous que se réfugièrent et se regroupèrent les Polonais. Faut-il penser qu'un *risorgimento* permettra

un jour à la Jeunesse Russe qui se forme au bord de la Seine, qui admire tous les jours le Louvre des Valois, la Bastille, vos vieux hôtels, les Archives, le *Triomphe de la République* de la place de la Nation, qui profite, qu'elle le veuille ou non, de vos expériences, de vos erreurs et de vos succès, faut-il penser qu'elle rapportera un jour dans son pays transformé tout ce que la civilisation française et l'esprit parisien lui auront inculqué de sagesse, d'héroïsme, de patience et de passion démocratique? »

ANDRÉ BEUCLER

PAYSAGES
ET ÂME DU PORTUGAL

I

Dans l'avenue d'eucalyptus, au bord du Douro, des coups de sifflet d'une autorité stridente battent une cadence vive. Une équipe de vendangeurs apparaissent, en file indienne, au pas rythmé, les épaules courbées sous la hotte de soixante kilos de raisin. Une large courroie leur ceint le front et retient au niveau de leurs épaules un rouleau de liège et de paille de maïs sur lequel pose le fond de la hotte : ainsi le front porte la charge autant que le dos... Ils franchissent la tache de soleil de la cour entre les murs blancs qui illuminent leurs faces en sueur, creuses de fatigue, mal rasées, recuites par l'éclatant soleil des étés portugais. Leurs vêtements sont délabrés, comme il sied pour le salissant travail de la vendange. Et ils s'engouffrent, avec une clameur rauque, dans l'ombre froide des *lagares*, des celliers d'où monte un bruit confus de tam-tam.

Dans le clair matin, j'ai suivi le chemin d'où descendaient les vendangeurs. Le long des petits murs de soutènement des terrasses, il grimpait en lacets dans les vignes, au-dessus du Douro, presque à sec, bouillonnant sur les seuils de schiste plantés en travers de son lit et corrodés par l'usure millénaire ; ou étalé, au contraire, brusquement paresseux, entre les bancs de sable blond.

La vigne habillait toutes les pentes abruptes, taillées en escalier avec une incroyable patience. Je voyais au fond de la

vallée, sur l'autre rive, une *quinta*, une propriété d'où montaient de sourdes acclamations : sans doute venait-on de distribuer aux hommes des cigarettes ou une caisse de sardines fraîches.

Des chansons coulèrent par-dessus la crête et rebondirent de terrasse en terrasse, de vigne en vigne. Très haut et perdues dans le contre-jour du levant, les vendangeuses ne formaient que d'imperceptibles taches claires parmi la verdure où elles disparaissaient jusqu'aux épaules. Mais les vibrations claires de leurs voix se propageaient dans l'air immobile et la vallée avait un tintement d'argent et de jeunesse.

Elles m'avaient aperçu depuis longtemps, et ne s'en souciaient : cet étranger savait leur langue et leur adressait toujours les paroles de cordiale banalité que les paysans aiment dans tous les pays du monde. Elles émergeaient comme font les Filles du Rhin à l'Opéra : mais entre des rideaux de vignes et non des calicots azurés. Leurs voix d'alouettes, faites pour la montagne et le matin, chantaient des chansons d'amour, des complaintes sur un rythme syncopé, ou des chants alternés dont elles se renvoyaient au loin les couplets sardoniques, gaillards et tendres qui les faisaient rire.

Sous le pied, le sol était sec et luisant ; schiste en blocs, en lames, en feuilles, en poudre, à travers lequel l'eau passe comme dans une écumoire ; sol qui fait le *Paiz do Vinho*, le pays du vin de Porto, le long du profond sillon du Douro, depuis Barqueiros, à cent kilomètres en amont de Porto, jusqu'à la frontière espagnole. Une coulée entaillée en plein dans ce schiste, entre les massifs granitiques du nord et du sud, qui appellent et arrêtent les pluies. Vallée sèche, où le soleil se réverbère puissamment sur le terrain poudreux, et qui se transforme durant l'été en une des régions torrides du Portugal, avec des ascensions quotidiennes du thermomètre à quarante degrés, et d'étouffantes nuits sans air.

Forcées dans ces creusets, dans ces alambics, les vignes produisent peu, mais distillent des saveurs plus intenses, concentrent le sucre dans des grappes qui ont plus d'alcool en puissance, plus de flamme et de corps que les raisins mûris sur les pentes granitiques humides et fraîches des massifs voisins.

Dans ces vallées chaudes, peu peuplées et généralement endormies, du Douro, du Corgo, du Torto, de tous les petits affluents, l'approche des vendanges suscite à la fin de septembre une animation fiévreuse. En train ou en auto, les propriétaires des *quintas*, qui n'avaient pas osé affronter la canicule, viennent s'installer dans le pays du vin. Des tonneaux vides s'alignent par centaines dans les gares de Tua, de Pinhâo ou de l'inculte et sordide Regoa, centre lépreux d'un commerce énorme. Le long des routes, des paires de bœufs couleur de pain trop cuit, la nuque prise sous un chignon de cuir rembourré, et le front protégé par un bandeau de laine écarlate à boutons de nacre, tirent des haquets rouges chargés d'une pipe de cinq cent cinquante litres. Dans la montagne, les recruteurs, les *rogadores*, assemblent les volontaires pour la vendange, partie de plaisir annuelle où l'on se rend en groupes joyeux, chantant le long des routes poussiéreuses, au son des accordéons et des harmonicas.

De ces mêmes équipes, maintenant, les femmes cueillent les lourdes grappes poisseuses, et les hommes dévalent à fond de train le long des sentiers pierreux, entre les cordons de vignes, vers les celliers obscurs.

Ces hommes, encore, foulent le raisin, non seulement durant les heures vives du jour, mais jusqu'à minuit, une heure du matin ; quand sont pleines les énormes cuves de granit qui contiennent des dizaines de tonnes de raisin, on fait entrer dans la masse pulpeuse et froide des équipes de trente ou quarante hommes, troussés jusqu'aux hanches. Ils se rincent les jambes avant de monter dans la cuve, où bientôt ils seront chaussés jusqu'à mi-cuisse des bas pourpres que leur forme le jus. Par groupes, en lignes étroitement serrées, ils avancent à pas lents, avec une sorte de puissance irrésistible, chantant de vieux refrains râpés par l'âge. Ils ont d'extraordinaires tenues où se mélangent les étoffes banales de la ville et les lainages rouges quadrillés de noir que l'on tisse traditionnellement dans la montagne. Ajoutez des chapeaux de feutre ou de paille cabossés au delà de toute expression ; rappelez-vous les barbes pas faites et les vêtements rapiécés, éclairez par quelques rares ampoules électriques suspendues à la charpente noircie, donnez pour musique de fond le battement rythmé

d'un tambour ou le nasillement des harmonicas et la plainte grêle des guitares, et vous aurez l'image confuse, sombre, l'estampe à la Callot qui figure le premier stade de la fabrication du vin de porto.

De ce vin généreux que les paysans portugais ne boivent jamais, parce qu'il est trop cher pour eux, même là-bas. La plupart d'entre eux, d'ailleurs, ne l'aimeraient pas. Mais ils n'ont pas l'occasion de le goûter, tandis qu'ils se gorgent de raisin pendant toute la vendange, et du matin au soir.

Le jus jailli des grains éclatés sous leurs pieds, le moût qui a fermenté dans les cuves, sera soutiré, additionné d'eau-de-vie pour atteindre les dix-huit degrés réglementaires, et aussi pour arrêter la fermentation au moment voulu : plus tôt elle est interrompue, plus doux est le vin.

Celui-ci ne sera bu que quelques années, ou mieux quelques décades plus tard, quand, dépouillé par l'âge, il aura pris la couleur dorée des authentiques portos.

Au bout des quinze jours, des trois semaines de vendange, hommes et femmes, lestés de leur petit pécule, et toujours chantant, repartiront vers leur village de la montagne où, selon le propos d'une paysanne, ils ont tout ce qu'il leur faut, sauf de l'argent.

Car c'est là un des traits caractéristiques du Portugal, qu'il ne faut jamais oublier en l'étudiant, et qui domine son économie et aussi bien sa politique : le pays est pauvre, l'argent est rare et circule mal. Les salaires sont faibles. Le travail forcené des vendangeurs, du lever du soleil jusqu'à minuit, est rétribué d'une douzaine d'écus[1] : c'est une haute paye, exceptionnelle.

Pour supporter sa pauvreté, le paysan est aidé par un climat béni, par les ressources de son potager, et surtout par sa frugalité et son endurance d'homme nourri de soleil.

1. L'escudo, stabilisé par M. Salazar par rapport à la livre, vaut environ un centième de sterling, ou un franc (janvier 1937).

II

Paysages portugais.

Au nord comme au sud du Douro, des croupes granitiques où courent des eaux vives, où verdoient, denses, humides et frais, des bois de châtaigniers ; les treilles sont portées par des échalas de granit ; la terre est brune et grasse et les légumes poussent comme mauvaise herbe dans les jardins paysans ; le climat est doux, baigné des pluies de l'Atlantique. Les plis du terrain et les caprices de la végétation coupent le paysage en tous sens, lui donnent un aspect clos, intime, familier. Puis, dès qu'on se dégage du fond encaissé des vallées, la vue s'échappe à l'infini sur des successions de collines ou de montagnes aiguës et bleues. Pays du Minho, jardin du Portugal où fleurissent encore comme d'éclatantes corolles les robes de fête des paysannes, brodées et surbrodées de laines multicolores, en fleurs et en arabesques d'une richesse éclatante. C'est la race la plus belle, la plus saine, et aussi la plus aisée du Portugal.

Descendez vers le sud, par les campagnes plus sèches, plantées de pins et d'eucalyptus : vous trouverez moins de bien-être sans doute, mais un aspect plus riant des villages, avec leurs petites églises couleur de vieil ivoire, au portail ceint de volutes et de festons de pierre blanche, au fronton percé pour le dandinement sonore des cloches. C'est le pays de Coimbra, des maisons blanches à toit rouge, des *quintas*, des villas peintes en vieux-rose, en vert-jade, dorées comme des croûtes de pain, tendres comme de la peau de chamois. Le soleil un peu voilé du Minho se fait plus chaleureux ; la terre est plus sèche, sans âpreté ; la lumière caresse les vieux *azulejos*, les revêtements de faïence à grands dessins de camaïeu bleu ou à ornements bariolés de jaune et de violet dans la meilleure inspiration rococo. Chaque localité a des pierres qu'elle vénère, des maisons blasonnées, des architectures emphatiques issues du temps des conquêtes ou du faste *Dom Joâo Quinto* (équivalent au Régence français). Au loin, une brume couleur d'iris noie le paysage ; mais les premiers

plans, où les bœufs isabelle labourent le sol rougeâtre, mais les noyers, les chênes, les touffes de pins et les figuiers désordonnés aux feuilles vernies, ont une réalité concrète.

Le ciel très bleu est presque toujours chargé de gros nuages blancs, ballonnés comme des chérubins ; peut-être, au fait, ces nuages seront-ils trop paresseux pour aller jusqu'au fond des provinces, vers la frontière espagnole ; et là, la terre est âpre, rocailleuse, bonne surtout à nourrir la vigne pour faire des vins de table terriblement forts ; là, les maisons sont de pierres sèches, et l'on a pas souvent les moyens de les enduire du crépi blanc, rose, bleu, chamois, vert-Nil, qui est le premier luxe du paysan portugais.

Descendons encore vers le sud ; soit vers les hauteurs légendaires et dénudées de Torres Vedras, soit vers l'Alemtejo, vers les rives du Tage. Le Maure est passé ici ; il y a même séjourné durant des siècles ; et les arbres ont été anéantis, la sécheresse s'est installée ; les collines sont des garrigues : mais la plaine du Tage est une immense prairie à chevaux et à bestiaux, que conduisent les centaures portugais armés de longues piques, aussi pittoresques et moins connus que les cow-boys du Texas ou les guardians de Camargue.

Laissons Lisbonne, et passons le Tage ; au delà des plaines nues et démesurées, c'est de nouveau le relief accentué du sol : l'Algarve : Al Gharb, la montagne. L'autre Algarve, c'est le Maroc. Mais il semble que l'Afrique ait commencé dans ces territoires à la population rare, semés d'arbustes épineux ; sur les monts chauves tournent des moulins à vent, et le long de la côte méridionale, face au Continent Noir, les maisons cubiques et blanches ont gardé les contours de cet Islam, parti depuis six cents ans, devant la mer violette et parmi les palmiers.

Images multiples, fond de décor, visage changeant du Portugal, campagne fortunée et pauvre, riche de soleil ou brûlée par lui, mûre et de saveur suave ou bien rude, pacifique et vieillotte, indolente et trompeuse, accueillante aux visiteurs, dure aux paysans, faite de charme et d'âpreté, fuyante, et si insaisissable qu'au moment d'en fixer les traits et les tons, on sent qu'elle vous échappe. Il vous est venu des mots de douceur en pensant aux aspects riants du Minho ou de la Beira,

aux jardins exubérants de Coimbra ou de Cintra, à la courbe du rivage à Cascais, devant le Tage : par contraste, vous évoquerez alors les rugueuses déclivités de la Beira Alta, les sites desséchés du centre, l'uniformité poussiéreuse des environs d'Evora. Mais vous saurez que vous serez injuste pour le charme profond, chaleureux et rustique du pays, si vous évoquiez ses rudesses.

Dès l'abord, j'avais trouvé à la campagne portugaise un air de lénifiante facilité ; il y avait des fleurs et des fruits partout et il semblait que la contrée fût un jardin de plaisance : c'est une des fallacieuses séductions du pays. La couleur du ciel et de la lumière mettent un fard sur son visage ; mais ce visage est un peu pâle et un peu creux. Le Portugal est pauvre et ne se nourrit pas toujours à sa faim. Car il a de jolis petits potagers fertiles et de vastes zones à jamais incultes.

III

Deux grandes villes seulement et, comme il sied, se jalousant et feignant de se mépriser : tant que leurs habitants se sont mutuellement surnommés mangeurs de tripes et mangeurs de laitues.

Porto, accrochée sur les pentes escarpées qui bordent le Douro près de son embouchure, avec de vieux quartiers aux rues si étroites que le jour n'y pénètre pas, et des maisons empilées vertigineusement, et des rues si raides que seuls les bœufs, avant la venue des camions, pouvaient hisser les charges. Et puis, sur les hauteurs, des avenues larges, des villas, un air d'aisance, des jardins, des échappées sur une campagne ravissante, vallonnée et boisée. Pour commerce, à Porto même, surtout le vin, qui doit légalement passer par les entrepôts de la cité dont il porte le nom. Mais le fleuve est si peu profond et d'accès si dangereux, qu'il a fallu construire à Leixoês, directement sur le rivage atlantique et à quelques kilomètres du centre de la ville, un port destiné aux navires de haute-mer.

Les *Portuenses* accusent les *Lisbonenses* de paresse et de

négligence. Ils en parlent comme parfois, en France, les gens du Nord parlent de ceux du Midi. Et qui ne serait indulgent aux paresses de Lisbonne? A Porto, le climat est tiède, soit, mais humide, et le temps souvent bouché par des brumes tenaces qui traînent sur le Douro durant la matinée entière. A Lisbonne, le ciel reste clair et la lumière a une douceur de rêve sur les maisons aux tonalités roses. Tout ce long rivage du Tage, depuis la capitale jusqu'à l'Océan, avec cette orientation en plein midi, baigne dans le soleil. Au delà de Belem et de sa légendaire tour carrée posée en sentinelle au bord du fleuve, les plages se succèdent au bord des eaux frémissantes qui viennent battre les digues ou rouler sur le sable. Plantée sur sept collines, et fière de cette similitude avec Rome, coupée de jardins où fleurissent des roses et s'épanouissent des palmiers splendides, Lisbonne concentre une activité vibrante autour de son *Rocio*, éternellement fiévreux. L'air y a une sonorité où s'exaspèrent les voix des klaxons, jour et nuit. La foule masculine stagne sur les trottoirs de la place et rendrait la circulation impossible vers six heures du soir, sans les services d'ordre rigoureux; seules les femmes médiocres circulent par les rues; les élégantes sont d'une rareté navrante : jusqu'à ces dernières années, la bienséance ne permettait pas aux femmes d'un certain monde de se promener à pied. Des survivances maures semblent ainsi s'accrocher encore à ce pays abandonné depuis tant de centaines d'années par les Moghrébins.

J'ai tenté de montrer la race dans son élément paysan, fondamental : ce rustaud pauvre et mal vêtu, qui mène ses bœufs sur sa parcelle de terre brune, ou ses mulets le long de la route brodée d'agaves. Illettré et fruste, soit; mais pourvu d'une courtoisie, d'une finesse qui attestent la vieille race et l'influence des cultures successives : Carthage, Rome, l'Islam.

De cet homme simple à l'érudit ou à l'homme d'affaires de Lisbonne et de Porto, la distance est immense et la similitude reste grande. Vous retrouverez les mêmes caractères d'affabilité; mais les dehors sont si différents que vous croirez avoir devant vous un être d'une autre espèce. Parce qu'il s'est servi de sa culture pour atteindre un raffinement extrême,

tandis que le paysan reste immobile dans sa rusticité séculaire.

Dès l'abord, vous croyez les connaître, ces gens policés à l'extrême que vous fréquenterez dans les salons ou dans les bureaux de Lisbonne. Ils auront tant de cordialité, surtout pour vous, Français ; ils auront tant de joie à vous montrer qu'ils parlent couramment votre langue, que vous croirez vite pénétrer les détours de leur caractère. Ne le jugez pas ainsi. Ils sont ondoyants et divers : moins par ruse que par instabilité foncière. Ils jettent des étincelles lorsque vous suggérez un projet ; d'un geste familier de la main, ils vous marquent : « Soyez tranquille... ce sera fait ! » et bien souvent ne le font pas. Ils sont enthousiastes et négligents ; ils adorent la nonchalance et sont capables d'efforts exténuants. Il leur manque surtout la constance et le souci de porter les choses à leur extrême point de précision et de perfection. C'est par ce côté exact de son caractère que M. Salazar les a surpris, choqués, émerveillés, ralliés. Ils manquaient de fixité dans leur politique comme dans leur tempérament, comme dans leurs idées sur eux-mêmes. Ils vous disent — et surtout vous disaient — tour à tour avec une même conviction, qu'ils étaient une des nations dirigeantes du monde ou un pauvre petit pays ruiné, déchu, usé. Ils parlent de leur grandeur coloniale, soit comme d'une chose glorieuse du passé, soit comme d'une réalité éclatante du présent.

En vérité, ils se grisent d'idées et de mots. La manie de la verbosité les habite. Le besoin d'éloquence leur fait trouver, dans la sonorité des phrases, un plaisir, une justification, un moyen d'action. Un dîner de six personnes est prétexte à un toast, et à la réponse ; les banquets d'hommage que l'on organise, au moindre prétexte, servent de champ clos pour des joutes oratoires, en cette langue qui est elle-même un contraste de sonorité et de tons feutrés, avec la souplesse brève du latin, et une sorte de caresse enveloppante. Le Portugais connaît tous les prestiges d'une voix bien timbrée, d'un accent tonique soudain, au bout d'une période assourdie. Il aime parler. Ce qui est plus rare et plus périlleux, il aime écouter. Les mots l'ensorcellent. Le désir de porter au faîte ou de conduire à l'échafaud montent en lui avec une même facilité.

Quitte, quinze jours après, à abattre l'idole ou à réclamer l'amnistie pour le coupable.

Au fond, ce sont des poètes et des dilettantes, à quelque classe qu'ils appartiennent. Plus d'une fois, quand je tentais de regarder Lisbonne ou Porto d'un œil qui n'était pas seulement celui d'un touriste épris de beauté et de lumière, j'ai parcouru les ruelles en escaliers de Ribeira et de Miragaya, à Porto, ou de la pittoresque et misérable Alfama, à Lisbonne ; j'observais le peuple logé dans ces maisons pauvres, ces familles entassées dans des lieux sans air ; je voyais des visages hâves et soucieux ; le manque d'hygiène, de confort, les infirmités, de lourdes hérédités, des enfants trop nombreux, tout s'accumulait pour accentuer la souffrance des quartiers misérables. Et pourtant, combien de ces êtres jouissaient visiblement de vivre, jouissaient du soleil, de la douceur du ciel, de la couleur du Douro ou de la mer de Paille...

Mais en même temps, quel terrain pour y semer les ferments de la haine et de la révolte ! Malgré la clémence du ciel, l'envie naît de ces privations ; elle se développe avec plus de violence encore chez ces demi-pauvres que sont des intellectuels, des employés de bureau à traitement dérisoire, des diplômés d'Université qui ne gagnent pas mille francs par mois, après des années de service.

D'autant que ces foules sont nerveuses, impressionnables, promptes à la révolte devant l'injustice, unanimement possédées par un Don Quichottisme très ibérique. Et c'est l'alliance de cette sensibilité et de la misère nationale qui a provoqué vingt années de troubles et de révolutions, depuis l'assassinat de Don Carlos et de son fils aîné jusqu'à la chute de la République et à l'instauration du régime autoritaire de la Dictature nationale.

IV

Ce qu'a été l'œuvre de régénération nationale de cette Dictature, tout le monde, plus ou moins, en est informé aujourd'hui. Ici même, M. Paul Bartel[1] a donné un aperçu

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er Mai 1932.

très net des conditions dans lesquelles s'est déroulé le mouvement. Les cinq années qui se sont écoulées depuis la publication de cet article n'ont fait qu'accentuer l'ampleur de la restauration. Et, surtout depuis l'attitude énergique qu'il a prise vis-à-vis du Gouvernement de Madrid, M. Salazar a confirmé son autorité sur le pays. Une autorité qui n'est pas imposée par la volonté de l'individu, mais par le résultat de son travail et par le prestige qu'a regagné le pays.

Établir une dictature et la faire durer dix ans dans un pays qui se grise du mot de liberté, qui devient fou au nom de tyran et qui donne naissance à des politiciens comme un fromage à la moisissure, c'était une gageure. La gageure a été tenue : grâce à la valeur exceptionnelle de ceux qui ont pris le pouvoir, grâce aussi à la compréhension du peuple.

La révolution de 1910 avait amené dans le pays une ère de facilité où les Portugais se sentaient revivre ; j'entends, les Portugais de Lisbonne et de Porto, où se fait la politique nationale. Pour arranger les affaires, on faisait marcher la planche à billets et on multipliait les emprunts. Le procédé n'était pas nouveau et le Portugal croyait y reconnaître son destin historique. Ainsi, au xve siècle, il s'était endetté pour financer ses découvertes ; il en avait été payé au centuple. Après les dures quatre-vingts années de soumission à l'Espagne, où se ruina le commerce de Lisbonne avec l'Extrême-Orient, il se tourna vers les Indes Occidentales et, se lançant à corps perdu dans l'aventure, réussit, pour la seconde fois, en trouvant les diamants du Brésil. Ce fut l'opulence de Don Jean V le Magnifique. Mais vinrent les nouveaux malheurs, le tremblement de terre de 1755, la panique : Pombal remit de l'ordre, avec une autorité brutale. Lui disparu, le laisser-aller se réinstalla, les guerres de l'Empire bouleversèrent la Péninsule ; les dissensions entre libéraux et conservateurs, la séparation du Brésil replongèrent le pays dans des difficultés que le xixe siècle ne devait pas épuiser, et qui aboutirent à la crise de régime.

Alors le Portugal renonça délibérément aux budgets équilibrés ; lui aussi, tirait des traites sur l'avenir. Mais l'avenir ne répondit pas. D'autant moins que les gouvernements valsaient au rythme des saisons. De 1911 à 1926, il y eut huit

chefs d'État et quarante-trois cabinets ministériels, ceux-ci d'une vitalité moyenne de quatre mois. Pour faire aller les choses, les partis ouvraient les caisses de l'État. Jusqu'au jour tragique où elles se montrèrent définitivement vides et où, en pleine prospérité mondiale, le Portugal ne trouva pas un pays pour lui faire crédit. La hideuse banqueroute...

Pendant ce temps, les administrés avaient entendu bien des discours, lu bien des proclamations et enregistré bien des promesses qui n'étaient point tenues. Il arriva ce qui advient nécessairement en pareil cas parmi les peuples intelligents — et le Portugais est intelligent. Il ne cessa pas d'écouter, parce qu'il aime les beaux discours et se prend au jeu et au feu de l'éloquence. Mais il cessa d'y croire. Et les politiciens lui apparurent ce qu'ils étaient pour la plupart, des incapables et des profiteurs.

Comment expliquer, autrement, qu'une poignée de soldats, avec pour chef, il est vrai, un héros de la guerre, aient pu en quelques jours et sans effusion de sang, s'emparer du pays? Il fallait que le pays le voulût bien.

Or, une fois ces hommes représentatifs installés dans les ministères, qui va-t-on chercher pour tirer le pays de l'embarras où le plongent ses difficultés financières? Un professeur d'Université, inconnu des masses. Car c'est là la caractéristique du mouvement national portugais, et ce qui le différencie du fascisme ou de l'hitlérisme : il n'est pas dirigé par un des chefs du début. C'est un doctrinaire de la chaire professorale qui a peu à peu gagné un tel prestige que tout aujourd'hui est entre ses mains, sans que le pays ait changé pourtant son représentant suprême, le fin, souple et courtois cavalier qu'est le général Carmona, chef de l'État depuis le 26 novembre 1926.

Dans ses entretiens avec Antonio Ferro, si lucidement rapportés par le grand journaliste portugais, M. Salazar a marqué la continuité de son dessein, qui n'a pas varié depuis le temps où la Dictature est venue, par deux fois, le chercher à Coïmbre où il professait.

A l'opportunisme du fascisme, issu de gauche et appuyé sur des doctrines autoritaires de droite, à ce dualisme perpétuel de M. Mussolini, il a opposé la constance rigide de sa

propre doctrine, avec ses bornes spirituelles supérieures :

« L'État nouveau portugais, au contraire, ne peut, ni ne veut échapper à certaines limitations d'ordre moral qu'il juge indispensable de maintenir comme les balises de son action réformatrice. »

Ce sont de ces pétitions de principes qui définissent un homme, surtout quand on sait la franchise avec laquelle parle toujours celui qui, dès les premières heures, et les plus difficiles, de sa venue au Ministère des Finances — présage de son accession à la présidence du Conseil — avait le courage d'annoncer publiquement le début d'une politique de sacrifice.

Qui oserait aujourd'hui le faire en France?

Il avait pour lui de n'être ni le représentant des masses, ni celui des classes aisées, mais le technicien choisi par une équipe d'hommes animés du sentiment national et conscients de leur incapacité à débrouiller le gâchis financier. C'est ainsi qu'il put travailler avec l'acharnement et les résultats que l'on sait, maintenant son budget en équilibre année par année. Non seulement parce qu'il en augurait une meilleure organisation économique, mais parce qu'il répugnait au mensonge des budgets frauduleux ou déficitaires qui finissent par amener le pays à la banqueroute.

C'est cette disposition même, d'ailleurs, qui le rendait antiparlementaire : ce en quoi il précédait, semble-t-il, l'instinct même de la nation.

« Je suis, dit-il, profondément antiparlementaire, parce que je déteste les discours creux, verbeux, les interpellations éclatantes et vides et l'exploitation des passions en vue, non d'une grande idée, mais de futilités, de vanités, de riens, par rapport à l'intérêt national...

» Comme petit Parlement, le Conseil des Ministres me suffit. »

V

Quel est l'aspect de cet homme à qui l'on a reproché son isolement, son attitude lointaine, sa froideur de doctrinaire, son manque de contact avec la nation, sa manie à la fois orgueilleuse et modeste de la tour d'ivoire, sa « sauvagerie » enfin ?

Jeune, — il a quarante-sept ans et en paraît trente-cinq, — grand, mince, le corps légèrement penché en avant comme beaucoup d'hommes d'étude, je l'ai vu mis avec une simplicité qui confinait à la sévérité ; les cheveux formaient de grandes ondes sombres et rebelles ; la bouche était d'un dessin ferme, mince, presque dur ; mais tout le visage, aux traits accusés, au long nez, était éclairé par de grands yeux amicaux, compréhensifs, d'une extraordinaire profondeur ; des yeux denses où l'éclat de l'intelligence ne suffisait pas à dissimuler un fond de mélancolie. Je m'attendais à lui trouver une réserve presque inhumaine : il fut tout de suite cordial, suscitant la sympathie par l'intérêt qu'il manifestait. Dans le cabinet de travail petit et simple, il vint vers moi pour me tendre la main, et de même me raccompagna vers la porte, avec la courtoisie qui est la marque de fabrique de sa race.

Avait-il cherché à plaire? Je ne sais ; cela n'est guère son personnage. On dirait plutôt qu'il cherchait à ce qu'on lui plût, et que ses prévenances étaient faites d'une gentillesse naturelle comme de l'horreur de l'apparat.

Fils d'un tout petit propriétaire de Santa Comba Dâo, au cœur de la Beira, instruit par un instituteur volontaire de village, au temps où le Portugal souffrait d'une incroyable pénurie de personnel enseignant, élève de séminaire, puis pion dans un collège avant de terminer ses études à Coïmbre et d'y devenir professeur à vingt-sept ans, Antonio de Oliveira Salazar garde une douceur de manières et aussi une autorité calme qui rappellent l'ecclésiastique ou le savant ennemi de la rhétorique. M'entretenant avec lui, j'avais moins l'impression de parler de la conduite d'un État que de la bonne gestion d'un séminaire ou d'une faculté. Et je me rappelais les propos qu'il avait tenus à Antonio Ferro :

« Dans les races, dans les nationalités, il y a deux espèces de défauts ; les défauts naturels, qui peuvent être combattus, mais jamais extirpés violemment, et qui nous feront toujours distinguer un Latin d'un Slave ou d'un Anglo-Saxon. Et les défauts incrustés, les vices acquis, qui sont surtout des vices d'éducation et de mentalité. Or, s'il est à peu près inutile de faire la guerre aux premiers, parce qu'ils sont toujours victorieux, il n'est pas si utopique, si impossible que l'on dit

de désincruster les derniers, et de les liquider peu à peu. Voyez par exemple comme le Japon s'est transformé dans le court espace de la vie d'un homme... »

C'est le même homme qui acquiesçait à ces paroles d'une triste actualité pour la France :

« Modifier peu à peu, patiemment, notre mentalité ; arrêter brusquement les passions des hommes, les atrophier, les faire taire et forcer temporairement le pays à un rythme ralenti, mais sûr, qui fasse descendre la température et guérisse la fièvre... »

Pour arriver à ce résultat, Salazar disposait d'une force majeure qui aurait pu, en d'autres temps, être une faiblesse irrémédiable : il est l'antithèse du caractère national. Il a une âme d'ascète pour diriger le pays de la facilité, du dilettantisme et du lyrisme à bon marché ; il a un caractère de professeur méticuleux — tous les décrets, toutes les lois sont de sa main — pour commander aux champions de l'à peu près.

Qu'on ne s'y trompe pas : ces négligences et ces faiblesses ne sont point des vices inhérents à la race. Ce sont bien les fameux « vices acquis » qu'il pourchasse. Que le Portugais soit nonchalant, comme tous les enfants des pays de soleil ; qu'il aime, au propre ou au figuré, rêver romantiquement sous le clair de lune, donner des sérénades à sa belle, écrire des poèmes pour Elle..., qu'il soit inconstant, passionné et oublieux ; qu'il ait plus de goût pour la flânerie que pour un labeur méthodique ; qu'il abhorre les heures fixes et les rendez-vous précis, qu'il soit bavard et se grise d'éloquence, de générosité verbale, de bonnes intentions et de serments sans base, — tout cela est commun.

Mais ce Portugais-là n'est pas tout le Portugal. C'est le représentant gâté de la race lusitanienne. Gâté par les périodes de splendeur et d'aisance, par les habitudes néfastes des villes. Le fond du peuple, c'est le paysan, c'est l'ouvrier capables de travailler quinze heures par jour et de se nourrir d'un quignon de pain, d'une bouillie de maïs ou d'une platée de pois chiches ; c'est le colonial aguerri à la rude vie de brousse et insensible aux épreuves du climat ; c'est l'officier dévoué à son métier, le marin sur son rafiau, qui souvent ne vaut pas

cher, le pêcheur de Nazaré ou de Setubal habitué aux rages de l'Atlantique, le médecin hors de pair de Porto ou de Lisbonne, le chef d'entreprise du Douro ou de la capitale. L'esprit qui a fait le prestige du Portugal au temps des Découvertes, quand ils tenaient, par on ne sait quel miracle, toutes les mers d'Orient, cet esprit-là n'est pas mort. Il fallait trouver quelqu'un qui eût la force et l'autorité suffisantes pour attaquer les mauvaises habitudes, briser les routines, forcer les négligents à l'attention, et balayer les incapables... Cette œuvre-là s'accomplit sans discours de tribun. La popularité de Salazar a suivi une courbe montante, malgré l'éloignement où il se tient : parce que le peuple portugais était las de ses maîtres et qu'il sent que celui-ci, sans phrases inutiles, sans démonstrations spectaculaires, poursuit une besogne silencieuse et secrète pour le bien de tous. Et, en témoin qui connaît le Portugal pour l'avoir visité six fois depuis 1925, je sais que le pays s'est transformé.

Cela ne signifie pas qu'il soit heureux. Il faudrait être aveugle ou partisan pour prétendre que tout y est pour le mieux dans le meilleur des pays. Il y a de la misère, des déchéances physiques, des détresses patentes. Les services d'hygiène, malgré leurs progrès constants, sont encore aussi débordés que le service de l'enseignement. Les salaires restent trop bas ; la peine des hommes ne trouve pas sa compensation. Mais les années qui viennent de s'écouler ont marqué la première période de reconstruction du pays ; celles qui s'ouvrent devant nous vont instaurer le temps de la politique sociale, déjà amorcée par l'établissement des salaires minima dans certaines professions, et la rédaction de contrats collectifs de travail. L'idée directrice de M. Salazar a été de restaurer l'équilibre financier et économique du pays avant de se pencher sur les problèmes de la condition humaine. C'est que la prospérité nationale est la condition *sine qua non* de la prospérité individuelle. La doctrine du chef de Gouvernement reflète la raison, non la sensiblerie ; et il travaille non à la petite semaine, mais pour les années à venir, de même qu'il fonde son espérance sur les nouvelles générations, qu'il espère voir galvanisées par le désir de redressement qui, en ce moment, anime toute la nation. Et c'est

pour eux surtout, semble-t-il, qu'il a repris l'idée mussolinienne de la représentation corporative.

Le « peuple de converseurs... inutiles, surtout quand ils sont spirituels », selon le mot de M. Salazar lui-même, s'est donné un chef qui ne parle que quand il ne peut s'en dispenser : et ce chef prépare ce qu'il a lui-même baptisé l'État nouveau, dans un retour progressif à des formes constitutionnelles de gouvernement. Le chef de l'État n'est plus un dictateur amené par un mouvement militaire, mais un président élu au referendum national. Il y a de nouveau une Chambre, dont le rôle semble, pour le moment, plutôt consultatif et qui, en tous cas, n'a aucun pouvoir sur le Président du Conseil. Mais l'évolution vers la représentation corporative est une apparence significative du Portugal d'aujourd'hui, où les grandes idées libérales issues du XIXe siècle, et qui ont donné en Lusitanie de si fâcheux résultats, sont peu à peu remplacées par une conception plus concrète du Gouvernement. Au lieu de parler de Liberté, de Démocratie et de Droits de l'Homme, on parlera plus pratiquement d'Agriculture, d'Exportation ou de Professions libérales. La vanité des mots soufflés n'exercera plus tant ses maléfices, et ne montera plus au cerveau d'hommes qui les comprennent peu. Tandis que le bon sens, qui est l'apanage des Latins, quand ils sont de sang-froid, reprendra ses droits.

Et nous avons sous les yeux l'exemple d'un pays qui a failli sombrer. Un pays qui nous aime et qui nous ressemble ; mais qui maintenant doute de nous, et peut-être nous avertit du péril.

CHRISTIAN DE CATERS

NOTRE UNIVERS

Dans l'espace, comme dans le temps, il faut du recul pour bien juger. Nous comprenons les grands mouvements de la Révolution un peu mieux que ceux qui ont pris la Bastille et, pour s'expliquer la structure des Mondes, il convient de sortir en dehors d'eux ; c'est pour cela que, dans l'ordre de la science, l'examen des lointaines nébuleuses est plus instructif que la vue du fouillis d'étoiles au milieu desquelles nous sommes plongés.

Mais la science humaine procède comme elle peut, suivant les moyens dont elle dispose, et il est naturel qu'elle se soit intéressée à cet Univers stellaire, qui est le nôtre, plutôt qu'aux nébuleuses spirales, visibles seulement dans les plus grandes lunettes, qui peuplent les confins du Ciel. Quelle est la structure de cet Univers? Telle est la première question que les hommes se posèrent en levant les yeux ; les réponses successives qu'ils lui donnèrent marquent les étapes successives de l'astronomie.

L'idée première fut sans doute celle d'une voûte surbaissée, à laquelle étaient attachés les points brillants des étoiles. On la retrouve dans toutes les cosmologies primitives : les Sages du Nord comparent le ciel à une barque renversée, les Védas indous au toit d'une maison, et la genèse biblique nous apporte une représentation analogue : « Dieu dit aussi : qu'un firmament soit entre les eaux et les eaux... et Dieu appela le firmament Ciel » ; d'ailleurs, le mot latin *firmamentum* suggère l'idée d'une voûte solide.

Il faut bien dire que cette notion intuitive prenait son origine dans l'observation. La voûte du Ciel existe : c'est la *région diffusante* de notre atmosphère, située entre 20 et 30 kilomètres d'altitude, où les molécules reçoivent et renvoient la lumière solaire, et de préférence la lumière bleue, comme un globe opalin diffuse la lumière d'une lampe intérieure.

Il était donc naturel que nos ancêtres, privés de tous moyens d'apprécier les grandes distances, attachassent à cette voûte les corps célestes. Mais comme la sphère des étoiles fixes ne pouvait suffire à expliquer les mouvements de la Lune, du Soleil et des planètes, il fallut bien admettre l'existence de plusieurs sphères transparentes homocentriques portant les corps célestes « enchâssés comme les chatons d'une bague » avec d'autres sphères intermédiaires, servant à transmettre les mouvements de l'une à l'autre ; machinerie céleste où s'exerça l'esprit subtil des Grecs.

L'idée que les étoiles fixes étaient des corps célestes, comparables au Soleil, et situés à des distances énormes, mais inégales, mit longtemps à germer dans l'esprit des hommes. Pourtant, il pouvait sembler naturel que les étoiles brillantes fussent plus rapprochées que les étoiles faibles ; il s'est même trouvé un astronome pour pousser cette proposition jusqu'à ses extrêmes et absurdes limites : Lambert soutenait, en 1761, que toutes les étoiles ayant été faites pour servir au même but, il n'y avait pas de raison pour que certaines fussent moins lumineuses que les autres et que, par suite, la différence de leur éclat ne pouvait provenir que de l'inégalité de leurs distances. Mais on avait assez à faire pour débrouiller les mouvements du système solaire et on s'occupait assez peu des étoiles fixes, sur lesquelles l'observation visuelle n'apprenait rien ; à peine, à de rares intervalles, l'apparition d'une *nova* faisait-elle supposer à un Tycho-Brahé que le monde des étoiles n'était pas aussi immuable et « incorruptible » qu'on l'avait admis jusque là.

Une grande date, et qui marque le renouvellement des connaissances humaines, c'est celle de 1609, où Galilée, armé d'une lunette, commença à examiner le ciel étoilé. Soudainement, le monde s'agrandit ; derrière ou à côté des étoiles visibles à l'œil nu, on découvrit d'autres étoiles, puis d'autres

encore, d'autant plus nombreuses et serrées que les instruments devenaient plus puissants ; on les dénombrait par centaines de mille, puis par millions, et la croyance s'établit parmi les astronomes que le firmament s'étend autour de nous sans limites.

Pourtant, un homme, un seul, réagit contre cette opinion ; c'était le grand Herschel ; pendant trente ans, il avait étudié le Ciel étoilé ; du sommet de son grand télescope de Slough, il avait porté son attention sur la grande traînée lumineuse qui forme la Voie Lactée ; puis, poussant ses regards plus loin, il avait observé la grande Nébuleuse d'Andromède et les autres flocons nébuleux. De tout cela, par une intuition géniale, il avait conclu que notre monde stellaire est limité et qu'il forme, sur le modèle des autres nébuleuses spirales, une des innombrables « Iles-Univers » disséminées dans l'espace infini. Bien qu'il ne connût pas la distance d'une seule étoile, il tenta de se donner une idée de la forme que devait présenter la nébuleuse à laquelle nous appartenons, qui a nom la *Galaxie* ; sans doute, il fut guidé dans cette construction idéale par l'observation qu'il avait faite des autres nébuleuses spirales, mais il avait fait appel à d'autres moyens : admettant l'hypothèse simple d'après laquelle les étoiles seraient distribuées uniformément, il avait déterminé, d'après leur grandeur, leur éloignement relatif, et cette hypothèse sommaire l'amena à conclure que notre Galaxie a la forme d'un disque très aplati, dont le diamètre serait cinq fois plus grand que l'épaisseur et huit cent cinquante fois plus grand que la distance, alors inconnue, d'une étoile de première grandeur. Or, nous savons aujourd'hui que ces dernières étoiles sont éloignées de nous d'une dizaine d'années de lumière, en moyenne ; cela revient donc à dire que les dimensions de la Galaxie de Herschel étaient voisines de mille cinq cents années-lumière pour l'épaisseur et sept mille cinq cents pour le diamètre.

*
* *

Cette intuition du grand Herschel devait rester imprécise et invérifiable tant qu'on n'aurait pas trouvé le moyen de mesurer les distances stellaires. Celui, bien connu, qui consiste

à viser l'objet éloigné des deux extrémités d'une base de longueur donnée, échoue pour les étoiles, même lorsqu'on choisit pour base le diamètre de l'orbitre terrestre ; les lignes de visées, mesurées à la lunette, semblent rigoureusement parallèles, ce qui prouve au moins l'énormité des distances.

Pourtant, la photographie permet d'obtenir certains résultats ; lorsqu'on examine deux clichés d'une même région du Ciel, pris à six mois d'intervalle (c'est-à-dire quand la Terre est aux deux extrémités de son orbite), on constate que certaines étoiles ne sont pas rigoureusement à la même place ; de leur déplacement sur le cliché, on peut alors déduire leur parallaxe, angle des directions qui vont de l'étoile aux extrémités d'un rayon de l'orbite, et, comme ce rayon a été mesuré, on en déduira la distance à laquelle se trouve l'astre : c'est ainsi que l'étoile la plus rapprochée de nous, *Proxima Centauri*, s'en trouve séparée par 4,17 années de lumière ; ce qui veut dire que si, dans un modèle réduit de l'Univers, on représentait notre globe par une bille d'un centimètre de diamètre, *Proxima* s'en trouverait éloignée de trente et un mille kilomètres ; l'étoile polaire est encore dix fois plus lointaine.

Cette méthode géométrique est parfaitement sûre dans son principe et ne comporte d'autres erreurs que celles qui procèdent de l'imprécision des mesures ; malheureusement, elle ne peut être appliquée qu'à un très petit nombre d'étoiles, nos voisines immédiates, et est impuissante à sonder les profondeurs de la Galaxie ; mais elle peut, et c'est un rôle de haute importance, nous fournir des repères, et servir à vérifier d'autres méthodes.

Celles-ci sont nécessairement optiques, puisque la lumière est le seul document qui nous parvienne des astres ; mais ce document est plein d'enseignements pour qui sait le déchiffrer. De cet examen dérivent plusieurs méthodes qui se contrôlent mutuellement. Admettons, par exemple, avec Lambert, que toutes les étoiles sont pareilles et rayonnent également ; l'hypothèse est fausse, dira-t-on ; elle l'est moins qu'on ne le croit communément ; à part quelques astres nains ou géants, les divers soleils ont des dimensions assez voisines, et ceux qui sont au même stade de leur évolution, c'est-à-dire

à la même température, ne sont pas loin d'avoir le même rayonnement ; et comme la lumière qui nous en vient varie en raison inverse du carré des distances, on pourra, de l'éloignement de telle étoile, mesuré par sa parallaxe, déduire celui d'une autre, beaucoup plus éloignée ; cette méthode photométrique exige assurément d'être appliquée avec discernement, mais on admettra bien que cette qualité ne fait pas défaut aux astronomes.

Une méthode plus originale est celle qui repose sur l'observation des Céphéïdes ; on désigne sous ce nom une catégorie d'étoiles variables, dont la première fut reconnue, il y a cent cinquante ans, par Goodricke, dans la constellation de Céphée ; leur couleur et leur éclat varient périodiquement ; ainsi, Delta de Céphée se retrouve pareille à elle-même tous les trois jours, huit heures quarante-huit minutes et chaque Céphéïde est ainsi caractérisée par une période bien définie, qui peut varier, suivant l'étoile, de quelques heures jusqu'à trente ans.

On connaît actuellement des milliers de Céphéïdes ; il en existe dans tous les coins du Ciel, spécialement dans la Voie Lactée, et même dans les nébuleuses spirales ; elles constituent un type bien caractérisé, celui des *étoiles pulsantes*. Imaginons maintenant, pour prendre le cas le plus simple, qu'on compare deux Céphéïdes de même période ; l'hypothèse fondamentale, émise par Harlow Shapley, est que ces deux étoiles doivent leur égalité pulsatoire à l'identité de leur constitution : ce sont deux bulles de gaz ayant même volume, même température et, par conséquent, même rayonnement ; si donc, l'une d'elles nous paraît quatre fois, neuf fois moins brillante que l'autre, c'est qu'elle sera deux fois, trois fois plus lointaine, et si nous connaissons la distance de la première, celle de la seconde s'en déduira immédiatement.

On conçoit donc que si l'Univers était jalonné par des Céphéïdes de même période, les mesures de leur éclat permettraient, en passant des plus proches aux plus lointaines, un arpentage progressif du Ciel. En réalité, le problème est plus compliqué, puisque les périodes diffèrent d'une Céphéïde à l'autre ; il a pourtant été résolu par une formule due à miss Leavitt ; mais les résultats obtenus par cette méthode sont

grevés d'hypothèses et exigent, par suite, de sérieuses vérifications.

Ces vérifications ont été faites par divers astronomes et par Shapley lui-même ; il existe aux confins de la Galaxie, et spécialement dans le plan de la Voie Lactée, des *amas globulaires* d'étoiles, fortement condensés et qui apparaissent au télescope comme un essaim d'abeilles ; on en compte souvent plusieurs milliers, rassemblées dans un petit coin de l'espace, et il n'est pas douteux que cette apparence ne corresponde à la réalité, c'est-à-dire que les étoiles d'un même amas sont peu distantes entre elles, et par conséquent, à la même distance de la Terre. Or, étudiant l'essaim Oméga de la Constellation du Centaure, Shapley y repéra, sur trois mille étoiles, soixante-seize Céphéïdes ; en leur appliquant la formule de miss Leavitt, il détermina, pour chacune d'elles, la distance à la Terre ; toutes les distances se trouvèrent égales, à 5 p. 100 près, à vingt mille années de lumière, et on aura peine à croire que ces soixante-seize coïncidences soient le fruit d'une hypothèse fausse.

*
* *

Ainsi, l'astronomie possède maintenant des méthodes d'arpentage (et il en est d'autres que j'ai passées sous silence) qui se contrôlent mutuellement et permettent d'estimer, avec quelque vraisemblance, les distances des étoiles, même les plus lointaines ; comme on connaît, par ailleurs, leurs coordonnées astronomiques, c'est-à-dire leurs positions sur la sphère céleste ; rien ne paraît plus aisé, semble-t-il, que de construire un plan en relief de la Galaxie. Mais les choses ne sont pas aussi simples, et la preuve, c'est que les évaluations proposées ont varié dans de larges limites.

Mais cette évolution ne s'est pas faite au hasard ; d'abord, les estimations successives sont allées toujours en augmentant, et, maintenant, c'est en sens inverse que le mouvement se prolonge, ramenant progressivement la Galaxie à des dimensions plus modestes. Dans la période ascendante, on peut citer d'abord les nombres proposés par Seeliger, admettant vingt-trois mille années de lumière pour le diamètre de

notre nébuleuse, nombre largement supérieur à celui que nous avons déduit tout à l'heure des données de Herschel. Ultérieurement, Kapteyn porta ce diamètre à cinquante-cinq mille années de lumière et Shapley, en 1928, l'élevait au nombre impressionnant de deux cent soixante mille années-lumière, avec une épaisseur moyenne de seize mille. Aujourd'hui, au contraire, les astronomes ont tendance à rabaisser ces chiffres, et la valeur du diamètre à laquelle ils s'arrêtent provisoirement serait voisine de cent mille années. Cette suite de nombres montre quelle incertitude subsiste encore sur les dimensions réelles de notre Univers ; essayons maintenant d'en indiquer les causes.

La première, et la plus opérante, est que les limites de la Galaxie sont très incertaines ; contient-elle tous les amas globulaires ? Faut-il y incorporer les nuées de Magellan qui, vues de la Terre, semblent être un lambeau détaché de la Voie Lactée, mais dont Hersprung estime la distance à soixante mille années de lumière ? Certains astronomes considèrent ces corps célestes comme des traînards qui ont échappé au rassemblement nébuleux ; et ceci n'est pas une simple affaire d'appréciation : ces éléments appartiennent, ou non, à la Galaxie suivant qu'ils participent au mouvement général de rotation qui en entraîne toutes les parties, ou qu'ils en sont indépendants ; mais ce point de fait reste, pour le moment, insoluble, et, par suite, toutes nos conventions sur les limites de la Galaxie sont également admissibles. Donc, à mesure qu'on obtenait (surtout grâce à l'observation des Céphéïdes) des distances plus lointaines pour les objets célestes autres que les nébuleuses spirales, on était tenté d'accroître les dimensions de notre Univers ; mais le mouvement inverse qui se dessine aujourd'hui procède de raisons différentes.

Lorsqu'on examine de près les diverses méthodes optiques utilisées pour l'appréciation des distances, on constate que toutes comportent une mesure de l'éclairement reçu des astres et l'hypothèse que cet éclairement varie en raison inverse du carré des distances ; autrement dit, on admet que la lumière s'est transmise, à travers ces interminables distances, sans rencontrer aucun milieu matériel qui l'absorbe. Pourtant, si un tel milieu existe entre l'étoile et nous, l'éclat de cet

astre sera diminué et nous serons portés à le croire plus éloigné qu'il ne l'est effectivement ; ainsi, les lumières électriques d'une cité paraissent plus lointaines lorsqu'elles sont plongées dans le brouillard. La question qui se pose est donc de savoir si, effectivement, il existe dans l'espace de tels milieux absorbants.

Tout le monde connaît l'existence de certaines nébuleuses, incontestablement situées à l'intérieur de la Galaxie, puisqu'on aperçoit derrière elle les étoiles ; telle est la fameuse nébuleuse d'Orion ; parmi ces nuées, les unes sont faiblement lumineuses, soit d'un rayonnement qui leur est propre, soit de la lumière diffusée par les étoiles voisines ; d'autres, probablement plus condensées, apparaissent comme des nuages sombres qui masquent les étoiles situées en arrière.

Assurément, ces « nébuleuses galactiques » ne couvrent qu'une fraction minime de la voûte du firmament ; s'il n'y avait qu'elles, on pourrait les négliger ; mais il en est d'autres, beaucoup plus étendues, et dont l'observation est moins immédiate. Considérons, par exemple, avec Otto Struve, une des plus belles constellations du Ciel, celle de Persée ; il se trouve que la perspective superpose, dans ce coin du firmament, deux groupes d'étoiles qui, dans la réalité, sont entièrement distincts ; au premier plan, par rapport à nous, se trouvent les plus brillantes étoiles de la constellation, parmi lesquelles la fameuse variable Algol ; on estime leur éloignement moyen à mille années de lumière ; beaucoup plus éloignées, peut-être dix fois plus lointaines, se tiennent les étoiles du second groupe. Or si on compare les intensités des raies sombres du calcium dans les spectres de ces deux groupes, on trouve qu'elles sont faiblement accusées dans le plus rapproché de nous, très nettement marquées, au contraire, dans le groupe lointain. Ceci ne peut s'expliquer qu'en admettant l'existence d'une atmosphère de calcium, extraordinairement diluée il est vrai, dans l'espace compris entre ces deux groupes. Des observations analogues ont été faites par Plaskett pour les raies du sodium d'autres groupes stellaires, puis par Trumpler et Van de Kamp pour la lumière émise par les amas globulaires.

Ainsi, l'opinion prévaut de plus en plus, parmi les astro-

nomes, que les étoiles de la Galaxie sont plongées dans un milieu matériel absorbant, à la vérité très ténu et irrégulièrement distribué, mais dont il n'a pu être tenu compte dans l'évaluation optique de leurs distances. Les nombres ainsi obtenus sont donc exagérés et, par suite, les dimensions de la Galaxie doivent être ramenées à des chiffres plus modestes. Mais quel doit être le taux de cette réduction? 25 p. 100 si on se rapporte à Wilson, 40 p. 100 si on écoute Gerasimovic. On voit que, tout en étant d'accord sur le principe, les astronomes sont loin de s'entendre sur le pourcentage; il paraît impossible d'attendre, avant longtemps, une réponse un peu précise à un problème dont les données sont si complexes.

C'est pour cela que Lindblad, Oort et quelques autres astronomes ont cherché la solution dans une voie toute différente. On sait qu'il est possible de mesurer, en grandeur et en direction, les vitesses des étoiles par rapport à nous; on peut, par conséquent, rapporter ces vitesses à tel autre corps céleste, par exemple à celle des amas globulaires qui, considérés comme des traînards extérieurs à la nébuleuse galactique, participent peu ou pas à son mouvement général de rotation.

Moyennant cette hypothèse assez raisonnable, on pourra donc évaluer les vitesses de rotation des divers éléments de la Galaxie; par exemple, celle de notre Soleil serait de deux cent soixante-quinze kilomètres par seconde. Si la Galaxie tournait d'un seul bloc, le problème ne serait pas compliqué; mais l'exemple des autres nébuleuses spirales nous oblige à admettre que l'ensemble tournant se décompose en un certain nombre de filaments, dont chacun est animé d'une vitesse différente. Malgré tout, en considérant les cas les plus vraisemblables et en y appliquant les formules générales de la mécanique, Oort est parvenu à d'intéressants résultats, que je me contente d'indiquer sommairement : le diamètre de la Galaxie serait voisin de cent mille années de lumière, l'épaisseur atteignant cinq à six mille années-lumière sur le bord, avec un épaississement central allant jusqu'à vingt mille, toujours dans la même unité. Notre Soleil serait, dans ce disque aplati, à une distance voisine de trente mille années-lumière du centre, autour duquel sa rotation s'effectuerait en deux cent vingt-cinq millions d'années. On peut même calculer

la masse totale de la Galaxie, qui serait environ cent soixante-cinq milliards de fois celle du Soleil.

Ces résultats, fournis par une méthode toute nouvelle, sont en assez bon accord avec ceux qu'on peut obtenir par ailleurs ; cette concordance approchée est loin de leur mériter une confiance sans réserves. Malgré tout, peu à peu, on serre de plus près la réalité, et c'est déjà une chose merveilleuse quand on songe à l'immensité du domaine à explorer, et à la ténuité du seul instrument dont nous disposions pour l'arpenter : un rayon lumineux.

L. HOULLEVIGUE

L'HISTOIRE MILITAIRE

Dans une précédente chronique nous avons signalé que les historiens militaires marquaient depuis plusieurs années une préférence, dans leurs études sur la grande guerre, pour les monographies de batailles, pour les récits d'épisodes locaux et nous en avions donné pour raison que le temps devait leur manquer pour entreprendre des œuvres de plus grande envergure.

Le général Tournès avait fait quelque temps auparavant une constatation analogue. Dans un article paru dans la *Revue d'histoire de la guerre mondiale* sur l'énorme ouvrage du Service historique de l'armée, il avait exprimé le regret que « quinze ans après l'armistice, la France n'eût pas encore une histoire militaire de la guerre mondiale assez claire et assez succincte pour rester accessible au grand public, assez sérieuse pour constituer en même temps un livre technique utile aux officiers ». Sollicité sur ces entrefaites par M. Payot d'examiner dans quelles conditions il serait possible d'écrire cette histoire pour sa collection de « Mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale », le général Tournès, malgré sa haute compétence et les plus larges loisirs que lui laissait son passage dans le cadre de réserve, ne crut pas pouvoir, lui non plus, aborder seul un travail aussi considérable par crainte de ne pouvoir le réaliser dans les délais acceptables.

Il chercha alors des concours autour de lui et, selon sa

propre expression, eut la bonne fortune d'obtenir tout de suite la collaboration de trois autres officiers généraux, parfaitement qualifiés comme lui par leurs études antérieures et les postes qu'ils avaient occupés au cours des hostilités : le général Duffour, ancien professeur d'histoire à l'École supérieure de guerre, dont le cours a acquis dans les milieux militaires une réputation mondiale; le général Daille, successeur du général Duffour au même cours; enfin le général Hellot, ancien chef d'état-major du général de Castelnau au groupe d'armées de l'est.

Ces quatre écrivains se partagèrent le travail : le général Duffour se chargea de la campagne de 1914; le général Daille de l'histoire des années 1915-1916; le général Hellot de celle de l'année 1917; le général Tournès de l'année 1918, chacun d'eux devant rédiger un volume d'une importance sensiblement égale.

Sur ces quatre volumes, trois sont actuellement terminés et publiés, mais comme cela se produit souvent quand plusieurs écrivains s'unissent pour contribuer à une même œuvre, les tomes ne sont pas parus dans l'ordre chronologique des faits, bien au contraire. Le premier publié, en février 1936, fut le tome IV : *Foch et la Victoire des Alliés (1918)*; en octobre de la même année ce fut le tour du tome III : *Le commandement des généraux Nivelle et Pétain (1917)*; en décembre celui du tome II : *Joffre et la guerre d'usure (1915-1918)*. Le tome Ier : *Joffre et la guerre de mouvement (1914)* ne paraîtra que dans le courant de cette année.

Ce renversement des publications est légèrement regrettable en ce sens que c'est dans l'avant-propos du premier volume que doivent être exposés le but que les auteurs se sont proposés et les méthodes qu'ils ont suivies. Il faut reconnaître cependant qu'une courte indication de l'avant-propos du premier volume paru nous fait savoir qu'ils ont voulu « utiliser les documents publiés par les différentes nations belligérantes et par les hommes politiques et militaires qui ont joué, de 1914 à 1918, les rôles de premier plan pour écrire une histoire de la guerre spécialement destinée à mettre en lumière l'action des gouvernements et des directions militaires suprêmes dans chacun des camps adverses ».

Les auteurs se sont donc fixé le but le plus élevé que puisse atteindre une histoire de guerre. Ce faisant, ils ont en même temps répondu par avance — était-ce par pressentiment? — à un désir qui se manifeste actuellement dans le grand public, car les dangers qui menacent la paix et l'éventualité d'un nouveau conflit ont suscité dans les esprits un renouveau d'intérêt pour toutes les questions qui concernent la haute conduite de la guerre : relations entre gouvernements alliés, relations entre commandements alliés et relations entre gouvernement et commandement d'une même nation, rôle des parlements. Les articles récemment parus, sous la signature des plus hautes personnalités, sur la nécessité d'instituer un véritable Ministère unique de la Défense nationale et de nommer dès le temps de paix un généralissime unique ne sont-ils pas un témoignage de cette soif ardente des élites de connaître la solution la plus appropriée qu'il conviendrait de donner à ces graves problèmes d'où peut dépendre le sort de notre patrie?

Les trois volumes déjà parus de la nouvelle *Histoire de la Guerre mondiale*[1] sont tous trois lourds d'enseignements sur toutes ces questions. Mais c'est peut-être le livre du général Hellot sur l'année 1917, l'« année trouble », l'« année perdue », qui dans tous les domaines de la conduite nationale et interalliée de la guerre est le plus riche en même temps que le plus dramatique et le plus douloureusement passionnant.

Nous y voyons la conduite des opérations nationales y opposer les conceptions de deux grands chefs, Nivelle et Pétain; la difficulté de la conduite des opérations interalliées y nécessiter la réunion de plus de dix conférences, les unes politico-militaires telles celles de Calais, Londres, Rome, Pétrograd, Rapallo, les autres purement militaires, telles celles d'Udine entre Nivelle et Cadorna, de Vicence entre Foch et Cadorna, de Berne entre Weygand et Sprecher; les relations du politique et du militaire y déterminer une double crise du commandement (Joffre-Nivelle et Nivelle-Pétain) et la démission d'un ministre de la Guerre, le général Lyautey; les médiocres résultats d'une offensive provoquer un affaiblissement du moral de la nation, entraîner sur le front des actes d'indiscipline et paralyser une

1. Payot, Paris.

armée pour des mois; une révolution exclure de la lutte deux belligérants et renverser totalement le rapport des forces en présence; une arme nouvelle enfin, la guerre sous-marine sans restriction, menacer une nation de mort par manque de ravitaillements.

Mais l'œuvre tout entière, par sa haute tenue, son objectivité scrupuleuse, sa sincérité absolue, ses jugements sobres sur les faits et les hommes, est un instrument de travail et de méditation de grande valeur pour l'homme politique comme pour le militaire.

*
* *

Bien que ne comprenant qu'un seul volume, l'*Histoire de la Grande Guerre*[1] de M. Henry Bidou, le distingué collaborateur de la *Revue*, a autant d'ampleur que l'histoire de la guerre mondiale dont nous venons de parler. Ses trois parties correspondent d'ailleurs sensiblement, dans leur esprit, aux divisions de cette dernière. La première partie intitulée « *Les premiers chocs* (1914) » est en effet le pendant de « Joffre et la guerre de mouvement (1914) » ; la seconde « *Les fronts fortifiés* », embrasse la période 1915-1917, objet des deux volumes « Joffre et la guerre d'usure » et « Le commandement des généraux Nivelle et Pétain »; la dernière enfin, qui a pour titre « *La Décision* », correspond au « Foch et la victoire des Alliés » du général Tournès.

Mais là s'arrête l'analogie que l'on peut établir entre les deux ouvrages, car M. Henry Bidou ne s'est pas fixé pour tâche de décrire la haute conduite de la guerre et les relations des gouvernements et des commandements; il ne s'est pas attaché non plus à dépeindre les côtés politiques, économiques et sociaux du conflit : ceux-ci sont bien traités mais seulement dans la mesure strictement nécessaire à la compréhension des événements. M. Henry Bidou s'est proposé un but tout différent, mais tout aussi louable et judicieux. Il a voulu présenter au lecteur

1. Gallimard, Paris, 1936, in-8°, 698 pages.

un exposé fidèle et complet des seules opérations, en le mettant à la portée de tous et en en rendant la lecture facile et agréable. Pour cela, renonçant à reproduire les plans et les ordres des chefs et de leurs états-majors — ce qui aurait donné à son œuvre une allure didactique de professionnel et l'eût rendue lassante à la longue, — il a préféré animer son récit en montrant la physionomie des combats, leur variété suivant les fronts, les adversaires, le terrrain, la saison. Telles descriptions de la guerre de sapes et de mines (p. 217-218), de la lutte devant Verdun (p. 301), de l'existence des combattants sur les sommets et les plateaux des Alpes (p. 396), sont de vrais tableaux empreints d'une vie intense et bien faits pour faire comprendre et sentir les caractères particuliers de ces combats à ceux qui n'en furent pas. Pour arriver à ses fins l'auteur n'a pas craint de descendre, quand il l'a estimé utile, jusqu'aux actions de régiment et même de bataillon.

Par ailleurs — et c'est là un autre mérite de son ouvrage — son exposé ne s'étend pas seulement aux grandes batailles classiques de la grande guerre — Charleroi, Morhange, la Marne, l'Yser, la Somme, Verdun, — mais encore aux opérations moins connues de la guerre de stabilisation — batailles de Soissons, de l'Artois et de Champagne, combats de l'Argonne, combats des Éparges, du Bois d'Ailly, du Bois le Prêtre, combats des Vosges — que les historiens négligent habituellement, parce qu'ils leur paraissent sans doute, mais à tort, moins intéressants ou moins riches en enseignement.

Un dernier mérite enfin de l'ouvrage de M. Bidou est de ne s'être engagé dans aucune des polémiques ou controverses qui furent soulevées par la conduite des opérations, la personnalité ou les méthodes de tel ou tel chef.

Son œuvre est un pur récit, au style alerte, dont la lecture est encore facilitée par de nombreux croquis, très simples, très clairs, en plusieurs couleurs. Nous n'exprimerons qu'un regret, celui de n'avoir trouvé en annexe ni répertoire bibliographique, ni index des personnalités. Mais ce n'est là qu'un faible oubli.

*
* *

Si l'histoire des opérations des armées françaises dans la grande guerre continue à s'enrichir chaque jour, il subsiste encore dans notre littérature militaire des lacunes considérables quant aux opérations de nos alliés ou de nos ex-ennemis.

Une de ces lacunes vient d'être comblée, en ce qui concerne le front italien, par le colonel Conquet, un des officiers qui connaissent le mieux l'armée italienne pour l'avoir suivie pendant de longues années. Grâce à lui nous possédons enfin une étude détaillée de la fameuse *Bataille de Caporetto*[1] qui à la fin d'octobre et au début de novembre 1917 obligea les armées italiennes à se replier de l'Isonzo au Piave sur une profondeur de 120 kilomètres, leur coûta en dix-huit jours 40 000 tués ou blessés, 260 000 prisonniers, 3 000 canons et rejeta au loin sur leurs arrières, dans une panique sans nom, plus de 350 000 hommes débandés.

Intéressante à de multiples points de vue, politique et gouvernemental, stratégique et tactique, matériel et moral, cette étude, que M. le Maréchal Pétain a honorée d'une préface, mérite particulièrement, à notre avis, de retenir l'attention par l'exposé des opérations offensives austro-allemandes. La rupture initiale de l'armée von Below, minutieusement préparée, exécutée avec des forces relativement faibles mais d'excellente qualité, lancée par surprise dans un terrain de moyenne montagne mais dont certains massifs étaient réputés inaccessibles, l'exploitation rapide en pays de plaine qui suivit, font songer à certaines opérations qui pourraient se dérouler en secteurs montagneux, boisés, de notre frontière de l'est ou sur le territoire d'un pays neutre voisin de la France.

Malgré toutes les difficultés signalées par le général Krafft von Dellmensingen, commandant du corps alpin, envoyé en reconnaissance par Ludendorff au début de septembre — front d'attaque étroit, base de départ exposée aux vues, mise en place difficile et périlleuse, zone de défense ennemie solidement

1. Plon, Paris.

organisée, bien pourvue d'artillerie, installée partiellement sur des crêtes dominantes, terrain coupé, montagneux, boisé, à travers lequel l'artillerie ne pourra pas suivre l'infanterie, conditions de concentration extrêmement délicates en raison de la pénurie des voies de communication et des ressources locales — le haut commandement allemand, confiant dans la valeur de ses troupes et de ses états-majors, accepta tous les risques de l'opération bien qu'elle ne se situât qu'aux « limites du possible ».

Caporetto est, à côté de l'attaque de Liége en août 1914, du passage du Danube à Belgrade en 1915, du franchissement des Alpes de Transylvanie en 1916, du passage de la Duna à Riga en 1917, de la bataille du Chemin des Dames en mai 1918, une nouvelle preuve que les grands chefs allemands n'hésitent pas, pour obtenir de grands résultats stratégiques, à courir de grands risques tactiques à condition d'avoir le temps de préparer longuement et calmement leur opération et de pouvoir la déclencher par surprise.

*
* *

Depuis quelques mois une lourde angoisse pèse sur l'Europe et l'opinion publique est presque unanime à reconnaître que l'Allemagne porte en cette circonstance une lourde part de responsabilité du fait de l'accroissement considérable et brutal de ses armements. Aux manifestations de prestige ont succédé dans le Reich les manifestations de puissance; à la liquidation du passé a succédé la préparation de l'avenir, d'un avenir où la mise en présence du fait accompli, l'intimidation et le recours à la force semblent devoir jouer un rôle prépondérant.

Et cependant, il n'y a pas quinze ans, l'Allemagne était en plein chaos politique, économique et social; sur le point de tomber dans l'anarchie elle n'était capable d'employer en politique extérieure que l'atermoiement, la dissimulation, la ruse ou la mauvaise foi.

Comment ce redressement, ce changement d'attitude ont-ils été possibles? Les anciens alliés en sont-ils responsables?

Auraient-ils pu empêcher le Reich de s'orienter vers la voie où il s'est engagé depuis quatre ans?

Maintenant que les événements de la période préhitlérienne ont pris un recul suffisant et que l'on peut juger les actes passés d'après les actes présents, on est amené à reconnaître que les véritables sauveurs de l'Allemagne, ses vrais guides, ont été les militaires. Nous avons écrit il y a peu de temps : « L'histoire apprendra un jour aux enfants allemands ce que le grand état-major a fait pour l'unité du Reich et la rénovation de l'Allemagne. »

Nous ne nous doutions pas quand nous avons écrit ces lignes qu'un Français s'était déjà proposé de faire cette démonstration à notre propre usage. Sous le titre : « *Histoire de l'armée allemande depuis l'armistice. De l'armée impériale à la Reichswehr* [1] » M. Benoist Méchin vient en effet de faire paraître la première partie d'une ample étude sur l'évolution des forces allemandes depuis 1918. Dans ce premier volume — l'ouvrage en comprendra un second qui ne paraîtra que dans le courant de cette année — nous voyons se dérouler successivement devant nos yeux l'effondrement des armées allemandes du front occidental, l'armistice, le retour des armées en Allemagne, les congrès des conseils de soldats, la dissolution de l'armée impériale, la constitution des corps francs, la création de la Reichswehr provisoire, le rétablissement de l'ordre à l'intérieur par l'armée à Brême, en Westphalie, à Halle, à Berlin, l'écrasement par l'armée des séparatismes saxon et bavarois, la Conférence de la paix, enfin le conflit suscité par la signature du traité de Versailles.

Période chaotique où derrière les acteurs politiques officiels Ebert, Scheidemann, Noske, on voit déjà se dessiner à l'arrière plan, à côté de la haute silhouette du maréchal Hindenburg, le vieux soldat demeuré fidèlement à son poste pour donner l'exemple du devoir, les ombres grandissantes des jeunes officiers d'état-major, les Schleicher, les Hammerstein, qui n'ayant pas perdu la foi dans les destinées de l'Allemagne par son armée, attendent patiemment et habilement l'heure propice de reprendre le pouvoir.

1. Albin Michel, Paris.

Que ceux pour qui l'Allemagne est encore restée une nation incompréhensible lisent l'ouvrage de M. Benoist Méchin. Que les jeunes surtout qui n'ont pas connu l'avant-guerre s'en pénètrent et relisent ensuite l'histoire de la régénération de la Prusse après Iéna et son essor militaire au temps de Bismark et de Guillaume Ier. Alors la comparaison s'établira d'elle-même dans leur esprit et ils comprendront bien des événements de l'heure présente.

Ce n'est pas sans raison que M. Benoist Méchin a mis en tête de l'introduction de son ouvrage cette phrase de Mirabeau : « La Prusse n'est pas un État qui a une armée; c'est une armée qui a conquis une nation. »

Aujourd'hui on pourrait dire : « L'Allemagne est une nation qui conduite à l'abîme par les chefs de son armée s'est laissée reconquérir par eux moins de quinze ans plus tard. »

COLONEL KOELTZ

LE THÉATRE

Luigi Pirandello : *Chacun sa vérité* (Comédie française). — M. Laurence Housman : *Victoria Regina*, adaptation de M. André Maurois et madame Virginia Vernon (Théâtre de la Madeleine). — Shakespeare : *Le Songe d'une nuit d'été*, adaptation de M. Louis Piachaud (Odéon). — M. H.-R. Lenormand : *Les Ratés* (Théâtre Montparnasse-Baty).

La reprise de *Chacun sa vérité* fait le plus grand honneur à la nouvelle Comédie française. L'œuvre, créée, dans la version française de M. Benjamin Crémieux, au Théâtre de l'Atelier, voici quelque dix ans, avait alors frappé surtout par sa subtilité. Elle était apparue uniquement comme un jeu d'énigmes, de points d'interrogation habilement posés, de déductions rigoureuses et décevantes. On y prit un plaisir intellectuel, exactement celui que l'on pourrait goûter à regarder fonctionner une logique singulière, dont le propre serait de n'aboutir à aucune conclusion, de ne soulever les questions que pour les laisser ensuite en suspens.

Imaginez une pendule qui, à partir d'une certaine heure, marquerait les minutes avec une extraordinaire précision, détaillant les secondes et les quarts de seconde dans l'épaisseur de la durée comme le tranchant d'un scalpel découperait la masse opaque d'un tissu en minces lamelles transparentes. Toutes ces coupes sont claires sous le microscope. Ainsi des minutes et des secondes dans ce système d'horlogerie. Et leurs

clartés s'additionnent merveilleusement, pourvu que l'esprit ait une attention assez soutenue pour ne pas laisser échapper une seule maille du tricot lumineux, sans quoi l'enchaînement se romprait et l'on perdrait le fil. Cependant, à l'instant même où la position des deux principales aiguilles est sur le point d'annoncer l'heure suivante, lorsque va résonner, croit-on, la sonnerie qui sera comme une délivrance, comme l'affirmation que du temps s'est écoulé, comme le total de l'opération et la justification de la manœuvre, brusquement la grande aiguille se précipite en sens inverse de sa marche normale, refait en un éclair tout le tour du cadran, et la petite aiguille, de même, rebroussant chemin tout à coup, revient se poser sur le chiffre de l'heure précédente. On n'est pas plus avancé. Les secondes hachées menu se sont jointes de nouveau, les lamelles translucides qui promettaient de nous révéler les secrets de la vie, se sont reformées en une masse compacte. On n'a plus devant soi que le tissu obscur de l'être, la matière du temps qui pèse sur l'esprit des vivants, comme le couvercle du cercueil sur les morts.

Je n'ai fait ici qu'exprimer en style figuré la confuse impression, mêlée de stupeur, de curiosité, d'admiration et d'agacement, que le pirandellisme, il y a dix ans, causait encore au public de France — et sans doute, aussi d'ailleurs. Mais peut-être les Français (encore que la faveur qu'ils montrèrent à Pirandello dès qu'ils le connurent ait grandement contribué à sa gloire) étaient-ils alors plus excusables que d'autres de ne voir dans son théâtre que des combinaisons de syllogismes, les rouages d'une dialectique supérieurement montée. En effet, la première pièce de Pirandello qui avait rendu son nom célèbre à Paris, la première que M. Benjamin Crémieux eût traduite, avait été *Six personnages en quête d'un auteur*. Or il est bien vrai que, dans cet ouvrage, la mécanique l'emporte sur l'humanité. Certes, chez Pirandello, jamais la mécanique, jamais le calcul ne sont absents de la dramaturgie, puisqu'ils en sont proprement les moyens d'expression, les ressorts, mais, dans les *Six personnages*, mécanique et calcul s'exercent sur une matière d'un intérêt purement esthétique : à savoir les rapports de la création dramatique ou romanesque avec la réalité, les divergences qui séparent les héros de l'œuvre

littéraire et les individus réels auxquels l'auteur a pu emprunter certains traits, les conflits des personnages avec leurs modèles. C'était là un débat très spécial. L'originalité consistait à avoir fait d'une discussion critique un drame attachant, à avoir prêté figures, voix, humeurs, caractères aux différents arguments des thèses affrontées. Si le succès fut grand, l'amour naturel du Français pour la raison raisonnante dut y contribuer. L'agilité sicilienne (qui n'est pas sans rappeler parfois les arguties de l'ancienne sophistique hellénique) s'accordait à merveille avec ce qui, sous le ciel de Paris, survit toujours de la scolastique médiévale. Les ombres d'Abélard et de Protagoras sympathisaient au-dessus de la scène de la Comédie des Champs-Elysées, et les Pitoëff, venus depuis peu de Russie, leur servaient de truchements en cette étrange rencontre. Mais il advint ceci que, pour des années, les Français ne virent en Pirandello qu'un dramaturge ratiocinateur. Quand madame Simone, en 1925, créa *Vêtir ceux qui sont nus* au Théâtre de la Renaissance, quand Dullin représenta pour la première fois *Chacun sa vérité* à l'Atelier, le fond humain, le tragique poignant de ces deux ouvrages ne furent compris que de quelques-uns. C'est encore la subtilité de l'auteur qu'on loua. Il ne vint pas à l'esprit du public que cette subtilité Pirandello pût l'employer à élucider des cas profondément émouvants, ou bien, s'il n'est pas dans son tempérament d'apporter des solutions, qu'il pût appliquer sa dialectique à circonscrire, cerner des énigmes, et que notre incapacité de tout expliquer pût être la source d'un pathétique puissant, lorsque cette impuissance à faire la lumière, à définir la personnalité humaine de chacun, à saisir une vérité qui fût valable pour tous, nous serait démontrée irréfutablement.

C'est ce fond d'humanité générale que les spectateurs, lors de la reprise de *Chacun sa vérité* à la Comédie française, semblent avoir découvert chez Pirandello. N'est-ce pas le signe des grandes œuvres qu'elles ménagent des surprises aux générations qui se succèdent après leur naissance? Pourtant, cette compréhension nouvelle n'était pas encore égale chez tous. Certains rires à contre-temps témoignaient, parfois, qu'une petite partie du public se refusait à suivre l'auteur

dans ses déductions et surtout à prendre celles-ci au sérieux. Comme il y a, dans *Chacun sa vérité*, deux plans différents : un drame et une comédie, voire une farce, et que les éléments de l'un et de l'autre s'entrecoupent, ou plutôt se développent parallèlement, à l'intérieur des principales scènes, d'aucuns, négligeant le drame, ont paru ne s'attacher qu'à la comédie, à la farce, ou même ne voir dans le drame qu'une seconde farce vêtue de noir, qui, dans le dessein de l'auteur, n'aurait d'autre raison d'être que de mettre en valeur les tons crus de la première et d'accroître l'hilarité. Le fait est que je perçus quelques rires aux instants les plus déchirants. Sans doute provenaient-ils de Français « moyens », irréductiblement « purs », dont l'humeur, instinctivement, réagissait contre le pessimisme inexorable de la pièce, de même qu'un organisme, attaqué par un poison, se défend et tâche de l'expulser. Ceux-là rejetaient la pièce, entendez l'image qu'ils s'en faisaient, vers le pays du vaudeville, où leur esprit a de vieilles habitudes et un domicile à bail emphytéotique, indéfiniment renouvelable. Ce mot « vaudeville », il est même arrivé que des critiques sensibles aux côtés tragiques de l'œuvre l'ont employé pour caractériser les côtés comiques de celle-ci. L'expression me semble impropre. Il n'y a pas trace de vaudeville dans les parties bouffonnes de *Chacun sa vérité*. Le vaudeville est un genre défini. Une longue pratique l'a, chez nous, nettement délimité. Comment peut-on le reconnaître là où il n'est pas ? D'une façon générale, la mécanique pirandellienne, appliquée à la dissociation de l'idée de l'identité humaine, accomplit ses découpages dans les profondeurs de l'âme ; sa dent travaille sur le spirituel. La machine vaudevillesque besogne à l'extérieur, dans le monde physique le plus grossier, provoquant matériellement, par une série de déclics et d'engrenages, des rencontres et des poursuites ahurissantes. Ses quiproquos n'ont aucun rapport avec le relativisme philosophique. En outre, dans *Chacun sa vérité*, une intention de satire préside aux effets comiques. Les traits ne sont plus gros, comme dans le vaudeville, mais artistiquement grossis, afin que les déformations morales qu'ils reflètent sautent aux yeux, et qu'on en sente le ridicule. Tous ces traits, en effet, sont des traits de mœurs ou de caractères ; chacun d'eux contribue à

dessiner, sous un angle grotesque, le monde de mensonges qui est notre habitat, c'est-à-dire le milieu social.

La construction de l'ouvrage est géométrique. Deux groupes s'y opposent : d'une part, le groupe des curieux, d'autre part, celui des mystérieux, dont les curieux cherchent à connaître les secrets. Au premier groupe appartiennent le secrétaire général de la préfecture, M. Agazzi, et sa famille, au domicile duquel la scène se déroule, le ménage Sirelli, la vieille madame Cini, et, au dernier acte, le préfet lui-même, entouré de quelques comparses ; le second groupe, qui est vêtu de deuil, comprend le nouveau conseiller de préfecture, un M. Ponza, arrivé depuis peu, sa belle-mère, madame Frola, et sa femme, qui ne fera son apparition qu'à la fin, non pour éclaircir le mystère, mais pour prononcer des paroles sybillines qui nous ôteront tout espoir de le pénétrer jamais.

Quel est-il donc ce mystère qui met en émoi tous ces provinciaux ? Madame Frola habite, sur le même palier que les Agazzi, un appartement que son gendre a loué pour elle, et où elle vit seule. Il habite, lui, dans un faubourg, au dernier étage d'une grande bâtisse isolée. On dit qu'il y séquestre sa femme. En effet, nul n'a jamais vu madame Ponza. Le couple est sans domestique. C'est M. Ponza lui-même qui va aux provisions. Quant à madame Frola, elle rend quotidiennement visite à sa fille, mais elle n'est pas autorisée à gravir l'escalier ; elle doit rester dans la cour. Sur un signal convenu, la recluse paraît à la fenêtre et les deux femmes, durant quelques instants, se regardent de loin. Cependant, elles s'écrivent. Elles échangent leurs lettres au moyen d'un panier que madame Ponza fait alternativement descendre et remonter au bout d'une corde. D'autre part, il ne se passe pas de jour sans que le gendre vienne chez sa belle-mère, auprès de laquelle il se montre très empressé, très attentif. Certes, il y a là de quoi mettre sur le gril, en tous pays, les habitants d'une petite ville. Sollicitée d'avoir à s'expliquer, madame Frola raconte avec douceur que son gendre a organisé ainsi leur vie commune, et qu'il est très, très bon. Sans doute, il ne lui permet pas d'approcher de sa fille, mais, du moment qu'elle peut la voir, qu'elle peut correspondre avec cette chère enfant, c'est très bien, elle est heureuse ; ils sont heureux

tous les trois ; et il y aurait imprudence grave, n'est-ce pas? à vouloir changer quoi que ce fût à une entente si parfaite. Là-dessus, la vieille dame se lève et sort, laissant le groupe des curieux dans un profond ahurissement. Ils n'en sont pas encore revenus, que Ponza arrive, l'air triste et fâché. Il vient d'apprendre que sa belle-mère sort de chez les Agazzi et il soupçonne ce qu'elle leur a dit. C'est un homme sanguin, bourru, un peu campagnard d'aspect et de manières. Avec embarras, chagrin, colère (car les curiosités dont il se sent environné, les indiscrétions auxquelles il est en butte commencent à l'irriter) il déclare au groupe haletant que sa belle-mère est folle ; que la fille de celle-ci, Lina, qu'il avait épousée en premières noces est morte il y a quatre ans ; que c'est à la suite de ce deuil que la malheureuse femme a perdu la raison ; qu'il s'est ensuite remarié ; que, s'il interdit à madame Frola d'approcher sa seconde femme, c'est afin d'entretenir la pauvre démente dans l'illusion qu'elle s'est forgée que sa fille vit encore et que c'est Lina qui se montre à la fenêtre quand elle l'appelle du fond de la cour. Quant à l'échange des billets, la nouvelle madame Ponza a bien voulu, par compassion envers madame Frola, consentir également à ce pieux mensonge et en assumer la servitude. A ces révélations le groupe réagit diversement. Satisfaction de tenir enfin le mot de l'énigme, intérêt qui s'attache à une histoire lugubre et romanesque ensemble, fausse sympathie, fausse pitié, toutes ces nuances sont notées d'un trait rapide et incisif. Il y a, chez Pirandello, si souvent représenté comme un abstracteur de quintessence, un réaliste supérieur. Dans son théâtre, un fort tissu d'observations prises sur le vif sert de fond aux drames philosophiques, de même que, dans le théâtre d'Ibsen, la vérité des types particuliers soutient, appuie les thèses sociales. Donc, l'excitation des curieux s'est apaisée, mais, bientôt, le feu se rallume et les voici de nouveau sur le gril. Madame Frola reparaît chez les Agazzi. Elle sait, dit-elle, que son gendre la fait passer pour folle. Hélas ! le malheureux garçon a le cerveau si troublé ! Son cas, en vérité, est étrange. Au début de son mariage, il brûlait pour Lina d'un amour si ardent, si immodéré dans ses expansions, que la santé de la jeune femme en souffrit. Sur l'ordre des médecins, on dut la soustraire aux étreintes

de ce mari trop passionné... Ici, un imperceptible frisson de gaîté courut dans la salle. Certains d'entre les « Français moyens » crurent voir une issue s'ouvrir dans ce casse-tête funèbre. C'était comme l'amorce d'un fabliau qui, brusquement, se dessinait, ou comme un départ de vaudeville, peut-être... Mais cet espoir ne dura qu'un instant. Madame Frola, de sa douce voix navrée, poursuivait son récit. Quand, après une séparation de quelques mois, Lina revint auprès de son époux, celui-ci, qui l'avait crue morte, avait perdu le sens, il ne voulut pas la reconnaître, entendez qu'il prétendit que ce n'était pas elle, que c'était une autre, il ne savait qui, mais à coup sûr pas Lina. Pour qu'il consentît à la recevoir à son foyer et à reprendre la vie commune, on dut feindre d'admettre que Lina était une autre femme, appelée Julietta, et simuler un second mariage. Depuis, il est probable que le pauvre homme, intérieurement, a reconnu son erreur, mais il ne veut pas l'avouer ; s'il éloigne la mère de la fille c'est pour n'y être pas contraint ; il persiste à appeler Lina Julietta, et, comme il redoute qu'on ne la lui enlève de nouveau, il la tient enfermée... Oh ! oh ! voilà qui se complique et devient palpitant. Le groupe rissole et se retourne sur le gril. Alors, quoi ? le fou, ce serait lui, Ponza ? Mais comment savoir qui, des deux, déraisonne ? Où est la vérité ? Cette fois, ce ne sont plus seulement les particuliers que la question intéresse. La tranquillité publique est en jeu. Il y a trouble, il y a scandale. Cette situation ne peut durer. D'autant moins que ce Ponza a l'air d'un homme assez violent ; si c'est un aliéné, il peut être dangereux. D'abord, d'où vient-il ? Il faut s'informer. Ah ! mais voilà le moyen de découvrir le pot aux roses. Comment donc ! C'est très simple : on n'a qu'à prendre des renseignements sur les antécédents de Ponza et sur sa famille. Agazzi en fait son affaire, il va alerter le commissaire... Malheureusement pour les curieux, Pirandello a pris toutes ses dispositions pour les décevoir. Les résultats de l'enquête sont aussi négatifs qu'ils peuvent l'être quand un auteur dramatique, maître des choses et de son scénario, a décidé *a priori* qu'il en sera ainsi. La petite ville du sud de l'Italie, où vivait le ménage Ponza et madame Frola il y a quatre ans, a été détruite par un tremblement de terre. Ponza, sa belle-

mère, et Lina (si Lina est bien Lina) sont les seuls survivants de la catastrophe. Enfin les registres de l'état-civil ont disparu. Il ne reste aucune trace officielle d'un second mariage de Ponza, pas plus d'ailleurs que du premier, pas plus que du décès d'une madame Ponza. C'est la nuit, la nuit noire. Les confrontations de Ponza et de madame Frola, habilement ménagées, n'aboutissent qu'à un redoublement de confusion. Ponza, se trouvant soudain, chez les Agazzi, face à face avec madame Frola, entre dans une fureur épouvantable, reprochant à sa belle-mère de désobéir à ses ordres, lui interdisant une fois de plus de sortir et de faire des visites sans sa permission. Il va jusqu'à lui crier : « Vous savez bien que votre fille est morte ! » et jusqu'à la chasser. La brutalité est telle qu'elle donne l'impression du délire. Les curieux déjà échangent des clins d'yeux. Évidemment, c'est lui, le fou. Mais à peine madame Frola a-t-elle franchi la porte que voilà un homme qui baisse la voix, qui s'effondre et laisse échapper un sanglot en s'épongeant le front. Il n'a joué, dit-il, cette affreuse comédie que pour ancrer la malheureuse femme dans la conviction qu'il a perdu la tête, et ainsi lui permettre de croire que sa fille n'est pas morte, que Julietta est Lina. Les curieux, pour le coup, estiment que l'imbroglio passe les bornes. Il y a longtemps que le « Français moyen », dans la salle, le pense aussi. Mais les spectateurs réfractaires sont en minorité. C'est le fait nouveau. Le public, dans l'ensemble, est, à cette minute, prodigieusement attentif : il est pris. — A quoi ? Au piège de l'énigme ? Sans doute, mais pris, ému, angoissé par autre chose de bien plus vaste, de bien plus profond, dont il sent passer le souffle à travers le fin treillis des hypothèses entrecroisées. Derrière le cas de M. Ponza et de madame Frola, il soupçonne un abîme. Il en tâte du pied le bord glissant, il en éprouve le vague vertige. Ce gouffre est celui qui se creuse autour de notre *moi* et guette chacun de nous : le mystère de l'être, le problème insoluble de la destinée. Qui sommes-nous ? Que faisons-nous au monde ? Est-il même certain que nous existions ? « Je pense, donc je suis », a dit le maître des idées claires avec assurance. Mais d'abord, qui est « je » ? Autant de points d'interrogation qui, certes, ne se posent pas nettement dans l'esprit du public, mais dont une anxiété

croissante lui communique l'obscur sentiment. Au surplus à cette impression générale que la vie est inexplicable, que notre propre identité, notre personne, notre présence sur terre sont choses fuyantes, insaisissables, indémontrables, s'ajoutent des émotions d'un autre ordre, d'un pathétique plus précis et plus familier. Le secret douloureux qui pèse sur l'existence de M. Ponza et de sa belle-mère, a sa source dans un attachement exclusif et sans retour à un être chéri. Si c'est la belle-mère qui n'a plus sa raison, la cause en est qu'elle n'a pu accepter la pensée que sa fille était morte. A l'éternelle absence, à la séparation sans fin, au néant elle a répondu par un refus catégorique et substitué à la réalité insupportable de Lina défunte un rêve consolant. Si c'est le gendre qui est fou, sa folie a commencé quand on l'a séparé de sa femme. Chez cet homme sensuel et probablement jaloux, c'est au contraire le rêve d'une Lina morte qui a triomphé des autres images et de la réalité même. Dès l'instant que Lina l'eut quitté, il n'a pu concevoir, tolérer d'autre explication à ce départ que la mort. Dans les deux suppositions, le choc, le traumatisme, comme disent les psychiatres, qui est à l'origine de l'aliénation mentale, c'est une souffrance trop forte, une entorse du cœur, bref un désespoir d'amour. D'où l'accent d'humanité qui résonne de façon poignante dans toutes les paroles de ces deux pauvres êtres divisés, abondants en affirmations contradictoires, mais tous deux également plongés dans l'affliction. Cependant les curieux bourdonnent autour de cette douleur, comme des frelons autour d'un pot de confitures. Ils n'ont ni paix ni pitié. La préfet a pris l'affaire en main. Seule la recluse peut dire où est la vérité. Il décide de l'interroger. Elle paraît, le visage caché sous un voile de crêpe. Mais à la question posée : « Qui êtes-vous ? », elle répond : « Je suis celle qu'on me croit[1] ». Elle est Julietta pour Ponza, Lina pour madame Frola. Chacun sa vérité.

J'ai négligé de dire que, entre le groupe des curieux et celui des mystérieux, Pirandello avait placé un personnage intermédiaire, l'oncle Laudisi, le frère de madame Agazzi. Ce Laudisi

1. La phrase est bizarre, incorrecte. Dans la traduction excellente de M. Benjamin Crémieux elle détonne, d'autant plus qu'elle est capitale, c'est le « mot de la fin ». Mais peut-être ai-je mal entendu. Au reste, peu importe, c'est au sens ici que je m'attache, et il n'est pas douteux.

sert de truchement à l'auteur pour expliquer sa pensée. Il nous agace un peu, Laudisi, et l'on serait parfois tenté de lui crier : « Assez ! mon vieux, ne te donne pas tant de peine, nous avons compris ! » Mais, durant si longtemps, l'on fit preuve d'une totale inintelligence à l'égard de Pirandello que celui-ci est excusable d'avoir cru que, sans ce guide-âne, nous perdrions le fil dans le labyrinthe de sa dialectique. Aujourd'hui que nous sommes tous devenus pirandelliens, l'on pourrait sans inconvénient supprimer ce raisonneur prolixe. Cela nous délivrerait du même coup de l'éclat de rire qu'il lance à la fin de chaque acte et, par suite, de cette obscurité soudaine et de ce coup de lumière sur la face de Laudisi, combinés à cet instant par le metteur en scène, effet un peu gros, emprunté au cinéma. C'est M. Debucourt qui joue Laudisi. Il s'en tire à la perfection et prête au personnage une bonhomie de « tonton » à bouffarde qui en atténue les côtés irritants. Il y a bien un fâcheux moment où le philosophe exécute un petit numéro d'acrobate intellectuel devant un miroir, mais cela dure heureusement peu.

Toute l'interprétation, au reste, est remarquable, digne des « grands jours » de la Comédie française. Madame Berthe Bovy, dans le rôle de madame Ponza, est bouleversante, par la douceur infinie d'un inguérissable chagrin. Madame Ponza, dira-t-on, sait ou croit que sa fille est vivante. Dans les deux cas, folle ou pas folle, elle ne devrait pas être triste. — A l'objection, je répondrai que, si madame Ponza est folle, derrière l'écran de l'idée fixe que, par un effort sanglant, sa conscience interpose entre elle et une horrible réalité, elle soupçonne obscurément la vérité, qui est que sa fille est bien morte, et de cela elle porte le poids dans son inconscient. Si elle n'est pas folle, c'est la folie de son gendre qui la navre, avec toutes les conséquences qui en résultent pour sa fille et pour elle-même et que nous connaissons. Madame Bovy exprime admirablement toutes les nuances de ce destin cerné par le malheur. M. Ledoux, qui fait Ponza, traduit avec un accent profond un autre aspect de la douleur : celle de l'homme vigoureux et simple qui lutte violemment contre les fatalités d'un sort cruel. Cela, au cas où Ponza ne serait pas fou. Mais, si Ponza est fou, le jeu de l'acteur, n'en est pas moins juste :

il s'accorde avec le type de l'aliéné physiquement robuste, buté, défiant, emporté, le délirant persécuté, d'espèce dangereuse. L'art, ici également, a pour tâche de construire le personnage, sans fausse note, selon deux interprétations possibles. Tous les autres rôles ne sont pas seulement très bien tenus, mais composés avec intelligence, rehaussés de traits particuliers qui les gravent dans la mémoire, notamment par madame de Chauveron (madame Agazzi) et madame Fonteney (madame Cini), et par MM. Bacqué et Bertin (Agazzi et Sirelli).

Le décor de madame Suzanne Lalique, en gris et noir, est harmonieux. Peut-être un peu grand, quoique, en Italie, les appartements spacieux, habités par des gens de moyenne condition, se voient assez fréquemment dans les provinces. Agazzi est secrétaire général de la préfecture, donc un fonctionnaire de « premier-second rang », dans la ville.

La présentation de M. Dullin, dans ce décor unique, est une merveille d' « éclairage psychologique ». A part les fâcheux coups de lumière (physique) sur la face hilare de Laudisi à chaque fin d'acte, on ne peut rêver mieux. Ici la mise en scène équivaut à une projection dans l'espace du sens général qu'il convient d'attacher au jeu des sentiments. Elle facilite la compréhension d'un texte subtil. Elle dégage les grandes lignes du drame, ménage, à l'intérieur de l'action, des plans, des angles, qui ont l'avantage de rendre immédiatement et matériellement visibles les positions des différents personnages dans le débat, ce que la simple lecture ne peut que suggérer (et encore en admettant que le liseur soit doué d'une certaine imagination scénique). La mise en scène de cet ordre est un art caché, ordinairement méconnu, sinon complètement ignoré du public, lequel croit naïvement que les entrées et sorties, ainsi que les mouvements des acteurs sont livrés au hasard ou à l'inspiration, au caprice de chacun. Mais il n'est pas d'art plus difficile.

*
* *

J'ai insisté sur cette reprise de *Chacun sa vérité*, considérant que l'entrée de Pirandello à la Comédie française est une

date dans l'histoire du théâtre. Faute de place, je me bornerai maintenant à résumer mes impressions sur quelques autres spectacles.

Agréable soirée au Théâtre de la Madeleine, où l'on donne *Victoria Regina*, pièce anglaise de M. Laurence Housman, que M. André Maurois s'est diverti à traduire et adapter, en collaboration avec madame Virginia Vernon. Il s'agit d'une suite de tableaux représentant quelques aspects de la vie privée de la reine Victoria, depuis son avènement en 1837 jusqu'à son jubilé en 1897. C'est surtout une aimable peinture de sa vie sentimentale, de son unique et grand amour. On y voit, retracée en quelques scènes piquantes et touchantes, bien menées, justes de ton et sans fadeur, l'histoire des fiançailles de la reine, âgée de vingt et un ans, avec son cousin-germain, Albert de Saxe-Cobourg. D'autres scènes ont trait à l'intimité du couple royal, à la passion ombrageuse de Victoria pour son époux et à l'influence morale que cet Allemand rigide exerça sur elle, jusque dans les affaires de l'État, ce dont les Anglais ne laissaient pas d'être fort irrités. Un tableau nous montre le prince, atteint déjà du refroidissement qui devait l'emporter, passant la nuit à corriger, malgré la fièvre qui le gagne, une note signée par la reine sur le conseil de ses ministres et qu'il juge trop cassante, susceptible d'entraîner la guerre avec les États-Unis. Albert une fois disparu, le culte fétichiste voué à sa mémoire par sa veuve fait l'objet de la scène suivante. Bien que Victoria ait survécu quarante ans au prince consort, ce qui vient après la mort de celui-ci dans la pièce ne compte guère, ce n'est plus qu'occasion offerte à l'interprète de se grimer en vieille femme et de nous étonner par la réussite de la composition.

Ces dernières images amusent le public, mais l'art délicat de madame Gaby Morlay dans la première partie de l'ouvrage, qui est de beaucoup la meilleure, m'a intéressé davantage. L'artiste rend avec esprit, avec tact, les nuances de puérilité, d'obstination qui jouaient dans le caractère de la jeune souveraine, sur un grand fond de bon sens et d'honnêteté, ainsi que les petits conflits de son orgueil dynastique avec les élans d'un cœur subjugué. M. Erwin, qui fait le prince Albert, semble le personnage même. Il y a là, physiquement, une

heureuse rencontre, mais il faut du talent pour en donner jusqu'au bout l'impression. M. Erwin a du talent.

Je n'insiste pas sur le décousu de l'ouvrage, ni sur ce qu'a de trop commode en vérité et proprement d'antidramatique le procédé qui consiste à combler les intervalles des scènes situées à des époques différentes par des mementos historiques projetés sur un écran. M. Maurois, qui vient de publier une admirable *Histoire d'Angleterre*, pleine de vues pénétrantes, a glissé, dans le dialogue, çà et là, de fines observations sur le caractère anglais. Celles, notamment, qu'il prête à l'ambassadeur de France m'ont frappé par leur intelligence.

La mise en scène n'est que décente. Sans aller jusqu'à désirer un riche déploiement d'images (encore que, dans cette pièce, qui ressortit au genre « fresque », le parti-pris décoratif eût été à sa place), on eût souhaité, tout de même, un peu moins de sobriété.

Que dire du *Songe d'une nuit d'été*, qui nous fut donné, à l'Odéon, dans la version de M. Louis Piachaud? Comme une lumière emprisonnée dans une lanterne sourde, la féerie shakespearienne, ensevelie dans ces lourds vers blancs, ne laisse plus parvenir jusqu'à nous qu'un bien faible rayon. Etrange impression pour un auditeur que celle de suivre à chaque phrase les funérailles de la poésie!

Il y a des acteurs à l'Odéon, qui resteront toute leur vie des élèves. C'est un peu triste mais encore honorable. Tandis que le comédien-amateur est au-dessous de l'élève, dans la mesure même où il croit le dépasser. Ce discours s'adresse, en particulier, à une demoiselle qui jouait, ce soir-là, Titania.

La reprise des *Ratés* inspire des réflexions qui exigeraient quelque développement. On est prié de ne voir dans la brièveté de ce compte-rendu rien qui mette en doute l'importance de l'ouvrage. Celui-ci n'est pas, à mon avis, la meilleure pièce de M. H.-R. Lenormand. Aux *Ratés*, je préfère *le Simoun*, ou encore *Mixture*, et surtout *Le temps est un songe*, qui est le chef-d'œuvre de l'auteur, peut-être. Mais *les Ratés* sont très caractéristiques d'un certain théâtre auquel le nom de M. Lenormand demeure attaché. Leur succès, en 1920, lorsque M. Pitoëff donna la pièce à Paris, après l'avoir créée à Genève, marque une date qu'on n'a point oubliée, que les manuels de

littérature déjà retiennent. Je ne sais pas s'il faut chercher, comme on l'a fait, dans les fatigues de l'après-guerre les raisons de la faveur qu'obtint alors ce drame d'un pessimisme noir. On perd de vue que le pessimisme n'était pas du tout le ton de l'époque en France ; du moins ce pessimisme accablé. On était las, bien des idoles étaient par terre, mais on se ruait au plaisir. C'est le plus beau temps des jazz et des orchestres nègres. Chose curieuse, les couleurs sombres qui apparaîtront, un peu plus tard, en quelques œuvres étrangères, et qui sembleront un produit de la défaite (au théâtre, *le Mal de la Jeunesse* ; au cinéma, *la Rue sans joie*), on croirait aujourd'hui que c'est M. Lenormand, un Français pourtant, un écrivain d'un pays victorieux, qui fut le premier à les employer. Premier broyeur de noir, sans doute l'auteur des *Ratés* a-t-il droit à ce titre. Mais qu'on cesse d'expliquer son cas par des rapports étroits avec une époque. Certes, il avait lu Dostoïevski, il renouait une chaîne de tristesse, mais c'est surtout en lui-même, dans le secret de son âme, qu'il avait trouvé cet accent funèbre, ce ton désespéré. Et si l'œuvre eut cette fortune, c'est qu'elle était, non pas une sorte de dénominateur commun à tous les états d'esprit du moment, mais l'expression singulièrement frappante d'un talent original ; c'est qu'elle nous changeait du déjà vu, c'est qu'elle apportait du nouveau. Il n'est pas jusqu'à sa coupe en tableaux, qui ne parût alors une libération. En rompant le cadre rigide de la pièce en trois ou quatre actes, qui tendait à devenir, avant la guerre, la formule fixe de la comédie dramatique, elle semblait ouvrir des horizons, indiquer aux jeunes auteurs un chemin non frayé.

L'œuvre, après dix-sept ans, garde un étrange pouvoir d'incantation, mais l'émotion qui s'en dégage s'est un peu affaiblie. Le poison est sur nous moins actif. Pourquoi ? Nous y reviendrons. La reprise a comme déplacé l'intérêt, en situant l'ouvrage sur le plan historique. M. Baty, avec intelligence, a souligné cela par une présentation en costumes 1905-10, très impressionnante, dont j'aurai également l'occasion de reparler.

FRANÇOIS PORCHÉ

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Il existe une tendance, chez les romanciers d'aujourd'hui, à mêler leurs fictions et leurs analyses aux événements qui se passent sous nos yeux. C'est le procédé du roman historique, mais transposé au présent. M. Martin du Gard l'a employé à la fin des *Thibault*, M. Aragon dans *les Cloches de Bâle*. Madame Simone Téry vient de le faire, dans *le Cœur volé*[1], d'une manière plus systématique encore. C'est ce qui donne à son roman un intérêt dans l'histoire des lettres. Une biographie sentimentale est mêlée à la description du mouvement communiste, à un congrès d'écrivains, aux besognes du reportage. Nous voyons passer Benda et Malraux, au milieu d'êtres imaginaires, mais peints au vif.

L'héroïne est une jeune femme, Vera Boissard, que nous voyons d'abord au moment où elle va partir pour la Russie. Son passeport est visé, son billet pris à l'Intourist. Elle n'a plus rien à faire. Mais nous voyons qu'elle est dans un grand trouble. Elle va en titubant d'un fauteuil à son divan, où elle s'étend à plat. « Elle se sentit comme une algue dans un océan sans bornes. Elle était sans pensée, sans volonté, sans désir, vaguement balancée par les flots immobiles. Elle détesta ce abandon d'elle-même. Elle serra les mâchoires et fronça les sourcils. Il fallait tout de même se ressaisir, essayer de comprendre, savoir où elle en était, où elle était... »

1. *Denoel et Steele.*

Elle fait donc le point. Nous comprenons que, depuis deux mois, elle a été « prise et roulée par l'ouragan ». Mais voici que, les souvenirs affluant, tout son passé se déroule, dans un certain désordre. C'est d'abord un coup de téléphone de René Crevel, qui l'emmène à une réunion à *Lutetia*. Il y a là Malraux, « pâle, avec un air de prince royal », Jean Cassou, Ilya Ehrenbourg. Le lendemain, c'est le suicide de Crevel. Pages émouvantes, où l'auteur a glissé une petite information utile sur Vera : « Toi, lui dit Crevel, tu n'es ni chair ni poisson ; tu ris, tu cours, tu t'agites, tu as l'air d'une bonne fille. Mais on ne sait pas ce que tu penses. Tu parais t'intéresser à tout, mais qu'est-ce qui t'intéresse vraiment? Qu'est-ce que tu cherches quand tu cours partout comme un rat? »

Nous voyons Crevel mort, puis, par le jeu du souvenir, nous le revoyons vivant, recevant à déjeuner la camarade allemande Gerta, une réfugiée politique que le *Secours rouge* lui a adressée. Et nous prenons ainsi un premier contact avec le communisme. « Vera abordait pour la première fois un monde absolument inconnu. Elle se sentait tout étourdie, étrangement émue, avec une vague envie de pleurer. Elle eut le désir de pénétrer dans ce cercle fermé, autour de Gerta et de René, de participer à cette fraternité singulière qui les unissait, eux qui se rencontraient pour la première fois. »

Le cadavre du pauvre Crevel rend à l'auteur un autre service encore. Vera, en monologuant devant lui, nous apprend qu'elle va se remarier avec un industriel, Marcel Fournier, intelligent, spirituel et qui a du cœur. « On peut se reposer sur lui... Nous aurons des enfants. J'ai tellement envie d'avoir un petit enfant, René ! Mais oui, c'est toujours ma marotte !... » Prenons garde à cette phrase, qui est une préparation, parfaitement inutile d'ailleurs, comme toutes les préparations. Nous aurons à nous en souvenir dans un épisode important. Et voici enfin un dernier avertissement. *L'Humanité* n'accorde que tardivement à Crevel un petit article assez froid. Les communistes ne marquent point de reconnaissance à l'écrivain d'être venu à eux. Et ils semblent lui tenir rigueur de s'être tué.

Toutes les idées du livre sont déjà dans ces trente premières pages. Cependant, Vera poursuit le voyage à travers ses souvenirs. Elle pense maintenant à son enfance. Elle se

voit dans un hôtel de la Côte d'Azur. Elle est en colère et sa mère s'écrie : « Mon Dieu, Vera, ne fais pas ces yeux noirs ! Tu as tout à fait le regard de ton père ! » Ce père, un ingénieur, a construit des chemins de fer en Russie et prit part à la Révolution de 1905. La révolution écrasée, il est revenu en France ; puis il est reparti avec une femme, et on ne l'a plus revu. Il a donné à sa fille l'intrépidité et la franchise.

La mère de Vera a connu, après le départ de son mari, des heures de pauvreté. Puis la mort de son mari la rendit riche. C'était une femme sentimentale, exaltée, qui allait d'une passion à un abandon.Elle mourut à son tour et Vera resta seule, avec une fortune ébréchée, mais suffisante pour vivre. Elle vivait dans un milieu fort libre, mais elle était sage. Elle se gardait pour un grand amour. Elle attendait le Prince Charmant, mais elle commençait à être au bout de sa foi et de sa patience. C'est alors qu'elle rencontra Michel Arnaud. « Quinze jours après, ils étaient mariés. Vera avait connu le bonheur des anges. » Mais Michel n'avait pas rompu avec une ancienne maîtresse. Vera l'apprit, fut comme folle, décida de se suicider, et ne fut sauvée que par son amie Marie-Rose. Tout cet épisode est de la plus pathétique vérité.

Puis vient une équipée en Espagne, avec le peintre Alain de Forval. Et nous voici revenus au temps du suicide de Crevel. Quelques jours plus tard, le 21 juin 1935, s'ouvre à la grande salle de la Mutualité le Congrès des Écrivains. Vera y assiste, et madame Simone Téry nous en fait de très jolis croquis. Le portrait qu'elle fait de Gide est vraiment excellent. C'est là que Vera connait Pierre Dumont, et que le roman commence véritablement. « C'était un garçon bien élevé, vêtu avec une discrète élégance. Il était de taille moyenne, son visage était comme tous les visages. Ce qu'il avait de plus remarquable, c'était ses cheveux châtains très souples, dont une mèche plus claire, à droite de son front, lui tombait constamment dans l'œil. Il la rejetait alors en arrière, d'un mouvement brusque de la tête. » Vera apprend avec stupeur qu'il est inscrit au parti communiste et que c'est un militant. Ses parents sont des « gens bien », qui le considèrent comme fou. Il a vingt-sept ans. Il est marié avec une camarade communiste. Il est sérieux, froid et net, avec une pointe de

sarcasme méprisant. Aussitôt qu'elle connait Pierre Dumont, ce Marcel Fournier qu'elle devait épouser devient intolérable à Vera, et elle rompt brusquement avec lui.

Alors commence une histoire racontée, sinon avec un grand talent d'écrivain, du moins avec un sens profond de la vie, et énigmatique comme la vie elle-même. Elle tient tout entière en deux faits. Voici le premier : Vera s'éprend éperdument de Pierre Dumont, en même temps que la société bourgeoise, où elle a grandi, lui fait horreur. Mais cette brusque aversion pour les bourgeois lui vient-elle de ce qu'elle aime un communiste? Ou est-ce, au contraire, la grâce communiste, dont elle est brusquement touchée, qui, dans ce cœur féminin, se transforme en amour pour cet homme d'ailleurs agréable, jeune, et d'une séduisante froideur? Nous ne le saurons jamais. Vera non plus. Et voici maintenant le second fait : Pierre Dumont, après s'être laissé aller au plaisir d'une amitié amoureuse, qui va jusqu'à un projet de départ, se ressaisit brusquement et marque à Vera un éloignement poli, qu'il excuse par les obligations de son travail au parti. Mais quels sont ses sentiments vrais? A-t-il eu un moment de faiblesse chaude et se reprend-il en voyant le chagrin de sa femme qu'il aime véritablement? Cet ascète communiste dompte-t-il son amour pour Vera? La considère-t-il comme un élément de trouble, lui qui veut bannir le pathétique de sa vie? La reconnaît-il pour une bourgeoise, et bourgeoise pour toujours, qui vient se sensibiliser au contact des nouveaux apôtres? Est-ce une frivole femelle qui vient hannetonner dans le printemps de l'âge futur? Ou la tient-il simplement pour une raseuse? Quoi qu'il en soit, il lui donne le conseil de visiter la Russie. Elle va donc partir, et nous voilà enfin parvenus, par un détour qui occupe les deux tiers du livre, à la première page.

C'en est fini du souvenir et de l'image rétrospective. Nous entrons, à la page 241, dans le récit direct. Voilà Vera en Russie Le récit de son voyage est très joli, très amusant et incontestablement véridique. Seulement, elle ressent le charme russe avec une naïveté sentimentale. « Dès le premier jour, Vera s'était sentie adoptée par ce grand peuple fraternel. » Nous la reconnaissons à ce trait et elle n'a pas cessé d'être prompte aux illusions. En même temps, elle se bat avec ses démons

intérieurs. Tout ce qu'une femme peut se ressasser pour s'expliquer à elle-même sa défaite et la colorer honorablement, elle se le répète jusqu'à ce qu'elle soit arrivée à se construire ingénieusement un monde intérieur où elle puisse vivre. Arrivée au mois d'août, elle reste en Russie jusqu'en octobre. Elle revient émerveillée du bolchevisme, communiste de cœur et tout à fait digne de l'amitié de Pierre. Du moins, elle le pense. Mais celui-ci se dérobe obstinément. D'autre part, Vera n'aura jamais, elle le sent, la force d'âme qu'il faut pour renoncer à ses aises, se plier à la discipline, devenir une militante. Elle ressent la déception du jeune homme de l'Évangile, celui qui n'a pas voulu donner tous ses biens : *et abiit tristis*. Dans cette solitude où elle est enfermée, elle est reprise de ce désir que nous lui avons connu d'avoir un enfant. Mais un enfant qui soit à elle seule, et dont le père n'ait ni droit ni charges. A qui s'adresser? Elle demande à Pierre ce léger service. Il refuse sous le prétexte qu'un père ne peut pas se désintéresser de son enfant. Elle l'accable encore de lettres, dont la suite inépuisable a un tel caractère de vérité, qu'elles nous font le même effet qu'à Pierre lui-même. Enfin elle se tue. Pierre, tout indigné qu'il est de ce suicide, est si bouleversé qu'il s'inscrit sur une liste d'engagés pour l'Espagne. Mais la discipline communiste le retient à Paris.

Il y a dans le livre des choses excellentes, les reportages, les raisonnements d'amoureuse, quelques scènes vraiment vivantes. Le communisme est présenté sous deux aspects, généreusement idéalisés. Celui de la foule est cordial et fraternel ; on dit bien aux bourgeois qu'on les pendra, mais avec jovialité. Celui des chefs est une ascèse. Ce caractère mystique de la secte est d'ailleurs indispensable au livre. Vera peut chercher la paix de son cœur troublé dans cette nouvelle religion. Il est dommage qu'elle ne la trouve pas et que sa conversion fasse faillite. Du moins, elle reste tragique. Si elle se faisait radicale-socialiste par désespoir d'amour, elle serait ridicule.

*
* *

« Sous ce titre un peu cru d'*Images d'Epinal*[1], j'ai réuni les études que m'inspirèrent des personnages appartenant

1. *Plon*.

à des pays, à des temps, à des milieux divers... Tous et toutes ont un trait commun ; ils ont frappé ou ils frappent l'imagination populaire. C'est ce que je cherche à montrer par ces portraits en couleur, où je n'ai retenu que l'essentiel de mes observations. » Ainsi parle la princesse Bibesco. Mais on pense bien que ses études, comme elle dit, vues avec une finesse qui n'exclut pas l'intention, enlevées d'un trait vif et quelquefois travaillées avec des dessous, n'ont aucun rapport avec l'imagerie populaire. C'est un art de cour, dont les Français ont perdu la tradition.

Le hasard, qui fait les destins, avait merveilleusement préparé la princesse Bibesco à nous donner ces notices royales : « Le maréchal avait connu mon beau-père, le prince Georges, et mon oncle, le prince Nicolas Bibesco, tous deux officiers brevetés d'état-major dans l'armée française... En 1929, j'avais rendez-vous au Maroc, pour accompagner dans sa dernière étape africaine, mon mari, qui revenait à travers le Sahara, sur sa voiture de sport... L'impératrice sera contente de vous voir... De ma belle-mère, il ne fut pas question. C'était pourtant elle, née Caraman-Chimay et petite-fille de madame Tallien, qui était, par les Cabarrus, cousine d'Eugénie de Montijo... Lord Ribblesdale, beau-frère de M. Asquith, alors premier ministre, m'emmenait déjeuner au camp militaire d'Aldershot, pour me montrer l'armée Kitchener... Mon père a connu, à la cour de Roumanie, cette princesse Joséphine (la mère du roi Charles Ier)... Lui aussi m'avait décrit les bals costumés qui avaient lieu chaque mardi, pendant toute la durée du carnaval, chez mon oncle et ma tante, le prince et la princesse Georges Bibesco... Isvolsky vint me voir. Bientôt, nous devînmes amis... Pendant mes séjours d'hiver à Paris, il m'arriva cette chose exceptionnelle de dîner un soir, chez le marquis de Breteuil, avec la duchesse de Mouchy... En 1933, j'accompagnai les souverains britanniques dans la visite d'une exposition de peinture. » Londres, Paris, Bucarest, Cincinnati ; les Hohenzollern, les Bonaparte, les Beauharnais, les Murat ; les familles régnantes d'Angleterre, de Russie ; des hommes politiques et des gens du monde, voilà à peu près la matière de ce choix de souvenirs.

Suite de tableaux, suite de portraits, suite de nouvelles.

Ce serait presque de la conversation, s'il existait une conversation d'une telle richesse. Ce serait presque une réunion de contes philosophiques, si la vérité des figures ne nous faisait comprendre que c'est la vie elle-même qui se charge ici de tirer la leçon des choses. Quelle scène que la réception du tsar à Constantza, le 14 juin 1914 ! Il s'agit de séparer la Roumanie de l'alliance austro-allemande. La princesse Bibesco ne nous cache pas qu'elle avait eu un entretien à ce sujet à Courances, chez la marquise de Ganay, avec l'ambassadeur de Russie à Paris. Le plan de celui-ci était, tandis que les souverains russes seraient en Crimée, de ménager une entrevue sur mer. Deux des filles du tsar étaient en âge d'être mariées. Peut-être le prince Carol pourrait-il plaire à l'une d'elles. Mais Nicolas II et sa femme désiraient pour leur fille un bonheur domestique semblable au leur. Il fut bien entendu que le prince n'avait aucune chance d'épouser une des grandes duchesses, à moins de se faire aimer d'elle. Il avait pour cela une journée. La description de cette journée est très brillante. Mais les princesses repartent, sans qu'aucune puisse se décider à se séparer de ses trois sœurs. Elles allaient vers leur destin.

D'autres chapitres sont des pages d'histoire, ou des contributions à une page d'histoire, comme l'article sur le roi Charles Ier ; d'autres de purs portraits, comme celui de madame Longworth. Et celui-ci est double : car il commence par l'éblouissante image d'Alice Longworth à vingt ans, et se termine par le portrait de la dame aux cheveux gris, dont la présence a encore le singulier effet d'annihiler tous les assistants. L'entrevue avec les Lindbergh est un récit charmant de sensibilité. Le portrait de Lyautey, celui de Gustave Le Bon sont saisis avec une vivacité de ressemblance qui enchante. Mais je crois bien que le chef-d'œuvre du livre est la tasse de thé chez l'impératrice Eugénie, à Farnborough Hill. On dirait une nouvelle de Mérimée. L'impératrice avait quatre-vingt-neuf ans. La première impression de la princesse Bibesco fut de croire reconnaître en elle sa belle-mère. On se rappelle, en effet, l'alliance entre les Montijo et les Cabarrus. L'impératrice parla avec un accent espagnol. Elle semblait une ombre. C'était en mars 1915. Après un demi-siècle, elle parlait encore en souveraine, passionnément occupée des affaires de l'État.

« Elle parla des conditions de la paix en personne qui connaît à fond les traités. La Roumanie aurait la Transylvanie et la Bukowine, indûment retenues par l'Autriche. Mais elle n'aurait pas cette partie du Banat habitée par les Ruthènes. Là-dessus, l'impératrice se montra intransigeante. Elle répétait : « Nous ne vous donnerons pas les Ruthènes ! »

Elle était restée espagnole et superstitieuse. Elle prédisait la ruine de l'Empire allemand. Elle en donnait la raison : « Tu te souviens, Gégé, disait-elle au comte Primoli, de la demande de l'empereur Guillaume? A la veille de nous faire la guerre, il m'a proposé de lui vendre le talisman de Charlemagne. Mais il ne l'aura jamais... » — Quel est ce talisman? se demandait la princesse Bibesco. Mais l'impératrice mourut, puis Primoli, sans que le secret se fût éclairci. C'est le duc d'Albe, le neveu de l'impératrice, qui, un jour, à Paris, expliqua le mystère. Il s'agissait du saphir, serti d'or et couvrant un morceau de la Vraie Croix, qui fermait, dans le tombeau d'Aix-la-Chapelle, le manteau de Charlemagne. Les moines, sous le coup de la terreur, l'avaient donné à Napoléon, qui l'avait donné à Joséphine. Il était revenu à Hortense, et, par elle, à Napoléon III, qui l'avait donné à sa femme. Le bonheur de l'empire y était attaché. Après la guerre, l'impératrice se laissa persuader de le donner à l'archevêque de Reims. Et voici le troisième recoupement de cette histoire. Un jour, à Reims, la princesse Bibesco en parla au cardinal Luçon et celui-ci alla bonnement le chercher dans sa table de nuit, le seul meuble qui fermât à clef.

*
* *

Le nom de Rainer Maria Rilke, qui fut le secrétaire de Rodin et le traducteur de Valéry, est si familier aux Français que beaucoup d'entre eux s'imaginent de bonne foi connaître le poète difficile des *Élégies de Duino*. M. Maurice Betz, qui a été son premier traducteur, vient de donner un livre de souvenirs, qu'il a appelé *Rilke vivant*[1], et qui est un complément bien précieux à ce que l'on savait déjà.

En 1915, M. Betz avait dix-sept ans, et il attendait à Neuf-

1. Éditions *Émile-Paul*.

châtel de pouvoir s'engager dans l'armée française. Il puisait pour ses lectures dans la bibliothèque du romaniste Schneegans. Un jour, il trouva entre deux volumes du *Mercure de France*, une plaquette allemande : *Chants de l'amour et de la mort du cornette Christoph Rilke*. Il le lut et voulut connaître les autres ouvrages de l'auteur. Pendant la guerre, il avait dans son sac le *Livre d'images*.

Après la guerre, M. Betz vint à Paris, où il fit paraître, en 1921, un recueil de poèmes : *Scaferlati pour troupes*. Il fait une agréable peinture de la jeunesse littéraire de ce temps-là. C'était le temps où Florent Fels dirigeait chez Stock la collection des *Contemporains*. C'est pour cette collection que Maurice Betz entreprit de traduire un fragment des cahiers de *Malte Laurids Brigge*, qui eurent un très vif succès. — Quelques pages avaient été traduites, douze ans plus tôt, par André Gide, qui les avait données à la *Nouvelle Revue Française*.

De son côté Rilke était sorti très désemparé de la guerre. Il accepta d'abord l'hospitalité de la princesse de Thurn et Taxis, à Venise. Puis il erra à Bâle, à Genève, à Lyon, à Locarno. Enfin, en octobre 1920, il était à Paris, dix-huit ans après qu'il y était venu pour la première fois. A Venise, il avait trouvé tout pareil à ce qu'il avait connu, et il en avait ressenti du malaise. A Paris, tout était également pareil, jusqu'à un antiquaire à besicles, aux environs de la rue de Seine, qui avait toujours la même cravate à damier noir et rouge. Mais cette fois la constance des choses fut bienfaisante à Rilke. « A cet instant, écrit-il, une sensation de bonheur aigu, puissant, m'atteignit. Tout était resté pareil, même la cravate de l'antiquaire... c'était donc que tout pouvait recommencer, que moi aussi, j'étais resté le même... Je repartis quelques jours plus tard, comblé, animé d'un grand courage et d'une confiance nouvelle. »

Il revint à Paris en janvier 1925. Il était connu par le succès du fragment des *Cahiers*. Il resta jusqu'au mois d'août. C'est pendant ce séjour que M. Betz le vit pour la première fois. L'écrivain français travaillait à la traduction complète des *Cahiers*. L'écrivain allemand venait le voir tous les jours, tirait d'une serviette en cuir marron l'édition allemande de son livre, et on confrontait les deux textes. Ce sont ces entre-

tiens que M. Betz nous rapporte dans leur désordre et dans leur richesse. On trouverait peu de textes plus savoureux que cette glose. Quand Rilke était arrivé à Paris, — en 1902, je crois, — il s'était installé rue Toullier. Ses promenades le portaient dans deux directions : d'une part, vers la rue de Seine, la rue de l'Ancienne-Comédie, la rue Saint-Jacques, celle-ci avec ses crémeries, ses bistrots, ses fruiteries, ses marchands de charbon ; et d'autre part, vers le quartier aéré des hôpitaux, le Val-de-Grâce et Cochin. Tout le début de son livre, qu'il écrivait alors, est plein de cette double atmosphère. En 1925, il relit ses pages, ou plutôt il les revit. Il se souvient et il explique. D'autres souvenirs apparaissent, et voici qu'il commente son propre commentaire. C'est la plus étrange, la plus saisissante confession de piété qu'on puisse imaginer. « J'ai écrit *le Cornette* en une seule nuit, dit-il, reproduisant de façon irrésistible les images que les reflets du soleil couchant avaient projetées sur les nuages que je voyais passer devant ma fenêtre ouverte. » — Cette espèce de dictée intérieure explique l'unité de ses poèmes. Le *Livre d'heures* est un chant où chaque strophe a sa place, aussi impossible à modifier que les nervures d'une feuille. — Pour les cahiers de *Malte Laurids Brigge*, l'unité est différente. C'est celle d'un personnage unique qu'il faut suivre dans sa diversité. Ce personnage est d'abord fondu avec Rilke lui-même et peu à peu s'en détache. Il y a un cas d'hallucination extrêmement curieux et instructif. Dans ce livre aussi, le poète écrit sous une impulsion intérieure, qui l'entraîne comme au hasard, dans des directions imprévues. Et le secret de son art est peut-être cet accord d'une inspiration toute-puissante avec le travail méticuleux que nous lui voyons faire avec son traducteur. — Rilke est mort à la fin de décembre 1926.

HENRY BIDOU

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

La reprise des transactions boursières, après les quatre jours de congé des fêtes pascales, s'est effectuée dans une atmosphère maussade. Toute une série d'événements décourageants ont, d'ailleurs, contribué à contrecarrer le bel entrain qu'eût dû permettre le succès proclamé de l'Emprunt à garantie de change. Malheureusement, diverses erreurs techniques, aggravées par la prolongation de l'agitation ouvrière et les vicissitudes de la politique extérieure, ont imposé au marché une attitude de grande réserve.

La liquidation de fin mars s'est effectuée sans difficultés au Parquet des Agents, où l'argent n'a valu que 5 1/2 p. 100 contre 7 1/2 précédemment. Mais, en Coulisse, il a fallu payer 11 p. 100 pour se faire reporter, ce qui, avec les frais, représente bien 14 ou 15 p. 100 ; donc, de ce côté, impression de gêne assez fâcheuse. D'autre part, on a observé que la situation de place, au Parquet, ne s'était peut-être pas allégée aussi amplement qu'on le supposait, le fléchissement des chiffres publiés pouvant provenir, en grande partie, de la baisse importante des cours qui avait caractérisé la seconde quinzaine de mars. Enfin, les places anglo-saxonnes, de leur côté, manifestaient nettement le besoin de souffler un peu.

Tout cela comportait donc la circonspection, sinon la réserve, pour les capitaux de placement, comme les professionnels l'ont compris. La plupart des séances boursières de ce début d'avril ont été à peine agitées, momentanément, par une courte effervescence, tantôt en hausse, tantôt en baisse, sans que l'on pût bien clairement en discerner les motifs.

En pareille conjoncture, la Bourse ne pouvait guère adopter qu'une seule tactique : s'orienter prudemment, à nouveau, vers les valeurs-refuge, d'autant que, du côté des changes, certaines préoccupations semblaient pouvoir se manifester. La fermeté, tout au moins relative, des actions de Mines d'or et de quelques valeurs de matières premières en ont marqué, jusqu'ici, l'expression. Les pétroles et les caoutchoucs ont été parmi les plus

favorisés, tandis que les valeurs cuprifères qui, chez nous, demeurent à la remorque du Rio, souffraient des vicissitudes des événements d'Espagne. Les capitaux attentifs peuvent puiser dans ces fluctuations, bien qu'elles apparaissent un peu désordonnées, de précieuses indications. Il est à observer, notamment, que pour les caoutchoucs — auxquels on peut adjoindre un bon nombre de nos affaires coloniales — nous ne sommes plus tributaires de l'étranger. Nos plantations d'hévéas de l'Indo-Chine sont parvenues à la période de pleine maturité, et même en admettant que les prix ne progressent plus — ce qui n'est nullement assuré — il n'est pas douteux qu'elles sont entrées dans une période de belle prospérité qui durera plusieurs années. Les besoins de cette matière ne peuvent que s'accroître, alors qu'il est impossible de suractiver rapidement la production en raison du délai nécessaire pour mettre une plantation nouvelle en état de productivité. De même, celles de nos entreprises africaines qui sont plus ou moins spécialisées dans la production de produits de grande consommation — arachides, cafés, etc. — comme celles de l'Afrique Équatoriale par exemple, sont désormais en excellente posture pour en rappeler des épreuves qu'une longue crise leur a infligées.

Sans doute on peut arguer, surtout à l'occasion d'une période momentanée de dépression générale, que les prix des matières premières et, d'une façon générale, des produits de grande consommation, ne progresseront pas indéfiniment ; assurément. Toutefois, tant que l'accélération de la course des armements, si déplorable qu'elle soit, ne sera pas ralentie, il n'y a guère à espérer, ou à redouter, un arrêt durable de la fermeté, tout au moins, de ces produits de base. C'est une considération qu'il importe de ne pas perdre de vue pour l'investissement des capitaux dans les meilleures conditions probables.

ANDRÉ PLY
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillée concernant cette chronique doit être adressée directement à son Rédacteur M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).

TABLE DU DEUXIÈME VOLUME

Mars-Avril

LIVRAISON DU 1er MARS 1937

		Pages.
GÉNÉRAL MESSIMY	Souvenirs de l'année 1911	5
DUCHESSE DE VENDOME	Un Voyage du duc d'Orléans	36
BERNARD GRASSET	La Querelle de l'édition	61
DUFF COOPER	La Trahison de Talleyrand	83
MARTHE DE FELS	U. S. A. (Carnet d'une étrangère) - Fin	99
RAMON FERNANDEZ	Charles Péguy	124
SOMERSET MAUGHAM	Servitude humaine. — IV	152
ADOLPHE JAVAL	L'État tuteur	172
JACQUES CHENEVIÈRE	Les Écoles du sentiment. — Fin	193
FRANÇOIS LEUWEN	Que fera M. Léon Blum?	220
A. ALBERT-PETIT	L'Histoire	228

LIVRAISON DU 15 MARS 1937

GUY DE POURTALÈS	Flandres 1915	241
JEAN MISTLER	France-Allemagne	282
MAURICE MARTIN DU GARD	Abel Hermant	292
Dsse de la ROCHEFOUCAULD	Le Code et la Femme mariée	303
SOMERSET MAUGHAM	Servitude humaine. — Fin	315
JULIEN BENDA	La Querelle des générations	345
JEAN DE PANGE	Veille de couronnement	355
GEORGES SALLES	Chapour	366
GEORGES MEYER	La Conférence de Montreux	384
JEAN MÉRILYS	Une Française au bagne des tsars	405
ALEXANDRE ARNOUX	Le Cinéma	435
FRANÇOIS PORCHÉ	Le Théâtre	445
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	456
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Paris	466

JEAN POIRIER : Parmi les Livres.

LIVRAISON DU 1er AVRIL 1937

		Pages.
P.-E. FLANDIN	L'Expérience de 1935	481
ABEL HERMANT	La Dernière Incarnation de M. de Courpière. — I	496
ALDOUS HUXLEY	Écrit sur du Sable	526
★★★	Paul Cambon à Londres	545
JULES SAGERET	Les Bernards-l'Ermite	565
IGNOTUS	Sir Austen Chamberlain	592
ANDRÉ SIEGFRIED	Psychologie britannique	598
JULES WOGUE	Hilarion Ballande	607
ED. GISCARD D'ESTAING	Changement de programme	624
ROLAND DE MARÈS	Les Étapes de la Guerre espagnole	642
F. BALDENSPERGER	Un Projet de Voltaire	656
JACQUES D'HARCOURT	La Justice sociale et la Liberté	670
CONSTANTIN PHOTIADÈS	Soirées musicales	677
A. ALBERT-PETIT	L'Histoire	690
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Paris	704

LIVRAISON DU 15 AVRIL 1937

CAMILLE BARRÈRE	Lettres à Delcassé	721
GERMAIN MARTIN	Le Patronat français	764
ABEL HERMANT	La Dernière Incarnation de M. de Courpière. — II	785
ALEXANDRE ARNOUX	Vol au Louvre	813
GABRIEL MARCEL	Le Centenaire de Swinburne	829
GEORGES HARDY	Le Noir et la Civilisation	846
ANDRÉ BEUCLER	Russes de France	866
CHRISTIAN DE CATERS	Paysages et Ame du Portugal	897
LOUIS HOULLEVIGUE	Notre Univers	914
COLONEL KOELTZ	L'Histoire militaire	924
FRANÇOIS PORCHÉ	Le Théâtre	933
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	947

CHEZ PLON

ANDREW SMITH

J'AI ÉTÉ OUVRIER EN U. R. S. S.

1932 - 1935

Traduit de l'Anglais par EMMANUEL RINON

L'exploitation du prolétariat sous la dictature des privilégiés

18 fr.

JEAN DE LA VARENDE

NEZ-DE-CUIR

GENTILHOMME D'AMOUR

" Si les Goncourt vivaient et décidaient de leurs prix, pas de doute possible, ce serait celui-là qui l'emporterait. "

GABRIEL BOISSY (Comœdia).

Roman.. .. .. **16 fr. 50**

JEAN DUFOURT

LES MALHEURS DE CALIXTE

" Si la considération se perd et si la soierie se meurt, qu'adviendra-t-il de la bonne société lyonnaise ?.

CALIXTE.

Roman. .. .. **15 fr.**

ÉMILE LUDWIG

LE NIL

VIE D'UN FLEUVE

TOME II

Une prodigieuse vision d'histoire naturelle et humaine.

In-8° 40 × 56 avec 23 planches hors-texte et une carte.. .. .. **24 fr.**

GÉNÉRAL MESSIMY

MES SOUVENIRS

" Ce plaisir d'écrire sans fard, sans mâcher les mots, en appelant les choses par leur nom, je me l'offre comme une satisfaction posthume. "

MESSIMY (Mai 1935).

In-8° carré avec 1 frontispice... .. .. **36 fr.**

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

CHEZ
GRASSET

Au secours des Lettres françaises

DIDEROT
LETTRE
sur le commerce de la Librairie
commentée par BERNARD GRASSET

La publication de cette œuvre peu connue de Diderot, d'un poids inestimable à l'heure où l'édition est menacée constitue un véritable événement dans l'histoire des lettres.

1 vol. in-16 jésus... **20** fr.

Un roman de la mer

ÉDOUARD PEISSON
LE PILOTE

Un nouveau récit passionnant et tragique du célèbre romancier de la mer.

1 volume... ... ... **15** fr.

Un grand roman épique

ERNST GLAESER
LE DERNIER CIVIL
traduit de l'Allemand

Mort et résurrection de l'Allemagne. La Nation se réveille mais l'homme libre meurt.

1 vol. in-16 jésus... **24** fr.

VIENT DE PARAITRE

ANDRÉ CORTHIS

LA CHOUETTE ÉCARTELÉE

Un magnifique roman qui prend pour cadre la Révolution espagnole d'octobre 1934 dont l'auteur fut un des témoins et qui nous aide à comprendre, au travers d'une passionnante aventure d'amour, les drames qui se jouent actuellement dans les cœurs et dans les esprits d'un peuple déchiré.

Un volume .. .. **15 fr.**

A. FAYARD & Cie, Éditeurs, 18-20, rue du St-Gothard, PARIS (14e)

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Les annonces sont reçues chez MM. PERDRIX ET BURIN, *34, rue Richer, Paris, 9e* -:- Téléph. Prov. 88-54.

Vente au PALAIS DE JUSTICE à PARIS, le 24 AVRIL 1937, à 14 heures

Maison à MONTREUIL-sous-BOIS (Seine)

37, boulevard Chanzy. Revenu brut annuel : 16.000 francs. **Mise à prix : 140.000 francs.**
S'adresser à Me **FRANÇOIS,** avoué, 5, rue Marbeuf, Paris, et Me R. DAUCHEZ, notaire.

L'ARGUS de la PRESSE
"VOIT TOUT"

Fondé en 1879

LES PLUS ANCIENS BUREAUX D'ARTICLES DE JOURNAUX

37, Rue Bergère, PARIS (IXe)

Lit et dépouille par jour
20.000 *Journaux ou Revues du Monde entier*

Collectionne : LES ARCHIVES DE LA PRESSE

Edite : **L'Argus de l'Officiel**
contenant tous les votes des Hommes politiques

L'Argus recherche articles et tous documents passés, présents, futurs

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

●

VISITEZ LES CENTRES D'ART
DU RÉSEAU DE L'ÉTAT

●

Billets des Dimanches et Fêtes au départ de Paris

VERSAILLES	**4 fr.**	**A. R.**
CHARTRES	**15 fr.**	**A. R.**
ROUEN	**30 fr.**	**A. R.**
CAEN	**45 fr.**	**A. R.**

1/2 place pour les enfants de 3 à 5 ans.

CIRCUITS FORFAITAIRES
AU PAYS DE L'ISLAM

LE BAPTÊME DU DÉSERT A BOU SAADA
depuis : 900 frs

LE CIRCUIT DES OASIS ET DE L'AURÈS
depuis : 1.800 frs

(Traversées maritimes comprises)

S'adresser aux Bureaux de Renseignements de : P. L. M., P. O. - MIDI, Cie Gle TRANSATLANTIQUE, Cie de Navigation Mixte, Sté Gle de Transports Maritimes, OFALAC et Agences de voyage.

ALGÉRIE-SAHARA

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, Boul. St-Michel, PARIS

Vient de paraître :

MARÉCHAL LYAUTEY

VERS LE MAROC

LETTRES DU SUD-ORANAIS
1903-1906

Au Tonkin, à Madagascar, Lyautey s'était initié à l'école de Galliéni ; dans le Sud-Oranais, il donna librement toute sa mesure. Alors colonel, — bientôt général — il reçut le commandement de la subdivision d'Aïn-Sefra : tâche rude et délicate, face au Maroc inorganique et turbulent, presque en rebellion. Négociations subtiles, incessantes chevauchées dans le Haut Plateau, le Sahara, aux portes du Tafilalet, rapides et dures passes d'armes, incompréhension de la métropole (c'est l'époque d'Algésiras), lutte incessante contre les routines, voilà ce que nous révèlent ces *Lettres du Sud-Oranais*, écrites le plus souvent du bivouac à des intimes auxquels le Maréchal peut ouvrir librement son cœur. On y saisit sur le vif la pénétrante psychologie de l'Islam et de l'âme marocaine, la conviction profonde du rôle social de l'officier ; on y voit se préciser les dons de chef, s'élaborer la doctrine, se concrétiser la méthode qui vont faire de Lyautey le créateur du Maroc moderne.

Un volume in-8° (14×23), 350 pages, avec **un portrait** en frontispice et **une carte hors texte**, broché .. .. **35 fr.**

Précédemment parus :

LETTRES DU SUD DE MADAGASCAR
1900-1902

Un volume in-8° (14×23), 316 pages, **un portrait et une carte hors texte, 7 cartes et plans dans le texte, broché**.. .. .. **30 fr.**

LETTRES DU TONKIN ET DE MADAGASCAR
1894-1899

Un volume in-8° (16×23), x-666 pages, **23 croquis dans le texte, 5 cartes en couleur hors texte, broché**. .. .. **50 fr.**

PAROLES D'ACTION
Madagascar — Sud-Oranais — Oran — Maroc (1900-1926)

Préface de LOUIS BARTHOU

Un volume in-8° (14×23), xxxiv-480 pages, broché. .. .. **45 fr.**

Le Temps

PARIS — 5, Rue des Italiens, 5 — PARIS

Registre du Commerce Paris n° 70,722

6 ou 8 PAGES GRAND FORMAT

TÉLÉPHONE (CINQ LIGNES)

Taitbout : 76.60 - 76.61 - 76.62 - 76-63 - 76.64

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : TEMPS-PARIS

Directeurs : Jacques CHASTENET et Emile MIREAUX

Le plus grand journal d'information.
Rend compte de toute l'activité
politique, intellectuelle, artistique
et économique du monde entier

Services Télégraphiques et Téléphoniques

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET FINANCIERS PARTICULIERS

DE TOUTES LES CAPITALES

ET DE TOUS LES DEPARTEMENTS FRANÇAIS

PRIX DE L'ABONNEMENT :

		Trois mois	Six mois	Un an
PARIS, DÉPARTEMENTS et COLONIES FRANÇAISES		35 fr.	68 fr.	130 fr.
ÉTRANGER	Pays accordant une réduction de 50 0/0 sur les tarifs postaux	57 fr.	112 fr.	220 fr.
	Autres pays	80 fr.	157 fr.	310 fr.

LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

Par abonnement le numéro ne coûte pas même 35 centimes

Pour la Publicité, le Temps s'impose par sa diffusion,
sa présentation et la qualité de ses lecteurs

PAYOT, 106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

Vient de paraître :

FERDINAND LOT, professeur honoraire à la Sorbonne, membre de l'Institut. — **Les Invasions barbares**, et le peuplement de l'Europe. Introduction à l'intelligence des derniers traités de paix. Tome I. Arabes et Maures, Scandinaves, Slaves du Sud et du Centre ..... 40 fr

Les convulsions qui secouent l'Europe d'aujourd'hui sont incompréhensibles à qui ignore la manière dont ce continent a été repeuplé à la suite des grandes invasions.

E.-F. GAUTIER, professeur honoraire de l'Université d'Alger. — **Le Passé de l'Afrique du Nord.** Les Siècles obscurs ..... 40 fr.

« L'Afrique du Nord a parlé latin pendant six siècles... L'Islam a tout recouvert. Comment s'est faite cette révolution immense, d'une portée incalculable sur l'histoire du monde méditerranéen ? » **La Géographie.**

CAPITAINE R. DE FERIET. — **La Butte de Vauquois.** Préface du général Blin, chef du service historique de l'Etat-Major de l'armée, ancien chef d'Etat-Major de la 9e division ..... 18 fr.

« Vauquois, 24 mois de combats acharnés, d'efforts constants, de peines héroïquement supportées. » **Général Blin.**

DUFF COOPER, ministre de la guerre de Grande-Bretagne. — **Talleyrand, 1754-1838.** Traduit de l'anglais par H. et R. Alix ..... 25 fr.

« Dans ce livre sur Talleyrand, M. Duff Cooper — ministre de la guerre de Grande-Bretagne — montre une compréhension des craintes et des besoins de la politique étrangère française qui est remarquable. » **Paris-Midi.**

FRANCIS HACKETT. — **François Ier, 1494-1547.** Traduit de l'anglais par Rose Celli ..... 40 fr.

Le nouveau livre du célèbre historien irlandais, auteur de « **Henri VIII** ».

LYTTON STRACHEY. — **La reine Victoria,** 1819-1901. Traduit de l'anglais par F. Roger-Cornaz ..... 25 fr.

« Peu de romanciers, même parmi les meilleurs, sont plus subtils que cet historien. » **André Maurois.**

Dr ORJAN OLSEN, maître de conférences à l'Université d'Oslo, explorateur chargé de missions par le Gouvernement norvégien. — **La Conquête de la Terre.** Histoire des découvertes et des explorations, des origines à nos jours. Tome VI et dernier ..... 25 fr.

La brillante pléïade des explorateurs qui ont achevé la conquête de la terre.

W.-O. STEVENS et A. WESTCOTT, professeurs à l'Académie navale des Etats-Unis. — **Sea Power.** Histoire de la puissance maritime, de l'antiquité à nos jours. Préface et traduction du commandant A. Cogniet, chargé du service historique de la marine pendant la guerre ..... 50 fr.

« On ne peut sans la mer ni profiter de la paix ni poursuivre une guerre. » **Richelieu.**

LIN YUTANG. — **La Chine et les Chinois.** Préface de Jean Escarra, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris, chargé de cours à l'Institut des Hautes-Etudes chinoises. Avant-propos de Pearl S. Buck, professeur à l'Université de Nankin. Traduction française de S. et P. Bourgeois ..... 32 fr.

La Chine vue par un Chinois. « L'ouvrage le plus vrai, le plus profond, le plus complet, le plus important qui ait jusqu'ici été écrit sur la Chine. » **Pearl S. Buck.**

RAFAEL SABATINI. — **Torquemada et l'Inquisition espagnole.** Traduit par A. et H. Collin Delavaud ..... 30 fr

La figure la plus dramatique de l'histoire d'Espagne.

H. GRIMM, professeur d'histoire de l'art à l'Université de Berlin. — **Gœthe et son temps.** Traduction de Jacques Chifelle-Astier ..... 30 fr.

« Aussi longtemps que vivront des hommes s'intéressant aux problèmes vitaux, on écrira des livres sur Gœthe. » **H. Grimm.**

Rappel :

GÉNÉRAL LUDENDORFF, premier quartier-maître général des armées allemandes. — **Souvenirs de guerre.** Préface du général Buat, chef d'État-Major général de l'armée. 2 vol. in-8°, ensemble ..... 80 fr.

— **Documents du G. Q. G. allemand sur le rôle qu'il a joué de 1916 à 1918.** 2 vol. in-8°. Chacun ..... 24 fr.

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, PARIS, IXe

PIERRE LOTI

LA TROISIÈME JEUNESSE DE MADAME PRUNE

Illustrations de S. SAUVAGE

illustré en couleurs, avec des hors-texte fac-similé coloriés à la main au pochoir et des illustrations en héliogravure dans le texte coloriées à la main. Couverture illustrée en couleurs.

Un volume de luxe in-8° sur beau Vélin Bernard Dumas ... ... **70** fr.

LES DÉSENCHANTÉES

Illustrations de A. CALBET

illustré en couleurs, avec des hors-texte fac-similé coloriés à la main au pochoir et des illustrations en héliogravure dans le texte coloriées à la main. Couverture illustrée en couleurs.

Un volume de luxe in-8° sur beau Vélin Bernard Dumas ... ... **70** fr.

Académie Féminine des Lettres
PRIX MARIE DE WAILLY

MARCELLE MAGDINIER

CANTEDOR

Roman

Préface de MARIE GASQUET

Le Chant du Rhône...

Un volume in-16 ... ... **15** fr.

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

VAN CLEEF & ARPELS
LA MINAUDIÈRE

MOTOCULTEURS
SOMUA
A FRAISE ROTATIVE

Pour la Culture Maraîchère, les Vignobles, les Pépinières et la Petite Culture

Motoculteur type C, en travail dans une culture maraîchère.

Ils conviennent particulièrement pour l'ameublissement du sol dans les potagers, les vergers et pour les cultures florales.

Équipés avec outils sarcleurs spéciaux, ils permettent l'entretien des allées

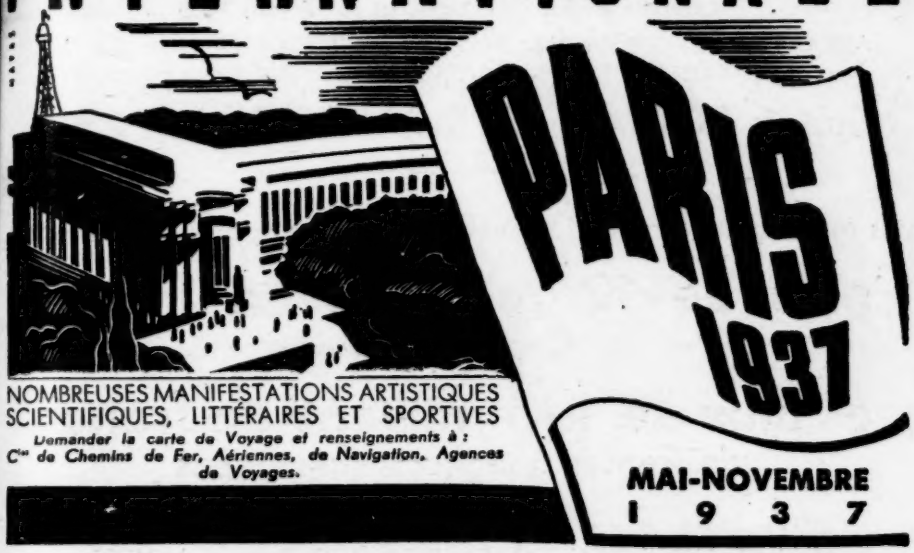
Demandez Renseignements et Catalogues sur les Motoculteurs types C et D aux

USINES SOMUA

146, Boulevard Victor-Hugo — SAINT-OUEN-sur-SEINE

Société au Capital de 44 millions de francs

EXPOSITION INTERNATIONALE



PENDULES ÉLECTRIQUES

ATO

LA GRANDE MARQUE FRANÇAISE

UN DE NOS NOMBREUX MODÈLES, A PARTIR DE **290** FRANCS

EN VENTE CHEZ VOTRE HORLOGER

LA NATIONALE

Compagnie anonyme d'Assurances sur la Vie

Entreprise privée, régie par la loi du 17 Mars 1905

ANCIENNEMENT COMPAGNIE ROYALE D'ASSURANCES SUR LA VIE
FONDÉE EN 1830 — CAPITAL SOCIAL 75 MILLIONS

SIÈGE SOCIAL : 2, Rue Pillet-Will, PARIS

Depuis son origine jusqu'au 1er Janvier 1937, ses opérations ont porté :

plus de 12 milliards de francs
de Capitaux assurés

et plus de 180 millions de francs
de Rentes Viagères constituées

ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS — MIXTES
ASSURANCES MIXTES COMPLETES
AVEC PARTICIPATION DANS LES BÉNÉFICES
ET COUVERTURE DU RISQUE D'INVALIDITÉ

ASSURANCES COLLECTIVES POUR LE PERSONNEL
ASSUJETTI OU NON AUX ASSURANCES SOCIALES

Rentes Viagères

Pour les personnes parvenues à l'âge de la retraite, la Rente Viagère est le remède le plus efficace à la cherté de la vie et **constitue le plus sûr des placements.**

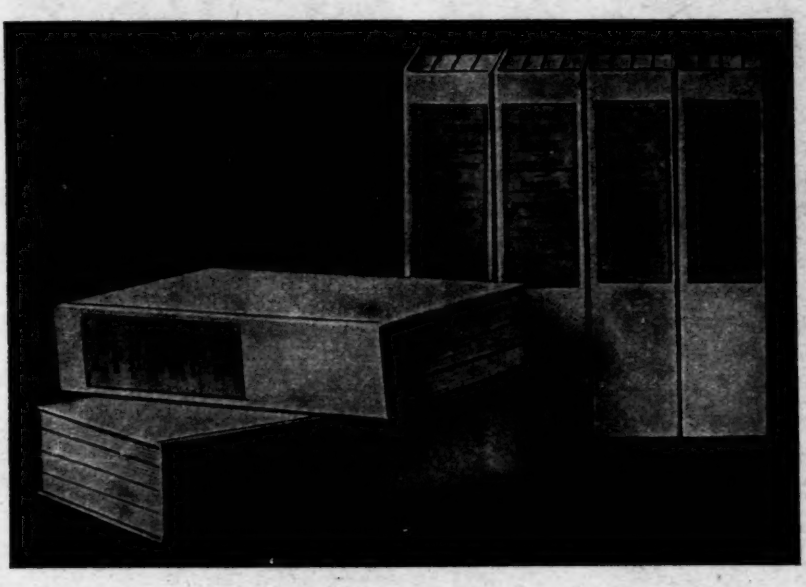
Les garanties les plus importantes
Les tarifs les plus avantageux

Renseignements confidentiels et prospectus gratuits au Siège Social, à Paris ou chez les Agents Généraux en Province.

REVUE DE PARIS, 3, Rue Auber, PARIS-IXe

Pour classer vos livraisons de la Revue de Paris

Achetez nos cartonnages spéciaux



Plats et dos de la même couleur que la couverture de la Revue.
Étiquettes rouges collées sur le dos du cartonnage.

Chaque carton-classeur permet de réunir quatre livraisons **rognées.**

L'étiquette collée indique les principales publications contenues dans les quatre numéros ainsi rassemblés.

Grâce à ces classeurs vous pourrez facilement retrouver dans votre biliothèque les romans, mémoires, études, etc..., publiés par la *Revue de Paris,* et les collections de livraisons se présenteront, sur vos rayons, sous l'aspect de véritables volumes.

Prix du cartonnage, permettant de réunir 4 numéros : **5 francs.**

Supplément pour expédition *à l'étranger :* **1 franc.**

Les abonnés qui en feront la demande recevront dorénavant six fois par an le classeur bimensuel pour la somme globale de **30 francs** *(pour l'étranger :* **36 francs).**

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

—:—

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

(Les abonnements sont également reçus 114, avenue des Champs-Élysées.)

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	120 »	61 »	31 50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	126 »	64 »	33 »
ÉTRANGER — Demi-tarif postal	150 »	76 »	39 »
ÉTRANGER — Plein tarif	180 »	91 »	46 50

LA LIVRAISON — 240 pages — 7 fr. 50

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *Paris.*

Correspondants à l'étranger :

Alep : Djanji, 24, Bd de France; *Alexandrie* : Librairie Hachette, S. A. 16, Bd de Ramleh; *Amsterdam* : Meulenhoff et Cie; Feikema, Caarelsen et Cie; *Anvers* : La Grande Librairie; *Athènes* : Elefthéroudakis; *Barcelone* : Librairie Française, 8, Rambla del Centro; *Belgrade* : Henri Soubre; *Berlin* : Asher et Ce, Behrenstrasse 17; *Beyrouth* : Bugnard, 5, Av. des Français; *Bruxelles* : Agence Dechenne; Office de Publicité; Lebègue; *Bucarest* : Cartea Romanesca S. A.; *Budapest* : Czerepfalvi, Vaci-Utca 10; *Buenos-Ayres* : Libreria Hachette S. A., 49, Maipû; *Cologne* : Ausland Zeitungshandel, Disch Haus; *Copenhague* : Vilhelm Tryde; *Damas* : Makki, rue Salhie; *Elisabethville* : Desclée, Av. Royale; *Florence* : B. Seeber; *Genève* : Naville et Ce, Agence des Journaux; Charles Dürr; *Irun* : Sociedad Gal Española de Libreria, 20, Calle de Los Martires de Jaca; *La Havane* : La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly; *Lausanne* : Payot et Cie; *Le Caire* : Librairie Hachette S. A., rue du Télégraphe; *Liége* : V. Bourguignon; *Lisbonne* : Torrès et Cie; *Londres* : Librairie Hachette, 34, Maiden Lane Bedford Street, W. C. 2; *Madrid* : Libreria internacional de Romo, Alcala 5; *Milan* : Bocca; *Montevideo* : Libreria « El Correo », Maximino Garcia; *Montréal* : Déom Frères; *Neuchâtel* : Delachaux et Niestlé S. A.; *New-York* : G. E. Stechert et Ce, 31 East 10 th. Street; *Port-Saïd* : Librairie Hachette; *Rio de Janeiro* : Soria et Bottoni, 157, Avenida Rio Branco; *Rome* : Modernissima; *Salonique* : Molho, 19, rue Tsimiski; *Shang Haï* : Librairie Extrême-Orient, 2, route de Vallon; *Sofia* : J. Carasso et Ce; *Stamboul* : Librairie Hachette, succursale de Turquie; B. P. 2219; *Tirana* : Guga et Ce; *Turin* : Fratelli Bocca, S. Lattès et Ce; *Varsovie* : Jean Nowicki, 17, Krakowskie-Przedmiescie; *Zagreb* : Soubre, Juriciseva ulica 6; *Zurich* : Paul Morisse.

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Tables décennales : (1894-1903); (1904-1913). — *Chaque livraison* . . . . . 10 fr.
Tables (1914-1933) . . . . . 20 »

IMPRIMERIE CHAIX, 20, rue Bergère, Paris.